Fr Hist
M

MERCURE BRITANNIQUE;

OU

NOTICES

HISTORIQUES ET CRITIQUES

SUR

LES AFFAIRES DU TEMS.

PAR

J. MALLET DU PAN.

VOLUME III.

N.° XVII.

179087.
27.3.23.

A LONDRES

DE L'IMPRIMERIE DE W., ET C. SPILSBURY, SNOW-HILL, ET POUR LE CONTINENT.

Se trouve chez *Fauche*, et Cō: à *Hambourg*, et chez les Libraires de *Vienne*, *Berlin*, *Frankfort*, *Leipsic*, et chez *Andreola* à *Venise* Rüe de S. *Fantin*.

MDCCXCIX.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XVII.

25 AVRIL, 1799.

DE LA MARCHE DE L'OPINION PUBLIQUE EN EUROPE, relativement à la Révolution Françoise.

(Traduit de l'Allemand.)

CE morceau, qu'on peut considérer comme une des meilleures introductions à toute histoire du tems présent, est tiré du *Journal Historique* de M. *Gentz*, Conseiller de guerre à Berlin. Cet écrivain s'est placé au premier rang des auteurs Allemands par ses belles traductions de plusieurs ouvrages importans sur la Révolution de France, entr'autres de ceux de M. *Burke*, & par un grand nombre d'essais historiques

& politiques où l'on admire également la profondeur des idées & l'énergie de l'expression.

Personne n'a combattu en Allemagne d'une manière plus solide & en même tems plus intéressante les ravages des doctrines du jour. Peu d'étrangers, & même de François, ont saisi avec autant de justesse que l'a fait M. *Gentz*, les origines, le caractère, les variations, les ressorts, & les remèdes de la Révolution.

Au commencement de cette année, il a consacré ses talens, avec l'approbation spéciale du Gouvernement, à la rédaction d'un *Journal Historique* qui paroît tous les mois, & dans le but principal d'imprimer une direction salutaire à l'opinion publique en Allemagne. (*)

Le fragment que nous avons détaché de ce Recueil, & dont nous devons la traduction à une personne également versée dans les deux langues, n'est point une vaine spéculation philosophique : en détruisant des erreurs sans cesse répétées sur les causes originelles de la Révolution, il rectifie les moyens de lui résister ;

(*) Ce Journal, composé de douze Numéros par année, chacun de 6 à 7 feuilles, se trouve chez tous les Libraires d'Allemagne. L'abonnement est de 4 rixdalers, soit 12 schellings.

il indique même ceux d'en prévenir la renaissance, si jamais on parvenoit à l'abattre.

" CEUX qui depuis dix ans ont suivi les affaires publiques ont été entraînés avec une rapidité vraiment étourdissante, par une succession inouie de phénomènes extraordinaires & de catastrophes terribles. Quel est le point dont l'Europe est partie, & celui où elle est arrivé? Cette question ne sauroit manquer d'avoir un grand intérêt.

" Elle devient doublement importante, quand on songe que nous vivons en des tems bizarres, où il règne entre le véritable caractère des événemens & l'opinion que s'en forme le Public, un contraste dont les observateurs attentifs n'ont pas tardé à s'appercevoir, qui tient à des erreurs profondément enracinées, & qu'on ne sauroit peut-être expliquer qu'en remontant à ses causes les plus éloignées.

" Des artistes judicieux ont remarqué qu'il s'accrédite souvent à l'égard des traits du visage d'un personnage célèbre, des idées de convention absolument fausses, mais consacrées par une longue habitude, & que ces idées se pro-

pagent au point d'exciter de la défiance & de jeter de la défaveur sur des portraits plus fidèles tracés par la main d'un maître habile. La majorité de nos contemporains s'est fait de même de la Révolution Françoise & des événemens qui s'y rapportent une notion gratuite, fantastique, totalement différente de sa vraie physionomie; & cette représentation erronée se soutient avec tant d'opiniâtreté, qu'une image plus ressemblante, quand elle ose se montrer, est taxée de vision ou de caricature.

" Il ne sera pas inutile de suivre les traces de ce phénomène singulier; mais comme, pour découvrir & combattre les illusions qui égarent l'opinion publique, on doit nécessairement savoir de quelle manière cette opinion prit naissance; jetons, avant toutes choses, un coup-d'œil sur les circonstances caractéristiques au milieu desquelles la Révolution Françoise vint surprendre l'Europe.

" Plusieurs événemens d'une influence générale & durable, au nombre desquels la découverte de l'Amérique occupe le premier rang, avoient depuis quelques siècles réveillé l'activité des nations policées qui habitent notre partie du globe. Les points de contact nombreux qu'un commerce toujours croissant établit entre

les régions les plus distantes de la terre, les nouvelles routes qu'il fraya à l'industrie, & les nouvelles récompenses qu'il lui promit, donnèrent un essor inattendu à l'application & à l'ésprit d'invention des peuples Européens; & conformément à une loi admirable de la nature humaine, les fruits du travail fécondèrent à leur tour ce travail lui-même: chaque produit nouveau contenoit le germe de quelque nouvel effort des forces productives. Dans les pays où cet heureux déploiement de l'activité humaine fut le plus favorisé par l'esprit national ou par des circonstances extérieures & accidentelles, tout ce qui tient au domaine de l'industrie & des arts changea entièrement de face. Tout fut perfectionné, embelli, ennobli sous la main créatrice de l'homme, & avec le secours de machines ingénieuses inventées par lui; les productions de la terre revêtirent mille formes différentes, les unes toujours plus finies que les autres. Le sol lui-même acquit des forces inconnues, par la direction adroite donnée à celles qu'il possédoit déjà, & l'heureux usage qu'on apprit à en faire. L'esprit humain se créa une terre nouvelle, & découvrit de plus en plus le secret de son empire sur la matière.

" Avec une industrie si prodigieusement développée & sans cesse progressive, les contrées qui y prirent une part sensible, durent naturellement voir s'augmenter leurs richesses, c'est-à-dire cette partie de leurs richesses qui n'est point consommée, ou qui du moins est soustraite a une consommation immédiate. Par-tout se manifesta, sinon dans chaque espèce de productions, au moins dans leur ensemble, un surplus considérable; par-tout ce surplus fut consacré à former de nouvelles entreprises, à fertiliser de nouvelles branches d'industrie, à produire de nouvelles richesses. Les signes des valeurs, quoiqu'infiniment multipliées depuis l'ouverture des mines d'Amérique, ne suffirent plus aux échanges: l'argent lui-même fut représenté par de nouveaux signes: chaque jour vit s'accroître les sources des jouissances, & les moyens d'y puiser. Rien ne put arrêter ce mouvement, ni les ravages du luxe, ni les consommations énormes de l'intempérance, ni la destruction causée par des guerres fréquentes. Tant que les bases de l'opulence ne furent pas ébranlées, elle augmenta dans une progression étonnante par-tout où des canaux lui avoient été ouverts, & malgré les ennemis contre lesquels elle eut de tems en tems à lutter.

" Une

" Une des conséquences les plus essentielles de ce progrès de la civilisation fut de changer insensiblement l'état & les rapports de toutes les classes de la société, changement qui leur donna d'autres modifications & un caractère absolument neuf.

" Dans les tems qui précédèrent la dernière & brillante époque que nous venons de décrire, les moyens de jouir de la vie, ainsi que le pouvoir & la considération qui d'ordinaire les accompagnent, se trouvoient exclusivement entre les mains d'un petit nombre d'hommes privilégiés. Les propriétaires du sol étoient les maîtres de la terre & du reste de ses habitans: quiconque étoit exclu de toute participation aux richesses territoriales, languissoit dans une servitude parfaite ou dans un état fort peu au-dessus de l'esclavage. Quelques familles possédoient la masse très-modique des biens mobiliers & celle des immeubles beaucoup plus considérable, mais en grande partie rendue inerte par le défaut de culture. L'immense majorité du peuple attendoit de ces familles puissantes, sa subsistance comme une faveur, ou comme le salaire d'un travail pénible; ou bien elle cherchoit à se procurer une existence un peu moins dépendante dans de chétifs lieux de

rassemblement appelés villes, à l'aide d'une industrie naissante, au milieu de vexations & de dangers de toute espèce, des dédains de la classe élevée, & d'alarmes continuelles pour la sureté des propriétés acquises.

" Du moment où les effets d'une industrie & d'une prospérité croissante se firent sentir, cette constitution imparfaite de la société civile dut cesser. La puissance attachée à la possession des immeubles, rencontra un contrepoids dans les fortunes nouvelles, fondées sur l'accumulation des richesses mobiliaires; bientôt il s'ensuivit une prépondérance décidée en faveur de ces dernières: le propriétaire de l'argent rivalisa d'influence avec le propriétaire des terres, & finit par le supplanter. Pour se procurer une partie des nouvelles jouissances, pour acquérir une partie des biens nouveaux qui de tout côté affluoient vers la circulation générale, le Seigneur du Manoir fut obligé d'aliéner une portion considérable de ses anciennes prérogatives. Ses moyens étoient devenus insuffisans pour entretenir un cortège nombreux & vivre en Roi de ses domaines: il réforma sa cour, se replia sur les commodités & les plaisirs que le goût raffiné du siècle lui avoit fait connoître, & donna la liber-

té à ses esclaves. Dès-lors le mur qui le séparoit des autres classes, tomba partiellement. Quoiqu'une naissance illustre, ou de grandes dignités, continuassent à donner de l'éclat & à former une distinction, il étoit clair que les richesses avoient porté atteinte à la hiérarchie des rangs, qu'elles étoient devenues le but de tous les efforts, & une mesure importante du bien-être civil, & même de la considération. Le riche bourgeois sentit moins la distance qui le séparoit des grands; les grands eux-mêmes furent quelquefois intéressés à la lui faire oublier: ils cédèrent à la nécessité de se rapprocher, soit dans les transactions civiles, soit dans le commerce journalier, de la classe moyenne, où se développoient insensiblement tant d'avantages marqués; ils commençèrent même à entrer avec elle dans des relations de famille. Les mœurs, les occupations, les desirs, les jouissances, les formes extérieures des deux classes, acquirent de jour en jour plus de ressemblance; les lignes de démarcation allèrent en s'effaçant, & ce furent les richesses qui posèrent le premier fondement d'une égalité sociale en Europe.

" La première classe ayant perdu une partie de ses prérogatives & de ses distinctions,

& la seconde faisant tous les jours un pas de plus vers l'aisance & la considération publique, les effets de ce changement survenu dans l'ordre des choses, se manifestèrent jusques dans les plus basses conditions. La classe nombreuse appelée communément laborieuse par excellence, commença à s'appercevoir qu'elle aussi avoit gagné à l'amélioration générale de l'état social; que pour elle aussi, les mers les plus éloignées se couvroient de vaisseaux, & les mines du Pérou & du Mexique devenoient tributaires de l'Europe. Le salaire du travail, augmenté peut-être dans une proportion défectueuse, mais cependant augmenté, mit les jouissances de la vie plus à portée de l'ouvrier des villes comme du cultivateur; il apprit à connoître une foule de nouveaux besoins, & jusqu'à un certain point trouva moyen de les satisfaire. La manière de vivre de tous les états s'éleva de quelques échelons sur l'échelle de la civilisation. Des objets qu'on ne voyoit, il y a deux ou trois cents ans, que sur la table & dans les châteaux des grands, chaque jour les offrit désormais dans la demeure des plus humbles citadins & jusques dans la chaumière du villageois; & l'on peut dire sans exaggération qu'en tant que le luxe consiste dans les jouis-

sances, le luxe d'un artisan à son aise surpassa alors celui d'un Prince du treizième siècle.

" A la faveur de ces grands changemens, l'esprit humain prit de son côté un élan nouveau. Plus le bien-être général de la société s'accrut, plus le soin de pourvoir à l'existence physique laissa de loisir; & plus le nombre de ceux qui purent se livrer à des occupations d'un ordre supérieur devint grand; plus aussi on fut en état d'augmenter cette partie du capital commun, applicable aux établissemens qui ont l'instruction publique & particulière pour objet. La culture des sciences fut dorénavant l'unique affaire d'une classe nombreuse dans l'Etat: de même que par la division du travail, les procédés mechaniques furent peu-à-peu perfectionnés, la sphère des connoissances humaines s'étendit prodigieusement par l'adoption d'un principe semblable. Chaque district de ce vaste domaine fut cultivé séparément. D'un côté l'étude de la nature, de l'histoire, du globe terrestre, de l'homme, la théorie des arts & des métiers, furent poursuivis jusques dans leurs moindres ramifications; de l'autre on vit paroître des recherches profondes sur les principes de toutes nos connoissances, sur les droits & les devoirs d'un ê-

tre doué de raison, sur les rapports élémentaires de l'aggrégation sociale. L'homme fit le dernier pas, & le pas le plus important, dans la carrière du développement intellectuel; il descendit en lui-même, & sonda les replis de son ame. Une masse d'idées, grandes, lumineuses, & profondes, s'étendit sur toutes les contrées qui eurent le bonheur de participer à la culture Européenne.

" Trois inventions réservées pour ces tems privilégiés, l'imprimerie, les postes, & les gazettes, établirent une circulation d'idées, une universalité de lumières, qu'aucun âge précédent n'avoit connues ni pressenties. Grace à ces trois inventions, il s'introduisit une communauté de biens intellectuels, auprès de laquelle l'aristocratie de l'instruction qu'on remarque dans les Républiques anciennes les plus célèbres, nous paroît presque de la barbarie. Les sciences quittèrent les bancs de l'école & les cabinets des savans, pour aller se répandre dans toutes les classes: lire, devint une des occupations les plus assidues & les plus intéressantes. Ceux même que leur condition sembloit éloigner de toute participation aux progrès des sciences, n'en furent point entièrement exclus; un rayon de lumière dispersa les

ténèbres épaisses qui jadis couvroient par-tout les régions inférieures de la société.

" Dans les pays où s'opérèrent en silence ces grandes révolutions, les Gouvernemens ne restèrent point étrangers à l'amélioration générale de l'espèce humaine. On a beau s'élever contre ce fait par des déclamations injustes & superficielles: il est gravé en caractères ineffaçables dans les annales de ce siècle. Jamais les administrateurs des Etats ne se firent une étude aussi suivie d'encourager l'industrie, d'ouvrir de nouvelles sources de prospérité nationale, de faire valoir toutes les branches de l'activité humaine, de multiplier les moyens d'acquérir, & de veiller à la sureté des propriétés acquises. Dans les grands Etats commerçans, le desir de favoriser & d'étendre le commerce alla si loin, qu'il donna lieu à la plupart des guerres récentes: le penchant aux réformes de toute espèce, dégénéra chez plusieurs Gouvernemens en une véritable maladie. L'ingratitude la plus noire peut seule oublier ce qu'ils firent pour les arts & les sciences; mais ce n'étoit pas seulement dans leurs *œuvres*, c'étoit sur-tout dans l'esprit qui les animoit qu'étoient empreints les progrès du siècle. Des principes qu'autrefois on se disoit

à peine à l'oreille comme des secrets, furent maintenant proclamés par les premiers fonctionnaires de l'Etat comme des vérités éternelles & des règles de conduite invariables. Des Monarques tout-puissans enseignèrent à leurs contemporains, dans des écrits immortels, que les rois sont faits pour les peuples, & non les peuples pour les rois, & que penser différemment est un crime. Quoique la foiblesse & les passions occasionassent quelquefois des actes arbitraires ou tyranniques, la sainteté des loix n'en étoit pas moins devenue une maxime, & les voies légales une règle. Même les formes extérieures de la domination avoient été tempérées & adoucies d'une manière frappante. Loin de rendre le respect & l'obéissance pénibles par le sentiment d'un intervalle immense, la plupart des Souverains modernes n'avoient que trop cédé au vœu, bien digne de pardon, d'être hommes plutôt que princes; & en sacrifiant à ce vœu les ouvrages avancés du pouvoir, avoient affoibli le corps de la place. Enfin, en comparant, même superficiellement, l'esprit, le caractère, les principes, l'allure des Gouvernemens Européens au commencement de ce siècle, & pendant les dix années qui précédèrent la Révolution Françoise, est-il

nu

un seul homme qui ose dire que ces Gouvernemens ne se soient pas ressentis du mouvement général vers le mieux, ou n'y aient pas directement contribué?

" Lorsque l'on contemple le tableau que nous venons de tracer, & cela sans aucune prédilection pour les tems modernes, on ne sauroit méconnoître qu'à l'époque où la Révolution Françoise éclata, la meilleure partie de l'Europe n'eut atteint un degré étonnant de perfection sociale; & quand on considère en particulier combien les progrès de tout genre avoient été rapides dans le 20 ou 30 dernières années, on doit être vivement convaincu que l'humanité s'avançoit dans cette partie de la terre vers le plus brillant état de choses.

" Néanmoins des observateurs attentifs avoient entrevu, depuis long-tems, que, du sein de ce champ magnifique d'espérances, naissoient en même tems des sources d'alarmes; qu'à tous ces germes de culture & de félicité se méloient des germes de destruction, & même de dissolution totale, & que ces derniers trouvoient de l'aliment jusques dans les principes constitutifs du perfectionnement universel. Un mécontentement secret minoit le plaisir de posséder tant de trésors, & voiloit la

riante perspective de l'avenir : une fermentation profonde dans les élémens du corps social sembloit être le prélude d'une guerre interne générale ; un murmure sourd annonçoit déjà les approches de l'orage.

" A la première apparition de ce phénomène remarquable on n'avoit encore aucune idée de ses causes, de leur enchaînement & de leur véritable nature : on se contentoit de l'indiquer sans l'expliquer, ou l'on en cherchoit la raison dans des circonstances accidentelles qui ne l'expliquoient en aucune manière, ou ne l'expliquoient qu'à demi ; ou bien, enfin, on s'en prenoit injustement des vices du tout à quelques-unes de ses parties. Il s'est développé depuis des symptômes aussi terribles qu'inattendus ; une série d'événemens extraordinaires nous a fait voir en quelque sorte à nud les fondemens de l'édifice social, & pénétrer plus avant dans les mystères de sa construction : ce n'est que maintenant que nous sommes en état de comprendre, comment il s'est fait que des sources de la prospérité générale aient pu découler les maux qui menacent de l'anéantir.

" L'abondance des biens & la multiplication des jouissances avoient allumé dans les ames une soif brûlante de biens toujours nouveaux,

& de jouissances toujours plus recherchées. En vain mille bras travailloient-ils pour que ce besoin impérieux fût satisfait; il croissoit plus rapidement que les moyens de le contenter. Quoique la masse des commodités & des agrémens de la vie fût augmentée d'une manière frappante pour toutes les classes de la société, la satisfaction & la sérénité qui auroient dû en être la suite, n'étoient bien visibles nulle part: un mal-aise dont on n'étoit pas le maître, des desirs insatiables, une inquiétude sans bornes, devinrent la disposition dominante. Ici cette activité inquiète se manifesta par des entreprises extravagantes, enfanta des spéculations mercantiles poussées au-delà des justes limites, & faillit ruiner le commerce de l'Europe entière par les conséquences d'une tension démésurée; là elle produisit des plaintes sans sujet & sans fin, empoisonna le bonheur domestique, & occasionna des crimes nombreux. Pressés par des besoins toujours croissans, sans cesse occupés des moyens de les satisfaire, les hommes se trouvèrent finalement atteints d'un égoïsme incurable, universel, & d'une indifférence funeste pour tout ce qui ne tenoit pas à leur intérêt immédiat & à leurs jouissances exclusives. Cette indifférence dégénéra bientôt

en antipathie décidée pour les classes favorisées de la fortune, & en inimitié secrette contre l'ordre social que les mécontens accusoient de s'opposer à leur bien-être, & auquel ils s'en prenoient en dernière analyse toutes les fois qu'ils voyoient leurs folles espérances frustrées.

" Ce fut d'une manière pareille que le changement opéré peu à peu dans les rapports des différentes conditions, devint la cause de maux de plus d'une espèce, quelque salutaires que fussent d'ailleurs ses effets généraux. L'affranchissement du joug que le petit nombre des puissans imposoit, dans des tems grossiers, à la grande masse du peuple, l'abolition graduelle de tant de signes extérieurs d'une supériorité offensante, l'égalité décente qu'une aisance & une culture plus uniformement répandues avoient introduit dans le commerce de la vie — tout cela ne suffisoit plus aux enfans gâtés de ce siècle fortuné. Ici encore ce qu'on avoit acquis n'étoit jamais regardé que comme un moyen d'acquérir davantage. L'ambition devint aussi insatiable que la cupidité; chaque classe chercha à s'élever par les dehors au niveau de la classe placée immédiatement au-dessus d'elle; & cette manie, qui s'empara

de toutes les conditions, se fit sur-tout remarquer sur les grands théâtres des talens, des vices & des folies humaines. Les effets de cette tendance universelle, joints à ceux de la poursuite passionnée des plaisirs, augmentèrent l'agitation, les animosités & les jalousies. Il eût fallu puiser des motifs de satisfaction & d'espérance pour l'avenir, dans la comparaison de l'état actuel avec celui des générations précédentes & dans le spectacle des progrès extraordinaires dont chacun avoit été témoin; au lieu de cela, les prétentions devinrent de jour en jour plus désordonnées, les plaintes plus fortes, & les ressentimens plus profonds & envenimés.

" Il n'y eut pas jusqu'au développement supérieur de l'entendement, qui ne contribuât à cette anarchie secrette, dans la masse sociale; sans parler des égaremens auxquels l'esprit spéculatif, quand il secoue entièrement le frein des notions pratiques, peut entraîner & a souvent entraîné de nos jours, les têtes les plus fortes & les mieux organisées: il suffit, pour reconnoître la vérité de notre assertion, d'étudier l'influence que la dissémination générale des connoissances & des idées scientifiques a eue sur le repos, la concorde & la stabilité de

la société. Tout en produisant des effets salutaires, cette dissémination enfanta une présomption, une arrogance, un mépris pour le mérite d'autrui, & des prétentions orgueilleuses à la science universelle, dont les hommes des temps passés auroient à peine pu concevoir l'idée. Un pareil élément, combiné avec les deux autres que nous avons décrits plus haut, pouvoit faire craindre avec raison de graves désordres, & même un bouleversement complet.

" Avoit-on attrappé quelque lambeau des richesses intellectuelles, devenues si faciles à acquérir? s'étoit-on donné la peine de jeter un regard sur les livres à la mode? savoit-on par cœur quelques chapitres de Voltaire & de Raynal, on se croyoit aussitôt appelé à gouverner le monde. Cette haute opinion de soi-même, qui depuis environ trente ans étoit devenue en Europe une maladie contagieuse, mit le comble au mécontentement sur l'ordre établi: tout ce qui la contrarioit passoit pour tyrannie, & pour un attentat contre la liberté de penser. Le moindre attachement aux idées & aux usages reçus, le moindre respect pour ce qui pouvoit s'appeler autorité, étoit entaché de superstition & de servitude. La confiance dans les

opérations des fonctionnaires de l'Etat s'évanouit totalement ; la pratique pénible de leurs devoirs importans fut tournée en ridicule comme une oiseuse pédanterie ; chacune de leurs fautes devint le texte de commentaires & de plaisanteries sans nombre.

" Pour égayer & endoctriner le Public à leurs dépens, on le divertit périodiquement des erreurs de l'administration, non dans le langage modéré d'une censure impartiale, mais dans des déclamations satiriques ou furibondes, en vers & en prose, dans des gazettes, des écrits populaires & des romans. Quelques lieux communs de philosophie jetés dans la circulation, & compris à demi par la plupart des lecteurs, achevèrent ce cours d'insubordination. Insensiblement on s'accoutuma à regarder l'ordre établi, comme un cahos d'injustices, de folies, & d'usurpations ; une métamorphose entière de tous les Gouvernemens, comme absolument nécessaire ; & l'obligation de croire à cette nécessité, comme un des premiers devoirs d'un cosmopolite bien élevé.

" Quiconque examinera, d'après ces germes de discorde interne & de relâchement du bien social, ces principes de caducité dans les constitutions politiques, se convaincra sans peine

qu'il furent l'effet d'une seule & même cause. Cette cause est la disproportion entre les désirs de l'homme, & ses moyens de les satisfaire ; entre les progrès auxquels il est réellement appelé par la nature, & ceux bien plus grands que son imagination lui représente comme possibles. Cette disproportion fit que les plus brillantes améliorations de son état physique devînrent pour lui des sources de mécontentement & de maux créés par lui-même; que les modifications les plus avantageuses de ses rapports civils, en lui faisant sentir plus vivement ce qui lui manquoit encore à cet égard, lui inspirèrent de la haine contre les grands ; & que le développement de ses facultés intellectuelles, au lieu de le mettre en paix avec lui-même dans l'univers, porta le trouble dans son ame, & mina finalement cette même constitution sociale, sans laquelle ses facultés intellectuelles ne se fussent jamais développées. Ce combat interne entre les désirs & les forces fut donc le véritable & dernier fondement de la lutte terrible qui se préparoit depuis long-tems dans le sein du monde civilisé, & qui n'attendoit qu'une grande occasion pour produire une explosion générale, & pour inonder l'Europe de sang & de larmes.

" Les

" Les Gouvernemens, en prenant à tems de sages précautions, auroient pu empêcher cette fermentation, sinon de naître, au moins de faire des progrès & d'opérer les catastrophes dont elle étoit le symptôme. Mais ils en comprirent trop tard la nature : séduits par la plus excusables des illusions, les meilleurs d'entr'eux crurent avoir tout fait en cherchant à contenter de plus en plus leurs sujets, en leur ouvrant des sources toujours nouvelles de bien-être, d'industrie & d'instruction, & en corrigeant assidument les vices de l'administration. Malheureusement ces soins, louables en eux-mêmes, n'agissoient que dans un sens, & qui plus est, dans celui où la tendance naturelle du siècle avoit suffi sans aucune autre impulsion. Ils favorisoient les progrès généraux de la société, mais fournissoient en même tems de nouveaux alimens aux maux inhérens à ces progrès. Un seul moyen efficace se présentoit d'éviter les uns, sans se priver des avantages résultant des autres : c'étoit un plan d'éducation morale & civile, conçu avec sagesse & exécuté avec énergie : — on négligea de s'en occuper. Une éducation qui auroit embrassé l'homme tout entier, & formé son *cœur* aussi bien que son esprit, pouvoit seule donner au caractère de la prépondérance

sur les désirs qui, au lieu de rencontrer dans l'esprit un adversaire redoutable, trouvent trop souvent en lui un allié fécond en ressources. Une prépondérance de ce genre, sans ôter à la société aucune de ses jouissances essentielles, pouvoit seule la protéger contre les ennemis intérieurs qui se préparoient à la désorganiser, rétablir l'harmonie dans les ames & dans les relations sociales, assujettir à des entraves salutaires & le principe d'activité qui s'étoit si puissament développé, & le penchant universel à jouir, & le vœu d'une hiérarchie des rangs plus mitigée, & celui de voir le mérite personnel apprécié à sa juste valeur, & même enfin l'ardeur de savoir, devenue si dominante. Par la prépondérance dont il s'agit, le système d'un perfectionnement non interrompu & d'un développement illimité des forces humaines auroit reçu une garantie qui eût assuré le contentement & la concorde des individus, ainsi que la durée & la solidité du tout; de cette manière les Etats se seroient approchés considérablement du dernier terme de la félicité sociale.

" Exécuter une pareille œuvre n'étoit assurément pas facile; & quoiqu'elle eût couvert son auteur d'une gloire immortelle, on ose à

peine faire un crime aux Gouvernemens de ne l'avoir ni tentée, ni conçue. Le ton du siècle contribuoit à les aveugler : il étoit tellement devenu de mode de ne faire cas que de l'esprit, qu'on regardoit les mots éducation & instruction publique comme synonymes. Toutes les fois qu'il fut question de former l'homme, les chefs des nations ne songèrent qu'au développement des facultés intellectuelles : c'étoit celles-ci dont ils tâchoient de favoriser ou d'arrêter les progrès, suivant que cela convenoit à leurs fins. Dans l'un & l'autre cas ils se nuisoient à eux-mêmes : dans le premier ils augmentoient sans contrepoids la force destructive inhérente aux progrès de l'esprit humain ; dans le second ils lui donnoient plus d'élasticité en la comprimant, portoient inutilement atteinte à l'un des droits les plus précieux du citoyen, & fomentoit la répugnance régnante pour les anciennes institutions.

" Non-seulement les Gouvernemens négligèrent le grand moyen de salut dont nous venons de parler ; plusieurs d'entr'eux, & spécialement ceux des Etats plus riches, commirent en outre des fautes capitales qui contribuèrent à les ébranler, & qu'il est moins facile d'excuser. Au lieu d'opposer au mouve-

ment désorganisateur vers la périphérie, l'inébranlable stabilité du centre, ils affoiblirent la force de résistance par un usage inconsidéré de leurs vastes ressources. Tantôt c'étoit un faste sans mesure & des dilapidations personnelles, fondées sur une opinion exagérée des richesses du peuple; tantôt c'étoit des guerres inutiles & dispendieuses, entreprises pour des phantômes de bien public ou d'honneur national, & dont le profit compensoit rarement les frais d'une seule campagne. L'impossibilité de pourvoir aux dépenses de ce genre par les revenus ordinaires de l'Etat, & la facilité des emprunts, donnèrent lieu au système dangereux des dettes publiques. Ce système confondit dans une seule masse solidaire les folies, les charges, mais en même tems les plaintes & le mécontentement de plusieurs générations, entraîna l'administration dans un dédale inextricable d'impôts & d'opérations financières, l'obligea souvent à des transactions incompatibles avec sa dignité, & fournit à tous les malveillans un moyen de calculer au juste les approches du bouleversement universel.

" Mais quelque puissante que fût l'action des forces destructive qui se développèrent du sein même de la société civile, & d'un perfection-

nement partiel de l'homme; quelque pernicieuse que fût la conduite des Gouvernemens, qui par des faux systêmes & des mesures hasardées donnèrent à l'opération insensible de ces forces, un plus haut degré d'intensité & d'accélération, toujours falloit-il un concours extraordinaire de circonstances majeures & décisives, pour produire les grandes explosions dont nous avons été témoins. Soit qu'il y ait dans les affaires humaines une force d'inertie qui rétablit l'équilibre entre les forces vives, soit que la mort présente une marche fixe & des limites insurmontables à l'activité de chaque génération prise séparément, soit enfin que dans tout empire l'autorité suprême ait des moyens sans nombre de regagner & de consolider sa prépondérance, des constitutions même caduques se soutiennent pendant des siècles au milieu du combat de leurs élémens, tant qu'il ne survient pas des conjonctures pareilles à celles où l'Europe se trouve en ce moment. Ce n'est que par de grandes occasions, s'accumulant à une seule & même époque, que les germes de ruine disséminés par-tout peuvent se développer subitement. Des embarras extraordinaires, une grande incapacité & des fautes graves de la part des administrateurs, un mouvement populaire

favorisé ou provoqué par le Gouvernement lui-même, des scélérats habiles, exaltés par la haine ou par l'espérance, un vertige universel précurseur constant de la catastrophe, en un mot, tout ce que la France a vu au commencement de la Révolution, voilà ce qui doit nécessairement se réunir pour qu'un semblable événement puisse avoir lieu.

" Ici se présente naturellement un des problêmes les plus intéressans de l'histoire moderne, un de ceux qui ont le plus embarrassé les écrivains dont l'objet est d'examiner les causes de la Révolution Françoise. Cette révolution fut-elle l'ouvrage des circonstances particulières où se trouvoient la France, & de quelques hommes audacieux qui profitèrent de la foiblesse du Gouvernement; ou bien doit-on la considérer comme le résultat nécessaire des progrès de tout genre que l'espèce humaine avoit faits depuis plusieurs siècles en Europe? Telle est la question. La plupart des écrivains François Royalistes s'en tiennent aux causes accidentelles; parce que de cette manière ils ôtent de la Révolution ce qu'elle a d'important dans les annales du monde, & la réduisent à une simple cabale. Ses enthousiastes cherchent, au contraire, à placer dans l'ombre les flétrissures

qui l'ont souillée depuis son berceau, & voudroient la faire passer pour le produit immaculé de la raison humaine dans son état de développement graduel. Cette dernière solution a l'avantage d'être vague & d'offrir une idée imposante. (*)

" Il est impossible de bien comprendre l'origine de la Révolution, si, au lieu de combiner ces deux systêmes, on adopte l'un ou l'autre exclusivement. Les progrès du siècle, l'état de la société en France sous le règne de *Louis XVI*, furent la condition *sine qua non* de la révolution, & la rendirent possible; mais ce qui s'étoit passé depuis le commencement de l'année 1787, fut la condition requise pour en faire un événement réel. Si ce qui est arrivé à l'époque en question n'avoit pas eu lieu, (& aucun homme instruit & de bonne foi ne sou-

(*) Ceux des Allemands qui admirent la Révolution, se servent volontiers de cette manière de l'expliquer, & néanmoins ils ne veulent pas convenir que le progrès des lumières puisse causer des révolutions. La contradiction est palpable. Si le progrès des lumières avoit suffit en France pour opérer un bouleversement, on ne voit pas pourquoi il n'auroit pas la même vertu dans d'autres pays.

tiendra sans doute que cela aussi fût l'effet nécessaire des progrès du siècle) tous les changemens survenus dans l'état de la société n'auroient pas amené la dissolution de la Monarchie; de même que, si ces changemens n'avoient pas précédé l'administration de M. *Necker*, ni le Duc d'Orléans, ni le déficit, ni la double représentation du Tiers n'eussent jamais conduit à la République.

" Ce point de vue est le seul qui puisse guider surement ceux qui étudient l'histoire de nos tems. De l'un ou l'autre des deux systêmes entre lesquels celui-ci tient le milieu, sont nées toutes les grandes erreurs dans les jugemens historiques & pratiques qu'on a portés sur la révolution.

" Le systême de ceux qui s'arrêtent aux causes accidentelles, a introduit dans l'histoire une manière mesquine d'envisager le plus grand événement des tems modernes. Il a fait comparer cet événement aux scènes les plus insignifiantes des tems passés, & qu'une révolution qui s'est annoncée comme devant changer la face d'une partie du globe, a été mise en parallèle avec des révoltes passagères & les combats stériles de quelques factions obscures. De-

là

là tant de rapprochemens manqués & souvent ridicules (*) entre la Révolution Françoise & des événemens antérieurs. Et quels objets de comparaison n'est-on pas allé chercher? La rebellion de *Charles de Navarre* contre le Roi *Jean*, les querelles sanglantes de la Ligue, les cabales méprisables de la Fronde, la sédition excitée par *Mazaniello*, la guerre des paysans en Allemagne, les plus chétives révolutions des

(*) On ne prétend critiquer ici que ceux qui comparent l'ensemble de la révolution, & sur-tout son origine, avec des événemens infiniment moins importans; car, relativement à quelques personnages marquans, à quelques scènes détachées, à quelques situations isolées, il peut très-bien exister de la ressemblance entre le drame révolutionnaire & l'histoire des tems passés. Lorsque *Girtanner* rapproche l'insurrection du 14 Juillet d'une révolte de soldats contre *Vitellius*, assurément l'idée n'est pas heureuse; ce rapprochement rappelle néanmoins plus d'un passage de Tacite, applicable aux hommes & aux événemens de nos jours.

La rebellion de *Cromwell* pourroit à la rigueur soutenir un parrallèle avec la Révolution Françoise. Toutefois ce parallèle, qui a été tenté par deux écrivains ingénieux, ne donne que des résultats très-imparfaits: vouloir porter la lumière dans l'histoire de la révolution par de semblables moyens, c'est prouver qu'on n'en connoît pas réellement le vrai caractère.

petites républiques de la Grèce, les conjurations de *Catilina*, enfin, je ne sais quelle misérable insurrection de soldats contre l'Empereur *Vitellius*.

" Ceux qui tentèrent d'expliquer les événemens de la Révolution par de simples causes accidentelles, ayant dû toutefois s'appercevoir fréquemment d'une disproportion choquante entre ces causes & les effets qu'ils en déduisoient, ils eurent recours à la doctrine des ressorts secrets, & imaginèrent toutes les fables, qui, à l'heure qu'il est, sont encore pour beaucoup de têtes étroites ou égarées, le véritable mot de l'énigme révolutionnaire. De-là tant d'anecdotes & de ridicules inventions sur la faction d'*Orléans;* de-là, ces contes étrange qui attribuent la révolution tantôt aux Jésuites, tantôt aux Franc-maçons, aux Rosecroix, aux Illuminés, tantôt enfin à ces éternels Templiers. (*)

(*) Il va sans dire qu'on ne conteste point ici l'influence que la faction d'*Orléans* a réellement eue, ni celle que *peuvent* avoir exercé certaines sociétés secrettes: l'auteur ne critique que les exagérations contenues, par exemple, dans l'*Histoire de la Conjuration du Duc d'Orléans* par *Montjoy*, & dans les *Mémoires sur le Jacobinisme* par M. l'Abbé *Barruel*.

" Mais si les peintres de la Révolution qui ont tout ramené à des causes locales, à des conspirations & à des cabales, ont défiguré cet événement en lui donnant une apparence triviale ou un air de mystère, d'un autre côté les écrivains qui l'ont représenté comme le produit nécessaire & exclusif de la raison & des progrès du siècle, en ont fait un roman philosophique.

Suivant ces derniers, les conjonctures particulières où se trouvoit la France en 1789, les occurrences importantes des années précédentes, les fautes où tomba le Gouvernement, le parti qu'en tirèrent ses ennemis, & les entreprises audacieuses qu'ils formèrent, doivent être comptés pour peu de chose ou pour rien. " L'humanité, " disent-ils, " étoit mure. D'une " manière ou d'une autre il falloit que la ré- " volution arrivât vers la fin de ce siècle: elle " fut le complément de ce qui depuis cinquan- " te, depuis cent ans se préparoit en France; " & quelles que fussent les circonstances exté- " rieures, le progrès irrésistible des lumières " devoit la faire éclater il y a dix ans, aussi " surement que la vigne porte des grappes en " automne."

A en croire ceux qui tiennent ce langage ; il est passablement inutile d'étudier l'histoire de la révolution dans tous ses détails ; car, quiconque à lu *Rousseau*, *Diderot*, *Helvétius*, & *Mably*, sait tout ce qui devoit arriver & qui arriva effectivement en 1789. On peut même s'épaigner la peine de faire des conjectures sur la marche des révolutions à venir. Toutes celles qu'enfante la philosophie se ressemblent, & leurs différences disparoissent dans un tableau tracé du point de vue le plus élevé.

" Il est difficile de dire lequel des deux systêmes que nous combattons nuit le plus à la vérité historique. Tous les appréciateurs éclairés de l'importance attaché à la perfection de l'histoire, se réuniront contre l'un & l'autre."

(La suite à l'un des Numéros suivans.)

De l'intervention de la Russie dans la Guerre présente.

C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière.

Ce vers que la flatterie adressoit à *Catherine II* reçoit aujourd'hui une application plus juste & plus étendue. Il ne s'agissoit dans les vers de *Voltaire*, que de la protection accordée à quelques philosophes de Paris: il s'agit maintenant de la protection accordée au genre humain.

Ce n'est pas sans doute une foible preuve de *lumières*, que cette impulsion donnée à la défense générale, par le Souverain d'un Empire qui touche au pôle boréal & à la Mer Caspienne, séparé de la Révolution Françoise par sa nature encore plus que par les latitudes, & qu'elle ne peut atteindre qu'après avoir consumé le reste du Continent.

Que la leçon de cet exemple, que celle d'oublier d'anciennes rivalités, d'embrasser la seule politique que dictent les conjonctures, de concilier les intérêts par un but exclusif d'intérêt

général, & de montrer des Puissances jugées irréconciliables, réunies pour leur sureté, sans autre ambition que celle de réprimer les entreprises d'un Ennemi qui a su désarmer les siens par le poison des jalousies encore plus que par ses victoires; que cet accord soit l'ouvrage de deux Empires, auxquels la vanité Européenne accordoit à peine l'honneur de la civilisation, c'est de tous les événemens inattendus celui qui étonnera le plus la postérité, mais qui sera peut-être le moins fidellement interprété par le tems présent.

Le Traité d'Alliance par lequel la Russie & la Porte Ottomane se sont liées, est également remarquable par son but & par sa simplicité. On ne trouve dans les archives diplomatiques nulle convention où l'évidence des motifs, la limite des desseins, l'accord des circonstances avec l'engagement, & l'application définie de celui-ci, soient tracés avec autant de brièveté & de justesse.

Repousser l'offense sans en préparer ni sans en faire à personne, borner le droit de la guerre à celui de sa conservation personnelle, & ériger ce signal de ralliement au milieu de Puissances encore plus tourmentées par les inquiétudes de la défiance que par la gravité d'un

péril immédiat, c'est le plus bel acte de la puissance unie à la droiture & à la raison.

Nous allons transcrire ce Traité tel que l'ont publié les gazettes les plus accréditées & même officielles d'Allemagne, sans toutefois répondre que cette version soit littéralement conforme à l'original.

Traité d'Alliance défensive entre S. M. l'Empereur des Ottomans & S. M. l'Empereur de Russie.

Au nom de Dieu tout-puissant.

S. M. l'Empereur des Ottomans & S. M. l'Empereur de toutes les Russies, également animés du désir sincère, non-seulement de maintenir, pour le bien de leurs Etats & sujets respectifs, la paix, l'amitié & la bonne intelligence qui existent heureusement entre eux, mais encore de les faire contribuer au rétablissement & à l'affermissement de la tranquillité générale, si fortement troublée à l'époque actuelle, & qui est le présent le plus salutaire à l'humanité; ont résolu d'étendre encore les liens qui les unissent par la conclusion d'un traité d'alliance défensive. En conséquence L. M. ont choisi & nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir; S. M. l'Empereur des Ottomans, Esseid Ibrahim-Ihmed Bey, avec le titre de Cadislekier de Romélie, ci-devant Istambul-Effendi, & Acmed-Atif, Reiss-Effendi; & S. M. l'Empereur de Russie, le noble Vassili Tamara, son Conseiller privé & Ambassadeur extraordinaire près la Porte Ottomane; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne & due forme, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Il y aura à jamais paix, amitié & bonne intelligence entre L. M. l'Empereur des Ottomans & l'Empereur de toutes les Russies, leurs empires & leurs sujets, tant sur terre que sur mer, de manière que par cette alliance défensive il s'établira entre eux une union si intime, qu'ils auront à l'avenir les mêmes amis & les mêmes ennemis. En conséquence, leurs Majestés promettent de s'ouvrir sans réserve l'une à l'autre sur tous les objets qui concernent leur tranquillité & sureté respectives, & de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à toute entreprise hostile & qui leur seroit nuisible, & pour rétablir la tranquillité générale.

ART. II. Le traité de paix conclu à Jassy le 29 Décembre 1791, de l'Egire 1206 le 15 de la lune de Gemaziel Covel, ainsi que tous les autres traités qui y sont compris, sont confirmés dans toute leur teneur par celui-ci, comme s'ils avoient été insérés mot pour mot dans le présent traité d'alliance défensive.

ART. III. Pour donner à cette alliance son entier & parfait effet, les hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement leurs possessions. S. M. l'Empereur de toutes les Russies garantit à la Sublime Porte toutes ses possessions sans exception, telles qu'elles existoient avant l'invasion de l'Egypte; & S. M. l'Empereur des Ottomans garantit toutes les possessions de la Cour de Russie, telles qu'elles existent actuellement, sans exception.

ART. IV. Quoique les deux parties se réservent le droit d'entrer en négociations avec d'autres Puissances, & de conclure avec elles tous traités qu'exigeront leurs intérêts, elles s'engagent cependant l'une envers l'autre de la manière la plus formelle, à ne rien insérer dans ces traités qui puisse causer le moindre préjudice, dommage ou perte à l'une des deux, ou porter atteinte à l'intégrité de ses Etats. Elles se promettent au contraire réciproquement de faire tout ce qui peut

peut conserver & maintenir l'honneur, la sureté & l'avantage de l'une & de l'autre.

ART. V. S'il étoit formé quelque projet ou entreprise nuisible aux deux parties ou à l'une d'elles, & que les forces qui seroient employées pour déjouer ces entreprises hostiles, ne se trouvassent pas suffisantes, alors une partie sera tenue de secourir l'autre par terre ou par mer, soit pour agir de concert, soit pour faire une diversion; ou elle l'assistera en argent, suivant que l'intérêt commun des alliés & leur sûreté l'exigeront. Dans ce cas, on s'entendra préalablement avec franchise; on fera le plus promptement possible toutes les dispositions nécessaires, & l'on remplira immédiatement après avec loyauté cette obligation.

ART. VI. Le choix de ce secours, soit qu'il consiste en troupes auxiliaires ou en argent, dépendra de la partie attaquée; & au cas que celle-ci demande les premières, celles-ci, ou l'escadre, seront fournies trois mois après la réquisition. Si elle préfère des subsides en argent, ils seront payés année par année, à des termes fixés, à dater du jour de la déclaration de guerre de l'aggresseur, ou du commencement des hostilités.

ART. VII. Les deux hautes Parties contractantes faisant ainsi cause commune, soit avec toutes leurs forces, ou seulement avec un secours stipulé, aucun des deux ne conclurra un traité de paix ou un armistice sans y comprendre l'autre & pourvoir à sa sûreté; & dans le cas où il seroit formé quelque entreprise où attaque contre la partie requise, en haine de l'alliance conclue ou du secours prêté, l'autre partie sera obligée de remplir avec loyauté & ponctualité les mêmes obligations pour la défense de la première.

ART. VIII. Dans le cas où les deux hauts Alliés devroient faire agir de concert toutes leurs forces, ou un secours stipulé, ils promettent de se communiquer réciproquement avec une franchise sans réserve le plan de leurs opérations mili-

taires, d'en faciliter le plus qu'il sera possible l'exécution, de se communiquer leurs vues relativement à la durée de la guerre & aux conditions de paix, & de s'entendre à ce sujet en se conformant aux principes pacifiques & de modération.

ART. IX. Les troupes auxiliaires seront pourvues par leur Souverain, proportionnellement à leur nombre, en artillerie, munitions & autres objets nécessaires; elles seront aussi soldées & entretenues par lui. La partie requérante leur fournira des vivres & fourrages en nature où en argent, d'après les prix qui auront été convenus & fixés, à dater du jour où elles quitteront leurs frontières. La partie requérante leur procurera les quartiers & autres commodités dont jouissent ses propres troupes, ou que celles de la partie requise ont coutume d'avoir en tems de paix.

ART. X. La partie requérante fournira à l'escadre auxiliaire tous les vivres dont elle aura besoin, d'après ce qui aura été fixé à ce sujet, à commencer du jour de l'arrivée de cette escadre dans le canal, & pendant tout le tems qu'elle sera employée contre l'ennemi commun. La partie requérante fournira sans difficultés, de ses arsenaux & magasins, à l'escadre, aux prix ordinaires, tout ce qui lui sera nécessaire, si elle devoit se réparer. Les vaisseaux de guerre & de transport des deux Cours alliées auront pendant tout le tems que durera la guerre commune, la libre entrée dans leurs ports, soit pour y passer l'hiver, soit pour s'y réparer.

ART. XI. Tous les trophées que l'on remportera sur l'ennemi & toutes les prises appartiendront aux troupes qui les auront acquis.

ART. XII. L. M. l'Empereur des Ottomans & l'Empereur de toutes les Russes n'ayant point en vue, par le présent traité d'alliance défensive, de faire des conquêtes, mais seulement de défendre l'intégrité de leurs possessions respectives, pour la sûreté de leurs sujets, & aussi de maintenir

les autres Puissances dans la situation respectable où elles se sont trouvés jusqu'à présent, & d'après laquelle elles formoient un contrepoids politique si nécessaire pour le maintien de la tranquilité générale ; L. M. ne manqueront pas d'inviter L. M. l'Empereur, Roi de Bohême & de Hongrie, les Rois de la Grande-Bretagne & de Prusse, ainsi que tous les autres Potentats, à accéder à ce traité, dont le but est si juste & si salutaire.

ART. XIII. Quoique les deux hautes Puissances contractantes soient sincèrement intentionnées de maintenir cet engagement jusqu'au terme le plus éloigné, comme il se pourroit que dans la suite les circonstances exigeassent qu'il fût fait quelques changemens à ce traité ; on est convenu de fixer sa durée à huit ans, à dater du jour de l'échange des ratifications impériales. Les deux parties, avant l'expiration de ce terme, se concerteront, suivant l'état où seront les choses à cette époque, sur le renouvellement du dit traité.

ART. XIV. Le présent Traité d'alliance défensive sera ratifié par S. M. l'Empereur des Ottomans & par S. M. l'Empereur de toutes les Russies ; & les ratifications seront échangées à Constantinople dans le terme de deux mois, & même plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé le présent Traité d'alliance défensive, & y avons apposé notre sceau.

Constantinople, le 23 Décembre, 1798.

(Signé) ESSÉID-IBRAHIM-ISMET, *avec le titre de Kadislekier de Romélie.*

ACHMED-ATIF, *Reiss-Effendi.*

VASSILI TAMARA, *Conseiller Privé.*

L'esprit de ce Traité est conforme à celui qui rassembla à Pilnitz l'Empereur *Léopold* & le dernier Roi de Prusse; mais cette Convention de Pilnitz, simplement provisionnelle, céda bientôt à un système moins généreux. Ici l'exécution de l'acte en a immédiatement suivi la signature. Les conjonctures menaçantes qui en dictèrent le projet, en ont levé les obstacles; nulle transaction plus remarquable ne fut traitée en moins de tems, & avec une confiance aussi honorable.

Profitant des préjugés que les conquêtes de *Cathérine II* avoient semés en Europe, le Directoire n'a pas perdu un jour à représenter l'intervention active de la Russie dans la crise actuelle, comme également redoutable à la Porte Ottomane & à l'Empire Germanique. Tandis que ses romans parcouroient les Cours d'Allemagne, il les faisoit répandre dans une multitude d'imprimés, pour alarmer le Public sur l'approche de cette armée auxiliaire, qui venoit lui disputer les lambeaux de l'Italie & soutenir les débris de la Puissance Germanique.

Les têtes à routine, les vieux raisonneurs qu'entraînent les inductions des cas anciens, les politiques rafinés qui supposent toujours

aux actions publiques des Gouvernemens d'arrière-vues toutes contraires, la foule encore plus grande de ceux qui n'ont pu perdre l'habitude de considérer l'Europe actuelle comme on la considéroit aux tems des *Oxenstiern* & des *d'Avaux*, & qui, dans une guerre où toute balance politique est renversée, vous parlent encore des précautions à prendre contre les Etats qui luttent pour la rétablir, accréditent les lieux communs de la sagacité directoriale. Tel Baron de l'Empire à qui les François ne laisseront peut-être pas un lit dans six semaines, approfondit la question de savoir si les Russes ne viennent pas démembrer l'Allemagne.

Ces spéculations divergentes semblent renfermer autant d'injustice que d'absurdité. La politique n'est plus de la prévoyance, lorsqu'elle s'égare dans le calcul de dangers invraisemblables, pour se distraire du spectacle des dangers réels: la défiance a dicté aux hommes d'Etat dans tous les siècles encore plus de fautes que la facilité.

Qui peut se dissimuler que la Russie ne soit aujourd'hui un des arcs-boutans du Continent? Qui remplaceroit le vuide que laisseroit sa neutralité? Du moment où les deux grandes Puissances de l'Empire Germanique ont séparé

leurs intérêts & leurs armes, tout équilibre entre eux & la République Françoise a été détruit : la Russie seule pouvoit le rétablir en faveur de l'une ou de l'autre ; elle seule ajoutoit à la force défensive cette prépondérance capable d'en assurer l'effet, & d'atteindre l'affranchissement des Etats subjugués par la France ; elle seule peut y coopérer à la fois par le Nord & le Midi.

Loin de devoir alarmer l'indépendance du Corps Germanique, elle en est, par sa position, l'appui nécessaire & naturel. Entre-t-il dans aucune tête sensée qu'elle puisse en ambitionner le moindre territoire, ou favoriser l'ambition d'aucune autre Puissance jalouse de s'aggrandir en Allemagne ? Sera-t-il jamais de son intérêt de tolérer l'affoiblissement ou les usurpations de l'Autriche & de la Prusse ? Elle semble, au contraire, leur servir de sauvegarde mutuelle, & former entr' elles ce lien intermédiaire propre à prévenir leur choc ou le danger de leur collusion.

Nous avons vu *Cathérine II*, nonobstant sa passion de la gloire & des conquêtes, n'intervenir en Allemagne que comme médiatrice ; jamais dans le cours de son règne si long & si entreprenant, elle ne manifesta sur l'Em-

pire Germanique que des vues d' influence, pour garantir à chacun de ses membres ses possessions héréditaires.

Toutes les impostures du Directoire, tous les ombrages qu'il travaille à entretenir, reposent sur deux suppositions, l'une insensée, l'autre gratuite: celle-ci, que la Cour de Vienne médite des usurpations en Allemagne; celle-là, que la Cour de Pétersbourg lui envoie cent mille hommes de trois cent lieues pour l'accomplissement de ce projet.

Exposer une semblable idée, c'est la vouer au ridicule. Si le Cabinet Autrichien avoit eu sur la Bavière ou sur telle autre Province de l'Empire les vues que lui attribuent ses ennemis, elle étoit maîtresse de les réaliser; elle eût trouvé dans le Directoire l'approbation de ce démembrement, à l'aide duquel il eût embrasé l'Allemagne: mais qu'elle ait choisi pour l'accomplissement de ce projet chimérique l'allié le moins intéressé à cette invasion, & que cet allié, au moment où la moitié de l'Europe sautoit en l'air, soit accouru des bords du Borysthène & du Tanaïs, pour aider un Souverain d'Allemagne à en recueillir une décombre, une fable si nouvelle n'est pas admissible.

Il est trop vrai que le système des *partages*, que le sort de la Pologne, que l'invasion de la Crimée, que les desseins exécutés par *Cathérine II*, ont autorisé long-tems les inquiétudes, les reproches & les soupçons: lorsqu'on voir un Empire d'un million de lieues quarrées se juger encore trop resserré, & pousser sa circonférence même au-delà des limites naturelles, il est pardonnable de s'effrayer d'une ambition dont la sagesse ne mesure plus le terme.

Mais, plus cette maladie a eu d'activité, moins elle est susceptible de durée. Cette extension gigantesque ne peut former l'objet d'un système d'Etat; elle résulte du caractère personnel du Souverain, de sa situation momentanée, de celle des personnes qui jouissent de sa faveur. Si l'histoire nous révéloit avec fidélité les divers mobiles qui entraînèrent *Cathérine II* à la plupart de ses entreprises, nous verrions que ces mobiles sont morts avec elle, & qu'en héritant de son trône, son successeur n'a pu hériter de ses maximes.

Tout absolument diffère entre la mère & le fils. Un changement de dynastie n'eût pas amené peut-être de plus grands changemens dans

dans les inclinations, dans les vues, dans les principes, dans les besoins, dans la position.

Paul I, Empereur de Russie, s'est montré à l'Europe tel que lui parut le Comte du Nord il y a dix-huit ans. L'amour de l'ordre & de la paix, l'habitude de la réflexion, un esprit juste & modéré, une instruction au-dessus de son âge & de son rang, tous ces caractères lui furent accordés, même par les *Philosophes* de Paris.

A piene eut-il pris le sceptre, qu'il fit cesser cette guerre onéreuse & gratuite contre la Perse; guerre entreprise à l'instigation d'un favori. Le soin de régler ses finances & d'introduire dans ses armées les réformes nécessaires, lui fit même suspendre des préparatifs auxquels *Cathérine II* avoit enfin donné son aveu tardif. La confiance succéda chez ses voisins à l'inquiétude. La Porte Ottomane commença à croire à la foi des traités; leur observation rigoureuse & les ménagemens remplacèrent des prétentions interminables qui engendroient des craintes renaissantes. Loin de saisir l'occasion de la révolte de *Passawan Oglou*, l'Empereur offrit à la Porte son assistance pour soumettre ce rebelle.

Par un acte de libéralité qu'on peut appeler de grandeur d'ame dans un Prince absolu, *Paul I* rendit la liberté aux prisonniers Polonois, sans s'alarmer de leur ressentiment, ni sans douter de leur ingratitude. Tout ce qui pouvoit adoucir leur situation, tempérer leur disgrace, réconcilier la politique avec la justice, & diminuer l'impression du second démembrement de la Pologne, dont il étoit innocent, il le prodigua.

Personne ne s'est montré plus profondément persuadé que ce Monarque, de la vanité des aggrandissemens & de la nécessité de fixer enfin les barrières de son empire. Dans la confusion & l'affaissement où se trouvoient le Continent, mille chances eussent favorisé son ambition: on ne lui en découvre qu'une seule, celle d'améliorer le régime de ses Etats, de donner l'exemple de l'application & de la diligence dans les travaux de l'administration, & d'obliger chaque fonctionnaire à l'observation stricte de ses devoirs, en remplissant les siens avec une sévérité de tous les jours.

Allié fidèle, il est le seul Souverain de qui l'Angleterre ait reçu quelque assistance, & qui n'en ait pas déserté la cause à l'époque où la

République Françoise la menaçoit seule de ses armemens. Tous les secours que sa position permettoit de donner au Roi de Naples, il les a disposés, expédiés, avec toute la célérité que comportoient les distances. Sa fermeté, ses instances, son exactitude à remplir ses engagemens, ont enfin prévalu à Vienne sur les impressions du passé, & sur les temporisations. Ses troupes fortoient de la Pologne, que l'Europe n'oit encore qu'on les vit jamais en mouvement. Leur approche a pressé le dénouement de cette crise funeste, durant laquelle, & à la faveur de ses fraudes diplomatiques, le Directoire étendoit ses corruptions, ses brigandages & son despotisme sur le Continent. Qui eût tiré des angoisses d'une paix sans sécurité, des Cabinets moins attentifs à la grandeur de leurs ressources qu'à leur insuffisance passée, si ce n'est un Souverain sur la probité & la puissance duquel on pût également se reposer?

Que le Directoire, que ses *Bernadotte*, ses *Jourdan*, ses proclamateurs de tabagie, nous parlent des *Barbares du Nord*, & de la *Russie qui veut donner à l'Europe civilisée les fers de l'Asie barbare*; qu'ils adressent aux *Germains leurs frères*, ces épouvantables turpitudes dont

rougiroit un ivrogne de la canaille, il n'y a rien là de déplacé: mais est-il un seul Allemand judicieux à qui ces exclamations de la rage inspirent autre chose que l'horreur & le mépris? Est-il un seul Souverain ou un seul Peuple qui ne se trouve pas heureux de voir concourir à sa défense, la Puissance qui n'a ni intérêt, ni inclination, ni pouvoir même d'abuser du support qu'elle prête au reste de l'Europe?

SITUATION DES AFFAIRES GENERALES SUR LE THEATRE DE LA GUERRE.

(Jusqu'au 7 de ce Mois.)

A La vue des premiers événemens qui viennent de signaler l'ouverture de la campagne, on est frappé de surprise en rapprochant cette époque de celle qui l'a précédée. Lorsqu'on se rappelle les causes & les suites de la paix d'Udine, le découragement, & la terreur qui paralysoient le Continent, & qui commençoient même à lui faire perdre le sentiment de son humiliation, ce Congrès de Rastadt où le cou-

rage & la prévoyance trouvoient seuls des contradicteurs, cette anarchie de vœux, de volontés, de vues opposées, de mesures discordantes qui toutes provoquoient la guerre précisément parce qu'elles étoient dirigées vers la paix; lorsqu'on se reporte à ces tems de douleur & d'abaissement où la politique interdite cherchoit le repos sur la roue d'Ixion, & que de ce spectacle on passe tout-à-coup à celui des armées Autrichiennes sur le Danube & sur l'Adige, on croit avoir dormi pendant cinquante ans.

Combien ce contraste justifie les conseils d'énergie dont on a fatigué le Cabinet Impérial! Combien étoit injuste sa défiance de ses forces! Combien il s'exaggéroit ses dangers, en refusant d'appercevoir ceux qu'il pouvoit créer à son ennemi! En un mois ses armes ont plus fait que ses négociations de deux années; en un mois il a flétri ces pompes triomphales d'un Gouvernement hébété par la fortune, & qui, dans sa féroce ivresse, réduisoit tous les droits au jugement de son épée. La Monarchie Autrichienne a repris son rang; elle a appris au Directoire qu'il est possible de le faire redescendre au sien.

Sans doute il seroit téméraire d'imiter la démence de ces usurpateurs, de proclamer à leur

exemple sa fortune éternelle, & de précipiter ses pronostics sur les suites de la guerre, d'après les premiers châtimens dont la bravoure Autrichienne a puni l'insolence & les provocations de la République Françoise. L'expérience ne nous a que trop formés à l'école des vicissitudes humaines, & à la connoissance des épouvantables ressources du crime en péril: mais du moins il a cessé d'être heureux; l'Archiduc *Charles* a justifié la Providence.

Au sortir de l'adolescence ce Prince se montra digne d'en devenir un jour l'instrument, & de servir de vengeur à l'Europe. Il est du très-petit nombre d'hommes, célébrés dans leur jeunesse, qui n'aient point démenti une réputation précoce. Sa valeur personnelle poussé jusqu' à la témérité, a plus d'une fois étonné l'ennemi, raffermi des troupes ébranlées, & alarmé les spectateurs. Avec une santé délicate, on l'a vu braver les fatigues, l'intempérie, les veilles, les rigueurs du froid, comme un simple volontaire. Présent par-tout où le danger l'appeloit, unissant la vigilance à la fermeté & l'activité à la prudence, il s'est montré également capable de commander, de se faire craindre, & de se faire aimer. Peu de Généraux ont été plus populaires avec plus de sévérité à maintenir la

discipline; il a joint l'affabilité d'un Prince poli & généreux à la gravité & à l'assurance d'un Capitaine. Son instruction, fruit d'une éducation soignée & d'une noble émulation, a perfectionné sa capacité naturelle.

Cette campagne nous apprend à quel degré l'expérience, la réflexion, & le tems, ont mûri les qualités de cet illustre descendant de *Marie Thérèse.* On découvre dans les actes politiques auxquels l'ont appelé les circonstances, autant de discernement & de justesse, qu'il a mis de conduite, de célérité & d'harmonie dans ses opérations militaires. L'armée entière a reconquis son ancienne renommée: dans toutes ses divisions elle a déployé autant de zèle que de subordination & de fermeté.

Le plan du Directoire, en ordonnant le passage du Rhin & le retour des hostilités, n'étoit aucunement d'employer *Jourdan* soit à assiéger Ulm ou à le dépasser, & à pénétrer en Bavière. Cette armée avoit pour objet d'occuper celle de S. A. R. & de soutenir les opérations de *Massena*, tandis que ce dernier, aidé de quelques troupes tirées de l'armée d'Italie, attaqueroit les Grisons, le Vorarlberg, & le Tirol. Sans l'opiniâtre résistance du Feld-Maréchal Lieutenant *Hotze* à Feldkirch, & la supériorité

que la journée du 21 Mars assura à l'Archiduc, ce projet aujourd'hui avorté s'accomplissoit.

En vain *Massena*, pour prévenir les suites de cet échec & retarder les progrès de S. A. R., renouvela-t-il le 23 l'attaque de Feldkirch, tandis que M. *Hotze* s'en étoit absenté pour couvrir Lindau menacé par l'aile droite de *Jourdan*. Cette entreprise échoua; *Massena*, laissant plus de deux-mille hommes tués ou blessés devant les retranchemens Autrichiens, repassa le Rhin & rentra dans la Suisse.

Retiré sous Duttlingue le 22 Mars, *Jourdan* tenta le 25 de regagner ses premières positions par une attaque générale. On combattit toute la journée avec acharnement: l'aile gauche des Autrichiens, commandée par le Comte de *Meerfeldt*, fut quelques heures en danger; mais aux approches de la nuit, les François plièrent sur tous les points, & perdirent le champ de bataille: de ce jour leur retraite n'a pas discontinué jusqu'au-delà du Rhin.

Le 24 Novembre 1643, *Jean de Werth*, l'un des plus habiles Généraux de l'Empereur dans la guerre de trente ans, enveloppa & défit sur le même lieu une armée Françoise qui fut prise ou détruite presque sans avoir combattu; & dont

dont la désastre fut ressenti par les deux partis qui divisoient l'Allemagne, avec autant de joie qu'en ont inspiré les revers de *Jourdan.*

Les gens de l'art paroissent s'accorder à accuser les mauvaises dispositions de ce Général, dont l'aile gauche, en marchant aux Autrichiens, étoit restée sur la rive gauche du Danube, ce qui la rendoit inutile, tandis que S. A. R. avoit réuni toutes ses forces sur la rive droite, en amusant l'ennemi sur la gauche par quelques détachemens de cavalerie.

Quoique la retraite des François n'ait point été une fuite, qu'elle n'ait essuyé aucune charge importante depuis l'action du 25, & qu'elle ait sauvé en totalité ses équipages & son artillerie, elle a offert des symptômes non équivoques de découragement & de déroute. Plusieurs corps sont arrivés au Rhin par le Val d'Enfer & le Val St. Pierre, en pelotons débandés & sans armes. De Duttlingen leur Général rétrograda sur Villingen, de Villingen sur Hornberg, de-là à Gengenbach & Offenbourg, abandonnant sans résistance ces défilés de la Forêt Noire qu'il avoit franchi un mois auparavant, avec des dispositions un peu plus fières.

Pendant les belles & heureuses opérations de la grande armée Impériale, le Général *Staray*

qui du Haut Palatinat s'étoit avancé rapidement avec un corps de 25,000 hommes entre le Necker & le Danube, a balayé toute la rive gauche de ce fleuve, a chassé les ennemis du Duché de Wirtemberg, completté leur disgrace, & forcé leur retour en Alsace.

Le 7, il ne restoit plus de cette *invincible* armée sur la rive droit du Rhin que quelques détachemens d'observation autour de Kehl. Son Général l'avoit devancée en se rendant d'abord à Strasbourg, ensuite à Paris, où il est allé *refaire sa santé*, c'est-à-dire essuyer les avanies du Directoire & les lui rendre, & déposer les lauriers flétris de la *Grande Nation* à la barre de ses juges colériques & humiliés. *Massena* l'a remplacé, provisoirement, dans le commandement de l'armée *du Danube*, qui est redevenue modestement l'armée *du Rhin*.

Pour la contenir sur les bords de ce fleuve & prévenir de nouvelles incursions, M. *de Staray* prend une position dans la Forêt Noire, tandis qu'un corps de 15,000 hommes, détaché de l'armée Archi-Ducale, couvrira le Brisgau avec la même destination.

La Souabe délivrée, S. A. R. s'est rapprochée de la Suisse & des sources du Danube. De Stockach, son quartier-général a été transféré

le 1er de ce mois à Doneschingen, l'avant-garde à Neustadt, au Val d'Enfer & au Val St. Pierre, qui débouchent sur le Brisgau inférieur. Une colonne de cette division s'est étendue par la droite du Rhin jusqu'au plateau de Weyl, qui domine la plaine de Basle & Huningue: le 7, elle occupoit les villages situés entre Lorach & la première de ces deux villes, entre autres le bourg de Reichen où les Bâlois ont de jolies maisons de campagne.

Probablement ces positions auront peu changé les jours suivans, & ne changeront qu'au moment où les Autrichiens exécuteront le passage du Rhin pour pénétrer en Suisse, si toutefois c'est-là leur intention.

On a affirmé qu'ils avoient pris possession de Schaffausen. Cette ville, placée sur la droite du Rhin, & dont le petit territoire se rapproche d'Engen, appartient topographiquement à la Souabe plutôt qu'à la Suisse. Sans défense & dominée elle appartient au premier occupant: — les François n'avoient pas même songé à en former un poste. Le petit Basle, où quelques lettres font de même entrer les Impériaux, est ainsi que Schaffausen séparé de la Suisse par le Rhin; fauxbourg de Basle, il étoit absolument

ouvert: les François, dit-on, y avoient construit quelques redans.

Le jour où l'Archiduc *Charles* quitta Stockach pour s'avancer sur cette partie des Cantons de Schaffausen & de Basle, enclavée dans la Souabe, il rendit la proclamation suivante. Eût-elle été dictée par l'Helvétien le plus versé dans la connoissance des sentimens, des préventions, des vœux de ses compatriotes, elle ne renfermeroit pas plus de pénétration à saisir les convenances, pas plus de loyauté dans l'expression.

PROCLAMATION AUX SUISSES.

A la suite de deux victoires remportées sur l'armée Françoise, qui, sans déclaration de guerre, s'étoit avancée hors de ses positions; qui, sans déclaration de guerre, avoit exercé de tous côtés des hostilités & fait des attaques, les troupes sous mes ordres entrent sur le territoire Suisse, non pour faire la guerre aux Suisses qui ont des dispositions amicales, mais pour poursuivre l'ennemi commun contre lequel vous avez combattu vous-mêmes avec tant de bravoure pour défendre liberté & votre indépendance, & dont la supériorité de forces a seule pu vous réduire à la malheureuse situation que vous ressentez si profondément, & sur laquelle vous avez déjà témoigné si hautement votre mécontentement. Parmi les tentatives & moyens que l'on a employés pour vous retenir dans cet état de dépendance & d'assujettissement, on a cherché à faire croire que la Cour Impériale & Royale avoit des projets de démembre-

ment ou autres vues de cette nature sur la Suisse. On tâche aussi de vous alarmer, en répandant que vous avez à craindre des vexations & le pillage de la part de l'armée Impériale.

Je crois devoir par cette raison déclarer solemnellement à tous les Suisses, que les intentions de Sa Majesté Impériale, conformément aux assurances qu'elle a fait donner dans toutes les occasions à la Ligue Helvétique de ses dispositions constantes d'amitié & de bon voisinage, est fermement intentionnée de continuer avec elle de la manière la plus active ces anciennes relations amicales ; & qu'aussi S. M. Impériale n'a d'autre vue que de contribuer en bon voisin à ce que la Suisse soit maintenue sans la moindre atteinte dans son indépendance, son intégrité, ses privilèges, droits & possessions.

J'attends de mon côté avec confiance, que les troupes sous mes ordres, dont l'entrée sur le territoire Suisse, occasionnée par les circonstances connues, n'a lieu que dans cette vue pure & solemnelle manifestée, pour la sureté commune, seront traitées amicalement & assistées par tous les membres de la Ligue Helvétique bien pensans & qui ont à cœur le bien de leur patrie, & que le Peuple Suisse évitera soigneusement tout ce qui pourroit augmenter les maux de la guerre.

Parmi les suites heureuses qu'une telle conduite aura pour la Suisse, l'on peut compter la suppression des mesures que des vues hostiles & la violence ont arrachées, & le rétablissement des relations de commerce & de la communication entre l'Allemagne & la Suisse.

Stockach, 30 *Mars* 1799

L'Archiduc Charles.

La dernière phrase de cette déclaration est relative au séquestre rigoureux, dont ont été frappés à Vienne les capitaux & les intérêts

des capitaux placés par les Suisses dans les fonds publics de l'Autriche. La conduite extravagante & hostile du prétendu Directoire & des Législateurs Helvétiques, occasionna cette mesure qui punissoit les innocens & les victimes, sans atteindre ce ramas de misérables qui contre-font en Suisse les grimaces de la République Françoise.

Maintenant, les Suisses n'ont plus le choix que d'un déshonneur éternel, ou que de seconder leurs libérateurs au moment où cette assistance ne sera pas un suicide gratuit. Si le désarmement auquel leurs oppresseurs ont condamné la pluralité des habitans, si la compression sous laquelle ils gémissent, si la double tyrannie des François & de la Régence nationale qui livre sa patrie à ses bourreaux, interdisent des soulèvemens précipités, partiels & infructueux, rien n'excusera l'inaction le jour où la bannière Autrichienne flottera sur la rive gauche du Rhin. Tout Suisse qui marchera volontairement sous celle des François deviendra l'assassin à gages de la liberté de son pays: il n'est pas un lieu sur la terre où son nom ne demeure flétri jusqu'à la dernière postérité.

On parle vaguement de diverses insurrections dont on ne définit ni la nature, ni l'étendue;

mais on ne peut douter d'une fermentation universelle. L'atrocité des mesures prises contre la haine générale en a redoublé l'énergie, & en accélérera l'essor. Dès la fin de Février, les François firent à Schwitz & dans les Cantons d'Uri & d'Underwald, l'enlèvement nocturne & à main armée de 43 habitans, dont on redoutoit l'influence & le courage: ces prisonniers furent transférés à Basle, & de Basle en France. Ces arrestations se sont généralisées dans les autres Cantons aux premiers jours de ce mois. Berne qui a tant d'outrages à venger & de crimes à punir, Berne a été déclaré en état de siège. A peine a-t-on pu réunir une demi-brigade du corps auxiliaire de 18,000 hommes, vendu au Directoire: l'horreur d'un pareil service & la résistance l'avoient emporté sur les menaces, sur les violences, sur les tromperies, & les séductions.

Ne nous dissimulons point, cependant, que les François ont l'avantage d'occuper en force la contrée, & d'y être secondés par la Régence révolutionnaire, qui enseveliroit le dernier Suisse sous la dernière chaumière, plutôt que d'abdiquer l'autorité; qu'à ses partisans, à sa clientelle se joindront les automates, qui, en tout pays, ont pour mobile d'obéissance l'ordre

du Gouvernement, quel qu'il soit; que le séjour des Impériaux dans les Grisons, & la perte de ces montagnes, ont produit une impression défavorable sur la Suisse entière; que les préjugés héréditaires & nationaux contre l'Autriche modifient chez plusieurs l'empressement à recevoir ses armées; que les intrigues, les impostures, les plus abominables publications, sont semées dans chaque maison, pour fortifier ces préventions, pour alarmer la défiance, & pour neutraliser les ressentimens.

Nous avons toutefois un témoignage irrécusable des dispositions générales de la Suisse, dans une proclamation dont *Massena* l'a souillée le 3 Avril. Ce brigand y ressuscite le langage des *Gesler* & des *Landenberg*, ou plutôt il les fait oublier. Il appelle *assassins* les Helvétiens qui massacrent les meurtriers de leurs frères, les spoliateurs de leurs richesses, les garnemens en uniforme qui sont venus de France violer leurs femmes, anéantir leur liberté, & les transformer en bêtes de somme. Il se plaint des insurrections naissantes, des *attentats* commis sur ses soldats, & de *la violation des Traités*: il finit par menacer les Cantons d'une exécution *à feu & à sang*, à la première *rebellion*. C'est le 3 Avril, lorsque ses

camarades en déroute fuyoient au-delà du Rhin; lorsque lui-même battu, affoibli, découragé, venoit d'abandonner le Vorarlberg, qu'il avertit les Suisses qu'il est invincible, victorieux, & qu'il *le sera toujours*.

Depuis que cet homme est allé commander l'armée du Rhin, celle de Suisse reste transitoirement sous les ordres de *Ferino*. Elle a 7000 hommes hors de combat par les attaques des Grisons & de Feldkirch; elle est obligée de garder le cours du Rhin depuis Constance jusqu'à Basle, & de pourvoir à la sureté de l'intérieur. Sa défense naturelle est tracée par le fleuve, profond, rapide, encaissé depuis Diesenhofen à Rhinfeld; mais plus accessible vers Stein; & au-dessus de Basle. Les neuf ponts de bois qui le traversent depuis cette dernière ville jusqu'à Constance ont été démontés ou coupés, & le premier de tous, celui de Schaffausen, chef-d'œuvre de charpenterie, de simplicité, & de hardiesse. Sur les bords de ce fleuve, dont le passage offre d'importantes difficultés, se décidera en première ligne la destinée prochaine de la Suisse, peut-être celle de la campagne, & même de la Révolution Françoise.

Des trois divisions de l'armée de *Massena*, composée le 6 de 40,000 hommes, la gauche que lui a rendu *Jourdan* en se retirant, défend le Rhin depuis Basle jusqu'aux villes forestières; le centre s'étend de Schaffausen au Lac de Constance, & s'unit dans le pays de St. Gall à l'aile droite sous les ordres d'*Oudinot* qui garde le Rhintal & les Grisons.

Les revers de l'armée du Danube, les échec qu'a éprouvés celle de Suisse dans le Vorarlberg, ont tranquillisé Feldkirch & Bregenz, & permis au Général *Hotze* de porter une partie de ses forces sur Landeck & dans le Tirol, entamé le 26 Mars par l'Engadine, ainsi que nous le rapportâmes au Numéro précédent. Trois proclamations successives du Gouverneur Comte de *Bissingen* avoient appelé aux armes tous les habitans virils du Tirol méridional. M. de *Bellegarde* avoit marché de même le 27 Mars au secours des points menacés. Ces mesures ont forcé les jours suivans la retraite de l'ennemi dans l'Engadine.

D'ailleurs l'inquiétude passagère qu'a pu donner le Tirol, s'étoit considérablement affoiblie par les succès des Autrichiens sur l'Adige; — succès indisputables, puisque le Général *Sche-*

rer en a fait l'aveu à ses maîtres dans une dépêche du 6. Avril. Toutes ses tentatives du 26 au 31 Mars, & renouvelées le 5 Avril, pour s'établir sur la gauche de l'Adige, & y rejeter les Impériaux, ont été malheureuses. L'action du 5 a duré depuis onze heures du matin jusqu'à la nuit: le Général François nous en apprend lui-même le résultat: des bords de l'Adige il a été chassé sous Mantoue, a perdu 7 à 8 lieues de terrein & 3000 hommes, & surement n'a pas tout dit.

Ainsi; chancelans en Italie, expulsés de la Souabe, menacés dans la Suisse & par elle autant que par les Autrichiens, objets d'horreur en tous lieux & à la veille d'en devenir un de mépris, les François du Directoire ont vu s'altérer en cinq semaines la réputation de leurs armes, la confiance de leurs prosélites, & la terreur de leur domination.

Rien ne coûtera à leurs indignes Chefs pour se relever de cette dégradation. Ils vont entretenir les Cours de leurs offres & de leurs sentimens pacifiques; presser le rassemblement de ces hordes de serfs qu'ils nomment des conscrits, tromper & combattre pour échapper à leur destinée.

Au moment de sa retraite du Ministère de

la Guerre, *Scherer* leur a remis l'état effectif des forces de la République; elles s'élevoient à 352,000 hommes sous les armes, auxquels il faut ajouter environ 40,000 Italiens auxiliaires. Dans ce dénombrement se trouve compris l'armée de *Buonaparte*; mais on la remplace par 16 demi-brigades, la formation est déjà très-avancée. *Louis XIV* entretint une armée au moins aussi considérable depuis la paix de Ryswick jusqu'à celle d'Utrecht.

MERCURE BRITANNIQUE

N.° XVIII.

10 MAI, 1799.

De quelques différences comparées, entre l'époque actuelle & celle de 1792.

LA nature impérative des choses, c'est-à-dire cette force indépendante des hommes & des Gouvernemens, qui les enchaîne aux conséquences de leurs propres œuvres & qui finit par les maîtriser après avoir semblé leur obéir, cette force a ramené la guerre sur le Continent, au milieu des invocations à la paix & d'un effort presque général pour en obtenir le simulacre.

Nous avions exprimé l'opinion de plus d'un observateur, en présageant il y a huit mois ce dénouement inévitable d'un armistice, durant lequel le Directoire avoit réduit les Puissances

ou à se perdre par les négociations, ou à recevoir la guerre au premier refus de leurs Plénipotentiaires.

L'événement vient de prouver ce qu'une incrédulité obstinée s'acharnoit à démentir, qu'il restoit à l'Europe déconcertée bien moins de chances dans les Congrès que dans les camps. Les seules armées de l'Empereur & Roi ont suffi à repousser ce torrent, dont le moindre filet paroissoit à tant de yeux fascinés un océan devant lequel il étoit imprudent de jeter aucune digue.

Ces succès frappans par leur universalité, ce contraste du ton que prenoient depuis deux ans les *Alexandres* du Luxembourg avec l'infériorité de leurs armées, ce passage inattendu de la dépression Européenne à une suite d'avantages si rapides, tiennent-ils à des causes générales ou à des dispositions accidentelles? S'est-il opéré un changement dans la force morale, politique & militaire des Puissances belligérantes, comme il vient de s'en déclarer un dans leur fortune; ou bien les derniers événemens ne sont-ils qu'un de ces variétés si ordinaires à la guerre? Y a-t-il, en un mot, dans la situation actuelle de l'Europe & de la France, des principes qui tendent à fixer en faveur de

la première, cette balance que la seconde avoit entraînée par le poids de sa masse & par les élémens dont elle se composoit?

Pour un grand nombre d'hommes il n'existe dans les tems où les passions & les intérêts sont fortement tendus, que deux degrés sur l'échelle des espérances: on remonte de la terre au ciel avec la rapidité de la lumière, sans donner un regard aux régions intermédiaires; le jugement se forme par inspiration, & ne se soumet guères aux tempéramens: mais les questions que nous venons de poser ne se décident point ainsi par un élan du sentiment; elles exigent des comparaisons & non des hymnes, un examen impartial des conjonctures & non des allégories sur leurs conséquences.

Les limites de ce recueil nous interdisant une recherche aussi étendue que celle dont nous indiquons les bases, nous nous bornerons à en choisir quelques matériaux; puisés dans la parallèle des principales faces sous lesquelles se présentoit le tableau de l'Europe dans les premières années de la guerre, & des variations qu'elles ont subies. En y découvrant des motifs de confiance & de courage, on appercevra aussi ceux qui dictent d'écarter les illusions & les fautes qui en dérivent.

On pourroit s'appesantir & raisonner sans bornes sur le point matériel de comparaison entre les deux époques; savoir sur le dénombrement des forces respectives; mais ces supputations de gazettes sont depuis dix ans des jeux-d'esprit, & autant de pièges où s'égare la prévoyance. L'on connoît approximativement l'état numérique de l'armée Autrichienne, l'accroissement qu'elle recevra de l'armée Russe, le nombre de Turcs, d'Anglois, de Napolitains, & d'Allemands, qui pourront coopérer au refoulement des Barbares: sous des Gouvernemens réguliers les ressources disponibles sont resserrées dans un cercle dont on mesure plus ou moins la circonférence; mais qui connoît celles de la République Françoise? Tel qui les calculoit si fautivement en 1793, est-il en état de les calculer mieux aujourd'hui?

Le Directoire lève 200,000 hommes; ses Conseils ordonnent d'en lever *tant qu'il s'en trouvera*; car la faculté accordée au Gouvernement de disposer de la seconde & de la troisième réquisition pour completter la première, met réellement à ses ordres la totalité des jeunes gens depuis 18 à 25 ans. En jetera-t-il 200,000 ou 600,000 à la bouche du canon? Cette population dévouée marchera-t-elle ou

non au supplice? Y aura-t-il résistance, & l'amour de la vie sera-t-il plus fort chez les conscrits que *l'amour de la patrie*, c'est-à-dire que les baïonnettes des gendarmes, que les mandats des Commissaires du Pouvoir Exécutif, que la complicité des administrations locales, à forcer ce tribut de sang?

Celui qui prendroit sur soi de résoudre ces problêmes, auroit beaucoup de confiance dans sa pénétration; il posséderoit le thermomètre de la puissance du Directoire & de la servitude nationale, deux choses que l'expérience nous apprend être incommensurables.

La même objection s'applique aux finances de la guerre, à la solde & à l'entretien de cette multitude enrégimentée. Qu'est-ce que la finance de la République Françoise depuis huit ans? L'autorité aura-t-elle ou non le pouvoir de reproduire cette invasion des capitaux & des revenus, ce supplément au crédit par la filouterie, ces usurpations si variées sur la propriété qui lui firent dissiper à la fois les richesses de l'ancienne France, consommer les produits du tems présent, & dépenser ceux de l'avenir? Osera-t-elle recourir au régime qui livra à ses bourreaux les vies & les fortunes?

La République renferme-t-elle encore assez de dépouilles, a-t-elle ressuscité assez de productions pour alimenter les besoins gigantesques de ses Chefs? Dix hypothèses opposées, & peut-être également plausibles, peuvent répondre à tant de doutes. Déjà nous voyons cet étrange Gouvernement ajouter à sa réquisition de soldats, celle de leur garderobe & de leur pécule. Il impose aux communautés l'obligation de fournir leurs recrues, & de payer à chacun d'elles une valeur de 35 livres tournois en chemises, en bas, en souliers & en argent: la population & la bourse sont frappées par le même édit, & cet édit n'a pas trouvé un contradicteur parmi les représentans *du Peuple*. (1)

Eloignons dont les nomenclatures conjecturales. La République Françoise n'existeroit plus, si ses chefs eussent jamais songé à fixer la limite de ses moyens; elle cesseroit d'être révolutionnaire, si la crainte de sa ruine l'emportoit jamais sur la nécessité de sa conservation.

---

(1) Loi du 28 Germinal. Instruction du Ministre de la Guerre du 29.

Il est possible, néanmoins, de confronter le capital de la puissance militaire & fiscale de la France en 1792, avec celui dont elle peut disposer aujourd'hui. Au début de la guerre précédente, elle avoit un million de gardes nationales & les débris de son ancienne armée: aujourd'hui elle a une armée de 350 mille hommes, & une conscription probablement équivalente à cette force. Sa population, encore intacte en 1792, n'avoit souffert que par les meurtres *civiques* qui depuis trois ans ensanglantoient ses provinces & ses villes: elle a réparé les plaies de la guerre par une aggrégation de cinq ou six millions d'étrangers engloutis dans sa circonférence, & sur lesquels ses réquisitions s'exercent plus impitoyablement encore que sur les François.

Le fardeau de ces hordes immenses enrégimentées étoit autrefois aussi léger que le papier des assignats: on payoit alors une armée plus aisément qu'aujourd'hui on ne paye un bataillon. Eût-il trois fois plus de conscrits que le Comité de Salut Public n'avoit de gardes nationales & de levées en masse, le Directoire seroit dans l'impuissance d'en armer, d'en alimenter, d'en solder au-delà d'une proportion déterminée, par la différence de ses revenus

possibles actuels, avec les millions inépuisables du papier-monnoie.

Il a donc, de moins qu'en 1792, la ressource de cet immense escamotage, de ce trafic de confiscations, d'hypothèques frauduleuses, de billets au porteur acceptables par la crédulité publique. Il a de moins le capital des spoliations mobiliaires, de ce fond de marchandises, de métaux ouvragés, de richesses d'église, d'établissemens & de trésors du luxe, entassés par les siècles de la Monarchie, dérobés & consumés en quatre ans par la République.

De la finance révolutionnaire il ne reste que le rebut des confiscations, que des domaines dégradés par la régie, ou engagés pour solder des créanciers, ou lentement aliénables; que la faculté d'extraire des pays incorporés ou tributaires quelques écus échappés à la rapacité Françoise, que l'espérance fort hasardée de ramener les armées sur les contrées encore intactes pour les dévaliser. Les moyens de crédit sont plus nuls qu'en 1793; car, à cette date il subsistoit encore des illusions en France & dans l'étranger; on ne savoit pas encore que, victorieuse ou vaincue, la République Françoise

çoise ne reconnoît aucune dette. Se flatteroit-elle de retrouver ces pourvoyeurs Génois auxquels elle a fait une loyale banqueroute de 25 millions, & qu'elle a récompensés en saisissant à Ancone leurs cargaisons, comme *propriété Françoise?* Est-ce à Basle, à Hambourg, à Livourne, qu'elle trouvera des capitalistes assez téméraires pour lui faire des avances à usure, autrement que sur des nantissemens qui vaillent de l'argent comptant? — *Le Coulteux*, *Haller* & *Fulchiron*, échangeront-ils leur argent, leur signature & leur crédit, contre les promesses de *Ramel* légalisées par les secrétaires du Corps Législatif? Se fiera-t-on aux emprunts forcés après le sort des précédens? Le Directoire a également épuisé la persuasion & la force, la contrainte & la bonne volonté.

Réduit maintenant au système des contributions publiques, nonobstant leur étendue & la rigueur militaire de leur perception il n'a pu leur faire atteindre le niveau de ses dépenses *ordinaires*. En supposant que ses accusations d'un *déficit* soient autant de charlataneries; toujours est-il prouvé par la suspension d'une foule de payemens d'urgence, que les rentrées ne suffisent pas aux besoins courans. Est-ce encore par des contributions qu'il pourvoira aux dé-

penses *extraordinaires* de la guerre, d'une guerre malheureuse sur terre & sur mer, qui rejettera sur la France même l'entretien de ses soldats dévorateurs? Mais si la nation ne peut aujourd'hui suffire à un revenu de six cent millions y suffira-t-elle plus facilement, lorsqu'à tous les fléaux présens se joindront ceux qui suivroient infailliblement ses désastres militaires?

Qu'on adopte l'opinion qu'on voudra; qu'on accorde ou qu'on refuse au Directoire le pouvoir de ressusciter le régime de la terreur; qu'il puisse ou non rouvrir le registre des proscriptions, des exhérédations, des concussions révolutionnaires; qu'il répète *Roberspierre*, je lui défie d'en obtenir la fortune: il ne fera trembler que la France appauvrie & démeublée. Ce sera la même tyrannie, j'y consens; mais exercée sur un autre peuple, & avec des effets aussi limités que les facultés générales. Ce ne sont pas les bourreaux, mais les proies qui manqueront. Où prendre aujourd'hui des victimes dorées, si non parmi les administrateurs, les défenseurs, & les bénéficiers de la République?

Sous la Convention, d'ailleurs, la fabrique d'assignats & les dépouilles des classes supé-

rieures dispensèrent de recourir aux impositions: il se forma des arrérages immenses sur leur recouvrement négligé; on étoit encore attentif à balancer la haine d'une partie des François par les ménagemens qu'on conservoit pour l'autre. Délivré des collecteurs, des décimateurs, des droits féodaux, le peuple des campagnes supportoit moins impatiemment les levées en masse, le *maximum* & l'avilissement du prix des subsistances. Maintenant, le fardeau des besoins de la République retombe en entier, par les charges publiques, sur la généralité de la Nation: il faut l'attaquer de front par une guerre de fiscalité qui n'épargnera plus les plébeïens.

Excepté à sa naissance, jamais la guerre ne fut populaire en France; mais le cercle d'individus qui la jugeoient nécessaire ou inévitable, qui y attachoient la cause de la liberté, le salut de la France, le maintien de la République; qui la favorisoient de leurs vœux, de leurs espérances & de leurs passions—ce cercle-là embrassoit en 1792 la moitié des habitans. Les succès décidèrent les incertains, les pillages exaltèrent les gueux & les aventuriers, l'éclat de la fausse gloire enivra la vanité & la jeunesse. La masse du peuple espéroit encore

éterniser son indépendance, jouir de l'égalité, & considéroit la guerre comme un tournois dont les *Aristocrates* faisoient les frais. Maintenant, la Nation désabusée ne se trompe pas plus sur le but que sur les suites des hostilités perpétuées. Plus d'enthousiasme ni d'illusions: des soupirs inutiles & universels vers le repos ont succédé aux chants de triomphe. Ainsi, le Gouvernement actuel a sur le Comité de Salut Public le double désavantage de poursuivre la guerre contre la volonté & le vœu publics, & d'en lever le principal subside sur la bourse même de ses sujets.

On apperçoit donc que, malgré eux, & par l'épuisement des nouvelles mines qu'avoit ouvert le génie révolutionnaire, les Chefs de la France ont été contraints de revenir aux ressources ordinaires de finances, & de perdre la supériorité que leur assuroit, il y a quelques années, sur les Puissances légitimes, le secret de consommer les capitaux d'un Etat au lieu de vivre sur ses revenus.

Sans doute il n'est ni impossible ni improbable qu'ils renouvellent des réquisitions, des vols, des banqueroutes, si toutefois il leur en reste à faire; mais il est physiquement impossible de reproduire les capitaux dissipés, & ce

papier-monnoie qui, pour les rendre disponibles, leur servoit de représentation. Nous ne contestons pas qu'il ne reste au Directoire plusieurs des ressorts d'oppression, d'épouvante & d'extorsions que lui léguèrent ses prédécesseurs; mais ils n'ont pu lui léguer une recette égale à celle que présentoit la France en 1792. Nul ne sauroit évaluer le produit d'un nouveau terrorisme; mais chacun peut se convaincre que ce produit n'est plus le fleuve de richesses réelles & artificielles que dix ans de révolution, de crimes, de brigandage & de guerres, ont desséché.

Ce rapport de l'état des finances Françoises avec l'état militaire de la République, conservera toute son influence, dans le cas où les armées, réduites à la défensive, perdroient une partie de leurs conquêtes & ne pourroient plus subsister par d'ultérieures invasions. De plus, si leur force numérique se trouve aujourd'hui subordonnée à la diminution des ressources pécuniaires, leur destination & leur caractère aggravent cet affoiblissement; il s'est opéré de grandes métamorphoses dans leur emploi, dans leur esprit, & dans leur composition.

Le fonds de gardes nationales qui servoit autrefois à les alimenter, étoit organisé militai-

rement, plus ou moins exercé, plein de sujets de bonne volonté, vain de son nouvel état, impatient de montrer son savoir-faire, allumé par l'espoir des rétributions & par le goût de la licence révolutionnaire. Les réquisitionnaires qui succédèrent à ces bataillons de miliciens, n'en partagèrent ni le zèle ni l'émulation; mais la haine des étrangers, la perspective des institutions agrairiennes, la fréquence des avancemens, les victoires, & le désespoir même, leur tinrent lieu de dévouement. Avant de les incorporer aux armées, on avoit soin de les réunir dans des dépôts où se préparoit leur éducation, & où l'on formoit jusqu'à leur entendement.

Maintenant nous voyons des masses de conscrits, poursuivis à coups de sabres dans leurs foyers domestiques, dans les bois, dans les montagnes; insensibles à *l'honneur François*, & bien davantage au salut de la République & aux instances du Gouvernement, désabusés de toutes les anciennes illusions, & jetés en foule & à la hâte dans les cadres de régimens, sans formation préliminaire.

Dans ce mélange hétérogène de soldats, sans doute il s'établit bientôt un esprit commun: les derniers venus ne tardent pas à se mouler

sur les vétérans; mais parmi ceux-ci on chercheroit vainement les anciennes impulsions. Le retour d'une sévère discipline a détendu ce ressort de l'indépendance qui les précipita dans les remparts de la révolution: à force de changer d'objets & de but, leur ardeur a perdu l'enthousiasme, qui s'attiédit en se prolongeant, & qui s'éteint aussitôt que son principe cesse d'être uniforme. Est-ce les loix, la Constitution, la Patrie, la République, l'intégralité de la France, qu'on s'avisera maintenant de proposer aux armées, comme le motif de leurs efforts? Est-ce dans les rochers de la Suisse, sous les murs de Mantoue & dans la Pouille, qu'on leur persuadera qu'elles combattent pour leurs concitoyens auxquels elles sont devenues presque étrangères? Est-ce l'affection pour un Gouvernement qu'elles flétrissent de leurs injures & de leur mépris, qui les défendra du découragement?

Comptera-t-on sur l'amour de la gloire? Ce sentiment vit d'obstacles & de dangers. Accoutumez les troupes à des victoires sans combats, à des invasions sans résistance, à des brigandages sans prétexte; vous aurez bientôt des bandes de voleurs, plus de soldats.

En usant ainsi tous les mobiles moraux qui auparavant agissoient sur ces milices, on a matérialisé leur premier instinct, & fait dégénérer leur émulation en habitude & en soif de rapines. Elles se battent pour dévaster, elles ne cherchent à vaincre que pour amasser de butin. La misère & le défaut de solde où le Gouvernement a soin de les laisser languir, ont fortifié cette inclination naturelle; l'étendue & l'impunité des pillages commis ont réduit toutes les passions de l'armée à celle de ravager pour dissiper.

Attendrez-vous de semblables rassemblemens la patience, la persévérance, le courage opiniâtre, le dévouement soutenu qu'exigent les périls & les défaites? Raménerez-vous long-tems aux combats des troupes vaincues qui n'y ont marché que dans l'espoir de voler des ennemis sans défense? Je conçois l'impétuosité de leurs attaques; je conçois de même la promptitude de leur défection & leur lassitude dans les revers.

Peut-être *Jourdan* seroit encore en Souabe, s'il eût abandonné cette province à la rapacité de ses soldats. On a vu leurs Chefs leur promettre le pillage de Vérone pour obvier au défaut

défaut de paye : vaincus, ils ont volé leurs Généraux. Sont-ce là les armées que *Pichegru* portoit vingt-deux jours consécutifs sur les redoutes Autrichiennes?

Quelque fréquentes que fussent sous la Convention les mutations de Généraux, ces déplacemens étoient motivés ou par des défaites, ou par une défection, ou par les sentimens politiques d'un Général peu républicain; mais l'ombrageuse jalousie du Directoire a fait des grades suprêmes des commandemens de théâtre : il place, révoque, destitue, accuse, punit ses Généraux, plus arbitrairement qu'aucun Sultan.

J'ignore si ces Chefs de l'armée Françoise ont aussi proscrit le mot d'*honneur*; mais, je demande si, en servant la République, ils entendent servir eux-mêmes de jouet aux mobiles fantaisies de son Gouvernement? Je demande si l'ame la plus ignoble ne seroit pas révoltée d'une défiance aussi despotique, si le cœur le plus sordide ne se dégoûteroit pas de rechercher des appointemens qu'on n'est pas sûr de conserver trois mois? Je demande si, après la vileté d'ingratitude & d'injustice que manifeste le Pouvoir Civil, il existeroit une vileté

plus stupide que celle d'officiers supérieurs qui s'enchaîneroient sincèrement à sa fortune?

Evidemment cette rotation perpétuelle introduit une espèce d'anarchie parmi les Généraux, qui, un jour subordonnés, & demain commandans supérieurs pour redevenir subalternes ou nuls la semaine suivante, ne savent plus réellement quelle est leur élévation, leur espérance pour l'avenir, quel peut être leur crédit sur l'armée qui se détache de ces Chefs ambulans auxquels elle n'a le tems d'accorder ni confiance ni affection. Si ces changemens ne conduisent pas Généraux & soldats à l'indifférence qui résulte de l'instabilité, ce sera un prodige de plus opéré par la Révolution.

Concluons de ces observations diverses que les armées de la Convention & celles du Directoire présentent d'importantes dissemblances. Des Généraux & des milices auxquels on n'a laissé d'autre ambition que celle de s'enrichir par des dévastations, d'autre carrière à parcourir que celle des dangers sans récompenses assurées, d'autre repos à attendre que de la dissolution du monde entier, peuvent encore gagner des batailles, mais résisteront mal à leurs revers.

La comparaison qui nous occupe n'est pas moins défavorable à la République Françoise, en l'appliquant à la sphère où se meuvent ses armées. Elles ont perdu l'avantage d'une concentration facile autour des frontières, de secours immédiats à recevoir sans délai, du rapprochement de leurs divisions, & d'une ligne circonscrite à défendre. Si 800,000 hommes ont été nécessaires pour préserver la France d'une invasion, pour désarmer, ou pour repousser au-delà du Rhin 300,000 étrangers confédérés, combien en faudra-t-il pour préserver des conquêtes qui s'étendent du Zuider-Zee à la Sicile? Et quelles conquêtes! celles de contrées dont chaque habitant est un implacable ennemi, & où il faut dompter les peuples en combattant leurs libérateurs.

Toutes ces criminelles & honteuses usurpations sont le cautère de la population militaire de la République; elles ont fait de la *Grande Nation* un épervier soutenu par des ailes de vautour; bientôt le corps ne pourra plus soutenir les ailes: 20,000 hommes sont obligés de veiller sur la Belgique & le Bas Rhin, 25,000 autres de contenir la Hollande; 50,000 ne suffiroient pour la garantir d'une révolution par l'extérieur. La Suisse neutre gardoit 60

lieues de frontières découvertes: 50,000 hommes suffisent à peine pour conserver la Suisse dans les fers du Directoire.

Des aggrandissemens de ce genre ne sont permis qu'à des Peuples en transmigration; jamais des corps d'armée expédiés de la métropole, ne défendirent long-tems contre des voisins belliqueux ces lointaines colonies. Il est moins facile au Directoire de conserver le théâtre de ses invasions, qu'il ne le fut aux Puissances alliées de pénétrer en France en 1792. Les mêmes causes qui firent échouer cette incursion, préparent les catastrophes des François dans les pays révolutionnés ou conquis.

Si des différences physiques & matérielles on passe aux différences morales & politiques, on découvre encore moins d'analogie.

La République Françoise a perdu l'avantage de l'unité; elle traîne à sa suite ces Etats prostitués & spoliés qu'elle a réduits à l'impuissance de lui nuire, & de lui servir d'alliés utiles. Il faut se charger de les défendre, après leur avoir ravi tous moyens de défense; il faut appesantir sur elle le fouet sanglant du despotisme, après les avoir appelées à la confédération des Peuples *libres* & *régénérés*. On redoute en même tems leur indocilité & leur

apathie: on les conduit chargés de chaînes dans les camps comme dans leurs conseils; ce sont des départemens frontières toujours prêts à échapper au joug; on a à se couvrir de leurs révoltes & de leurs trahisons; comme on n'en obtient rien par confiance, il faut tout envahir par tyrannie, & le poids d'une alliance insupportable s'appesantit au moment où l'intérêt commun exigeroit qu'il fût allégé.

Comptera-t-on sur les troupes qu'on leur arrachera? Peut-on leur rendre, pour les dérober une seconde fois, les richesses, les arsenaux, les subsistances dont on les a dépouillés? Si l'on consulte leurs sénats & leurs Directoires sur des plans de concert, est-on sûr de leur obéissance, & le sont-ils de celle des peuples dont ils livreroient le repos, les sueurs, la liberté & le sang? Si l'on se passe du concours de ces Régences, où est la caution de leur fidélité? On n'en découvre qu'une seule, & malheureusement puissante, celle qui lie la créature au créateur par la communauté des crimes & de leur responsabilité. Mais ce lien affreux n'enchaîne que le plus petit nombre d'hommes, & ce sont des nations entières dont il faut forcer la malveillance, & décider les sacrifices.

Cependant on est forcé de convenir que cet inconvénient est plus que compensé par deux circonstances. S'il y a moins d'unité dans la force défensive & offensive de la République, le rouage de son gouvernement intérieur est plus compact, moins composé, moins assujetti aux frottemens que celui de la Convention & de ses comités. Le Pouvoir exécutif devenu pouvoir suprême par la dépendance obligée où il retient une Législature sans crédit, ne suffit pas à éteindre les factions; mais il suffit à les contenir sans recourir à l'extermination. On obéissoit au Comité de Salut Public par terreur; on obéit au Directoire par nécessité, par habitude & par prudence. Il falloit à *Robespierre* des guillotines sur toutes les places publiques, des armées ambulantes d'égorgeurs, une guerre à feu & à sang & journalière contre le Peuple François; ses successeurs tyrannisent ce peuple à beaucoup moins de frais.

Tandis que ce régime a acquis plus de régularité, de concentration & d'indépendance, le système fédératif de l'Europe est-il plus avancé qu'il ne l'étoit en 1792? En a-t-on rectifié les imperfections, consolidé le nœud, prévenu les déchiremens, accordé le but, les devoirs, l'emploi & les moyens? Quelque traité

fixe, fondé sur l'intérêt de tous, a-t-il imposé des règles de gouvernement unique & invariable à la République des Souverains armés contre la France? Si leurs desseins n'étoient pas uniformes, comment leur marche le seroit-elle? Existe-t-il entre eux une confédération méthodique, ou une rapprochement de circonstance? Sont-ce les membres d'un même corps, ou des corps différens qui se meuvent dans le même sens?

Nous connoissons la nature de la participation de la Russie & de la Porte Ottomane à la guerre actuelle, leurs motifs, leurs projets, le caractère de leur coopération & ses limites. Les principes & les vues de l'Angleterre sont également manifestes. Ces divers Puissances soutiennent la guerre parce que la paix est impossible, & pour faire cesser cette impossibilité.

Mais jusqu'à quel point la Cour de Vienne se rapproche-t-elle de ce plan? Entre-t-elle ou non dans la Ligue commune, en y coordonnant ses opérations & on y subordonnant ses desseins particuliers? Y a-t-il plus d'harmonie entre l'Empire & son Chef qu'il n'y en eut en 1792? Le Nord de l'Allemagne suivra-t-il l'impulsion du Midi?

Malheureusement, voilà autant de problêmes. Tant qu'ils subsisteront, le Directoire conservera l'avantage d'une Puissance sur plusieurs, d'une directoin unique & vigoureuse sur une anarchie fédérative.

En 1792 les germes d'une réunion générale avoient poussé leurs racines jusques dans des Etats depuis neutralisés. L'opinion du délabrement où la Révolution paroissoit avoir jeté la Monarchie Françoise, animoit l'ardeur & la confiance. Nul Gouvernement alors ne songeoit à spéculer sur la bienveillance, sur le pouvoir *irrésistible*, & sur les concessions des professeurs des *Droits de l'Homme*.

Une généreuse émulation inspiroit les uns, une sage prévoyance éclairoit les autres ; une ambition dissimulée se masquoit chez de troisièmes, d'un empressement presque enthousiaste à délivres *Louis XVI* & le monde, d'un fléau dont la malignité épouvantoit moins que ses préservatifs ne suggéroient de présomption.

Lorsque des revers affreux, lorsqu'une chaîne de revers eurent déchiré le bandeau & brisé la Coalition, les plus impatiens d'en secouer le joug préparèrent à tous celui de la République Françoise, en substituant les conférences aux armées & les conventions à la résistance.

ce. Le découragement succéda à la première impétuosité: après avoir reconnu en qualité de Puissance légitime la plus monstruese association de scélérats, on rejeta comme une fiction du désespoir son incompatibilité avec tout Gouvernement légal : vingt systêmes chimériques parcoururent l'Europe, & tous fondés sur l'espoir d'échapper à la révolution & à sa métropole, en leur abandonnant les Etats assez aveuglés pour oser leur tenir tête.

Maintenant la source des vertiges semble être épuisée. L'expérience doit nous avoir délivrés de la témérité de 1792 & des illusions pacifiques. Il n'y a plus de choix, comme autrefois, dans les positions & les partis : le Directoire n'a laisse personne maître de ses déterminations; c'est le bras de fer de la nécessité qui arme aujourd'hui les résistances.

A qui la paix, la neutralité, les égards, les sacrifices paroîtroient-ils une porte de salut? Reste-il douteux qu'il faut vaincre la République Françoise ou succomber? Ainsi considérée dans ses mobiles & dans ses conséquences, la guerre actuelle repose sur des principes & des effets bien moins vagues, bien moins variables, bien moins dangereux qu'ils ne le furent en 1792.

La plupart des ligues offensives finirent par des revers; la plupart des ligues défensives finirent pas des conquêtes. La raison en est sensible: les premières s'affoiblissent par la divergence des intérêts; les secondes se rallient à celui de leur conservation. Telle est la différence de l'époque actuelle à celle qui l'a précédée. Si l'Europe veut en saisir l'avantage, qu'elle s'élève au sacrifice des défiances, peut-être incurables, dont le sort & les suites de la première alliance ont pénétré plusieurs de ses principaux membres; qu'elle ajourne des jalousiers trop fondées, & des pensées ambitieuses qui, dans les conjonctures présentes, sont le scandale de la raison, le délire de la politique, & le dissolvent de toute confédération.

Nous compterons encore parmi les inconvéniens de la précédente, son étendue. Trois ou quatre Puissances sincèrement liguées ont plus de force que vingt Etats, dont l'assistance incohérente ne balance pas l'incommodité de les consulter, de ménager leurs foiblesses, & de les défendre. C'est gagner presque toujours que de perdre des alliés dont il faut couvrir les frontières, suppléer l'insuffisance, ou livrer le territoire à la première defaite. La ligne

d'opérations s'est resserrée pour l'Europe, en même tems qu'elle s'est aggrandie pour la France. Le danger d'un Electeur ou d'un Grand Duc n'enchaîne plus les mouvemens d'une armée, dispersée autrefois sur un cordon immense, pour garantir une foule d'Etats impuissans.

Bien loin qu'en ce sens la neutralité de quelques Souverains du second ordre doive faire ombrage, on ne sauroit trop la ménager ; car leur intervention active ajoute peu à la prépondérance des grandes Puissances, & les expose à multiplier leurs fardeaux en multipliant leurs alliés. Tout Etat neutre, dont l'accession n'ajoute pas un poids décisif dans la balance, sera moins nuisible par son repos que par son mouvement foible & contraint.

Ce n'est pas en ce moment, comme en 1792, l'enceinte même de la France qu'il est question de disputer. Si cette attaque immédiate exposoit la République même à une invasion, elle lui opposoit les places fortes facilement approvisionnées, toute sa population virile, toutes les ressources d'un grand Empire. Ses armées en ce moment se trouvent, pour ainsi dire, isolées au milieu de conquêtes, plus ou moins éloignées & chancelantes, où les pertes

sont mortelles, les secours tardifs, & les peuples en conjuration. Sont-ce des alliés ou des ennemis? Est-ce les Autrichiens ou les François qui ont à craindre la massue Helvétique & le poignard Italien? Quinze millions d'hommes attendent dans ces contrées le signal des événemens pour exterminer leurs oppresseurs. En 1796 ils leur ont tendu les bras.

Parlerons-nous de l'amélioration qui s'est opérée dans l'opinion publique de l'Europe? Les plus modérés admirateurs de la Révolution exhortoient jadis les Souverains à ne point en troubler les progrès & les jouissances; ils recommandoient la paix, au moment où la France allumoit la guerre; ils dissertoient admirablement pour décourager les Conseils, les Généraux, les armées, & prouver que la Révolution n'étoit redoutable qu'aux *Aristocrates François*, justement proscrits par les généreux enfans de la liberté.

Les enthousiastes & les conspirateurs s'enhardissoient, relevoient leurs conventicules, montoient leurs tréteaux, rédigeoient des constitutions, & propageoient les oracles, les promesses, les directions des Législatures & des Jacobins François.

La foule des bourgeois, des gens de lettres, des artisans aisés, se passionnoit pour l'égalité des rangs, & les pauvres pour l'égalité des fortunes. Tous pensoient toucher à l'âge d'or. Un bataillon républicain se presentoit-il à la frontière, il électrisoit les espérances; *des frères & des amis* sortoient des universités, des comptoirs, des boutiques, & même des sallons, pour accueillir les bienfaiteurs de l'espèce humaine, ces guerriers philosophes si beaux parleurs, ces citoyens soldats si désintéressés. Par-tout les Souverains, jusques dans les rangs de leurs armées, jusques dans les bureaux de leur Chancellerie, rencontroient de l'opposition ou de la tiédeur, des conjurés ou des insoucians. Remportoit-on des victoires? *la paix*, devenoit le cri général Etoit-on battu? *la paix*, & toujours *la paix*. C'est au sein d'une guerre dont l'issue devoit ou ramener l'homme à l'état sauvage, ou lui conserver les bienfaits de l'état social, que ces honteuses exclamations se répétoient du pied des trônes dans le camps, des châteaux dans les monastères, des académies aux atteliers.

Ainsi, la démence générale favorisoit en tous lieux la Révolution, soit par principes, soit par passion, par amour du repos ou par amour

des nouveautés. Que la guerre ait été malheureuse avec un pareil esprit public, il ne faut pas s'en étonner; qu'elle n'ait pas entraîné la ruine totale des Etats qui la supportoient, voilà le miracle.

Enfin, elle a percé cette merveilleuse Révolution, au milieu de ces courtisans & ses dupes; elle a paru comme ces spectres dont on invoque l'apparition, & devant lesquels le sang se glace dans les veines. Chacun a pu la contempler dans sa difformité, comparer ses dogmes avec ses œuvres, ses acteurs avec les gazettes, ses résultats avec ses annonces. Terrible expérience! châtiment nécessaire de la plus funeste des erreurs! C'est à cette expérience, à ce désenchantement, au réveil de la raison, que la République Françoise a maintenant à resister, après avoir abusé avec une persévérance si longue & si atroce du succès de ses déceptions.

Jusqu'à ses victoires & à ses invasions, les Gouvernemens circonspects ne pouvoient mesurer ni leurs soupçons ni leur confiance, ni déterminer ce qu'ils avoient à craindre des progrès de la corruption parmi les Peuples, ou à attendre de leur fidélité. — Maintenant l'épreuve est consommée. Chaque pays, chaque vil-

le, chaque communauté, chaque individu dans les contrées envahies par l'ennemi où exposées à ses incursions & à ses hostilités, a montré sa profession de foi. Les Souverains peuvent dresser la nomenclature des bons & des méchans. Ils n'ont plus, comme ci-devant, à lutter contre des doctrines séduisantes dont le charme s'est évanoui, contre des prestiges que les faits & nul raisonnement ne pouvoient dissiper. L'opinion est à eux & pour eux; il ne leur reste qu'à la suivre, qu'à en protéger le développement, qu'à lui donner pour fanal le respect de Dieu, de la propriété, des loix, de leurs voisins, de la justice éternelle. Le contraste des principes, des mœurs & des actions entre l'Europe & la France, est pour la première un allié plus important que les ruses de la diplomatie, que les réticences de l'orgueil, que les articles secrets, que le mépris affecté pour les enseignemens de l'expérience.

Au moment où la Révolution & la guerre surpriren' l'Europe, on observoit dans sa police générale le même relâchement, quoique à degré inégal, qui avoit préparé la chûte de la Monarchie Françoise. La crainte d'exciter des mouvemens & de déployer une sévérité qui paroissoit contraire aux mœurs & aux conjon-

Cures, laissa filtrer le poison François. Les hostilités même contraignirent peu la licence des épanchemens *philosophiques* qui se faisoit remarquer dans les armées, dans les Cours, dans les collèges, dans toutes les classes de citoyens. L'utilité de la paix ou de la guerre fut un des problêmes favoris: le mérite ou le démérite des innovations successives de Paris, la convenance de rétablir la Monarchie ou de s'accommoder de la République, les institutions les plus vénérables, les principes traditionnels, les bases de tout ordre & de tout gouvernement, passèrent chaque jour & publiquement au creuset des hommes en place, des officiers, des sociétés littéraires, des corporations marchandes & des folliculaires.

Aussi, les armées en fuite, la Révolution trouva le champ semé & en recueillit les fruits, presque dans tous les lieux dont s'approchèrent ses Généraux. Cette anarchie intestine se développa dans les Pays-Bas dès 1792, comme elle vient d'éclater dans le Royaume de Naples. Depuis 1797, l'abaissement léthargique du Continent en favorisa les progrès; mais heureusement les peuples se trouvèrent plus mûris que leurs conducteurs, & moins enclins à se dépraver qu'il n'étoit facile à leurs corrupteurs

rupteurs de les agiter. Puisque la guerre proscrit une seconde fois cette liberté illimitée de communications funestes avec la France, & qu'elle autorise des mesures vigoureuses contre l'audace & la trahison révolutionnaires, on peut espérer que les Gouvernemens ne toléreront plus le scandale des publications républicaines, des éloges décernés aux auteurs des calamités publiques, & des égards qu'une modération inconsidérée leur conservoit au milieu de leurs triomphes & de leurs crimes.

Nous nous dispenserons d'ajouter à ces fragmens de parallèle, le détail de comparaisons plus sensibles, & que tout homme doué de quelque attention peut saisir aussi bien que nous. Il nous suffit d'avoir indiqué le sommaire de cet examen, sur le résultat duquel doit reposer la conduite politique & militaire des Puissances belligérantes.

Leur position, leurs dangers, leurs avantages, leurs ressources, tout est changé dans l'intervalle de huit années. Les erreurs aujourd'hui seroient volontaires, les fautes sans excuse, & les torts sans remèdes. L'expérience a versé des flots de lumière sur cet horison orageux; elle a connu la route, le but, les moyens, les écueils. Entre

l'Europe actuelle & celle de 1792, il existe la différence d'un pilote pourvu d'excellentes cartes nautiques, au navigateur qui s'élance sans boussole sur une mer inconnue.

La Révolution n'a plus la puissance de former des révolutionnaires; mais chaque année de ses exploits a formé & multiplié ses antagonistes. Si une armée Impériale & Prussienne abordoit aujourd'hui les frontières de la France, elle parleroit comme le Sauveur de l'Allemagne vient de parler aux Suisses. Comment terminer cet article sans célébrer encore la maturité, le grand sens, l'expérience, la vraie science du moment, qui ont éclaté dans la conduite de ce valeureux Prince?

Ses journées depuis la paix d'Udine se sont écoulées dans une assiduité constante à l'armée: il y a tout examiné, tout vu & tout su; il a jugé par lui-même de chaque chose, sans négliger un détail en apparence minutieux. Ceux des officiers dont il a désespéré de changer l'esprit ou de réchauffer la tiédeur, il les a renoyés; il a pénétré le reste de son zèle, & marché avec assurance entourés de choix dignes de sa confiance.

Par ses soins, chaque jour en donnant l'ordre, on a distribué à l'armée des extraits en langue

vulgaire des gazettes Françoises les plus outrageantes à l'honneur Allemand, les plus blasphématoires contre la religion & les Souverains. Ainsi il est parvenu à *passionner* la guerre : ce n'est qu'avec des efforts infinis que, dans les affaires du 21 & du 25 Mars, on est parvenu à sauver les ennemis qui demandoient quartier.

Aux proclamations du Directoire, de ses agens, de ses Généraux, l'Archiduc *Charles* en a sur-le-champ & coup sur coup opposé de pareilles, répandues par milliers. Tous les jours, il remplit en public les devoirs de la Religion à la tête de la division auprès de laquelle il se trouve. Avant d'attaquer le 25, il fit élever un autel en avant du centre, & après avoir assisté 22 minutes du plus grand froid au service divin, il monta les marches de l'autel, remit son épée au prêtre pour la bénir, & redescendit aux acclamations de ses soldats qui lui jurèrent de périr tous plutôt que de survivre à une défaite. Son quartier-général change continuellement, afin d'enlever la facilité d'étudier ses projets. Administration civile, militaire, politique, rien n'est étranger à ses méditations & à son activité.

La nature donne les talens, l'éducation les développe ; mais leur accord avec le tems, mais

leur application juste aux besoins des crises extraordinaires, sont l'ouvrage d'une raison cultivée & guidée par l'expérience. Il existoit, sans doute, il y a huit ans, de grands capitaines & des hommes de génie ; mais il leur manquoit l'enseignement de l'adversité, l'exemple des triomphes de la Révolution, le secret de ses forces, & l'usage des armes à lui opposer.

ALLEMAGNE.

Projets du Directoire sur le Corps Germanique.—Congrès de Rastadt.

DU rôle altier qu'il jouoit encore il y a six mois, le Gouvernement François est redescendu à celui d'un fourbe de comédie envers l'Empire Germanique. Après l'avoir empoisonné de défiances & de divisions, il travaille maintenant à l'isoler de son chef, & à se faire un parti par des traités séparés.

Cette politique fut celle de la France dans toutes ses guerres avec la Maison d'Autriche ; mais s'il est très-concevable que l'étourderie de

ses hostilités & ses dangers y aient ramené le Directoire, on comprend moins aisément comment il se trouve un Prince d'Empire qui se croie encore aux tems du Cardinal de *Richelieu*.

Il n'est aucune variante de machiavélisme que le Directoire ait épargnée à l'Allemagne. Lorsqu'il la convoqua à Rastadt, ce fut pour l'y égorger : ce généreux Gardien des libertés Germaniques en trafiquoit secrettement pour se concilier la Cour de Vienne. Trouvoit-il cette Puissance trop indocile? Il l'accusoit à Berlin, à Munich, à Dresde, à Aschaffenbourg, à Cassel, des projets qu'il venoit de lui suggérer. Dépouilloit-il une partie des Souverains? Il leur offroit d'en dépouiller de nouveaux pour les indemniser. Signoit-il une trêve? Il en exigeoit l'observation en la violant. Tantôt par la terreur, tantôt par l'artifice, il mettoit fin aux résistances ou prévenoit les contradictions. Sans crainte d'offenser la Prusse, il s'emparoit d'Ehrenbrenstein & exigeoit l'île de Buderich. Sans crainte d'alarmer l'Autriche, il manœuvroit chez les Grisons pour les entraîner dans la Révolution Helvétique. Ses exacteurs, sex pillards, ses généraux, n'épargnoient la rive droite du Rhin pas plus que la rive gauche. Chacune de

ses notes étoit une menace ou un commandement, & toujours un outrage.

Dans le Palais même du Margrave de Baden, ces trois boutefeux que l'Empire reconnoissoit en qualité de Plénipotentiaires, provoquoient des mouvemens parmi les sujets du Souverain qui leur donnoit l'hospitalité. Le Cercle de Souabe étoit inondé de pamphlets, d'émissaires, de conjurés; de projets de constitutions républicaines. Les mêmes pratiques se répétoient dans le Nord.

Mais, une fois la guerre allumée & l'Empereur sous les armes déterminé à se défendre, le Directoire a changé de masque. Il n'a pas voulu perdre le fruit de ses intrigues, en précipitant la perte des Etats qu'il se flattoit de détacher de la Cour Impériale; il a craint qu'en les enveloppant lui-même dans la guerre, il ne forçât leur accession à la cause de l'Autriche, & que l'institution de nouvelles Républiques à la droite du Rhin ne laissât plus ni prétextes ni motifs à la neutralité du Roi de Russe & de l'Empire entier.

Toute sa conduite depuis deux mois a eu pour objet de prévenir cette réunion. Pour la première fois, on a vu son armée, pendant la dernière incursion en Souabe, conserver quel-

ques ménagemens même dans sa retraite, acheter diverses consommations au lieu de les piller, & observer quelque discipline dans les villes & dans les campagnes.

Loin que leur approche ait favorisé les révolutions préparées dans le Wirtemberg, elle en a retardé l'explosion. Tandis que *Bernadotte*, plus indiscret qu'informé des détours de la politique directoriale, déclaroit aux Germains que le Gouvernement François *a le droit de réclamer l'initiative du grand mouvement qui termine la fin de* 18e *siècle*, les Généraux recevoient l'ordre de ne seconder aucuns conspirateurs, les plénipotentiaires & les agens l'instruction de rassurer les Souverains.

Les tendres & humains Directeurs épanchoient leur philantropie dans des déclarations mieilleuses, des protestations amicales & des notes bénévoles. Aucune souplesse, aucune expression, aucune promesse ne leur coûtoient pour retenir à Rastadt cette Députation d'Empire, prête à s'enfuir sur la trace du Commissaire Impérial.

En prolongeant ce Congrès, le Gouvernement de Paris comptoit en faire un centre de neutralisation systématique, & avec le tems, un noyau de confédération anti-Impériale. Il

restoit maître de négocier, d'intriguer, d'espionner, de diviser sur la rive droite, & d'alimenter les ressentimens ou les projets contre la Maison d'Autriche.

La majorité de la Députation d'Empire, composée des suffrages de Mayence, Bavière, Baden, Darmstadt, Augsbourg & Francfort, s'étoit déclarée en dissidence opiniâtre avec l'Autriche, Saxe, Bremen, & Wurtzbourg. Les Ministres Prussiens, par leur persévérance à Rastadt, sembloient accréditer la prolongation du Congrès. Vainement les François en déroute repassoient le Rhin; vainement le Commissaire Impérial Comte de *Metternich* avoit le 7 Avril déclaré au nom de son Souverain, " qu'il étoit " superflu d'exercer une plus longue patience, " & qu'il ne prendroit plus aucune part aux " négociations; " en vain avoit-il terminé cette déclaration; " en frappant de nullité tout " ce qui s'étoit fait depuis l'ouverture du Con- " grès, & en révoquant toute force de droit " accordée aux cessions faites aux Ministres " Plénipotentiaires de la République Françoi- " se, & qui, suivant les principes générale- " ment reconnus, ne peuvent être *obligatoires* " qu'autant qu'elles sont ratifiées par l'Em- " pire."

La

La majorité des Députés, sans cesse aiguillonnés par des notes directoriales, n'en attendoit pas moins à Rastadt la reprise des délibérations interrompues depuis l'éloignement de M. le Comte de *Metternich*, ou une décision formelle de la Diète de Ratisbonne pour s'éloigner eux-mêmes. Les François de leur côté affirmoient que la violence seule leur feroit déserter le terrein, qu'ils tiendroient le Congrès eux seuls & leurs amis, & qu'ils négocieroient *la paix* envers & contre tous, aussi obstinément que le Juge *Dandin* assistoit à l'audience & rendoit des arrêts.

Enfin, cette longue & mauvaise comédie a eu son terme. Le Directoire étoit hors d'état d'en protéger la durée par la force des armes; il a bien fallu que la force des choses parvînt à la dénouer. L'approche de quelques hussards Autrichiens a suffi pour cella. Leurs patrouilles ayant interrompu la communication entre les deux rives du Rhin, & gêné celle des environs de Rastadt, les agens François ont poussé les hauts cris & cité le *Droit des Gens*. Le Président de la Députation d'Empire, Baron d'*Albini*, Référendaire & Député de Mayence, a porté des plaintes & demandé sureté au Colonel Autrichien de qui les ordres éto-

jent émanés. Cet officier, M. de *Barbaczey*, a répliqué le 22 Avril catégoriquement: " Que " l'état de guerre actuel exigeoit le service des " patrouilles à Rastadt & lieux circonvoisins, " & que depuis le rappel du Ministre Impérial " il ne pouvoit plus considérer Rastadt comme " privilegié & protégé par la présence d'un " Congrès chimérique."

L'esprit des différentes Légations d'Empire se maintint invariable dans la séance du 23, où elles délibérèrent sur la réponse de M. de *Barbaczey*. Les Députés de Saxe, Bremen, & Wurtzbourg, déclarèrent franchement qu'on ne pouvoit plus continuer les négociations d'une manière constitutionnelle, & qu'ils avoient ordre de se retirer. Le Ministre de Bavière soutint, au contraire, que le Congrès ne pouvoit être dissout que par *l'Empire réuni à son Chef suprême*; qu'il devoit se regarder comme *légalement assemblé*, demander des éclaircissemens à l'Archiduc, des instructions à la Diète, & communiquer amicalement aux agens François les réponses qu'on recevroit. Hesse-Darmstadt, Baden, & Francfort, adhérèrent à cet avis; Augsbourg s'en référa à celui quelconque de la majorité; mais la défection du Ministre Directorial de Mayence qui aban-

donna le système de Bavière pour adopter celui de Saxe, fixa les opinions & la rupture du Congrès.

Le lendemain, cette résolution ayant été communiquée à la Légation Françoise, elle prit enfin congé le 25 par une nouvelle & dernière missive, où elle déclare que puisque chacun s'en va, elle s'en va aussi, & que dans trois jours elle se rendra à Strasbourg, *où elle recevra toutes les propositions de paix qui lui seront faites.*

Ces trois Ambassadeurs & leur secrétairerie ont, en effet, délivré l'Allemagne de leur présence, de leur insolence, du scandale de leurs dînés diplomatiques, de leurs complots, des égrefins, des baladins & des prostituées qui marchoient à leur suite. Tous les Députés & les Envoyés Allemands particuliers ont de même évacué ce théâtre de leurs illusions, où ils ont consumé en frais inutiles, en séances oiseuses, en projets chimériques, en encre & en papier, dix-sept mois d'une patience & d'une bonhommie qui formeront un nouveau monument du phlegme Germanique. Les Ministres Prussiens faisoient le 27 Avril leurs préparatifs de départ.

Quelque fastidieuses qu'aient été les annales publiques de cette solemnelle convocation, son histoire politique & secrette n'en sera pas moins digne de curiosité & de réflexion. Assemblée par l'Empereur, c'est l'Empereur qui en a forcé la dissolution. Formée pour établir entre la République Françoise & le Corps Germanique de nouveaux rapports & de nouveaux intérêts, elle a fini par replacer l'Empire dans sa situation de 1797. On y a vu des Souverains ecclésiastiques rechercher la protection des athées, des destructeurs de la Chaire apostolique, des assassins du Clergé; des Princes séculiers courtiser des Régicides ; une Nation populeuse, guerrière & éclairée, demandant grace aux ennemis de toutes les nations. Jamais on ne déploya plus d'appareil pour travailler sur le néant. Dans ce Congrès on s'est occupé de tout excepté de la question, de la seule question qui fût à l'ordre du jour, savoir; s'il y a Gouvernement en France, si ce Gouvernement ressemble à ceux avec lesquels il est permis de former des conventions; s'il existoit une caution de ses promesses, une garantie de ses traités; si aucune paix étoit possible; si tant de sacrifices honteux, pour l'acquérir n'étoient

pas des obstacles à sa consommation, des véhicules de ruine ou de nouvelles guerres.

Le Directoire, néanmoins, emporte la satisfaction d'avoir essayé impunément, durant deux années, jusqu'où peuvent aller d'une part l'arrogance, le mépris & l'audace, & de l'autre la crainte, l'humilité, & l'incohérence. Un autre avantage qui lui reste, consiste à avoir réussi à allumer les soupçons & les ressentimens, & à avoir ébauché la formation d'un parti contraire à l'Autriche.

Dans le nombre des Princes qui ont adhéré à ses vues, plusieurs sont absolument excusables. Tout Etat foible qui n'est point protégé par ses co-confédérés, a le droit de chercher sa sureté dans sa foiblesse même, c'est-à-dire dans l'appui de la neutralité. Le Margrave de Baden, la Maison Palatine pour le Palatinat, le Duc de Wirtemberg, & plusieurs autres Souverains des Cercles du Haut Rhin & de Souabe, n'avoient d'autre alternative que de se soumettre à recevoir de la France des conditions de paix, ou à lui abandonner leur couronne, leurs sujets, toutes les propriétés de leur territoire. Plusieurs villes impériales, telles que Francfort, n'étoient pas plus libres dans leurs déterminations.

Celles de quelques autres membres du Corps Germanique ont été plus volontaires. L'Electeur de Mayence, qui dès l'origine de la guerre en avoit supporté le poids avec zèle, essuyé les plus affreuses calamités, fourni régulièrement le contingent, l'Electeur de Mayence aigri par la perte de sa capitale, a cédé aux offres d'indemnité par lesquels le Directoire trompoit sa vieillesse & ses Conseils.

A peine le dernier Electeur Palatin *Charles Théodore*, mort à Munich le 21 Février dernier, étoit-il enseveli, que son successeur, le Duc *Maximilien des Deux-Ponts*, a annoncé un changement total de système & de sentimens. Ceux des administrateurs qui passoient pour favoriser l'union avec l'Autriche, ont été déplacés & recherchés; les innovations les plus précipitées dans tous les genres ont manifesté l'éloignement du Souverain pour la Maison Impériale. Plusieurs des Conseillers de ce Prince sont accusés de dévouement à la France; le Directoire accrédite ces accusations par les caresses & par les procédés dont il affecte d'accabler l'Electeur. A Rastadt, à Ratisbonne, ses Ministres sont en opposition pleine d'aigreur à toutes les demandes de l'Autriche. Les victoires de cette Puissance qui entoure la Bavière & qui l'occupe,

préviennent sans doute de plus sérieux développemens des desseins de l'Electeur : il paroît si peu enclin à adopter une autre politique, & si inquiet des anciens projets du Cabinet de Vienne, qu'on ne tente pas même de le ramener ; c'est un membre tout prêt de la Confédération de neutralité, qui, sous les auspices de la Prusse, paralyseroit le Corps Germanique.

L'activité & les intrigues du Directoire sont employées pour fortifier ces dissentions, & pour alarmer l'Allemagne sur les succès, sur les alliances, sur les vues de l'Empereur. Dans ce but, il a fait publier les articles secrets du Traité de Campo-Formio. Voici le texte de cette pièce, dont l'authenticité n'est pas révoquée en doute. (*)

(*) La publicité de ces articles secrets a été l'ouvrage du Directoire, qui tâchoit par ce moyen de semer la discorde entre les Princes de l'Empire, & leurs Auguste Chef, & de rendre suspect le zèle de la Maison d'Autriche aux autres Puissances de l'Europe. La guerre souterraine nourrie par les divisions est la meilleure tactique de la Diplomatie Révolutionnaire. Une publication pareille faite dans ce but doit inspirer assez de défiance aux hommes de bon sens. La Maison d'Autriche ni intimidée par l'insolence du Directoire, ni égarée par ses promesses n'a songée dans la trêve qu'à repa-

Articles secrets & Convention additionnel du Traité de Campo-Formio du 26 Vendémiaire, an 6 (17 Octobre 1797).

ART. I. S. M. l'Empereur & Roi de Hongrie consent que les limites de la République Françoise s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée; & s'engage à employer ses bons offices lors de la paix avec l'Empire Germanique pour que la République Françoise obtienne cette même ligne.

La rive gauche du Rhin, depuis la frontière de la Suisse au-dessous de Basle, jusqu'au confluent de la Nette au-dessous d'Andernach, y compris la tête de pont, Manheim sur la rive gauche du Rhin, & la ville & forteresse de Mayence, l'une & l'autre rive de la Nette, depuis son embouchure jusqu'à sa source près de Brüch; de-là, une ligne passant par Sencherode, Borlay, jusqu'à Kerpen, & de cette ville à Ludersdorf, Blankenheim, Mormagen, Coll, Gemund, y compris les deux rives de la Roer, en y comprenant Heimbach, Nideggen, Duren & Juliers avec leurs arrondissemens jusqu'à Limnich; de-là une ligne par Hoffern, Kanlensden, Paplervod, Latersfort, Rodenberg, Haverloo (s'il se trouve dans la direction de la ligne), Anderscheid, Kaldekuchen, Vambach,

---

rer ses pertes, & à se mettre dans un état de force qui étonna l'Europe entière par le deployement de ses propres ressources, & par des alliances imposantes. Elle lui a laissé l'honneur d'enfreindre tout traité, & de mettre en jeu sa bassesse, sa duplicité, & ses crimes. L'Aigle ministre de Jupiter ne rampe jamais, prend son essort majestueux, lance sa foudre & punit. Voila sa réponse. L'Ed.

bach, Herringen & Gresberg, avec la ville de Venloo, & son arrondissement. Et si malgré les bons offices de S. M. l'Empereur & Roi, l'Empire Germanique ne consentoit pas à l'acquisition pour la République Françoise de la ligne de limite ci-dessus désignée, S. M. l'Empereur & Roi s'engagent formellement à ne fournir que son contingent à l'armée de l'Empire, lequel ne pourra jamais être employé dans les forteresses; sans que par-là il soit porté atteinte à la paix & à l'amitié qui vient d'être établie entre sa dite Majesté & la République Françoise.

Art. II. S. M. l'Empereur & Roi employera également ses bons offices lors de la pacification avec l'Empire Germanique, --- 1°, Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la République Françoise & les Etats de l'Empire situés sur la rive droite de ce fleuve, depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire Batave; 2°, Pour que les possesseurs de la partie Allemande opposée à l'embouchure de la Moselle ne puissent jamais, ni sous aucun prétexte que ce soit, opposer à la libre navigation & sortie des bateaux, barques, ou autres bâtimens hors de l'embouchure de cette rivière; 3°, Pour que la République Françoise ait la libre navigation de la Meuse, & que les péages & autres droits qui pourroient se trouver établis depuis Venloo jusques sur le territoire Batave soient supprimés.

Art. III. S. M. Impériale & Royale renonce pour elle & ses successeurs à la souveraineté du Comté de Falkenstein & de ses dépendances.

Art. IV. Les pays que S. M. l'Empereur & Roi doit posséder en vertu de l'art. 6 du Traité définitif signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les art. 6 & 7 de ce Traité & par l'article précédent. Cette renonciation n'aura de valeur que lorsque les troupes de S. M. l'Empereur & Roi occuperont les pays qu'elle acquiert par le Traité susdit.

ART. V. La République Françoise employera ses bons offices pour que S. M. l'Empereur & Roi acquière en Allemagne, l'Archevêché de Salzbourg, la partie du Cercle de Bavière située entre l'Archevêché de Salzbourg, les rivières de l'Inn & de Salza & le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg, sur la rive droite de l'Inn avec l'arrondissement d'un rayon de 3000 toises.

ART. VI. S. M. Impériale & Royale cédera, à la paix de l'Empire, à la République Françoise la souveraineté & propriété du Frickthal & de tout ce qui appartient à la Maison d'Autriche à la rive gauche du Rhin, entre Zurzach & Basle, moyennant qu'à la paix susdite S. M. obtienne une compensation proportionnelle en Allemagne, qui soit à sa convenance. — La République réunira les dits pays à la République Helvétique, moyennant les arrangemens qu'elles pourront prendre entr'elles, sans porter préjudice à S. M. Impériale & Royale, ni à l'Empire.

ART. VII. Il est convenu entre les deux Puissances contractantes, que si lors de la pacification prochaine de l'Empire Germanique, la République Françoise fait une acquisition en Allemagne, S. M. l'Empereur & Roi doit également obtenir un équivalent; & réciproquement, si S. M. I. & R. fait une acquisition de cette espèce, la République Françoise obtiendra un pareil équivalent.

ART. VIII. Il sera donné une indemnité territoriale au Prince de Nassau-Dietz, ci-devant Stadthouder de Hollande; cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voisinage des possessions Autrichiennes, ni dans celui de la République Batave.

ART. IX. La République Françoise n'a point de difficulté à restituer au Roi de Prusse ses possessions sur la rive gauche du Rhin; en conséquence, il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le Roi de Prusse, ce que les deux Puissances contractantes se garantissent mutuellement.

Art. X. Si le Roi de Prusse consent à céder a la République Françoise, & à la République Batave, de petites possessions de son territoire qui se trouvent sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Sevenaer, & autres possessions vers l'Issel; S. M. I. & R. employera ses bons offices pour rendre praticables les dites cessions, & les faire adopter par l'Empire Germanique.

L'inexécution du présent article ne pourra pas détruire l'effet de l'article précédent.

Art. XI. S. M. Impériale ne s'oppose pas à l'usage que la République Françoise a fait des fiefs Impériaux en faveur de la République Ligurienne. S. M. l'Empereur réunira ses bons offices à ceux de la République Françoise, pour que l'Empire Germanique renonce aux droits de suzeraineté sur les pays qui font partie des Républiques Cisalpine & Ligurienne, ainsi que sur les fiefs Impériaux, tels que la Lanigui-ana, & tous ceux situées entre la Toscane & les Etats de l'arme,. la Républiques Ligurienne & celle de Lucques, & le ci-devant Modénois; lesquels fiefs feront partie de la République Cisalpine.

Art. XII. S. M. l'Empereur Roi & la République Françoise réuniront leurs bons offices, lors de la pacification de l'Empire Germanique, pour que les différens Princes & Etats de l'Empire qui se trouvent éprouver quelques pertes de territoire & droits, en conséquence des stipulations du présent traité de paix, ou enfin par suite du traité à conclure avec l'Empire Germanique, & particulièrement les Electeurs de Mayence, de Trèves & de Cologne, l'Electeur Palatin de Bavière, le Duc de Wirtemberg & Teck, le Margrave de Baden, le Duc de Deux-Ponts, les Landgraves de Hesse-Cassel & Darmstadt, les Princes de Nassau-Saarbruck, de Salm-Kyrbourg, Lovenstein-Wertheim, de Vied-Runkel, & le Comte de Leyen, obtiennent en Allemagne des indemnités

convenables, qui seront réglées de commun accord avec la République Françoise.

ART. XIII. Les troupes de S. M. l'Empereur évacueroit 20 jours après l'échange des ratifications du présent traité, les villes & forteresses de Mayence, Ehrenbreitstein, Philipsbourg, Manheim, Koningstein, Ulm, Ingolstadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire Germanique, jusqu'aux Etats Héréditaires.

ART. XIV. Les présens articles secrets auront la même force que s'ils étoient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent signé aujourd'hui. Ils seront ratifiés à la même époque par les deux parties contractantes, & les actes de ratification en dues formes seront échangés à Rastadt.

Fait & signé à Campo-Formio le 17 Octobre, 1797, 26 Vendémiaire, an 6 de la République Françoise, une & indivisible.

BUONAPARTE. Le Marquis de GALLO.
Louis Comte de COBENZEL.
Le Comte de MERFELD, Gen. Major.
Le Comte de DEGELMANN.

L'existence de cette Convention est encore plus déplorable que sa publicité. Elle décèle dans les Plénipotentiaires Autrichiens qui l'ont souscrite une fascination, un dérèglement de calcul, & une imprévoyance difficiles à expliquer. On se demandera comment ils ont pu donner dans un pareil piège, recevoir & faire de pareils présens, se lier au plus déloyal des

Gouvernemens par une stipulation dont la nature & le secret enchaînoient désormais le Cabinet Impérial à la politique usurpatrice du Directoire? Lorsqu'on a lu ces articles, on est dispensé de chercher la cause des défiances, du schisme qui ont éclaté dans le Congrès, & des alarmes qui éloignent encore plusieurs Puissances d'une confédération générale.

Il étoit aisé de prévoir qu'armés d'un acte semblable, les Directeurs François s'en prévaudroient pour tenter les brigandages qu'ils ont exercés sur la Suisse, sur le Pape, sur le Roi de Sardaigne, & ceux dont ils menaçoient l'Allemagne; ou bien que, si l'Autriche paroissoit s'en ressentir & se réveiller, on divulgueroit les articles secrets, afin d'aliéner d'elle les Puissances compromises par cette Convention.

Mais, au mépris de leurs engagemens, les perfides brouillons du Luxembourg n'avoient pas attendu une rupture pour donner connoissance de ce mystère: la plupart des Cabinets en furent officieusement informés. Ainsi, le Directoire ne révèle rien aujourd'hui qui ne fût déjà révelé; il atténue même l'effet de cette publication par l'époque où il la hasarde; car, du moment où il a eu déclaré la guerre à

l'Empereur, le Traité de Campo-Formio est devenu caduc, & le danger que pouvoit courir l'Allemagne de cette union monstrueuse entre l'Autriche & la France, s'est éloigné par un ajournement indéfini.

La nature des articles prouve évidemment que *Buonaparte* ou ses commettans en furent les inventeurs; ils s'accusent donc aujourd'hui de leur propre infidélité. S'ils rendent suspect le Cabinet Impérial aux yeux de la Prusse, de l'Electeur Palatin, du Corps Germanique & de l'Europe, quels sentimens feront-ils naître chez les Puissances dont ils trafiquoient ainsi le territoire, la sureté, la souveraineté, pour les accabler quelques mois après de leurs protestations de bienveillance & de patronage! Quels protecteurs de l'Empire! quels gardiens de son indépendance!

Tandis qu'il s'efforçoit d'animer l'Allemagne contre son Chef, le Directoire s'est efforcé d'animer les Autrichiens contre les Russes. Dans tout l'Empire, & sur-tout en Souabe, dans les cabarets, aux avant-postes de l'armée Autrichienne, ses émissaires ont jeté une prodigalité de tisons de discorde. Voici la traduction d'un de ces imprimés circulaires, sous le titre d'*Adresse aux Autrichiens*.

BRAVES AUTRICHIENS!

" Ce sont les Russes qui viennent vous for-
" cer à la guerre. Sans les Russes vous auriez
" toujours vécu en paix avec les François. Pour-
" quoi donc vous battriez-vous contre ceux-
" ci? Ce n'est pas à vous, mais aux Russes,
" qu'ils en veulent. Vous ne pouvez pas ren-
" dre un plus grand service à votre patrie, &
" terminer plus promptement la guerre, qu'en
" abandonnant ces *Barbares insolens* (*diese in-*
" *solentz barbaren*) aut châtiment que méritent
" leurs cruautés & que leur préparent les
" François. — Sitôt que votre Empereur sera
" débarrassé de ces Russes qui vous méprisent
" & qui le dominent, il s'empressera de re-
" venir à la paix, & vous n'aurez plus à
" craindre de devenir les esclaves de la Rus-
" sie."

Autrefois on dédaignoit de répliquer à ces apostrophes: l'Archiduc *Charles* n'a point imité cette indifférence. Parmi les écrits en représailles dont nous avons fait mention dans l'article précédent, on remarque entre autres l'adresse suivante, répandue dans les deux langues, écrite in-

correctement & trop longue, mais rédigée avec jugement.

SOLDATS FRANÇOIS !

Le Directoire vous conduit de nouveau à la boucherie. Esclaves de ses caprices, instrumens de son ambition sans bornes, & de la soif de régner qui le dévore, vous allez de nouveau répandre votre sang pour lui ; & vous vous croyez libres ! Il veut, il allume la guerre ; ce n'est pas qu'il y soit forcé, mais parce qu'il craint la paix, qu'il redoute votre retour, vos réclamations, vos opinions & sa propre chûte.

On vous a dit, que les Russes avoient pénétré dans les Etats Autrichiens, afin de vous *attaquer*. C'est une imposture !

Au milieu de la paix vos despotes se sont armés contre l'Autriche. Ils ont fait leurs préparatifs & en Italie & sur le Rhin ; traçant autour d'eux un cercle de petites Républiques, soumises à la République mère, c'est avec leurs habitans qu'ils se sont formé une nouvelle armée. Ils ont renversé les trônes de Rome, de Piémont, de Naples, en employant plutôt la ruse & la trahison que le courage & la valeur ; & tandis que l'Allemagne négocioit avec eux sous la foi de l'armistice, ils s'emparoient avec violence de la forteresse d'Ehrenbreitstein, la clef de tout l'Empire.

A la vue de voies de fait aussi criantes, que pouvoit attendre le Roi de Hongrie & de Bohême ? Qu'espérer des intentions d'un Gouvernement qui ne tint jamais ce qu'il promit, & qui se joue des traités les plus sacrés ? L'honneur de ce Souverain, l'honneur d'un peuple fidèle & grand, ce qu'il doit à ce bon peuple, lui imposoient la loi d'être sur ses gardes, & de se mettre en défense contre la force & la perfidie. Dans cette situation douteuse son fidèle allié, l'Empereur de

Russie

Russie, avoit fait avancer dans le voisinage de ses Etats des troupes auxiliaires, afin de voler à son secours en cas qu'il vînt à être attaqué. Il ne vouloit point être agresseur, car il est Allemand, & par conséquent esclave de sa parole. Mais vos Directeurs voulant la guerre ont taxé de démarches hostiles ces mesures dictées par la prudence, afin de colorer leur manque de foi, & de donner un nouvel essor à votre enthousiasme expirant.

C'est ainsi, guerriers François, qu'on vous a trompés.

Et pour qui donc courez-vous au combat & à la mort?

Ce n'est pas sans doute pour votre infortunée patrie --- elle maudit la guerre. Ce n'est pas pour votre Constitution chancelante? Une longue paix peut seule lui donner quelque solidité. Ce n'est pas non plus pour votre honneur --- car des monumens de honte s'élèvent à coté de vos trophées.

Vous courez au carnage pour satisfaire l'ambition, la tyrannie, & la crainte de cinq hommes qui gouvernent la France avec un sceptre de fer, tandis qu'ils devroient n'être que les exécuteurs des loix, & qui livreroient Paris aux flammes, pour prolonger leur criminelle existence, ne fut-ce que d'un instant.

François! & c'est pour de tels hommes que vous pourriez, que vous voudriez sacrifier votre sang & votre vie? Non! Les tems du Fanatisme & de la fureur sont passés. La réflexion a pris leur place; le repentir a succédé aux crimes qui servirent à fonder & à propager votre révolution.

Vous vous parez du nom d'amis des peuples & de l'humanité; méritez donc ce titre si grand, si beau, que vous avez usurpé jusqu'ici---

METTEZ FIN A LA GUERRE!

Vous le pouvez: sans vous, sans la force de vos bras, les despotes de Paris, avec leurs cent mille projets, ne sont plus

que de misérables créatures sans courage & sans autorité. C'est de vous seuls que dépend la durée de leur puissance. Déclarez-leur que vous êtes las d'être esclaves, & de continuer une lutte injuste & terrible contre des peuples pacifiques & tranquilles. Parlez, & vos contemporains vous béniront en vous admirant. L'humanité a des crimes énormes à vous reprocher; réconciliez-vous avec elle, en les réparant par une paix qui sera votre ouvrage, & dont la durée égalera celle de la gloire que donne la Vertu.

Si le maintien d'une Constitution que certainement personne ne vous envie, est de quelque importance pour vous.... hâtez-vous de saisir ce moyen; il est possible par lui d'atteindre à ce but, quoiqu'il ne soit surement pas le vœu de la majorité de votre nation.

Une Puissance formidable se lève contre vous. Sur les rives du Pô, du Tibre, de la Limmat & de l'Aar, depuis la source du Rhin jusqu'à son embouchure, tous les peuples, que selon votre expression vous avez *affranchis*, c'est-à-dire *asservis*, menacent de briser leurs fers --- Ils y parviendront. Le désespoir donne du courage, & prête même au plus foible des forces surnaturelles. Vos proclamations sont sans effet; on connoît leur esprit. Vos promesses ne séduisent plus; on les méprise. Unis des liens les plus forts, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie, & la Porte, se présentent au combat; mais ce n'est plus la guerre des Souverains qui gouvernent ces puissans Etats. C'est la guerre des peuples qui ne tremblent plus devant vos armes, & qui ont cessé d'adorer vos principes. Il y va de l'existence ou du néant, de la victoire ou de la mort.

Guerriers François! vous sauverez votre patrie en forçant vos despotes à une prompte paix.

Réparez vos torts envers l'humanité. Votre heure va bientôt sonner. Le vengeur s'approche! Hâtez-vous d'agir.

SUISSE.

LE sort de cette malheureuse contrée est devenu plus problématique qu'il ne paroissoit l'être à la fin de Mars dernier. Les François affoiblis n'y étoient encore préparés à une attaque: étourdis des revers de *Jourdan*, ils voyoient leur plan de campagne brisé, sans avoir eu le tems d'en former un nouveau. La Régence révolutionnaire de Lucerne les secondoit mal, faute d'audace, d'union, de prévoyance, & de moyens: l'agitation publique dans plusieurs Cantons éclatoit par des insurrections que l'approche des libérateurs pouvoit coaliser & rendre insurmontables. L'espérance exaltoit les opprimés, le découragement & la crainte commençoient à gagner les oppresseurs; une résistance générale qu'on n'osoit subjuguer suspendoit la levée des corps auxiliaires: c'étoit un de ces momens rares & précieux d'ébranlement subit, où il suffit d'un ressort accidentel pour déterminer les grands événemens.

Mais soit que l'Archiduc *Charles*, après ses

succès du 21 & du 25 Mars, ne se soit pas trouvé assez fort pour entreprendre de pénétrer en Suisse, & de braver la formidable position qu'occupent les satellites du Directoire ; soit que l'épuisement total de la Haute Souabe, celui de la Suisse encore plus fâcheux, & les difficultés attribuées au Gouvernement de l'Electeur Palatin pour la formation des magasins Autrichiens en Bavière, aient ralenti les opérations & forcé d'attendre les convois qui remontent le Danube ; soit que les incursions de l'ennemi dans le Tirol n'eussent pas permis de renforcer le Général *Hotze* & de le faire agir, le mois d'Avril s'est écoulé sans que la Suisse fût entamée. A l'exception de Schaffousen, de la ville municipale de Stein, & du bourg d'Eglisau, placés sur la rive droite du Rhin, le 25 le territoire Helvétique étoit intact ; mais son intérieur avoit changé de face.

Un renfort de trois divisions entières y a porté l'armée Françoise à 60,000 hommes : des dispositions de défense auxquelles on n'avoit pas songé le mois précédent, ont été poursuivies avec célérité, des retranchemens élevés en plusieurs lieux, des postes ouverts fortifiés, & le passage du Rhin, l'attaque des Grisons, rendues plus difficiles.

Le Directoire & la Législature Helvétiques, condamnés par de premiers crimes envers leur patrie à en commettre de nouveaux, esclaves de leurs créateurs, faisant le mal avec remords & n'en étant que plus vils, ont obéi aux décrets sanguinaires des tyrans étrangers dont ils soutiennent la domination en l'abhorrant: tout ce que la peur en délire, la servilité, le désespoir, le mépris des droits de la nature & de ceux d'un peuple libre, peuvent dicter de mesures atroces, ils l'ont employé; c'est en se mettant en guerre, en guerre d'assassins contre leurs compatriotes, qu'ils ont essayé d'en prévenir la délivrance.

Par eux la Suisse entière est mise en état de siège & soumise à la loi martiale; ils en ont fait la prison de ses habitans pour les tourmenter à discrétion; nul ne peut éviter le joug. Dix-huit mille auxiliaires, recrutés sans contrainte, furent promis l'année dernière au Directoire François: ces enrôlemens volontaires ont été transformés en réquisition impérative, en enlèvemens nocturnes, en assaut donné aux villages pour en arracher les *volontaires*. A ce contingent, on a joint celui de la milice nationale, dont les compagnies d'élite ont été sommées d'aller verser leur sang aux frontières,

pour en écarter les armes qui viennent rendre à la Suisse *son indépendance*, *ses loix*, & *ses droits*. — Les contributions de guerre ont suivi les armemens; les emprunts hypothéqués sur les *domaines nationaux*, c'est-à-dire sur des immeubles inaliénables, accompagnent les contributions.

Un nouveau code pénal s'est introduit: refuser de combattre pour *la patrie*, c'est-à-dire pour y perpétuer le despotisme & le brigandage François, voilà le crime national & exclusif: un jugement militaire & dix balles dans la cervelle, voilà la peine de tout Helvétien qui refusera de donner sa vie au Citoyen *Massena*. Cet étranger ose déclarer qu'il mettra à feu & à sang les communautés qui refuseront de s'unir au sort de son armée; la Régence Helvétique répète ses menaces.

Pour abréger, elle adopte les Tribunaux & les loix militaires de France: on signale l'exercice de cette jurisprudence Néronienne par des exécutions. En divers lieux, de malheureux jeunes gens qui refusoient de suivre les drapeaux, ont été fusillés. Ces exemples réitérés n'ont plus laissé d'alternative aux habitans virils, que de servir leurs bourreaux, ou de tomber sous le plomb des assassins.

Des insurrections partielles, sans chefs, sans appui, prématurées & irréfléchies, ont été domptées par la violence & la terreur. Sous l'épouvantable régime auquel la Suisse est dévouée depuis un mois, chacun est forcé de résigner & d'attendre son salut de la Providence & des événemens.

Arbitrairement, sans procès, sans juges, sans accusation, le Directoire & ses Généraux emprisonnent & déportent quiconque leur est suspect. La naissance, la fortune, le crédit populaire & l'influence, sont pour eux des trahisons. Dans tous les Cantons, d'anciens Magistrats, des vieillards, des propriétaires paisibles, des chefs de communautés, ont été arrêtés, enlevés de leur domicile & de leur patrie, & tranférés dans les Bastilles de la République Françoise. Quarante personnes notables des Cantons de Zurich & de Soleurre, onze Bernois parmi lesquels le sénateur Baron d'*Erlach de Spietz* & le Professeur *Pscharner*, l'un des plus savans publicistes de la Suisse, gémissent aujourd'hui dans les forts de l'Alsace, & y sont traités comme des criminels par les scélérats chargés de leur ravir la liberté.

Qu'on ajoute à ce tableau celui de la misère publique, d'une disette qui peut faire craindre

la famine, de 60 mille François dépouillant les campagnes de bestiaux, enlevant les cultivateurs, & traitant la contrée comme les Marattes traitent les districts qui leur refusent des tributs.

Nonobstant ce tissu d'horreurs, on n'avoit pu le 10 Avril réunir six mille hommes des 18 mille vendus au Directoire & à sa solde; mais les milices nationales, dont le service ne doit pas s'étendre au-delà des limites, menacées d'exécutions militaires & bercées de mensonges, se rassembloient pour agir avec les François. On n'avoit point osé, cependant, les incorporer encore dans les brigades de ces derniers, & les destiner à une autre fonction que la défensive: la majorité de la Législature de Lucerne persistoit même à rejeter les sollicitations du Directoire Helvétique pour déclarer la guerre à l'Empereur, à l'exemple de la République Cisalpine.

Massena, revenu en Suisse dans les premiers jours d'Avril, y a poussé les travaux, les armemens, les précautions, avec son activité ordinaire. Menacé à l'Est par le Général *Hotze*, il a renforcé considérablement son aile droite qui défend les Grisons, St. Gall & la Turgovie. C'est en effet sur ce flanc que paroît se pré-

préparer l'attaque principale des Impériaux, tandis que l'Archiduc perceroit au centre, en passant le Rhin à la hauteur de Schaffousen ou des villes forestières. Dans ce but, le corps de M. de *Hotze* a été fort augmenté. C'est sous les ordres de ce Général Zurickois que sont réunis les Suisses fugitifs qui vont concourir à la délivrance de leur pays: le 8 Avril, cette troupe patriotique, forte de 800 hommes, fut réunie sous les armes dans son cantonnement près de Lindau; ses drapeaux étoient portés par un Sénateur de Schwitz & par un Sénateur d'Underwald. Le vénérable Avoyer de *Steiger* précédoit la cérémonie de l'engagement que jura ce généreux bataillon, & lui adressa une harangue digne de l'orateur & des assistans: ensuite le Colonel, M. *de Roverea*, lut le serment:

„ Nous jurons de diriger toutes nos forces
" pour la délivrance de notre chère patrie,
" pour le maintien de notre sainte religion,
" de notre culte, de notre liberté, & de no-
" tre indépendance, & pour le rétablissement
" de la constitution, des loix, & des droits
" que nous ont transmis nos pères:

" De sacrifier nos biens, notre sang, & nos
" vies, en vrais & loyaux confédérés; de ne

" poser les armes qu'à l'heureuse issue de des-
" seins si purs, d'être & demeurer fidèles à
" la patrie, comme de dignes rejetons de nos
" immortels ancêtres.

" La subordination, le respect & l'obéissan-
" ce envers notre commandant, envers notre
" digne Général le Baron *de Hotze*, envers
" tous vos officiers & bas-officiers, devenant
" votre premier devoir; vous jurerez aussi de
" les reconnoître pour vos chefs, de leur obéir
" en toutes choses, de rester sous vos dra-
" peaux, & de les défendre jusqu'à la der-
" nière extrémité."

On avoit laissé à chacun la liberté de sortir des rangs, & de refuser le serment; il fut prêté avec solemnité, unanimité & enthousiasme, entre les mains de M. *de Steiger*. Cet auguste vieillard pria le Commandant, M. *de Roverea*, de recevoir le sien; au silence religieux des soldats émus, succéda leur cri de, *Oui*, *Père! nous voulons*, *comme toi*, *vivre & mourir pour la patrie!*

Il n'y aura aucun parjure dans cette troupe, composée toute entière de cultivateurs, & où il ne se trouve que 18 officiers: c'est dire assez dans quelle classe se sont aujourd'hui réfugiés en Europe le patriotisme, l'énergie, le

dévouement, & tous ces sentimens héroïques des tems passés, sur lesquels les citadins font de si beaux discours, de si beaux livres, & qu'ils vont chercher sur leurs théâtres. En général, les villes en Suisse, comme ailleurs, raisonnent sur leurs devoirs, sont frappées de terreur, & enchaînées à toutes sortes de considérations étrangères aux gens de la campagne. Tous les passages étant hermétiquement fermés, on ne doit pas s'étonner du petit nombre de Suisses qui sont rassemblés à Lindau; il y en auroit 20 mille, s'il étoit possible de braver la vigilance des tyrans.

Un incident funeste sur lequel on n'est pas encore entièrement rassuré, eût aggravé les malheurs qui accablent cette contrée & ceux qui lui sont préparés. La santé de l'Archiduc *Charles*, subitement altérée par le retour d'une indisposition qui en 1795 lui avoit déjà fait fait quitter l'armée, a fait craindre sa retraite: on désignoit pour son successeur l'Archiduc Palatin, assisté du Comte de *Bellegarde*, dont le commandement dans le Tirol eût passé à l'intrépide Général *Kray*. Suivant d'autres rumeurs, ce changement avoit son principe dans des raisons politiques & dans une dissidence entre S. A. R. & les Ministres. Quelque peu

vraisemblable que soit cette supposition, elle s'étoit accréditée parmi ceux qui croient manquer de pénétration en attribuant les événemens les plus ordinaires à des causes naturelles, & pour lesquelles il faut toujours dans les affaires de ce monde un magicien caché comme à l'opéra. Espérons qu'on n'aura pas besoin de s'appesantir sur le motif de l'éloignement de S. A. R. & que la nouvelle de son rétablissement & de son retour à ses fonctions, apportée par le dernier courier, dissipera les craintes en se confirmant, & calmera les commentateurs.

Sommaire des principaux événemens militaires jusqu'au 22 Avril dernier.

NOUS venons de voir qu'à cette date la position des armées belligérantes en Souabe & en Suisse n'avoit pas varié, & que le Rhin depuis Feldkirch à Basle les séparoit toujours, sans qu'il eût été rien tenté d'important de

part ou d'autre pour franchir cette barrière. Les Autrichiens s'étant retirés des environs de Basle, le Général François a porté sur son centre, & à sa droite menacée par le Général *Hotze*, ses principales forces. On lui attribue le dessein de reprendre l'offensive; celui des Impériaux n'est pas équivoque: ainsi l'on s'attendoit généralement à quelque entreprise essentielle aux premiers jours de ce mois.

Le corps du Général *Staray* faisoit face à la division que les François maintiennent sur la droite du Rhin entre Kehl & Gengenbach, & au corps qui occupe Manheim & Heidelberg. Les paysans de l'Odenvald & de la Bergstrasf, armés sans la conduite de quelques détachemens de cavalerie Impériale, harceloient les postes François situés entre le Necker & le Mein. Cette guerre d'escarmouches tend à resserrer les François vers l'embouchure de ces deux rivières, & à les contenir.

C'est en Italie que la campagne a conservé toute son activité: du 26 Mars au 6 Avril quatre batailles consécutives ont décidé le sort du Mantouan, & fait perdre aux François cette ligne formidable sur le Mincio, flanquée par Mantoue & par Peschiera. En confrontant les relations publiées à Vienne avec celles du Gé-

néral *Schérer* & avec ses réticences, on appercevra que l'action du 26 Mars, heureuse pour les Impériaux vers Legnago, leur fit éprouver quelques désavantages devant Vérone; & qu'elle facilita aux ennemis leur établissement momentané sur la rive gauche de l'Adige. Par la célérité & l'intelligence du Général *Kray* qui se porta rapidement de Legnago sur Vérone, par la fermeté & la valeur de ses troupes, ils perdirent le 30 cette position, leurs ponts sur la rivière, & une colonne de deux mille hommes qui ne put repasser à la rive droite. — Le 31 les Autrichiens franchirent eux-mêmes l'Adige, s'emparèrent de Villafranca & de Castelnuovo, & poussèrent leur aile gauche jusqu'au Duché de Ferrare.

Ces événemes plaçoient les François dans la nécessité ou de passer le Mincio, ou de rejeter les Impériaux au delà de l'Adige. La bataille du 5 Avril où *Schérer* battu laissa 8000 hommes tués, pris ou blessés sur le théâtre de sa défaite, força sa retraite au-delà du Mincio.

Il n'a songé ni à s'y maintenir, ni à couvrir le Bressan & le Crémonais: des murs de Mantoue sa fuite s'est prolongée jusques derrière l'Oglio & l'Adda. Les derniers avis authentiques le laissoient à Lodi. Le Ferrarais, le Bres-

san, le Mantouan, & le Crémonais, étoient le 18 entre les mains des Impériaux. Par anticipation on a annoncé la prise de Ferrare, place mise antérieurement en bon état de défense, pourvue d'une garnison, & où l'on ne peut entrer sans siège. Crémone & Brescia ouvertes offroient une conquête plus facile.

Soixante mille Autrichiens ont gagné de si grands avantages sur 45,000 François fortifiés de leur position. Suivant les rapports officiels du Général *Kray*, ces douze jours d'engagement du 26 Mars au 6 Avril ont coûté à l'ennemi 20,000 morts ou blessés, & 7000 prisonniers. Ces dénombremens, on le sait, ne doivent pas être pris à rigueur: celui des morts & blessés est peu susceptible de vérification, & très-inférieur constamment aux premières évaluations. *Buonaparte*, dans ses dithyrambes emphatiques qu'il appeloit des relations, se vanta avant d'avoir pris ou tué 22,000 hommes à M. de *Beaulieu*, qui en avoit à peine 25,000 avant le premier combat.

Mais, certainement cette armée de *vainqueurs invincibles* est affaissée. La division de la Valteline est venue la joindre; elle a retiré du Milancis & de la République Ligurienne tous les détachemens, les conscrits, les dépôts

qui s'y trouvoient, mais elle a dû laisser 10,000 hommes dans Mantoue & 5000 dans Peschiera. Probablement les ordres ont été donnés aux 15,000 hommes que commande *Macdonald* dans l'Etat de Naples, & aux troupes qui asservissent la Toscane & l'Etat Ecclésiatique, de se retirer au plus tôt dans le Modénois. *Moreau* a remplacé *Schérer* dans le commandement. 23000 Russes, réunis aux Autrichiens, & guidés par le Maréchal de *Suwarof* arrivé le 14 Avril à Vérone, & le 18 à Montéchiaro près de Brescia, auront vraisemblablement fixé, au moment où nous écrivons, la destinée de la Lombardie par une bataille sur l'Adda.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XIX.

25 MAI, 1799.

A LA page 70 du N° précedent il s'est glissé une erreur que nous ne pouvons omettre de rectifier. En comparant le nombre d'habitans armés & enrégimentés qu'avoit la France en 1792, avec sa conscription & son armée actuelles, nous avons porté abusivement à *un million* l'énumération de la garde nationale à la première époque. Vérifiant ce calcul sur les documens les plus authentiques que nous ayons conservés, nous trouvons qu'au moment de la Fédération de 1790 il existoit *deux millions & cent mille* hommes de garde nationale. Ce recensement fut constaté par le relevé que fit dresser alors le Roi, *Louis XVI*, & sur lequel

on ne put inscrire plusieurs districts de la Provence & de la Normandie, dont la garde nationale n'étoit pas encore formée

LETTRE DE MITHRIDATE À ARSACE, ROI DES PARTES.

Extrait des Fragmens de SALLUSTE.

APrès la bataille de Tigranocertes, le Roi des Parthes menacé du sort que venoient d'éprouver *Tigrane* & *Mithridate*, balança s'il s'uniroit à ces deux Princes pour sauver l'Asie, ou s'il rechercheroit l'amitié des Romains. Ses conseillers lui démontroient les charmes de la paix; ses flatteurs vantoient le crédit que sa puissance lui donneroit à Rome, & le respect qu'elle inspireroit pour son indépendance; tous s'accordèrent à lui représenter que son premier intérêt étoit de s'isoler, & que le comble de l'habileté seroit de cultiver à la fois la bienveillance des Romains, & d'offrir secrettement ses secours à *Tigrane*, moyennant la cession de la Mésopotamie par forme de dédommagement.

L'Arsacide *Phraate* dépêcha donc des ambassadeurs à *Lucullus* pour solliciter une alliance; mais le Consul pénétra aisément qu'un Roi d'Asie ne pouvoit briguer sincèrement la faveur de la République, & que la crainte seule ou la jalousie prévenoit pour le moment son union avec les Princes opprimés. Il envoya des ambassadeurs au Roi des Parthes, sous le prétexte de serrer les nœuds de la bonne intelligence, & avec l'instruction d'éclairer la conduite de l'Arsacide. Ces espions en découvrirent bientôt l'ambiguité: *Lucullus* se préparoit à en tirer vengeance, & à punir le Prince politique après avoir détruit les Princes belligérans.

Dans ces circonstances, *Mithridate* essaya de tirer *Phraate* de son sommeil, de lui tracer le système de Rome, & de l'avertir des dangers où le précipiteroient ses temporisations. *Salluste* nous a conservé dans ses Fragmens Historiques, cette prophétique & mémorable remontrance de l'*Annibal* Asiatique.

Mithridate à Arsace, Roi des Parthes.

" Tous ceux qui, durant la prospérité, sont in-
" vités à entrer dans une communauté de guerre,
" doivent considérer d'abord s'il leur est libre
" de conserver la paix; ensuite, si ce qu'on leur

" demande est conforme à la justice, à leur in-
" térêt, è leur honneur.

" Vous pourriez jouir d'une paix perpétuelle,
" si les Romains, n'étoient des ennemis aussi per-
" vers qu'attentifs à saisir l'occasion de faire à
" propos la guerre. Une gloire éclatante vous
" attend si vous en triomphez. Il peut vous
" paroître téméraire que dans mon adversité
" je vous propose une alliance, & d'unir votre
" puissance à ma misère; mais cette considéra-
" tion, mais votre ressentiment contre *Tigrane*
" autrefois votre ennemi, mais l'état fâcheux de
" mes affaires, doivent paroître à vos yeux
" éclairés, non des objections, mais des motifs
" déterminans.

" *Tigrane*, instruit de votre irritation, accep-
" tera sans peine les conditions que vous vou-
" drez lui imposer. Quant à moi, la fortune,
" en me dépouillant de mes plus belles posses-
" sions, m'a mis en état de donner de bons con-
" seils. Par mes malheurs même je puis vous
" servir d'exemple, & vous instruire à choisir
" de meilleures mesures que les miennes.

" Car (ne vous y trompez point) c'est à
" tous les peuples, à toutes les nations, à tous
" les rois de la terre que s'attaquent les Ro-
" mains, par le motif aussi ancien que puissant

" d'une soif effrénée de domination & de
" butin."

(*Mithridate* expose ensuite ses succès & ses défaites, dénombre les Rois qu'ont soumis les Romains, socvent en les mettant mutuellement aux prises.)

" Examinez maintenant, je vous prie, si,
" lorsque nous aurons été accablés, vous se-
" rez plus en état de résister aux Romains,
" & s'ils doivent borner leurs conquêtes à mes
" provinces. Je sais que vous êtes puissant en
" hommes, en armes, en richesses; c'est pour
" cela même que nous recherchons votre al-
" liance, & que les Romains aspirent à s'en-
" richir de vos dépouilles.

" Au reste, le dessein de Tigrane est d'é-
" loigner la guerre de son royaume, de por-
" ter la guerre en personne, & avec mes trou-
" pes bien aguerries, chez l'ennemi lui-mê-
" me. Nous ne pouvons donc vaincre, ni être
" vaincus, sans vous mettre dans un grand pé-
" ril. Ignorez-vous que les Romains, lorsque
" l'océan a arrêté leurs armes vers l'occident,
" ont tourné leurs armes de nos côtés? Qu'à
" compter de leur origine, ils n'ont rien eu
" que par violence, maisons, femmes, terres,
" domination? Vil ramas de gens sans nom,

" sans patrie, sans parens, ils se sont établis pour
" la désolation du genre humain.—Ni loix divines,
" ni loix humaines, ne les empêchent de tour-
" menter & de ruiner amis & alliés, peuples
" éloignés & voisins, pauvres & riches. Ils con-
" sidèrent comme ennemis tout ce qui n'est
" pas esclave, & sur-tout ce qui porte le nom
" de Roi; car peu de peuples s'accommodent
" d'un gouvernement libre; la plupart préfè-
" rent de vivre sous des Souverains justes.
" Nous leur sommes suspects, parce que nous
" leur disputons l'autorité, & qu'ils voient en
" nous de futurs vengeurs de leurs iniquités.

" Pour vous, maître de Séleucie la plus gran-
" de des cités, & de la Perse le plus riche &
" le plus puissant des royaumes; qu'avez-vous
" à attendre d'eux, sinon tromperie pour le
" présent, & guerre pour l'avenir? Les Ro-
" mains portent les armes contre tous les peu-
" ples indistinctement, & sur-tout contre ceux
" de qui ils espèrent de plus riches dépouilles.
" Ils sont devenus grands à force d'entrepren-
" dre & de tromper, & en entassant guerres
" sur guerres. Par cette voie ils feront tout
" périr, ou périront eux-mêmes.

" Il ne sera pas difficile de les vaincre si
" vous par la Mésopotamie, nous par l'Armé-

" nie, nous enveloppons leur armée qui se
" trouvera sans vivres & sans secours. La for-
" tune des Romains est due aux fautes des Rois,
" qui n'ont eu ni la prudence de les connoître,
" ni celle de se liguer contre eux.

" Votre gloire sera immortelle, si vous ap-
" puyez deux grands Rois & si vous punissez les
" déprédateurs des nations. Je vous invite &
" vous exhorte à la mériter, ainsi qu'à préférer
" plutôt de partager avec nous la victoire par
" une salutaire alliance, que de tolérer que
" l'Empire Romain s'étende encore par notre
" ruine."

Cette lettre de *Mithridate* ne fit pas plus d'effet sur son royal confrère, que n'en font aujourd'hui les pamphlets contre la neutralité. *Arsace* avoit à se plaindre de *Tigrane*; il redoutoit la turbulente ambition de *Mithridate*; il jugea qu'il valoit mieux les abandonner l'un & l'autre aux Romains, que de concourir à la délivrance de l'Asie: mais, dans la crainte très-raisonnable que le Roi des Parthes ne vînt à changer d'avis, *Lucullus* se détermina à l'attaquer pour revenir ensuite sur *Mithridate* & sur *Tigrane*. Sans la révolte qui éclata dans l'armée Romaine, ce projet eût été exécuté: ce hasard sauva *Arsace*; ses courtisans le complimentèrent

sur sa sagesse ; ses ministres prononcèrent que puisqu'il avoit échappé une fois, il échapperoit toujours. L'Arménie & le Pont, la Bithynie & la Paphlagonie, la Mésopotamie, l'Egypte, & la Syrie, devinrent la proie de la République, & la Syrie, devinrent la proie de la République, & les conseillers d'*Arsace* répétoient autour de son trône: " Honneur & gloire au Roi des Rois " qui règne sur les Parthes, tandis que ses " voisins captifs vont orner les triomphes des " Consuls Romains! "

TRANSLTAION DU PAPE Á BRIANÇON.

Conduite générale de la République Françoise envers ce Pontife & ses Etats.

AU moment où le Directoire a fait saisir la Toscane par ses archers, de la même manière dont on exécute un enlèvement de meubles dans la maison d'un contribuable, on a arraché *Pie VI* de la Chartreuse où il attendoit la mort: on l'a jeté invalide, impotent, octogénaire, dans une litière escortée de soldats ; ses impitoyables bourreaux l'ont conduit à Parme & présénté captif

captif au beau-frère de S. M. Catholique. De Parme il a été promené jusqu'à Turin, d'où on l'a transféré, aux premiers jours d'Avril, à Briançon, forteresse du Dauphiné entrerrée dans les hautes Alpes, au milieu de neiges presqu'éternelles; affreuse solitude, où le Général *Mack* avoit devancé S. S. Tel est le tombeau qu'ont choisi au Chef vénérable de l'Eglise Romaine, à un vieillard agonisant, à un Souverain, les modernes vengeurs de *l'humanité.*

Depuis, quelques gazettes ont annoncé que cet infortuné Pontife avoit terminé sa carrière. S'il existe encore, c'est pour quelques jours seulement: ses infirmités, son âge, la douleur, le climat, & plus que tout cela la barbarie de ces oppresseurs, le délivreront bientôt du tourment d'habiter le même monde qu'eux.

Cet événement, comme tant d'autres, a glissé sur la sensibilité fugitive de l'Europe. Dans les contrées frappées par la Révolution, chacun ne songe qu'à supporter ses malheurs, ou à en prévoir de nouveaux: ailleurs les plaisirs se succèdent comme aux tems les plus fortunés: cette époque est un carnaval pour la plupart de ceux qui jusqu'à ce moment ont échappé à la France; l'on pleure ou l'on danse, mais l'attendrissement sur les souffrances d'autrui est usé: le détrône-

ment d'un Souverain, la chûte d'un Etat, n'interrompent chez les voisins, ni les bals, ni les festins, ni la frivolité; l'égoïsme Européen s'est depuis long-tems soulagé du fardeau de la pitié.

De toutes les injustices barbares qui forment l'histoire de la République Françoise, je ne sais s'il en est une qui soulève autant l'indignation, que la froide & systématique atrocité du Directoire envers le Souverain Pontife. Jamais traitement ne mérita mieux le nom d'assassinat. Il y auroit eu moins d'inhumanité à livrer la tête blanchie de *Pie VI* au fer d'un bourreau, qu'à profaner avec étude la sainteté de son caractère, qu'à l'abreuver intentionnellement d'affronts & de douleurs, qu'a l'avoir traîné de son palais ravagé dans la captivité sur une terre étrangère, qu'à promener son agonie de prison en prison, en lui laissant la vie pour en éprouver toutes les souffrances.

Et sur qui exercent-ils une si exécrable violence? Sur un octogénaire aux portes de l'éternité, sur un foible Pontife dont la modération, la douceur, la piété tranquille & sincère avoient mérité l'hommage même des Communions séparées de l'Eglise de Rome, sur un Souverain sans Etats, sans puissance, sans défen-

seurs; auquel ils ont vendu la paix pour corrompre, sous le masque de l'amitié, la fidélité de son peuple; qu'ils ont attaqué sans guerre, opprimé sans opposition, pillé, détrôné, emprisonné sans qu'il en coûtât un cheveu à leur armée. Qu'ont-ils à redouter de sa caducité? Quelle sureté, quel avantage peuvent-ils tirer d'une cruauté aussi gratuite? Comment pouvoit leur nuire ce Pape moribond dont la mort ou l'absence n'influent aucunement ni sur le sort de ses Etats, ni sur celui de l'Eglise? Est-ce un ôtage dont ils entendent s'assurer? Ou bien le fanatisme de la *philosophie* a-t-il dicté d'ajouter au nombre des martyrs qu'il s'est immolé, le Chef d'une religion dont il poursuit l'anéantissement? *Alexandre VI* eût-il été traité avec plus d'ignominie & d'iniquité que le paternel & timide *Pie VI?*

La prochaine délivrance de l'Italie nous rendra les sources d'informations que la vigilance Françoise avoit supprimées. Les crimes sans nom, le vil brigandage, l'oppression indicible dont on a accablé cette contrée, seront révélés pour l'opprobre de leurs auteurs & pour l'instruction de leurs dupes. Le tableau du saccagement de Rome & de ses habitans fera oublier les catastrophes dont cette ancienne métropole

du monde fut affligée en d'autres tems. Ce n'a point été le pillage d'une ville prise d'assaut & livrée aux excès d'un vainqueur irrité: ce ne sont point des Huns ou des Vandales enlevant, dans le premier emportement de la conquête, les métaux qui tentoient leur cupidité. Ici, l'on voit une spoliation universelle depuis le cuivre aux pierres précieuses, depuis le plus vil meuble aux chefs-d'œuvres des arts. Méthodiquement, & au nom des *lumières* & de la *vertu*, les Gaulois du Directoire ont exécuté le sac de Rome par décrets & par arrêtés: c'est avec des phrases oratoires, au milieu des invocations aux mânes de *Brutus*, & de *Cicéron*, & de *Caton*, par des savans tirés de l'*Institut National*, par des tigres en robe d'Académiciens, par des Commis Législateurs, de jour à jour & durant quinze mois consécutifs, que s'est opéré ce déménublement *philosophique*, & que des brigands en toge & en cuirasse ont fouillé sans se ralentir, épuisé de sang-froid tout ce que les propriétés publiques ou privées offroient à leur insatiable avarice.

Nous devons à l'Angleterre les seuls regrets publics que l'Europe ait daigné donner à la destinée de Rome, & la seule relation qui ait paru de ses premiers désastres. Un artiste *An-*

glois, M. *Duppa*, témoin oculaire de l'invasion des François & de leurs rapines à Rome, les a décrites avec autant de candeur que de simplicité. (1) Il a joint à son recueil les pièces justificatives qui constatent sa véracité.

Nul récit ne présente une idée plus exacte du caractère & de l'étendue des pillages exécutés dans les premières semaines de l'invasion: nous en choisirons les fragmens historiques les plus frappans, en invitant les étrangers à faire traduire & répandre cet ouvrage.

Aussitôt que les François eurent pris possession des portes de Rome, ils se jetèrent dans les maisons de tous les employés du Gouvernement, leur extorquèrent des présens, & mirent les scellés sur tous les objets qu'ils se proposoient de confisquer. Le Palais Quirinal & le Vatican furent inventoriés; tous les effets quelconques qu'ils renfermoient devinrent la propriété d'une compagnie de courtiers qui suivoient l'armée, & auxquels on permit de choisir & d'acheter ce qu'ils préféroient: le rebut de

(1) *Journal of the remarkable Occurrences that took place in Rome, upon the Subversion of the Ecclesiastical Government in 1798.* M. *Tresham*, Peintre de l'Académie Royale, vient aussi de chanter la chûte de Rome dans un poëme très-récent, sous le titre de *Rome at the close of the 18th Century.*

la vente fut abandonné aux Juifs. *Buonaparte* avoit attiré en Italie cette nuée d'oiseaux de proie, chargés de faire valoir les dépouilles, & de trafiquer du butin.

Le Vatican fut réduit à une nudité complette. Tout ce qu'il fut possible d'en enlever, depuis le plus méchant ustensile de cuisine jusqu'aux décorations les plus somptueuses, disparut; & pour être sûr qu'on n'oublioit rien, on brisa les cloisons & les parquets des appartemens, afin de découvrir les portes secrettes, & d'emporter tout ce qu'on pouvoit soupçonner d'être caché. M. *Duppa* parcourut lui-même ces appartemens dépouillés, où le Tartare le plus avide n'eût plus trouvé un objet propre à tenter sa misère. Les palais de Monte-Cavallo, de Terracine, de Castel-Gondolfe, furent traités de la même manière.

Les habits sacerdotaux de la Chapelle Sixtine & des autres Chapelles Pontificales furent brûlés, pour en extraire les broderies d'or & d'argent. *Merlin de Thionville* à Mayence s'étoit de même occupé à dégalonner *de ses mains* les chasubles & les vêtemens de l'Electeur, pour vendre à des Juifs cette dépouille. Un Colonel François de ma connoissance trouva un jour ce digne Représentant de la *Grande Na-*

tion, enfermé à la résidence Electorale avec un auberstige Jacobin, qui aidoit l'austère Républicain à decoudre les galons.

Pendant que *Berthier*, le 23 Février 1798, faisoit exécuter une cérémonie funèbre à l'honneur du Général *Duphot* tué dans la sédition que l'Ambassadeur *Buonaparte* avoit provoquée, il profita du rassemblement de la multitude sur le lieu de la fête, pour dévaliser plus paisiblement toutes les églises sans exception: celles d'Espagne & d'Autriche ne furent pas même épargnées.

Et depuis six mois l'armée ne recevoit point de paie! Le spectacle des vols & des richesses accumulés par les Généraux, par les Officiers, par les Commissaires, excita chez les soldats une mutinerie dont les gazettes nous transmirent la nouvelle. Ces mécontens publièrent une déclaration, où ils nommèrent leurs chefs civils & militaires *des monstres en dignité*, *des administrateurs pervers de dévastations*, *qui nuit & jour se plongeoient dans le luxe & la débauche*. L'armée fut payée, & les spoliations continuèrent.

Des excès si intolérables, & la division momentanée qui s'étoit manifestée parmi les troupes, firent éclater une révolte qui s'étendit aux

environs de Rome. On marcha sur les insurgens; Castello, Velletri, Albano, furent abandonnés à la fureur & à la rapacité du soldat. On vit alors, dans la même journée, les dépouilles de ces villes & des villages transportées & exposées en vente dans les places de Rome, des chevaux, des mules, des ânes, des hardes, des instrumens d'agriculture, des ustensiles de ménage entassés sous la colonnade de St. Pierre & délivrés à l'enchère, tandis que les voleurs fusilloient à la porte *del Popolo*, comme *rebelles*, les propriétaires de ces effets.

La confiscation des monastères suivit celle du mobilier des églises; les réquisitions de toute espèce, les extorsions particulières, les vols les plus effrontés, ne furent qu'un prélude. Toutes les propriétés de Sa Sainteté, jusqu'à sa cassette privée, jusqu'au diamant qu'il portoit à son doigt, ses médailles, ses pierres précieuses, livres, manuscrits, musées, collections de tout genre, furent saisis, vendus ou exportés. Le Prince & le Cardinal *Braschi*, le Cardinal d'*Yorck*, le Cardinal & le Prince *Albani*, &c. &c. furent généralement dépouillés. Les Cardinaux, Prélats, Seigneurs, gens de finance émigrés, subirent le même sort. Ceux qui restèrent à Rome ou dans l'Etat Ecclésiastique,

épuisèrent

épuisèrent en vain leurs libéralités pour assouvir la cupidité des Barbares : arrêtés successivement, on les emprisonna jusqu'à ce qu'ils rachetassent leur liberté par le sacrifice du reste de leurs fortunes.

La *Villa Albani* présente le plus mélancolique monument du Vandalisme du 18e siècle. Statues, bustes, colonnes, pièces de cheminée, marbres, ornemens, ont été arrachés de leurs supports, envoyés à Paris, ou dispersés dans les mains d'une nuée de brigands chargés par le Directoire de completter la ruine de ce magnifique & respectable dépôt. Les orangers du jardin ont été arrachés & vendus. Jamais la rage de la destruction, jamais le délire de la méchanceté, jamais la bassesse de l'avarice, ne se signalèrent à un pareil degré.

Avoit-on besoin d'argent? les Généraux & les Commissaires ne prenoient pas la peine d'en obtenir par des ordonnances publiques : ils expédioient aux particuliers dans leurs demeures, & en proportion de leurs facultés supposées, une demande qu'il falloit acquitter sans délai.

A leur entrée à Rome, les François s'emparèrent de la banque. Le papier-monnoie perdoit alors sur le billon, 20, 25, 30 par 100. Ils annoncèrent emphatiquement qu'ils alloient dé-

livrer le peuple de ce fléau ; on les vit rendre un arrêt pour anéantir les presses, le timbre, les types qui servoient à la fabrication des *cédules:* mais ils eurent soin d'en frapper auparavant plusieurs millions à leur usage, & avec lesquels ils payèrent le bétail, le blé des cultivateurs, & toutes les nécessités de leur luxe & de leur prodigalité. Cette opération éleva l'agio des cédules de 400 à 500 pour cent. Pour remédier à cet inconvénient, un édit du 14 Mars réduisit *au quart* de sa valeur nominale ce papier, avec lequel l'armée du *véritablement grand peuple* venoit de solder ses créanciers.

Les dépôts, la vaisselle, les contributions indirectes, les confiscations, les cédules, les réquisitions n'ayant pas rassasié sa voracité, son Général ordonna au mois d'Avril une imposition de 3 pour cent sur le capital de toute propriété foncière dans l'étendue de l'Etat Ecclésiastique, soit dans les villes, soit dans les campagnes; mais comme le recouvrement de cette taxe ne pouvoit être immédiat, il fut enjoint aux égrefins qu'on avoit décorés du titre de *Consuls*, d'extorquer sur-le-champ par un emprunt forcé, exigé des particuliers *riches*, l'avance de la recette qu'on attendoit de l'imposition.

" De ce moment, dit M. *Duppa*, toute pro-
" priété privée, déclarée auparavant *inviolable*
" *& sacrée*, fut ouvertement & sans réserve
" abandonnée à la merci d'un pouvoir arbitraire
" & despotique. Quinze jours après la publi-
" cation de l'édit, un marchand de ma con-
" noissance avoit déjà payé, pour trois réqui-
" sitions successives, *trois mille & cinq cents*
" *écus Romains.* "

Le célèbre graveur *Volpata*, dont la fortune étoit l'ouvrage de ses talens, fut taxé à *douze mille écus* payables en 24 heures. Lorsqu'il s'avisa de réclamer auprès du Commandant en chef, ce brigand lui répondit qu'il ne se mêloit pas d'affaires de cette espèce. Il s'en mêloit tellement que, peu de jours d'après, il se transporta auprès des Consuls, & les réprimanda d'avoir fait sans son autorisation une réquisition de fourchettes & de cueillères d'argent. Les héritiers des *Scipion* & des *Metellus* ayant répondu d'une manière peu satisfaisante à cette mercuriale, le Général plaça la pointe de son épée sur les caisses qui renfermoient cette vaisselle, & la confisqua *pour & au nom de la République Françoise.*

J'observe que la Lombardie avoit déjà offert le premier exemple de ces taxes *illimitées*. S'agissoit-il d'imposer 20 millions, on en levoit

40 ou 50; parce qu'on ne taxoit pas les contribuables jusqu'à la quotité de la somme imposée exclusivement, mais arbitrairement & tant que les facultés pouvoient s'étendre. Ainsi la première contribution du Milanois tripla d'estimation dans ses résultats. On peut en croire à ce sujet l'un des percepteurs en chef de ces rapines.

" On évalue," écrivoit-il dans une lettre dont l'original a passé sous mes yeux, " on évalue " que la contribution de la Lombardie ira à " près de 60 millions, & il ne faut pas que le " pays croie en être quitte pour cela: le sys- " tême paroît être d'épuiser l'Italie."

Pour compléter ce système à Rome, on n'épargna pas même les artistes des différentes nations, en guerre ou non avec la France. Ils résidoient dans ce sanctuaire des arts sur la foi du Droit des Gens: les restaurateurs de *génie* & des *lumières*, les magnifiques protecteurs des talens & de la science, ces François modernes si généreux & si éclairés avoient, selon leur usage, & dans leur style embelli de toute la pompe de leur nouvelle rhétorique, assuré aux arts & aux artistes à Rome une éclatante protection.

Mais leur main rapace s'étendit bientôt sur les trésors des atteliers de même que sur ceux

du Pape, des Princes, des églises, & des bourgeois. Les ouvrages d'art, achevés, qui plusieurs années avoient consumé le tems & l'application d'un artiste, furent saisis comme bien de conquête. C'étoit, non l'Anglois, l'Allemand, le Romain, le Napolitain auxqnels ces morceaux étoient destinés que voloit la République Françoise; mais bien le peintre, le sculpteur, l'architecte qui n'ayant point reçu le prix de son travail, se trouvoit par cette confiscation dans l'impuissance de le réclamer.

Un des agens du Commissaire général des brigandages, alla visiter un peintre habile & célèbre, en lui annonçant qu'il venoit payer un tribut d'hommages à ses talens. Dans le nombre des peintures qui excitoient son admiration, il en distingue une qui le frappe par sa beauté. " *De qui est ce charmant portrait? A qui appartient cet admirable ouvrage?* demanda-t-il avec emphase & empressement. Une semaine après, l'artiste voit rentrer chez lui ce fripon, qui lui témoigne sa douleur d'être obligé par les loix de la République Françoise de saisir & de confisquer sa collection; mais que, néanmoins, il lui offroit ses services pour sauver le portrait qui l'avoit enchanté, moyennant 80 se-

quins que lui payeroit l'original, & qui furent payés.

Les annales de Newgate & de Bicêtre ne renferment rien de plus ingénieux. Qu'on remarque ce caractère spécial d'hommes à la fois cruels & corrompus, apportant dans le crime encore plus d'intelligence que de fureur, mêlant les actions les plus infâmes aux actions les plus féroces; volant tantôt avec audace, tantôt avec subtilité; brigands sous les armes, escamoteurs sous l'écharpe tricolor; faisant également & par-tout des dupes & des victimes; associant la dépravation la plus vile & les moyens les plus méprisables, à l'exercice de la violence & d'une autorité despotique; couronnant ce monstrueux mélange de perversités différentes par l'hypocrisie des sentimens & du langage, par l'insolente & burlesque habitude de se désigner comme le seul *peuple civilisé!* Trouvera-t-on les élémens d'un portrait semblable, chez aucune des Nations qui ont précédé les François révolutionnaires dans la carrière des forfaits solemnels?

Cet usage de menacer de la confiscation pour extorquer de l'argent, celui d'imposer un emprunt forcé ou un subside sur le propriétaire

d'un objet précieux qu'il se voyoit obligé de céder pour échapper à une exaction pécuniaire, formèrent à Rome un des principaux rafinemens des Généraux & des financiers de la République Françoise. Lorsqu'à force de répéter ces extorsions de numéraire, il devint impossible de rassembler aucune somme, les marchands & les boutiquiers furent condamnés à livrer en nature les articles de leur commerce, qui furent mis en vente ou exportés.

Enfin, argent & or, bijoux, vaisselle, marchandises, engloutis par une industrie infatigable, elle attaqua le cuivre même. Tout le billon qui existoit à la monnoie, tout celui qu'on pût rassembler dans la ville, & que le Trésorier municipal de Rome fut contraint d'acheter aux dépens de l'Etat, servit à completter le lest des bâtimens qui transportoient en France les dépouilles de Rome. La monnoie de cuivre ainsi disparue, on fit un appel aux cuisines des particuliers; on leur enleva les ustensiles du même métal, pour le mêler avec le bronze des statues abattues & brisées, & en fabriquer de nouveau billon.

Ce raccourci des plus gigantesques déprédations embrasse à peine le cercle de six mois. M. *Duppa* abandonna Rome dans l'été de 1798;

il n'a rendu compte que des faits auxquels il fut présent. Depuis son départ, Rome & ses campagnes ont été pressurées sans intermission par un *Bassal*, un *Duport*, par une foule de bandits, sous le nom de commissaires, d'agens, d'examinateurs. Les plaies d'Egypte réunies furent un fléau moins épouvantable.

C'est, cependant, à l'Ambassadeur de la Nation traitée avec tant de magnanimité, d'une République fondée sous des auspices si propices, que le Directeur *Merlin* disoit dans une audience solemnelle, & à la face du ciel & des hommes : " Le Directoire Exécutif contemple " avec sollicitude les intérêts les plus chers " de la République Romaine ; il veille sur " son bonheur. Elle a compté sur l'appui de " la grande Nation ; elle ne s'est pas trom- " pée."

Le Gouvernement Pontifical sera ou ne sera pas relevé. D'autres étrangers délivreront de ses tyrans cette contrée qui n'offrira plus que des ruines à son nouveau Souverain. Deux ans auront suffi à l'accabler de misères éternelles, & à la dépouiller pour des siècles de sa prospérité artificielle.

Et à qui profitera son saccagement ? L'Abbé *Dubos* remarque dans son Histoire de la Ligue de

de Cambray, & en se récriant contre les déprédations de ses compatriotes sous *Louis XII*, que *les Italiens admiroient depuis long-tems le talent d'un François pour se ruiner, en mangeant le bien d'autrui.* La République Françoise & ses employés ont perfectionné cette industrie. Probablement, dans le cours de quelques années, le Dignitaire Gaulois, enrichi de la spoliation de Rome, mourra insolvable dans un réduit ténébreux; si la Providence ne lui réserve pas une fin plus funeste.

TURQUIE.

DES FRANÇOIS EN EGPYTE.

APRÈS la bataille d'Aboukir, l'universalité des opinions se réunit à présager que *Buonaparte* & ses aventuriers ne survivroient pas long-tems à cette catastrophe. On les tuoit par la disette, par la peste, par la fièvre, par les Arabes, par les Mamloucks, par les Russes, par les *formidables armemens* que préparoit la Porte Ottomane. Il en a été tout autrement: pour la centième fois depuis la Révolution, les prédictions de la

confiance, & celles même de la sagacité, ont été démenties; il est peu difficile d'en appercevoir la raison.

Depuis la ruine de la flotte Françoise jusqu'à la fin du mois de Mars dernier, une lacune totale d'efforts & de moyens pour prévenir l'établissement stable de *Buonaparte*, a laissé à ce Général tout le tems nécessaire à sa sureté & à ses entreprises. A l'exception de la croisière, même insuffisante, du détachement de l'escadre Britannique resté devant Alexandrie, il n'a été contrarié par aucune disposition hostile.

Profitant du repos qu'on lui laissoit, il a achevé de se débarrasser des Mamloucks, de se mettre à couvert des Arabes vagabonds, d'intéresser même plusieurs de leurs hordes à suivre la fortune de ses armes, d'habituer les Egyptiens à se passer de Beys tout aussi exacteurs qu'il peut l'être, d'élever des retranchemens, de choisir ses positions, de saisir les avantages du pays, d'en atténuer les inconvéniens, d'organiser une police, & de faire tolérer au peuple le plus pauvre, le plus avili, le plus ignorant de l'univers, ses innovations que personne ne contredisoit, & ses pasquinades Musulmanes jouées le sabre à la main.

Lorsqu'en Europe on a présumé qu'il s'éteindroit faute d'aliment, & au milieu des embarras d'une situation en apparence désespérée, on oublioit que les Chefs de cette expédition valent bien les *Cortès*, les *Almagro*, les *Pizarre*, & qu'il est très-douteux que les Egyptiens, les Mamloucks, & les Asiatiques, vaillent les Mexicains & les Péruviens. *Sha-Nadir* n'avoit pas 20 mille bandits à sa suite, lorsque des montagnes du Candahar il vint détrôner l'Empereur Mogol. C'est précisément à l'extrémité dans laquelle se trouvèrent ces dévastateurs, qu'ils durent la fécondité de leurs ressources.

Il est remarquable que, tout bloqués que paroissent être ces enfans perdus en Egypte, les seules nouvelles à-peu-près certaines qu'en ait eu le public en Europe, lui sont parvenues par la voie de France. Soit qu'on dissimulât à Constantinople le véritable état des affaires, soit qu'on jugea indifférent de nous en instruire, les bulletins qui en sont arrivés n'ont guères renfermé que des réticences ou des bruits sans fondement.

Aujourd'hui les avis de la Turquie, recueillis & adoptés par la Gazette officielle de Vienne, & conformes aux annonces antérieures répandues à Paris, ne laissent par douter que *Buonaparte* ne

poursuive l'exécution d'une partie du grand plan avec lequel il mit à la voile. Rien de plus burlesque assurément que l'institution d'une République Gallicane d'un Directoire en cinq personnes, de deux Conseils représentatifs, & de Municipalités *centralisées* sur les bords du Nil; mais là, ainsi que dans les autres Etats étrangers, constitués de même par la France, elle seule forme le gouvernement; les naturels y figurent pour obéir, & non pour commander. *Tallien*, dit-on, réside l'auguste Régence Egyptienne: des Cophtes, des Arméniens, des Juifs sont associés à l'administration. Cette étrange machine marche par la docilité d'un peuple d'esclaves, par l'exercice d'une autorité militaire absolue, & par le secours des jongleries.

Soumettre le fer à la main quiconque lui résiste, fasciner de promesses, de séductions & d'espérances ceux qu'il veut entraîner dans ses intérêts; avec ces deux ressorts *Buonaparte* a surmonté les principales difficultés qui l'environnoient, & en a préparé de redoutables à la Porte Ottomane.

Un détachement de 5000 François, soutenu de Juifs, de Chrétiens indigènes, & même d'Arabes, a traversé le désert sous les ordres du Général *Kleber*, & a pénétré en Syrie au mois

de Mars dernier. Gaza, Jaffa, Jérusalem, Naplouze, ont été ses premières & faciles conquêtes. Il a battu & dispersé auprès de la première de ces villes, l'avant-garde du Pacha de St. Jean d'Acre, *Dgezzar*, qui a transmis à la Porte cet événement, ses inquiétudes, & ses plaintes sur le délaissement où il s'étoit trouvé. Quelques rapports plus suspects annoncent même la retraite de ce Pacha & la perte de sa résidence. C'est le 1er d'Avril, ajoute-t-on, que ces nouvelles sans date, suivant l'usage, sont arrivées à Constantinople, où, du moins, on ne doutoit aucunement de l'invasion de la Syrie. Le Directoire de Paris en avoit été instruit avant la fin du mois dernier.

Voilà donc l'ouverture d'une scène dont les progrès peuvent changer la face d'une partie de l'Asie, ébranler les fondemens caducs de la Monarchie Ottomane, ou altérer essentiellement sa poiltique actuelle. On ne doit point s'y méprendre : il ne s'agit point ici de conquérans bornés à la ressource de leur sabre & de leur intrépidité. Ce que les arts & les sciences, ce que des hommes intelligens, actifs, exercés aux travaux les plus recherchés de la guerre & de la paix peuvent produire de moyens, se trouve réuni dans le camp François. Tout ce que les

rafinemens de la politique, les ruses du charlatanisme, l'art de diviser, de flatter & de corrompre peut ajouter de force à celle des armes, *Buonaparte* sait l'employer. Il exécute un projet médité & préparé depuis long-tems: on lui a ménagé des auxiliaires qui n'attendent que ses succès pour se déclarer. Il rétablira les Juifs en Palestine: ce dessein a été concerté a Paris entre le Directoire & un Comité encore permanent d'Israëlites, députés de différentes contrées de l'Europe & de l'Asie: le plan de leur République Hébraïque est dressé; ils releveront le Tabernacle à Jérusalem, où on les verra seconder de leur nombre & de leurs ressources pécuniaires le restaurateur de leur existence politique.

Un autre Comité de Chrétiens schismatiques, appartenant aux principales sectes de l'Archipel & de l'Asie, siège de même à Paris, reçoit & transmet des intelligences, sert à faciliter les communications, désigne les émissaires à employer, expédie les ordres, dirige les opérations préliminaires, les traductions, les impressions, l'attelier des mesures révolutionnaires. Quoique la perte de la Méditerranée & de Corfou, le réveil de la Porte Ottomane, & l'apparition des Russes, aient ralenti & embarrassé ces con-

nexions pestilentielles, leurs auteurs mettent à surmonter ces entraves encore plus d'ardeur, d'activité & de persévérance que la Police Turque n'en met à les combattre.

On a travaillé de même & avec fruit sur les Peuples du Liban & du Mont Carmel. On connoît l'impatience avec laquelle, dans tous les tems, les Druses & les Chrétiens de ces vallées ont supporté la domination Musulmane; il n'est besoin de rappeler ni leurs fréquentes révoltes, ni la rigueur avec laquelle ils furent traités. Les Consuls de France à Alep & à Tripoli de Syrie ont pratiqué, depuis trois ans, des intelligences avec ces tribus remuantes, toujours près de s'unir au premier Chef qui leur promet de les délivrer des Turcs. On a inondé leur pays d'hymnes, de poëmes, d'écrits de tout genre où on les appelle à la liberté. Ainsi l'on peut regarder la révolution comme secrettement organisée de l'Euphrate à la Méditerranée, & de Suez aux frontières de la Caramanie.

Le Divan a chargé de la défense de ces contrées, ce *Dgezzar*, Pacha de St. Jean d'Acre, Arnaute de naissance, & avancé par la faveur du fameux *Hassan* Capitan-Pacha, connu par sa guerre contre le Cheick *Daher* qu'il fit as-

passiner, septuagénaire, détesté pour son avarice & pour sa cruauté : ce n'est pas de l'affection des habitans qu'il obtiendra quelque assistance, & ils cesseront de le craindre le lendemain de sa défaite. Il s'étoit maintenu depuis dix ans dans une espèce d'indépendance de la Porte, à laquelle il avoit arraché son inamovibilité dans son Pachalick. *Buonaparte*, assure-t-on, a espéré que ce demi-rebelle pouvoit être gagné, & lui a adressé sans fruit des propositions, ainsi qu'au Pacha de Damas.

Il est impossible de douter que le Divan & ses alliés n'aient eu pleine connoissance des dispositions révolutionnaires dont nous venons de rendre compte : mais s'ils ne les ont point ignorées, comment expliquer la funeste lenteur avec laquelle la Porte a laissé aggraver ses dangers ? Dix mois se sont écoulés depuis le débarquement des François en Egypte, & *Dgezzar* reproche au Gouvernement de Constantinople de ne lui avoir expédié qu'un renfort *de mille hommes !* On nous a bercés de préparatifs immenses, d'armées innombrables, de flottes merveilleuses qui alloient se déployer ; & *Buonaparte* n'a pas même été molesté, & sans résistance il s'empare de la Syrie, & ces flottes

flottes & ces armées Ottomanes sont encore autant de rêves !

On a perdu le moment de détruire en Egypte ces étrangers, qui ne tiennent pas conseil tous les jours sans rien décider, mais qui agissent à chaque minute. On leur a laissé prendre une consistance aussi menaçante que leur entreprise étoit méprisable & folle après le triomphe de la flotte Britannique.

Cette conjoncture ne prouve que trop l'affaissement où se trouve l'Empire Ottoman : il subsiste comme ces arbres épuisés, dont l'antique majesté frappe encore les regards pendant le calme, & dont le premier vent brise les rameaux sans sucs & sans vie.

Dans une lettre écrite, il y a quelques années, par M. *Baldwin* & insérée dans le *Gentleman's Magazine*, ce Consul éclairé de la Compagnie des Indes à Alexandrie, présagea la chûte des Beys & une révolution en Egypte, aussitôt que cette Province attireroit l'ambition de quelque Puissance. Entre les raisons sur lesquelles il fondoit cette opinion, il en est une qui explique la facilité avec laquelle *Buonaparte* a chassé les Mamloucks & renversé leur domination. Cette milice, observoit M. *Baldwin* en 1790, autrefois forte de 10,000

hommes, se trouve réduite à 4,000 par le vide d'esclaves Georgiens & Circasses dont elle se récrutoit. Depuis que la Russie a soumis à son empire & rendu tributaires les provinces d'où on les tiroit, les Mamloucks avoient graduellement diminué, & ne recevoient plus que quelques méchans esclaves Abyssins.—Lorsque *Cathérine II* imposa ses loix aux Princes *Héraclius* & *Salomon*, elle ne soupçonnoit guères qu'elle ouvroit ainsi la porte de l'Egypte à un Corse ignoré, expédié par des régicides François avec des chymistes, des mécaniciens, des astronomes, des docteurs en toute science, pour introduire au Caire l'Evangile des *Droits de l'Homme*.

FRANCE.

Assassinat des Plénipotentiaires François auprès de Rastadt.—Relations, Décrets, & Opinions diverses touchant cet Evénement.

DEPUIS que la Révolution Françoise a brisé tous les liens de la religion, de la morale, de l'ordre public; depuis qu'elle a subordonné tous les droits à la force & tous les devoirs à l'obligation de la servir, on se promène de forfaits en forfaits & de catastrophes en catastrophes. Les conventions, les coutumes, le respect public ayant fait place à un nouveau système de violence générale, dont la République Françoise s'est instituée la puissance législative & la puissance exécutive, cette communauté parricide a ramené l'Europe à l'état de nature; elle ne peut prétendre à une autre justice qu'à celle qu'elle exerce envers ses sujets & les étrangers.

Sous ce point de vue, l'assassinat des agens François au Congrès de Rastadt ne seroit qu'un

meurtre de plus au milieu de la chaîne de meurtres qui ensanglantent la terre, à dater du jour où les François se sont mêlés de la régénérer; mais ce nouveau crime appartient à des circonstances qui ne permettent ni d'y rester indifférent, ni d'adopter légèrement les opinions que l'on s'en forme, ni de négliger les conséquences qu'en a tiré le Directoire.

Nous avons rapporté dans le N° antérieur, les particularités principales qui précédèrent & qui amenèrent la dissolution du Congrès de Rastadt. Le Gouvernement François & ses alliés secrets dans cette assemblée avoient ouvertement manifesté le dessein de se passer de la présence d'un Ministre Impérial, de poursuivre ces négociations ténébreuses & illégales, voilées du beau nom de *Pacification de l'Empire*, & d'éterniser sur la rive droite du Rhin & la guerre durant, les intrigues, l'espionnage, les manœuvres & les divisions auxquelles les Plénipotentiaires François employoient depuis 18 mois leur ministère *de paix*.

Le Cabinet de Vienne eût été impardonnable de tolérer une semblable conjuration au milieu de ses armées. L'Empereur n'étant plus représenté à Rastadt, le Congrès dégénéroit en conventicule particulier: or, en prenant ce cara-

ôère, il étoit juste & indispensable qu'il s'éloignât. Ceux des Princes d'Empire qui, au mépris de la Constitution Germanique, de leur intérêt & de celui de leurs confédérés, persistoient dans leurs affiliations à la République Françoise, restoient maîtres d'en suivre les Députés à Strasbourg, ou de leur donner retraite dans quelque ville neutre d'Allemagne moins voisine du théâtre de la guerre.

Mais, il paroît évident que, pour incidenter, & dans des vues que l'avenir nous révélera peut-être, ce fut un parti pris & concerté d'attendre pour se séparer la signification & l'approche des troupes Impériales.

Du 23 Avril, jour où la Députation d'Empire délibéra sa retraite, au 28 qu'a signalé le malheur des Envoyés François, il s'écoula, certes, un intervalle suffisant pour que chacun prît congé avant que de nouvelles notes, & l'extension des avant-postes Autrichiens jusqu'à Rastadt même & au Rhin, vinssent faire naître des épisodes dangereux. Cependant ce fut le 25 seulement que les Plénipotentiaires Directoriaux signifièrent leur départ dans *trois jours*, & avec des expressions atrabilaires qui, en les exposant toujours plus à des outrages, devoit inspirer aux Députés d'Empire des sol-

licitations urgentes pour que la Légation Françoise regagnât Strasbourg sans délai ; mais *Jean Debry* avoue dans sa missive du 1er Mai au Directoire, que ce départ, c'est-à-dire la prudence, leur parut une insulte *à la dignité de leur caractère*.

Le 28, terme fixé par cette Légation elle-même alloit expirer, lorsqu'à sept heures de la soirée elle reçut par un Capitaine des Hussards de *Szeckler*, le billet suivant du Chef de ce régiment, daté de Guernsbach.

" MINISTRES !

" Vous voyez qu'il ne peut cadrer avec les " règles militaires que des Citoyens François " soient tolérés dans un pays qu'occupent les " armées Impériales & Royales. Vous ne trou- " verez donc pas mauvais que les circonstan- " ces de la guerre m'obligent à vous signifier " de quitter le territoire de l'armée dans l'e- " space de 24 heures."

BARBACZY, Colonel.

Guernsbach, 28 Avril 1799.

Quoique cet ordre laissa la nuit suivante & la matinée du lendemain à la disposition libre des Envoyés, ils se déterminèrent à partir sur-le-champ. Sans demander ni attendre de

passeports, ou un sauf-conduit, ou du moins quelques arrangemens de prévoyance, à huit heures du soir ils montent en voiture. Il étoit nuit; les portes de Rastadt, occupées par les Hussards Autrichiens, se trouvoient fermées ; une heure s'écoula avant que la Légation pût les faire ouvrir. *Jean de Bry* affirme qu'elle demanda une escorte, qui lui fut refusée, sous prétexte qu'elle voyageroit aussi en sureté que dans son appartement. Il doit paroître étrange que des Ambassadeurs attendent d'être aux portes d'une ville pour requérir une sauvegarde, & absolument dans l'ordre que l'officier non autorisé n'ait pas voulu prendre sur lui de l'accorder.

Quoi qu'il en soit; à 50 pas de Rastadt près du Canal de la Murg, soixante Hussards de *Szeckler* enveloppèrent le convoi, & lui ordonnèrent de s'arrêter. *Jean de Bry*, qui ouvroit la marche, fut arraché de sa voiture; on lui demanda s'il étoit le *Ministre Jean de Bry*? Sur sa réponse affirmative, il fut étendu sur la terrein de deux coups de sabre, suivis d'une grêle d'autres. Il roula dans un fossé; on le jugea mort: il profita de l'éloignement des assassins pour se sauver, erra la nuit entière dans un

bois, & sanglant & mutilé, regagna Rastadt le lendemain matin vers les 6 heures.

Suivant son récit, les Hussards adressèrent la même question nominative aux deux autres Députés: *Roberjot* fut massacré dans les bras de sa femme, & *Bonnier* à côté de son collègue. Tous les équipages furent pillés, & les Hussards en enlevèrent spécialement les porte-feuilles de la Légation, qu'ils eurent soin d'exiger au premier mot. Les papiers ainsi que l'argent & les effets dérobés aux Envoyés & à leur suite, furent remis au Commandant des Hussards à Rastadt.

Nous avons suivi dans ce narré celui que *Jean de Bry*, revenu à Strasbourg, a adressé de son lit, & officiellement, au Ministre *Talleyrand*. Aucune autre relation, soit de la part des Commandans Autrichiens, soit de celle des Députés d'Empire ou de la Haute Police du Margraviat, n'avoient été publiés les premiers jours de ce mois. Le rapport de cette catastrophe dont il paroît que la Cour de Carlsrühe a fait dresser procès-verbal, a été envoyé à l'Archiduc *Charles*. Il est donc nécessaire de suspendre son jugement sur cette affaire, jusqu'au moment où elle sera complettement éclaircie

éclaircie par les dépositions contradictoires, & par des témoignages impartiaux.

Aussitôt que cette nouvelle fut parvenue à S.A.R. elle écrivit le 2 de Stockach, au Général *Massena*, une lettre qui porte en substance: " Je viens d'être instruit aujourd'hui d'un événement survenu dans la ligne de mes avant-" postes; mais j'en ignore encore les circonstances. J'ai fait arrêter le Commandant de " ces postes avancés, & nommé une Commission " pour rechercher avec rigueur & exactitude les " causes de cet accident. Mes ordres pour " la sécurité personnelle des Ministres François " étoient précis & réitérés. Si mes postes avancés sont le moins du monde coupables, j'en " donnerai une satisfaction signalée. Je ne puis " assez exprimer mes regrets sur ce désastre, " & je vous communiquerai sans retard le " résultat des informations que j'ai ordonnées."

C'est ce langage aussi juste que judicieux, aussi mesuré que l'exigeoit un événement si grave, aussi expressif de l'intention de venger le crime aussi-tôt que *ses causes* seroient constatées, c'est ce langage que le Directoire, dans son Journal du *Rédacteur*, nomme une *Comédie scandaleuse & criminelle*; c'est l'illustre auteur

de cette lettre, telle qu'aucun Général n'auroit eu la témérité d'en écrire une différente en pareil cas, que le Secrétaire infâme du Directoire, qu'un *Thuau-Granville*, (1) ose appeler *un*

(1) Puisque la circonstance amène sous ma plume le nom de ce misérable, je dois le faire connoître. Fils d'un Répétiteur de Strasbourg, il se trouvoit à Paris dans la plus profonde indigence en 1790. Un de ses parens, employé aux affaires étrangères, m'ayant vanté sa fidélité en déplorant sa misère, je le reçus chez moi en qualité de Secrétaire. Peu de mois s'étoient écoulés que je découvris la perversité de ce petit fripon, que la Révolution avoit imbibé de sa morale pratique. Il se permit les abus de confiance les plus coupables & les plus dangereux pour moi dans les circonstances Logé, nourri, payé dans ma maison, il se fit auprès des meneurs de l'Assemblée Constituante l'espion de mon cabinet, le délateur de ma personne & de mes relations. Aux premières preuves que j'eus de sa conduite, je le renvoyai ; mais il parvint à me fléchir & à se faire conserver par ses aveux, par ses supplications, ses larmes, ses protestations hypocrites. Il n'en poursuivit pas moins son métier, jusqu'à l'instant où ne pouvant plus résister à la conviction, je le chassai ignominieusement. Ses protecteurs révolutionnaires le dédommagèrent, en le faisant entrer dans la rédaction du *Moniteur*, où il fut employé jusqu'en 1795 à compiler les séances de la Convention. On peut apprécier la fidélité de ce recueil & la probité de son rédacteur, en ouvrant le *Volume des Pièces trouvées chez Robespierre*. Il contient plusieurs lettres de ce *Thuau* à l'exterminateur des François, & une entr'autres où il se glorifie auprès de lui, d'avoir rendu toujours en leur entier & avec une scrupuleuse exactitude

bourreau, exécutant de la manière la plus lâche les ordres de sa Cour & de sa Famille.

Jean de Bry, ses collègues, ses commettans du Directoire, ont épuisé les richesses de la poësie à exprimer le deuil universel où le crime du 28 Avril avoit plongé Rastadt, les Députés d'Empire, les Ministres Prussiens, & tous les Etats du Nord & du Midi. Des torrens de larmes Germaniques ont inondé la tombe des victimes. Il est permis, je crois, de réduire cette peinture pathétique à l'expression des regrets que devoit exciter un attentat si extraordinaire sur des personnes publiques, de l'effroi qui en aura été la suite, des inquiétudes qu'a pu faire naître l'enlèvement des papiers, & des soins que l'humanité & la justice ordonnoient envers les femmes, & la plupart des malheureux échappés au désastre.

---

les discours de *Roberspierre*, & spécialement celui qu'il prononça contre les jours de Louis XVI. " Vous avez aussi remarqué, Citoyen," ajoute *Thiriau*, " mon attention à éluguer, à atténuer, & même à supprimer les discours *des défenseurs du Tyran*." Voilà l'homme de lettres, le publiciste, le loyal Républicain, dont le Directoire fait son apologiste, son organe, & l'accusateur de S. M. Impériale & de sa Maison.

Il s'est borné, ainsi qu'on le voit, à la mort de *Bonnier* & *Roberjot*, & à quelques coups de sabre distribués à leur collègue. Comme des Hussards Transylvains savent fort bien tuer leur monde, lorsqu'ils ont envie ou ordre de le faire, l'existence de *Jean de Bry*, sa promenade nocturne, son retour immédiat à Rastadt, à Strasbourg, & à Paris, prouvent que les assassins ne se montrèrent pas si déterminés à lui ôter la vie: or, comme elle n'étoit pas plus sacrée que celle des deux autres, cette circonstance favoriseroit la conjecture que la mort de ceux-ci n'a pas été, de la part des Hussards, aussi volontaire qu'on l'a représenté.

On présume facilement l'impression qu'a produit cet accident, non sur la France devenue absolument insensible à ces émotions théâtrales; mais sur la faction républicaine qui règne au Luxembourg & dans le Corps Législatif. Solidaires des mêmes offenses, enveloppés dans la même haine, poursuivis par les mêmes crimes, les Fondateurs & les Régens de la République Françoise lisent leur destinée dans ces tragédies successives où périssent leurs complices.

Districtus ensis cui semper impia
Cervice pendet.

A ce retour sur eux-mêmes se joignoit le sentiment d'une blessure déchirante, faite à l'orgueil de gens qui ne considéroient plus les têtes couronnés que comme des ornemens de leur antichambre. Le Directoire ulcéré a découvert de plus dans cette catastrophe, une ressource de finance; suivant l'expression ingénieuse d'un écrivain Anglois, il a *arrêté de battre monnoie* sur les cadavres de *Roberjot* & de *Bonnier*. Les Rhéteurs des Conseils ont saisi aux cheveux cette occasion de ressusciter l'éloquence de *Marat* & de *St. Just*; tous ont apperçu avec délices un prétexte de noyer leurs douleurs dans le sang humain, d'exterminer deux cent mille hommes pour le meurtre accidentel de trois des leurs, de redonner quelque mouvement à l'exaltation assoupie, de réveiller la férocité, & de proclamer une guerre de vengeances.

Le Directoire ayant communiqué au Corps législatif le sort des Plénipotentiaires, ainsi que la dépêche de *Jean de Bry*, il s'ouvrit le 5 Mai dans les deux Conseils une de ces scènes dramatiques, où la feinte sensibilité animoit la fausse éloquence, mais où le vrai génie des acteurs parut dans tout son éclat.

Aux Anciens le premier rôle fut réservé à *Garat*. S'il existoit en France un Tyrtée (1) il eût d'avance noté toutes les phrases & jusqu'aux expressions de l'orateur, aussi surement qu'on transcrit des notes de musique.

" Jamais, " s'écria ce ridicule déclamateur, " au milieu des guerres les plus furieuses parmi les nations & dans les âges les plus barbares, on ne vit l'exemple de tels crimes. (Le docte *Garat* peut ignorer ces exemples assez communs, & entr'autres celui des Républicains d'Athènes, qui firent mourir les Ambassadeurs du Roi de Perse, pour avoir profané la langue Grecque.)" Nous retrouvons la " loi des nations parmi les sauvages errans " dans les forêts du nouveau monde. Ce n'est " pas seulement pour voler des *papiers inutiles* que ce forfait a été commis; il eût suffi, dans ce dessein, d'arrêter & de piller les " voitures. Ce crime fut médité dans un but " plus horrible que ce crime même. En massacrant des *Ministres de paix*, on a voulu " rendre impraticables toutes négociations pacifiques. En appelant à son secours les Rus-

(1) Auteur du fameux pamphlet intitulé *Anticipation*.

" ses & les Turcs, on n'a songé qu'à ravager
" & à détruire. Le Prince assis sur le trône
" du grand *Frédéric*, & qui a si bien appré-
" cié son siècle & les intérêts de son peuple
" inséparables des siens, ne se renfermera pas
" dans la neutralité. Il opposera une barrière
" aux entreprises de cette Maison qui a igno-
" minieusement violé le territoire de l'Empire
" dont la Prusse est la protectrice.

" L'Espagne se souviendra que le Cabinet
" Autrichien n'a pas renoncé à la folie de lui
" donner des Rois. Les Suisses, peuple ma-
" gnanime par sa simplicité, entendront sous
" leurs pas les gémissemens de leurs ancêtres
" morts victimes de l'oppression Autrichienne.
" L'Italie remplie d'hommes qui sacrifieront
" leurs vies à la liberté, sentira que les suc-
" cès de l'Autriche lui donneroient un Roi de
" cette Maison. Tous les Etats se convaincront
" qu'une fois les Turcs & les Russes entrés
" dans un pays distingué par sa civilisation,
" par la sagesse de ses loix & par l'amour des
" arts, il ne s'agit plus d'une dispute de ter-
" ritoire, mais de tout ce qui sert à élever &
" à aggrandir l'homme à ses propres yeux.
" Ce sera un duel entre la férocité & l'hé-

" roïsme, entre le génie de la guerre & la " rage aveugle de destruction.

" Je ne vous accuse pas d'avoir conçu & " concerté ce crime, vous que vous courtisans " honorent du nom de Prince; mais depuis qu' " un assassinat a été imaginé & exécuté dans " une armée sous vos ordres, depuis que vous " n'avez su inculquer à vos soldats l'horreur " de tout ce qui est lâche & vil, vous pourrez " montrer du courage à affronter les dangers; " mais ni dans votre ame, ni dans votre génie, " il n'y aura jamais rien de sublime; il n'est " pas en votre pouvoir d'arrêter les triomphes " de la liberté, " &c. &c.

Pour solemniser le deuil de la République, ou plutôt pour y faire croire, l'orateur proposa une série de mesures imitées de Grec, & dont on retrouvera le précis dans le décret subséquent rendu à ce sujet.

Il est triste pour le Roi de Prusse d'être loué par *Garat*: qui oseroit aujourd'hui tenter l'éloge de ce Monarque, après l'avoir entendu sortir d'une pareille bouche? Quant à l'Archiduc *Charles*, il pourra se consoler de *son absence de sublime* & des prophéties du Rhéteur Gascon, en se souvenant que *Demosthène*, après la mort

mort de *Philippe*, déclara du haut de la tribune aux Athéniens, qu'*Alexandre* n'étoit qu'*un sot enfant*.

Si, au surplus, l'Espagne se souvient que la Maison d'Autriche ambitionna de régner à Madrid, elle aura la mémoire longue & tenace. Cette domination seroit peut-être un moindre malheur pour elle, que la servitude de son Gouvernement aux meurtriers de la Maison de *Bourbon*, que les impôts, les emprunts, les créations de billets, les faillites, & la honte auxquels ce Gouvernement s'est condamné pour soutenir l'empire de ces meurtriers.

Les Suisses n'auront point à entendre les *gémissemens* de leurs ancêtres massacrés par la tyrannie Autrichienne, parce que cette *tyrannie* combattoit & ne massacroit pas. Il est tombé plus de Suisses sous le fer de la cruauté despotique des François, qu'il n'en périt dans les batailles livrées aux Archiducs *Albert* & *Léopold*; mais ce que tout Suisse verra sans recourir à l'histoire ancienne, c'est les bourgs fumans de l'Underwald, c'est les campagnes de Berne ensanglantées & saccagées, c'est le spectacle vivant des veuves, des orphelins, des estropiés, des indigens, des masures, de tous les forfaits

perpétrés depuis deux ans par la *Nation civilisée* contre des Peuples libres & paisibles.

Au Conseil des Cinq Cents, un Irlandois nommé *Sherlock* recommença les rodomantades & les imprécations de *Garat; Bailleul* les orna de nouvelles figures; voici, entr'autres, la sentence que prononça ce modeste & judicieux orateur :

" La nation que les étrangers eux-mêmes " ont nommée *grande* & ses alliés sont les " seuls en ce moment qu'on doive ranger par- " mi les nations civilisées. Les droits de tout " autre Peuple sont suspendus; il ne les re- " couvrera qu'en s'associant à l'expiation d'un " crime qui met l'humanité en deuil."

Ces discours furent reçus par la populace législative qui siège à Paris avec des appels redoublés à la vengeance. Les François de la révolution n'invoquent jamais *l'humanité* que par des cris de rage, & leurs sacrifices propitiatoires sont toujours des torrens de sang. Aucun examen, aucune information, pas une recherche ne ralentit l'impétuosité de la délibération. Quelques hussards d'avant-postes avoient sabré trois François près de Rastadt; donc ils en avoient reçu l'ordre de leur Commandant; donc celui-ci le tenoit de l'Archiduc; donc

l'Archiduc obéissoit à l'Empereur & à son Conseil, aux Turcs & aux Russes, en exterminant la *Nation Françoise*.

Sur ce syllogisme furent rédigés, le 7, une Proclamation du Directoire aux François, une adresse de ce même Tribunal *à tous les Peuples & à tous les Gouvernemens*, & enfin un Décret rendu le 7. Ces trois pièces méritent d'être conservées comme les monumens d'une effronterie bien autrement étrange que l'accident de Rastadt.

PROCLAMATION AUX FRANÇOIS, du 17 Floréal.

François!

Vos Plénipotentiaires à Rastadt viennent d'être massacrés de sang-froid, par les ordres & par les satellites de l'Autriche; & ces illustres victimes, dont le caractère étoit sacré, n'ont été frappées que comme étant l'image & la représentation active d'une nation que notre féroce ennemi auroit voulu égorger toute entière; semblable à cet autre Empereur qui, dans sa stupide férocité, désiroit que le Peuple Romain n'eût qu'une seule tête, pour l'abattre d'un seul coup. Vous avez lu les horribles détails de cet assassinat, médité dans le silence du Cabinet, préparé par la trahison, exécuté à la vue des Membres du Congrès, comme pour braver en eux toutes les Puissances dont ils étoient aussi les représentans, & pour donner l'affreux signal d'une guerre d'extermination.

François! au récit de tant d'horreurs, vous avez demandé vengeance; croyez qu'elle sera terrible. Ce n'est plus seulement la cause de la liberté qu'il faut défendre, c'est celle de

l'humanité même; & dans cette lutte de la civilisation contre la barbarie, si l'indignation de l'Europe vous promet des auxiliaires, François, c'est à vous de donner encore le glorieux exemple qui doit les rallier à votre cause. Jamais aucune atteinte porté au droit des gens n'a souillé vos succès, ni accompagné vos revers. Votre ennemi, au contraire, n'a cherché à réparer ses défaites que par des trahisons, & n'a célébré un succès éphémère que par des assassinats : la persévérance de votre généreuse conduite rendra le contraste plus déshonorant pour lui. Marchez.... Si les bataillons de l'Autriche n'ont point partagé son crime, ils refuseront de s'associer à des assassins, ils briseront leurs armes. S'ils combattent, ils sont complices : un châtiment mémorable doit épargner au monde les attentats nouveaux que lui réserve l'association impie des Monarques de Russie & d'Autriche, formée par l'ambition, cimentée par le crime, & qui, dans le délire de leurs projets, menace de bouleverser l'Europe.

Le Directoire Exécutif arrête que la Proclamation ci-dessus sera inserée dans le Bulletin des loix, & qu'elle sera reimprimée & affichée dans toutes les Communes de la République, aux lieux accoutumés.

Paris, 18 *Floréal*, *an* 7.

Le Directoire Exécutif de la République Françoise à tous les Peuples & à tous les Gouvernemens.

La nouvelle d'un grand attentat a déjà retenti en Europe ; & de toutes parts on recueille avec horreur les circonstances d'un forfait le plus inoui, dont l'histoire des nations civilisées ait pu souiller ses pages.

C'est aux portes de Rastadt, sur le territoire d'un Prince indépendant & neutre, à la vue de tous les Membres du Con-

grès, violemment retenus dans cette ville, & condamnés à être les spectateurs non moins impuissans qu'indignes d'un crime qui les outrage & les menace tous ; qu'au mépris d'un caractère sacré, au mépris des assurances données, au mépris de tout ce qui est humanité, justice, honneur, les Plénipotentiaires de la République, victimes à jamais regrettables de la mission de paix qui leur avoit été confiée, & du dévouement sans bornes avec lequel ils ont rempli les instructions du Gouvernement & soutenu la dignité nationale, ont été égorgés de sang-froid par un détachement de troupes Autrichiennes. Et combien toutes les circonstances de cet assassinat le rendent plus odieux encore !

Déjà dans les premiers jours de Floréal, les communications de la Légation Françoise avec la République avoient été interrompues ; un de ses couriers avoit été enlevé, & les vives réclamations du Congrès n'avoient obtenu qu'une déclaration insolente qui rendoit sa séparation nécessaire.

Le 9 Floréal, à sept heures du soir, le Colonel du régiment de Szekler fait déclarer par un capitaine, au Baron d'Albini, Ministre Directorial, que la Légation Françoise pourroit quitter Rastadt avec sécurité ; le même capitaine se transporte ensuite chez les Ministres François, & leur signifie l'ordre de quitter la ville de Rastadt dans les 24 heures. A huit heures, ils montent en voiture ; on les arrête aux portes de sa ville : on n'avoit pas sans doute compté sur un départ si prompt, & l'assassinat n'étoit pas entièrement organisé : on avoit besoin d'une heure encore.

A neuf heures, la consigne se lève pour la Légation Françoise seulement ; elle demande une escorte, le Commandant la refuse, & répond en ces termes : " Vous serez aussi en " sureté sur la route que dans vos chambres." Mais à peine la Légation avoit-elle fait 50 pas, qu'elle est entourée par un détachement nombreux de ce même corps, dont le Commandant venoit de promettre toute sécurité. On arrête les voitu-

res ; on fait descendre le citoyen Jean Debry qui étoit dans la première ; on lui demande, " N'êtes-vous pas Jean Debry ?" " Oui," répondit-il, " c'est moi qui suis Jean Debry, Mini- " stre de France." Il tombe à l'instant percé de coups. Les citoyens Bonnier & Roberjot sont de même arrêtés, interrogés:--- ils se nomment, on les tue. Roberjot est massacré dans les bras de son épouse. Le crime consommé, les papiers de la Légation sont enlevés, & portés au Commandant Autrichien. A ces détails fidèles, qui peut méconnoître la préméditation de cet assassinat, & son premier auteur?

Sans doute un tel sacrilège ne recueillera que l'infamie & l'exécration ; & au défaut même d'un autre châtiment, l'histoire réserve un supplice à ceux qui s'en sont rendus coupables. Ce seroit en vain que la Cour de Vienne chercheroit à détourner le poids terrible de cette accusation ; toute sa conduite antérieure vient aujourd'hui déposer contre elle.

On se rappelle qu'elle ouvrit la guerre par un attentat du même genre, en faisant arrêter, sur le territoire des Ligues, deux Ambassadeurs François, jetés ensuite dans les cachots de Mantoue ; on se rappelle que les prisons d'Olmutz reçurent également, & renfermèrent pendant trois années, des représentans du peuple, & un ministre que la trahison avoit livrés ; on se rappelle que l'Autriche ne fut pas étrangère aux assassinats commis à Rome sur les François, qu'elle en recueillit & protégea les principaux auteurs ; on se rappelle, enfin, que le premier Ambassadeur de la République à Vienne n'y trouva que des outrages ; & on demeure convaincu que l'assassinat qui vient d'être commis à Rastadt, n'est que la conséquence & l'affreux complément de cette suite d'atrocités dont l'Autriche a étonné l'Europe, depuis que Charles-Quint lui donna l'exemple de se mettre au dessus de toutes les loix sociales, en faisant massacrer les Ambassadeurs [redacted] François Premier envoyoit à Venise & à Constantinople.

Ce que l'histoire atteste de l'indignation que firent éclater, à cette époque, toutes les Puissances Européennes, ne permet pas de douter qu'un attentat plus exécrable encore n'excite aussi plus d'horreur & de haine.

Et quand on aura mis à côté des forfaits de l'Autriche, la modération constante, la générosité sans bornes de la République Françoise; quand on aura considéré qu'au milieu même des plus violens orages de la révolution, le droit des gens n'a pas reçu en France la plus légère atteinte; que deux fois l'Envoyé du Gouvernement Britannique est entré sur le territoire François, & qu'il en est sorti libre & respecté, quoique justement soupçonné d'y être venu plutôt pour semer le trouble que pour négocier la paix; que le Ministre de Naples obtenoit de retourner paisiblement près de son maître, & recevoit du Commandant de l'armée Françoise, qui venoit de repousser victorieusement les armées Napolitaines, la permission de continuer son voyage & de l'achever avec la sécurité, au moment même où le Général François étoit informé qu'on avoit refusé à l'Ambassadeur de la République des passe-ports pour se retirer par la voie de terre, & qu'on l'avoit forcé de s'embarquer à Naples, dans la certitude que c'étoit le livrer aux Puissances d'Afrique; que les traitemens cruels dont les François ont été victimes dans les Etats du Grand-Seigneur, quelque vif & légitime qu'en fut le ressentiment, n'ont donné lieu à aucune réciprocité; quand on aura comparé le Congrès troublé & dissous à l'approche des Autrichiens, le départ volontaire de MM. de Lehrbach & de Metternich, assuré encore par des passe-ports François, au massacre prémédité des Ministres de la République; ces divers contrastes, déjà si odieux, deviendront encore plus déshonorans pour l'Autriche, par le double rapprochement qu'on ne manquera point de faire de ses satellites, dont la lâche férocité étonne même les peuples du Nord appelés à combattre avec eux, & des agens du Gouvernement de l'Europe qui, le plus essentiel-

lement ennemi du Gouvernement François, le plus acharné à lui nuire, viennent cependant de témoigner à Constantinople qu'ils ne méconnoissoient pas le droit des nations, & qu'ils mettoient du prix à empêcher qu'il ne fût ouvertement violé : sera-t-il possible alors qu'aucun peuple, aucun gouvernement qui n'aura point abjuré tout principe de civilisation & d'honneur, puisse hésiter un moment à se prononcer en faveur de la loyauté contre la perfidie; en faveur de la modération soutenue, contre l'ambition démasquée; en faveur de la confiance abusée, contre le crime atroce & réfléchi ?

Aussi, c'est avec l'espoir d'être entendu, & d'obtenir pour les illustres victimes qui ont été immolées à Rastadt, un regret senti, pour la République Françoise un suffrage honorable, & contre l'Autriche on concert d'exécration, que le Directoire exécutif adresse aujourd'hui cette provocation solemnelle à la conscience & à l'honneur de tous les Peuples & de tous les Gouvernemens, acceptant déjà comme un garant de la détermination généreuse qui sera prise par eux, l'indignation particulière qui a été si énergiquement exprimée à Rastadt par tous les membres du Congrès, & à Paris par les Ambassadeurs & Ministres des Puissances amies ou neutres.

Signé, BARRAS.

DECRET DES CINQ CENTS, DU 5 MAI.

ART. I. Au nom de la Nation Françoise, le Corps législatif dénonce à tous les Gouvernemens & aux hommes justes de tous les pays, le massacre des Plénipotentiaires François pour la négociation de la paix à Rastadt, ordonné par le Cabinet de Vienne, & exécuté par ses troupes; il remet au courage des armées le soin d'en tirer vengeance.

II. Le

II. Le 10 Prairial prochain, dans les deux Conseils, dans tous les Cantons de la République, & dans les armées, il sera célébré une fête funéraire en mémoire des citoyens Bonnier & Roberjot. Les Gouvernemens coupables de l'assassinat des Ministres François y seront voués à la vengeance de tous les peuples, & à l'exécration de la postérité. Tous les spectacles seront fermés le jour de cette fête.

III. Les noms des conscrits du canton, qui seront partis pour l'armée, seront placés honorablement dans le lieu le plus apparent, & proclamés solemnellement. Les noms de ceux qui ne seront pas partis, seront honteusement affichés; & ils ne seront effacés de ce tableau ingénieux, qu'à fur & mesure de leur départ, en présence du peuple réuni dans les temples décadaires.

IV. Il sera placé dans le lieu le plus apparent de toutes les administrations, de tous les tribunaux, dans toutes les écoles publiques ou particulières, une inscription portant ces mots: " Le 9 Floréal, an 7, à 9 heures du soir, le Gouvernement Autrichien a fait assassiner, par ses troupes, les Ministres François envoyés au Congrès de Rastadt, pour y négocier la paix."

V. Il sera donné à chacune des armées de terre & de mer un oriflamme de trois couleurs, portant cette inscription: *Vengeance aux mânes des Citoyens Bonnier & Roberjot, Plénipotentiaires à Rastadt*. Cet oriflamme ne sera porté dans les combats que par un ordre exprès du Général; en tems de paix il sera déposé dans les salles du Corps législatif.

VI. Les Ministres, leurs veuves & enfans recevront une indemnité proportionnée à la valeur des effets volés, & à ce qui étoi dû à la Légation. Le Directoire en réglera le montant, qui sera acquitté sur les fonds pour les dépenses imprévues.

VII. Les deux enfans de Bonnier recevront, à la

place d'une pension, un domaine national du revenu net de 1500 francs ; il sera double pour la veuve de Roberjot.

VIII. Il sera fabriqué une médaille pour transmettre à la postérité le crime commis sur les Ministres François Bonnier, Roberjot & Jean Debry.

A la vue de cet étalage de statuts & de beaux sentimens, quelques hommes simples seront peut-être tentés de croire qu'il résultoit d'une profonde sensibilité; mais la douleur ne monte pas ainsi sur les tréteaux. *Antoine* a beau déployer la robe ensanglantée de *César*; on sait bien qu'*Antoine* ne pleure pas son ami. Cet échauffement de commande, ces contorsions de colère n'expriment d'autre passion que celle de frapper les oreilles, & de déployer une dignité factice. Les déclamateurs de Paris déplorent leurs collègues, moins par commisération que pour épancher leur fureur éternelle contre les Rois, pour l'imprimer s'ils le peuvent dans le cœur de leurs compatriotes, & se consoler ainsi des défaites de leur armées.

Chacun a trouvé sa jouissance dans cet événement : le Directoire, celle d'extorquer de nouveaux subsides; *Garat*, d'être chargé de l'oraison funèbre des martyrs; les Jacobins, de voir l'autorité & ses organes leur offrir le bai-

ser de réconciliation, le retour des *mesures menaçantes*, & le sacrifice des Royalistes. (1)

Les uns & les autres se sont trompés en espérant d'attendrir la nation sur les *illustres victimes* qu'elle a perdues. Les regrets n'ont point passé l'enceinte des Conseils. Le public s'est amusé du ridicule des harangues & des solemnisations: l'exécration pour quiconque participe au Gouvernement est si générale, qu'on verroit sans s'émouvoir les Hussards sabrer Directeurs dans leur palais, & Législateurs dans leurs chaises curules. Tel est le malheur de ces Potentats révolutionnaires, que fameux sans célébrité, revêtus de dignités méprisées, forts d'une autorité d'emprunt dont chacun déteste la source & l'exercice, ridicules par leur insolence, odieux par leurs mœurs, sans estime, sans crédit, sans considération, leur prospérité indigne la Nation, qui ne voit même dans leur médiocre capacité qu'un instrument de ses propres infortunes. Quel intérêt pourroient accorder le

(1) " Purgeons le sol de la France de tous les ennemis qu' " elle renferme dans son sein, de tous ces élémens *hétérogènes* " qui se réjouissent de nos désastres, & qui conspirent contre " nous dans l'intérieur. "—*Disc. de Bail.*

Peuple & le Public à des hommes dont ils ne connoissent l'existence que par le mal qu'ils en ont reçu? On donne à peine des larmes aux victimes, & l'on en donneroit aux oppresseurs ! L'impression qu'aura pu faire le sort des Plénipotentiaires sera aussi éphémère que le souvenir de tant d'autres *Héros de la liberté*, dont la mémoire laisse à peine une trace le lendemain de leur sépulture.

On peut, je crois, se tranquilliser de même sur le carnage que préparent les armées à la voix du Directoire. Qu'importe aux soldats qu' un *Bonnier* soit vivant ou mort? Est-ce au moment où les Autrichiens ont vingt mille prisonniers François entre leurs mains, que les brigades de la République se hasarderoient à massacrer les leurs? La prétendue extermination de quelques Autrichiens sur le Rhin, est une fable de gazette Françoise, de même que les pétitions nationales qui, à les entendre, arrivent *en foule* au Gouvernement pour implorer vengeance.

Terminons cet article par quelques réflexions succinctes sur le crime qui en fait le sujet.

Il a excité en Angleterre un sentiment général de réprobation : le très-petit nombre de voix qui ont cherché à colorer une action aussi atro-

ce, ont été vîte condamnées au silence chez une Nation généreuse & noble, caractérisée par son *horreur pour le sang*.

Si la raison permettoit de voir dans ce meurtre autre chose qu'une violence fortuite, il prendroit la couleur du guet-à-pens le plus infâme. Par quel sophisme oseroit-on justifier l'assassinat prémédité de trois hommes, en qui l'on a 18 mois de suite reconnu le caractère de négociateurs publics; à la table desquels on a vu assis le Plénipotentiaire Impérial; qui avoient assuré le retour de ce Plénipotentiaire & de son collègue au travers d'une armée Françoise; protégés par la neutralité du territoire & par la présence des représentans de l'Empire; indignes sans doute de cette protection; abominables, quoiqu'à degrés différens, aux yeux de tous les gens de bien, mais sacrés à ceux qui respectent la foi publique; dignes de mort au tribunal de la morale & de la justice, mais inviolables dans un asyle où l'admission d'un jour leur donnoit le droit d'en sortir en sureté. Est-ce parce que les Républicains François ont rédigé la théorie du meurtre & qu'ils ont couvert leur patrie d'assassinats, qu'il deviendroit licite de les imiter?

Supposer un pareil attentat, c'est renverser soi-même la supposition. Où en sont les preuves jusqu'ici? Dans les rapports d'intéressés connus par l'habitude du mensonge. Plusieurs des récits particuliers qui nous sont parvenus diffèrent essentiellement de la relation Françoise. Suivant leurs auteurs, les Envoyés du Directoire s'obstinèrent avec arrogance à partir sans passeports, & dans leur fuite nocturne à traverser un pays semé de patrouilles ennemies. Lorsqu'a la première rencontre les hussards requirent l'exhibition des passeports, on répondit que des Ministres de la République Françoise n'en avoient pas besoin: sur l'offre de les reconduire à Rastadt jusqu'à ce qu'ils fussent pourvus de sauvegardes ou de sauf-conduits, ils s'emportèrent en insistant sur la liberté de leur passage; suivit une rixe durant laquelle un coup de pistolet fut tiré sur les hussards, qui frappèrent à mort les deux Députés & maltraitèrent le troisième. Nous ne nous presserons pas d'accréditer cette version; mais de telles variantes concourent avec la réflexion à suspendre l'opinion qu'on doit prendre de cette catastrophe.

Sa préméditation dont le Directoire feint

d'être convaincu, & dont il s'efforce de convaincre l'Europe, est à nos yeux une calomnie aussi absurde que gratuite. Certes on n'a pas à reprocher au Gouvernement Impérial de la cruauté envers les Révolutionnaires François tombés entre ses mains. Est-ce la Cour qui a laissé sortir vivant de ses citadelles le scélérat à qui *Louis XVI* dut son arrestation à Varennes, & un autre des assassins de ce Monarque qui auroit conçu la pensée d'un crime sans utilité, sur des hommes sans défense, & dont le seul fruit eût été de mériter & de faire répéter dans toute l'Europe les invectives du Directoire?

Si l'on a cherché à se rendre maîtres des secrets de quelque négociations clandestines par la saisie des papiers, quelle nécessité d'en tuer les dépositaires, & de rendre cette violence encore plus odieuse par trois meurtres?

Quelle vengeance plus insensée à tirer de ces intrigans, de leurs insultes & de leurs perfidies, que de les faire périr dans une embuscade nocturne, pour attirer sur soi le blâme & l'indignation publiques au moment où l'on a le plus besoin de se concilier les cœurs?

Non, ce n'est point ainsi que, de nos jours, un Empereur d'Allemagne, que le Gouvernement le plus circonspect, punissent leurs enne-

mis. C'est bien le cas d'appliquer ici au Directoire le vers de *Voltaire :*

Qui croit toujours le crime en paroît trop capable.

Si, d'ailleurs, le dessein de cet attentat étoit aussi avéré qu'il est chimérique, l'Europe auroit droit de s'en plaindre; mais le Gouvernement François devroit rester dans le silence. Il a rompu les nœuds entre les hommes, entre les Etats, entre les Nations; il a armé toutes les haines, allumé toutes les passions, provoqué tous les ressentimens. Il réclame le Droit des Gens! Sa République l'observoit-elle ce Droit des Gens,—lorsqu'elle traînoit sur un tombereau, & les mains garottées, la fille de *Marie Thérèse;* lorsqu'elle livroit à un bourreau cette Princesse irréprochable, accordée à la France sous la foi d'un contrat solemnel & sous la garantie des loix humaines & divines?

L'observoit-elle, lorsqu'elle assassinoit l'enfant après la mère; lorsque, sans pitié comme sans remords, elle faisoit périr d'une mort lente sous les voûtes d'un cachot le rejeton d' *Henri IV*, à côte de sa vertueuse tante bientôt conduite à l'échafaud, & de sa sœur abreuvée de larmes dans la solitude d'une prison?

L'observoit-elle, lorsqu'au mépris des loix de la guerre, elle traitoit le Général *O'Hara* & Sir

& Sir *Sidney Smith* comme des malfaiteurs, en les menaçant du dernier supplice? Et le Directoire ose se faire un titre des généreux procédés du Chevalier *Smith* à Constantinople, ose prononcer le nom de ce Capitaine dont il repoussa deux ans consécutifs les réclamations, avec l'inhumanité la plus réfléchie?

L'observoit-il en dépouillant Genève de sa liberté pour l'engloutir dans le gouffre de sa domination, après l'avoir abusée quatre ans de suite par des promesses de fraternité & de respect pour son indépendance?

L'observoit-il le Droit des Gens, lorsqu'il attaquoit les Suisses en pleine paix, lorsque son Général trahissoit une trêve consentie, lorsqu'il faisoit assassiner le Général d'*Erlach* par ses soldats, lorsqu'il baignoit du sang de ses libres habitans les rochers de l'Underwald; lorsque des magistrats, des vieillards, des propriétaires étoient arrachés par ses sbirres de leur patrie indépendante, de leurs domiciles spoliés, & transférés dans des forteresses Françoises comme des criminels d'Etat?

L'observoit-il le Droit des Gens envers ce Roi de Sardaigne, son allié, surpris au milieu de la plus profonde sécurité, saisi dans

son palais, volé de ses places, de ses caisses de son mobilier, chassé du trône & de ses Etats au moment où son Ambassadeur abusé recevoit à Paris, & transmettoit à Turin les plus lâches protestations de bienveillance?

L'observoit-il, lorsqu'au mépris de la capitulation de ce malheureux Prince, on lui arrachoit ses serviteurs précipités dans une citadelle, & lorsqu'on déportoit en France sous la surveillance des Municipalités, ces mêmes Piémontois auxquels on avoit garanti la liberté de rester dans leur patrie, ou de l'abandonner?

Que le Directoire se taise, car la terre entière l'accuse. Pour être autorisé à demander vengeance, il faut pouvoir se présenter innocent & pur au tribunal de la justice & de l'humanité.

Est-ce à des millions de familles que ses crimes ont plongé dans le deuil, dans la ruine & le désespoir, qu'il adresse ses gémissemens sur la mort de trois de ses complices?

Deux d'entre eux, *Bonnier* & *Jean de Bry*, sont personnellement indignes de pitié. Le premier, Gentilhomme & Magistrat sous la Monarchie, vota la mort de *Louis XVI*, & a prouvé par sa conduite ultérieure qu'il le fit avec

la décision d'un homme capable de tout entreprendre. Dévoué à *Rewbell*, dont il se fit le secrétaire confidentiel, il devint l'instrument de ce Directeur à Lille & à Rastadt, où ses manières, sa grossièreté civique, & son insolence, le firent détester autant que ses principes. Il s'étoit permis les discours publics les plus insultans pour la Cour de Vienne. — *Jean de Bry*, régicide & instituteur d'une légion de *tyrannicides*, s'étoit mis lui-même hors de la loi commune des nations : la postérité ne pourra croire qu'un tel homme ait été jugé admissible dans un Congrès où cent Princes Souverains se trouvoient représentés.

Mais *Roberjot* doit être distingué de ses collègues. On lui impute d'avoir aussi opiné à l'assassinat du Roi; c'est une erreur; puisqu'à l'instant où *Louis XVI* fut jugé, cet Envoyé n'étoit point membre de la Convention, où il n'entra que très-postérieurement : il ne participa, du moins ouvertement, à aucun des grands crimes de la Révolution. Pendant sa mission à Hambourg il s'y conduisit avec retenue & modération, & emporta les regrets de plus d'un infortuné auquel il se rendit utile. Si ses mœurs & sa vocation lui ôtent droit à l'estime pu-

blique, il n'a pu perdre celui d'être jugé équitablement. (1)

Quelle qu'ait été la cause du traitement qu'ont éprouvé ces Députés, peut-on se défendre d'en appercevoir la première origine dans la fausse position où la neutralité, la paix, les négociations ont placé les Puissances légitimes avec le Gouvernement usurpateur & déréglé de France?

---

(1) Le Secrétaire en chef de la Légation, M. *Rosensthiel*, mérite bien moins encore que *Roberjot* d'être confondu avec ses supérieurs. Puisque son nom a malheureusement paru avec les leurs, je dois à la justice de laver la tache que pourroit lui imprimer cette association. J'ai fréquenté huit ans consécutifs M. *Rosensthiel*, Alsacien, élève & ami du célèbre *Pfessel*, & employé dans le département des affaires étrangères, où il avoit acquis l'estime & la confiance des derniers Ministres de la Monarchie. Sa probité, son attachement au Roi, & ses principes étoient tels, qu'il fut réformé par *Dumourier* lorsque ce Général entra aux affaires étrangères. Personne ne détestoit plus sincèrement la Révolution; elle l'en punit; cassé, emprisonné ensuite, oublié, ruiné, & père d'une nombreuse famille, il accepta en 1796, pour subsister, le Consulat d' Elseneur. Comme il est peut-être le seul individu en France, aujourd'hui versé dans la connoissance de l'histoire & du droit public de l'Empire, le Directoire l'a employé à Rastadt, où son aménité, sa modestie, & sa prudence, contrastoient avec le dévergondage des agens suprêmes de la République.

En reconnoissant cette usurpation comme valide, elles ont adopté, pour ainsi dire, la système affreux qui l'institua. Elles ont élevé à leur rang des hommes que repoussent l'honneur, le sentiment, la morale, & la nature. Elles leur ont communiqué leurs droits, sans considérer que l'opinion publique ne les avoueroit jamais; elles ont imaginé d'observer envers eux des formes qu'ils méprisent, des coutumes qu'ils rejettent, des égards qu'ils exigent sans les rendre.

Comme il y a contradiction entre ces hommages & la qualification morale de ceux qui en sont l'objet, à tout instant les Puissances courent le danger d'être compromises par l'inobservation de ces devoirs forcés.

Le dîné des Ambassadeurs d'un Roi avec des Régicides qui ont fait vœu de haine à la royauté, est-il autre chose que le repas d'*Atrée* & de *Thyeste*? Le droit des gens envers une société qui ne reconnoît pas même le droit naturel, n'est-il pas une fiction de circonstance? Comment existeroit-il aucune compatibilité entre le respect public & simulé de leur caractère, & le mépris dont on se sent soulevé pour eux? Ou il faut effacer la conscience du genre humain, ou prévoir qu'elle se révolte-

ra contre ces arrangemens politiques, attentatoires aux sentimens les plus nobles du cœur humain & aux préceptes de la morale publique?

Qu'un exécrable individu dont l'approche semble être une souillure soit habillé en Ambassadeur; que, représentant d'autres individus arrivés par le crime à la puissance suprême & l'exerçant pour le malheur de toutes les sociétés, il reçoive des mépris, des insultes, & des outrages corporels, où est l'autorité sur la terre qui pourra le prévenir? Sera-t-elle maîtresse de rendre honorable un homme déshonoré, inviolable celui qui viola les droits & les devoirs, & dont le nom se répète par-tout avec horreur?

Non; les Gouvernemens n'ont point assez réfléchi aux terribles conséquences de la foiblesse qui les a conduit à admettre des Envoyés du Directoire. Ils se sont forgés une chaîne de désagrémens, de griefs, & de dangers. La personne d'un Ministre public n'est sacrée par le Droit des Gens qu'autant qu'il en respecte les sanctions; or la République Françoise s'étant placée par principes & par inclination au-dessus des obligations de cette loi, on est réduit à to-

lérer son insolence, ou à provoquer de graves incidens en cherchant à la réprimer; à offenser l'hospitalité, ou à en supporter la violation. Gênes, Rome, la Suisse, Vienne, Rastadt, Turin, ont vu tour-à-tour ce qu'il en coûte de receler dans son sein ces Ministres de destruction.

La Cour de Vienne a ressenti le crime de ses hussards, & se dispose à le punir. Une Commission a été instituée pour en faire l'enquête & poursuivre les coupables. N'omettons pas d'observer que ce régiment de *Szeckler* est une Cavalerie Transylvaine pour le service des frontières (*Gränz Regiment*). Sa discipline & sa composition sont les mêmes que celle des troupes du même genre, c'est-à-dire moins parfaite que celle des troupes permanentes. Il falloit moins que la haine de l'armée Autrichienne envers des Agens François, pour porter ces Hussards irréguliers à des violences aussi condamnables.

Le défaut de place nous force de renvoyer au N° suivant, le tableau des mémorables événemens qui continuent à signaler la campagne.

L'armée Françoise n'a pas été plus heureuse sur l'Adda qu'elle ne l'avoit été sur l'Adige & le Mincio. Le 27 Avril, le Maréchal *Suwarrof* en personne les a attaqués sur leur ligne défensive depuis Lecco à Pizzighitone : la bataille s'est principalement livrée à Cassano, centre des positions de l'ennemi. Tous ses retranchemens sur la rivière ont été tournés & emportés : 80 pièces de canon, 5000 prisonniers, & 6000 morts ont été le prix de la victoire. La division du Général *Serrurier* enveloppée a mis bas les armes toute entière par capitulation. Milan & la Lombardie entière sont rendus à leur légitime Souverain. La République Cisalpine à qui le Directoire avoit promis *l'immortalité*, se réduit aujourd'hui à une poignée de vagabonds, Directeurs, Législateurs, Agens, qui sont allés rendre des décrets & exhaler leur rage à Turin.

La plus sage politique accompagne la plus belle intrépidité. L'armée victorieuse a été précédée d'une amnistie, & de toutes les mesures propres à tranquilliser ceux des habitans que la nécessité, l'égarement, ou la foiblesse, avoient entraînés dans la cause de la Révolution. Non-seulement on les a déclarés irrécherchables, mais on les a couverts de la protection de S. M. I. & R. de ses troupes, contre les

les ressentimens de la partie de leurs compatriotes restés fidèles à leur Souverain.

Ainsi, en cinq semaines se sont évanouis le fruit des campagnes de *Buonaparte*, celui de son courage & de ses crimes, & une partie même de sa gloire. Son successeur *Moreau* a passé le Tesin pour s'appuyer sur la première ligne des forteresses Piémontoises, Novarre, Valence, Alexandrie, & Tortone. Par-tout les peuples sont allés au-devant des Impériaux, en leur offrant corps & biens : on les a organisés en milices sous des officiers d'expérience.

L'armée Françoise, exténuée par ses pertes, a diminué encore à vue d'œil par la défection des troupes étrangères que la violence lui avoit incorporées. Le Régiment Piémontois des Dragons de la Reine a déserté en entier, & passé aux Autrichiens, après avoir mis en pièces cent hussards Cisalpins qui refusoient de l'imiter.

Du côté de la Suisse, la campagne n'a pas eu encore la même activité; mais tout indique qu'au moment où nous écrivons, les événemens y auront pris un caractère très-sérieux. Déjà le 1er Mai, les Autrichiens avoient essayé, sans succès, une première attaque sur les Grisons par le Prettigew; nul doute qu'elle n'ait été

renouvellée, & par le Tyrol comme par le Voralberg : le Général François *La Courbe* ayant été forcé par ses pertes & par le soulèvement des petits Cantons d'abandonner l'Engaddine, le Comté de Bormio & la Valteline, pour venir couvrir à Bellinzone le passage du St. Gothard, le Comte de *Bellegarde* a profité de cette diversion pour entrer dans l'Engaddine, d'où il aura cherché à pénétrer dans la vallée de Coire. Les braves montagnards d'Uri, de Schwitz, & de la vallée d'Urseren, conduits par M. *Vincent Schmidt*, fils du Landamman d'Uri, après avoir défait & massacré les François qui se trouvoient dans leur pays, ont eux-mêmes forcé le Rheinwald & la Ligue Grise & débouché sur Coire le 5, dans l'espérance de seconder l'attaque des Autrichiens; mais, faute de secours, & l'ennemi ayant réuni ses forces, ils ont été obligés de regagner leurs montagnes.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XX.

10 JUIN, 1799.

Suite de l'Examen publié par M. GENTZ, *sur la marche de l'opinion publique en Europe, relativement à la Révolution Françoise.*

(Traduit de l'Allemand.)

« L'Idée que la Révolution Françoise fut le résultat nécessaire de la raison humaine parvenue à sa maturité, en fomentant un desir secret de nouvelles révolutions, prépare au siècle prochain des maux peut-être encore plus grands que ceux dont le nôtre a été la victime. Comme elle a jeté de profondes racines, nous allons l'examiner avec la plus grande attention.

" Voici les principes caractéristiques de ses partisans: " *La Révolution Françoise est due* " *exclusivement au progrès des lumières & de* " *la civilisation; elle en est le résultat naturel* " *& nécessaire; tout ce qui la favorise est con-* " *forme aux hautes destinées de l'esprit hu-* " *main; tout ce qui l'arrête leur est contraire:* " *il n'y a de façon de penser noble, libérale,* " *sublime, que celle qui porte à approuver la* " *Révolution; tout avis différent est ignoble &* " *servile. Le véritable but de ce grand événe-* " *ment ne peut manquer d'être atteint tôt ou* " *tard: les calamités qu'il a entraînées sont* " *exagérées par la malveillance; & fussent-elles* " *aussi grandes qu'on le dit, on doit s'y résig-* " *gner comme à des maux inséparables du plus* " *grand des biens.* "

" De telles maximes ont dû produire de l'enthousiasme pour tout ce qui pouvoit propager la Révolution, de la haine & du mépris pour tout ce qui l'empêchoit de s'étendre, & une indifférence mortelle pour les plus affreux tourmens de l'innocence comme pour les forfaits les plus révoltans de la plus exécrable scélératesse; indifférence qui, de quelque manière qu'on l'explique, marque le siècle où nous vivons d'un sceau de réprobation vraiment hideux.

" Si l'on avoit envisagé de bonne heure la Révolution sous son véritable point de vue, & étudié avec soin ses archives, jamais la manière de voir dont il s'agit ici n'auroit pu devenir aussi générale. La connoissance des auteurs de cette entreprise abominable, de ses mobiles, de ses instrumens, de son but, & de ses résultats probables, auroit prouvé à tout le monde qu'au lieu de conduire à un plus haut degré de perfection, elle menaçoit au contraire de faire rétrograder l'espèce humaine. Mais dès qu'une fois on se fut persuadé de sa bonté absolue, parce qu'un seul de ses élémens (le progrès des lumières) étoit bon en lui-même, l'illusion ne connut plus de bornes, & il put se faire que d'excellens esprits & des cœurs droits (*) devinssent les admirateurs aveugles d' une chimère, & d'avengles promoteurs du crime.

(*) Que ceux-là aient pu s'engouer de la Révolution, voilà le problème; car, qu'elle ait plu aux sots, la chose se conçoit: il est encore plus évident qu'elle dévoit trouver de chauds partisans parmi ceux qui crurent y voir une occasion de satisfaire leurs passions, leur cupidité, leur ambition, leur vanité, leur vengeance, leur amour pour la domination, & leur goût pour les ruines.

" Quand on examine de plus près ce phénomène remarquable, on découvre que dans le grand nombre de ceux qui nous le présentent, il en est infiniment peu chez qui l'attachement pour la Révolution soit accompagné d'une connoissance exacte de sa marche, de sa nature, & de ses circonstances. Sans doute que ceux-là sont les plus inébranlables, qui joignent cette connoissance aux opinions dont nous faisons mention; mais quant aux autres (& c'est la majorité), leur enthousiasme tient en grande partie à l'ignorance des faits.

" Remarquons ici que, malgré tant de livres, de gazettes, & de journaux, il est peu d'événemens plus impaifaitement & moins généralement connus que la Révolution Françoise. Dans la bouche d'un écrivain qui fait profession d'avoir quelques lumières sur cet objet, l'assertion peut paroître paradoxale, & même présomptueuse. Toutefois rien n'est plus vrai, &, à certains égards, rien de plus naturel. Jamais il ne s'est concentré dans l'espace de dix ans, autant de faits importans & compliqués, autant de mémorables vicissitudes se succédant avec rapidité; jamais la scène politique n'a changé aussi fréquemment; jamais les acteurs n'y ont été aussi nombreux, les incidens aussi variés &

aussi majeurs, les spectateurs aussi facilement admis, & aussi puissamment maîtrisés pas les passions; jamais enfin l'action n'y a été représentée sous tant de formes, ni jugée d'une manière aussi contradictoire. L'attention la plus soutenue, dirigée vers ce seul point, suffit à peine pour saisir un tel ensemble dans toutes ses parties.

" Quant à ceux qui croient si fermement à l'origine céleste de la Révolution, qu'ils regardent l'étude de l'histoire comme inutile, ou qui rejettent ses leçons " *parce qu'il s'agit ici de* " *principes*, " ils sont incorrigibles; & c'est peine perdue avec les gens de cette trempe, que d'en appeler aux faits & à l'expérience.

" C'est sur la maxime suivante que se fondent ces fanatiques, qui, de tous les révolutionnaires, sont les plus obstinés & les plus dangereux.

" *La crainte des maux qui peuvent accabler la génération actuelle, ne doit jamais arrêter les progrès de l'espèce humaine vers un meilleur ordre de choses; comparées au bien général qui résultera d'une Révolution née des plus nobles attributs de l'homme, les souffrances & la mort des individus ne sauroient entrer en ligne de compte.* Les sectateurs de ce dogme sacrifient

à leur idole, non-seulement le contentement & le bien-être, mais encore les droits les plus saints de leurs victimes.

" Et cependant il est si difficile de calculer avec précision l'influence qu'ont les formes de gouvernement sur le bonheur & la civilisation des peuples ! la constitution la plus parfaite, c'est-à-dire après tout, celle qui a été combinée le plus adroitement d'après la théorie des vraisemblances, peut si souvent se changer en malédiction par les sottises ou les crimes des hommes, que la fortune qui préside aux élections comme à la naissance appelle aux premiers postes de l'Etat ! la plus imparfaite des constitutions peut si souvent devenir un bienfait du ciel par la sagesse des gouvernans ! la durée & le prix intrinsèque de tous les établissemens de ce genre dépendent souvent de circonstances si insignifiantes ! il y a si peu d'apparence qu'on arrive au but proposé, en lançant au milieu d'un peuple qui n'est ni préparé ni disposé peut-être à recevoir de nouvelles loix, une charte composée à la hâte au milieu des orages, & dictée par la force ! enfin, toutes ces considérations pesées ensemble sont si graves, qu'on ne conçoit pas la monstrueuse témérité, ou plutôt l'épouvantable scélératesse

des charlatans qui font acheter des transmutations politiques, au prix non-seulement des malheurs d'une génération, mais du renversement universel de la prospérité nationale.

" Encore est-ce là le point de vue le moins immoral, quoique le plus révoltant pour la sensibilité, sous lequel on puisse envisager la maxime que nous combattons? Le bien-être a des degrés, & peut se calculer. Condamner l'humanité à des privations douloureuses, ou à une diminution de jouissances pour l'amour d'un grand avantage à venir, est une entreprise philanthropique à laquelle sans doute on n'est jamais autorisé; elle s'excuse quelquefois par l'intention, ou nous arrache des éloges par le succès; mais quel projet de félicité supérieure, quel plan de perfectionnement peut ériger le réformateur audacieux en arbitre du droit qu'il foule aux pieds? Le mépris du droit, quoique très-commun dans des temps d'anarchie universelle, n'est pas moins le comble de l'immoralité.

" Il est curieux de voir comment les nombreux amis du système que nous caractérisons ici, s'y prirent pour familiariser peu-à-peu l'opinion publique, & le sens moral de leurs contemporains, avec l'oubli total des règles de la

justice. Ils commencèrent par des droits moins clairs, artificiels, & particulièrement attaquables avec des sophismes, & finirent par les plus simples & les plus incontestables.

" D'abord ils déclarèrent la guerre aux *Droits du Gouvernement*. Examiner & déterminer avec exactitude le fondement sur lequel ceux-ci reposent, est un des problêmes les plus difficiles de la philosophie. Les sophistes profitèrent de cette difficulté; & après avoir ébranlé dans tous les esprits les bases de l'obéissance, ils égarèrent la multitude ébahie, & malheureusement trop docile, dans un dédale de principes arbitraires, & de formules mystiques; ils appelèrent la puissance aveugle, *souveraineté du peuple;* l'insurrection, le *plus saint des devoirs;* ils subordonnèrent les droits de l'Etat au phantôme d'une *volonté générale;* & proclamèrent une idée vague & variable, le *salut du peuple*, comme la première loi.

" Ensuite ils attaquèrent ceux des *droits individuels* dont l'origine se perdoit dans la nuit des tems. Prérogatives féodales, droits seigneuriaux, fondations de famille, titres héréditaires, dignités, distinctions honorifiques, tout fut aboli sous le prétexte spoliateur d'une usurpation primitive, & sans égard pour la légitimité de

la

la possession actuelle, ni pour la sainteté de la prescription. La transformation nécessaire de tout le système social exigeoit, disoit-on, ces sacrifices; d'ailleurs le titre d'acquisition de ces droits étoit inadmissible ou équivoque. Reposoient-ils sur des contrats formels? On observoit avec sagacité qu'il n'est pas décidé jusqu'à quel point les contrats son obligatoires (*).

" Enfin, ce système exécrable engloutit tous les autres droits individuels. En premier lieu, ce qu'on appeloit les excroissances des richesses personnelles, puis les commodités de la vie, puis le nécessaire, puis la vie elle-même, puis des milliers de vies furent sacrifiés à une chimère de perfection, & ce sacrifice ne fut pas même regardé comme d'une très-grande valeur. C'est à ce point effrayant que la maxime révolutionnaire citée tantôt fut portée, à l'époque où la Révolution eut atteint le dernier terme de ses horreurs.

" Pour combattre l'opinion erronée que la Révolution Françoise fut *uniquement* l'ouvrage des circonstances du moment, & l'effet de cau-

(*) Voyez l'ouvrage du Profess. *Fichte* de Jena sur la Révolution Françoise.

ses purement accidentelles, nous n'avons eu qu'à présenter un tableau fidèle de l'état de la société dans les pays policés de l'Europe, à l'époque du grand événement dont il s'agit. C'est par une route plus pénible qu'on parvient à réfuter le système qui n'attribue cet événement qu'au seul progrès des lumières; car, cette dernière erreur tenant sur-tout à des notions fausses sur l'origine, la marche & les résultats de la Révolution, ce n'est que par des éclaircissemens historiques qu'on peut l'attaquer avec succès. Le meilleur antidote à y opposer seroit donc une historie bien faite de la Révolution; ouvrage qui par cette raison est un des premiers besoins de notre siècle. En attendant qu'il se présente un écrivain capable de remplir cette tâche, il sera peut-être utile de rassembler sommairement les principaux traits d'un aussi vaste tableau, & dans cette foule innombrable de faits, de détacher ceux qui peuvent répandre le plus de jour sur la question importante qui nous occupe.

" D'abord, & quant à l'origine de la Révolution Françoise; c'est dans ce chapitre surtout qu'abondent les notions fausses, enfantées par l'ignorance ou par une connoissance superficielle du sujet, nourries par un aveugle en-

thousiasme, & affermies par un pervertissement prémédité de l'histoire. C'est ici en même tems qu'elles ont l'influence la plus décisive; car il est impossible de porter un jugement sain sur la marche d'un grand événement, quand on est parti d'idées absolument erronées sur son origine.

" Loin d'être l'effet *nécessaire & exclusif* du perfectionnement de l'espèce humaine, la Révolution ne l'étoit pas même des rapports civils & politiques du peuple François; ces rapports ne l'eussent jamais produit à eux seuls, sans des fautes majeures d'un côté, & l'art d'en profiter de l'autre.

" Pour mettre cette vérité dans tout son jour, il est indispensable de tracer d'abord un apperçu rapide de l'état de la France avant la Révolution. (*)

" La *Constitution politique* de l'Empire François ne contenoit rien en elle-même qui pût

(*) En lisant l'esquisse suivante on ne doit pas oublier que l'intention de l'auteur ne sauroit être d'embrasser dans leur ensemble, les défauts & les abus de l'ancienne administration Françoise, ni de soutenir qu'une réforme n'eût pas été à desirer. Son but est uniquement de montrer que cette administration pouvoit s'améliorer sans qu'il fût besoin d'un bouleversement.

motiver une Révolution opérée par la force. La France étoit une monarchie gouvernée d'après des loix. De quelque terreur qu'on ait cherché à nous frapper depuis dix ans en faisant retentir sans cesse à nos oreilles les mots de despotisme & de tyrannie, aucun homme de sang-froid, s'il est accoutumé à refléchir sur les matières de droit public universel, n'appellera sans doute despotique par sa nature une constitution qui plaçoit la propriété, la liberté, la sureté personnelles sous la sauvegarde des loix & des formes légales. Si quelques déviations de la règle, si l'abus du pouvoir, abus surtout difficile à prévenir dans un grand Etat où la puissance, pour protéger efficacement, ne doit pas être trop entravée; si des actes d'oppression passagers étoient les caractères du despotisme, quelle est la Constitution politique qui ne méritât d'être flétrie de ce nom?

" La Monarchie Françoise ne pouvoit pas même être appelée une monarchie illimitée. Quelle que soit la véritable origine des prérogatives des Parlemens; quelqu'indéfinies, quelque susceptibles d'abus qu'elles aient été, il n'en est pas moins vrai qu'elles s'exerçoient par le fait relativement à la confection des loix, & n'étoient assurément pas insignifiantes. Pour peu que

l'on connoisse l'histoire de France, on sait que le peuple, & même les Rois, attachoient la plus grande importance à l'enregistrement des édits; que cet enregistrement avoit la vertu d'une sanction publique; que les Ministres échouèrent plus d'une fois dans leurs entreprises contre cette puissante co-législature; que la conviction où étoit le Monarque de la force résistante des Parlemens, rendoit des loix évidemment tyranniques presqu'impossibles; & que cette résistance étoit si peu une vaine formalité, qu'elle devint une des causes principales de la Révolution.

" Enfin, si l'attachement pour une constitution peut être regardé comme un gage de son mérite, ou du moins de son accord avec les penchans, les mœurs & le caractère de la nation, jamais il n'y en eut de meilleure ni de plus adaptée à l'esprit national que celle dont la Révolution Françoise a produit le renversement. Dans les tems même où les François étoient le plus mécontens du Monarque, ils n'en étoient pas moins enthousiastes de la Monarchie. Jamais peuple ne fut plus éloigné du républicanisme. L'aversion pour le Gouvernement d'un seul & le desir de le voir détruit furent si peu une cause principale ou co-opérante de la Révolu-

tion, que pour rendre la Révolution possible il a fallu mettre à profit & afficher l'amour de cette même forme de gouvernement. Ce ne fut que bien lentement, à la faveur d'une licence, d'une anarchie toujours croissantes, & d'un bouleversement graduel de toutes les idées, que les ennemis de la Constitution Monarchique réussirent à introduire les principes républicains, & à faire goûter d'une partie du peuple un système entièrement nouveau, & qui formoit une dissonance si choquante avec sa façon de penser, ses vertus & ses vices. L'abolition de la Monarchie fut un triomphe tardif & violent, qu'une faction audacieuse & à peine remarquée dans sa naissance obtint sur l'immense majorité des amis du Gouvernement Monarchique. (*)

(*) Nous reviendrons souvent à ce fait important. Qui peut se rappeler sans surprise que Brissot osa affirmer, même après le 10 Août 1792, qu'au même mois de l'année précédente il n'y avoit *outre lui* que deux Républicains en France, Péthion & Buzot (*Ve Lettre sur les Jacobins*); & que Sieyes déclara solemnellement dans un article inséré au *Moniteur* du 6 Juillet 1791, qu'il étoit convaincu que ce Gouvernement Monarchique méritoit une préférence absolue, parce qu'on y rencontre dans tous les cas plus de liberté personnelle qu'au sein des Républiques.

" La *prospérité intérieure* du pays, mesure importante de la bonté de tout Gouvernement, n'étoit pas à la vérité arrivée au point où sembloient devoir la porter la situation heureuse de la France, son climat, son sol, ses fleuves, ses mers, & par-dessus tout le génie actif & inventif de ses habitans. Toutefois il y auroit de l'injustice & de la partialité à dire que la France fut une contrée appauvrie & malheureuse. Peu de pays en Europe étoient aussi peuplés & aussi bien cultivés ; dans peu de pays, l'industrie avoit autant raffiné l'art de jouir de la vie ; un seul pouvoit se mesurer avec la France pour les manufactures & le commerce. Tout homme sensé doit donc se révolter quand il entend soutenir que l'excès de la misère générale causa la destruction d'un Gouvernement, sous lequel la nation avoit pu faire tant de progrès.

" Il existoit néanmoins une classe nombreuse qui, dans la distribution inégale des dons de la fortune, n'avoit presque reçu en partage que les fardeaux de la société, & pour qui les avantages résultant des progrès de l'industrie & de la civilisation ne sembloient ouvrir qu'une nouvelle source d'infortune. En jugeant de la bonté d'une administration particulière, on ou-

blie trop souvent que l'existence de la classe malheureuse dont il s'agit, est un déplorable attribut de tous les peuples civilisés & peut être celui d'une civilisation croissante. Deux causes spéciales aggravoient encore sa misère en France. L'une est connue; elle a été souvent exposée avec force & vérité, mais plus fréquemment encore exagérée par des déclamateurs: à peine a-t-on indiqué l'autre, quoique son action soutenue ait été plus décisive & plus puissante."

(M. *Gentz* analyse ici ces deux causes, savoir; l'organisation défectueuse du système d'impositions, & la disproportion existante entre la population & les moyens de subsistance. — L'étendue de cette déduction, & les remarques qu'elle exigeroit, nous forcent à la retrancher de cet extrait. Par le même motif, nous passerons sous silence les observations de l'auteur sur les prérogatives de la Noblesse, sur l'administration de la justice, sur les lettres-de-cachet. L'auteur y établit d'une manière très-plausible, que ce n'est point dans les abus très-exagérés de ces institutions, qu'on doit chercher & qu'on trouvera jamais la cause efficiente de la Révolution.

Par exemple; quelque odieux & illégal que fût

fût l'usage des lettres-de-cachet, est-ce sous le règne où l'on s'en servit avec le plus de ménagement, qu'elles eussent provoqué une subversion populaire ? Au moment de la prise de la Bastille, c'est-à-dire dans une conjoncture où tant de pratiques séditieuses, de complots, de libelles & de dangers, pouvoient induire le Gouvernement à recourir à ce moyen de réprimer ses ennemis, on ne trouva que cinq prisonniers dans ce château fort. Trois d'entr'eux étoient coupables de crimes monstrueux, dont le caractère avoit fait craindre de leur donner de la publicité: les deux autres, traduits devant les tribunaux, y eussent été punis bien plus sévérement: il y avoit abus sans doute de les soustraire à leurs juges naturels ; mais cet abus n'avoit pas frappé des *victimes innocentes*, ainsi que le répètent encore les déclamateurs. Ni ces prisonniers, ni aucun des détenus dans les autres prisons d'Etat n osèrent profiter de leur liberté, de l'anarchie, & de la protection de l'Assemblée Constituante pour réclamer un examen, un jugement légal, & des indemnités. Cependant, l'Assemblée les y avoit encouragés en instituant un *Comité de Lettres-de-cachet*, où figuroit *Mirabeau*. Peut-on croire que s'il se fût rencontré des innocens parmi ces pri-

sonniers élargis, on eût négligé d'en accuser solemnellement la Cour? — M. *Gentz* rappelle que d'après les registres de la Bastille, publiés en 1789, on n'avoit détenu dans cette prison si décriée que 300 personnes dans l'espace de trois siècles.

L'auteur termine cet examen de la France par le morceau suivant.

" Nous venons de parcourir les divers points de vue sous lesquels on cherche à expliquer la Révolution par l'état de la France. Lorsqu'on prouve aux partisans de cette explication qu'elle est insuffisante, ils ont d'ordinaire recours à la situation des finances Françoises en 1789, & prétendent découvrir le *déficit* la cause immédiate & *efficiente* de la destruction du Gouvernement.

" Ce déficit étoit en effet considérable à l'époque des premiers troubles, & il joue un grand rôle parmi les causes *occasionnelles* de la Révolution; mais pour le faire envisager comme une de ses *causes efficientes*, il faudroit d'abord montrer qu'il ne pouvoit être comblé que par une Révolution. Or, c'est ce qui seroit difficile en général, & qui le devient encore plus quand on songe que nous avons tous les élémens nécessaires pour imaginer un plan, au

moyen duquel le Gouvernement auroit pu sortir de ses embarras pécuniaires sans aucune commotion violente. Presque la moitié des charges dont se composoit ce terrible déficit, consistoit en dépenses temporaires, en remboursemens, en indemnités & annuités dont un certain nombre s'éteignoit tous les ans, & qu'une bonne administration eût fait disparoître en dix années. On pouvoit faire face à l'autre moitié par des économies, par l'amélioration des recettes & des changemens dans le système d'impôts: s'il eût été absolument impossible de mettre sur-le-champ les recettes au niveau des dépenses, des emprunts avantageux combinés avec un fonds d'amortissement auroient en attendant fait marcher le Gouvernement, & à la faveur de la confiance nationale l'eussent heureusement conduit au but. Le crédit public n'avoit pas encore reçu d'atteinte grave. On ne peut douter de ces vérités, en se souvenant que M. *Necker* lui-même, dans son discours à l'ouverture des Etats Généraux, prononça qu'avec les ressources de la France ce seroit un *jeu d'enfant* de combler le déficit.

" Enfin, supposé; (& cet argument est peut-être le plus décisif de tous) supposé que la situation de la Monarchie Françoise fût tellement

désespérée, que sans un changement elle devoit conduire à une Révolution violente ; dira-t-on encore que cette Révolution fût nécessaire, s'il est prouvé qu'il se présentoit mille moyens plus doux d'opérer de grandes innovations, & d'amener un nouvel ordre de choses; que le Gouvernement, loin de résister au vœu du peuple, proposoit & préparoit des réformes supérieures à toutes celles qui furent jamais conçues sur un Trône & sanctionnés volontairement par un Souverain; que dans un moment où ce Gouvernement n'étoit encore menacé d'aucun danger, où rien n'annonçoit de l'agitation, où l'obéissance étoit encore entière & la confiance illimitée, il formoit dans le silence du cabinet des projets pour l'abolition de tous les abus, pour l'amélioration de *toutes* les parties défectueuses de la machine politique; que dans ces plans salutaires l'Administration ne comptant pour rien les palliatifs, étoit partie du grand principe d'un changement radical & universel; y sacrifioit avec joie une portion de sa puissance, & n'avoit égard dans l'exécution de ses vues, ni au rang ni aux personnes?—Ceux qui, malgré cela, persistent à croire qu'une Révolution *violente* étoit inévitable, renoncent à tou-

te vraisemblance historique pour se livrer à la plus gratuite des hypothèses.

" Est-il nécessaire de montrer que la marche que nous venons de décrire fut en effet celle du Gouvernement de *Louis XVI*?

" Ce Monarque monta sur le trône avec le projet d'effectuer une réforme essentielle dans toute l'administration; & l'histoire dira en pleurant qu'au milieu de tant de scènes variées d'infortune, il est resté fidèle à ce projet jusqu' à son dernier moment, & a cherché à réaliser ce beau rêve de son cœur bienfaisant. De-là son empressement à se livrer aux plans hardis d'amélioration conçus par M. *Turgot*, ainsi qu' aux vues plus sages d'économie & aux promesses trop brillantes de M. *Necker*. Voilà ce qui l'engagea à convoquer les Notables, après qu' on eut rédigé sous ses yeux, mûrement discuté & adopté avec ardeur un système perfectionné d'administration.

" Si, après tout ce qui vient d'être dit, il falloit encore d'autres preuves pour faire voir que la Révolution n'étoit en aucune manière un résultat nécessaire de l'état de la Monarchie Françoise, nous pourrions citer le témoignage de ceux qui ont contemplé de près les grands événemens de nos jours. Tous s'accor-

dent à dire qu'au commencement de l'année 1787, personne en France n'avoit le plus léger pressentiment de la catastrophe qui s'apprêtoit. Les écrivains qui la font annoncer prophétiquement par *Voltaire*, par *Franklin*, ou par *Frédéric II*, & qui représentent les apperçus les plus vagues sur l'avenir comme des oracles positifs, sont d'un bien foible poids contre une déposition aussi unanime, appuyée de l'autorité de M. *Necker* lui-même."

(La fin dans un des N.os suivans).

Etat Général de l'armée Françoise à l'ouverture de la Campagne.

IL est peu de sujets sur lesquels l'opinion ait autant varié que sur la force réelle des armées du Directoire. Les efforts de sa République ont été tellement démesurés pendant quelques années, qu'on s'est accoutumé à en considérer le *maximum* comme une quantité inconnue & incommensurable. Il suffit de reporter son attention sur le cours qu'avoit pris la politique

de l'Europe, pour reconnoître l'empire de ce préjugé.

L'état numérique qui suit fut remis par *Schérer* au Pouvoir Exécutif, au moment où ce Ministre de la Guerre fut investi du commandement en Italie; son authenticité nous est certifiée. Il démontre la disproportion des forces de la République Françoise avec le territoire qu'elle avoit à défendre, la négligence ou l'impuissance du Gouvernement à maintenir son armée au niveau de ses conquêtes & de ses dangers, & enfin, la difficulté qu'il éprouvera à arrêter *aussitôt* les progrès ultérieurs de ses ennemis, ainsi qu'à rétablir *promptement* des forces imparfaites, si endommagées par les deux premiers mois de la campagne.

Armée d'Italie.

		hommes	hommes
18½	Brigades ayant sous les armes . .	37,048	
12	Régimens à cheval . . .	6,662	
10	Compagnies d'artillerie à pied .	930	
11	——— ——— *à cheval* .	336	47,176
2	——— d'ouvriers . . .	200	
5	——— de sapeurs . . .	1,900	
1	——— de mineurs . . .	100	

Armée de Naples.

11½	Brigades à l'effectif . . .	20,325	
5	Régimens à cheval . . .	2,421	25,590
	Artillerie à pied, à cheval, pontoniers	2,844	

(*N. B.* Le Général *Championnet* venoit d'écrire au Ministre qu'il

n'avoit que 18,000 hommes de troupes disponibles. Les troupes Polonoises, Cisalpines, Romaines, & Liguriennes, comprennent 56,146 hommes; elles sont réparties dans les deux armées, à la disposition des Généraux, ou sédentaires dans les villes & villages.)

Il y a en outre dans le Piémont.

		hommes	hommes
5½	Brigades d'infanterie . . .	8,951	
3	Régimens à cheval . . .	1,435	12,336
	Artillerie	500	
	A Gênes, 2 bataillons de ligne .	1,450	

Isle de Corfou.

3½	Brigades à l'effectif . . .	5,075	
2	Compagnie d'artillerie . . .	160	5,701
3	——— de sapeurs . .	466	

Isle de Malte.

2½	Brigades	3,515	
2	Compagnies d'artillerie . .	297	5,691
1	Bataillon Maltois . . .	880	
	Plusieurs détachemens de cavalerie	1,000	

Isle de Corse.

2½	Brigades d'infanterie . . .	4,960	5,136
2	Compagnies d'artillerie . .	176	

RECAPITULATION 101,637

En Italie, non compris les conscrits qui sont en route pour s'y rendre.

Armée d'Hollande.

		hommes	hommes
7½	Brigades de ligne ; effectif . .	12,047	
3	Régimens de chasseurs à cheval .	1,752	14,629
7	Compagnies d'artillerie à pied .	671	
2	—— —— à cheval .	152	

Armée de Mayence.

12½	Brigades de ligne & 3½ brigades d'infanterie de ligne, nouvelle formation	37,000	
26	Régimens à cheval, dont 14 de troupes légères	11,483	
37	Compagnies d'artillerie, à pied .	3,441	53,088
14	—— —— —— à cheval .	1,064	
1	—— —— de mineurs . .	100	

N. B. Les troupes d'infanterie pour renforcer cette armée sont au nombre de 30,000 hommes : lorsqu'elles seront arrivées, le total sera 86,088 hommes, dont 40,000 sont destinées à former l'Armée d'Observation sur le Rhin.

Armée de Suisse.

12½	Brigades de ligne . . .	29,416	
4	Régimens, troupes légères à cheval	2,383	
10	Compagnies d'artillerie à pied, & 5 à cheval	1,380	33,179

(Indépendamment des 18,000 h. de troupes Helvétiennes.)

N. B. On a réparti dans les pays réunis de la Belgique, pour renforts, 7964 hommes de toutes armes, dépendans des armées. Ces troupes sont en marche pour

		hommes	hommes
	se rendre sur les bords du Rhin. Il y a de plus dans les départemens qui composent les 24e & 25e divisions militaires de toutes armes, présens sous les armes 11,679 hommes.		
	Les trois armées de *Hollande*, de *Mayence*, & de *Suisse*, forment un total de		100,896

Armée d'Angleterre.

11½	Brigades	22,911	
7½	Brigades, de nouvelle formation .	4,517	
4	Régimens à cheval . . .	2,230	
36	Compagnies d'artillerie, à pied .	3,448	
6	——— ——— *à cheval* .	452	38,752
6	——— d'ouvriers . . .	200	
8	——— de sapeurs . . .	1,600	
	Grenadiers garde-côtes . . .	2,000	
	Canonniers garde-côtes . . .	1,294	
	Ces troupes sont disséminées sur les côtes & dans l'intérieur des 1er, 10e, 13e, 15e, & 16e divisions militaires.		
	Dans la 17e, y compris Paris, il y a infanterie, cavalerie, artillerie effective, dont 470 artilleurs		13,070

Armée d'Egypte. (*Force présumée.*)

14½	Brigades d'Infanterie . . .	25,172	
7	Régimens à cheval . . .	3,139	
14	Compagnies d'artillerie, à pied .	1,232	31,375
4	——— . . à cheval .	312	
	Sapeurs, mineurs, aërostiers .	1,520	
	Il reste dans l'intérieur (non compris l'armée d'Angleterre), mais en y comprenant les bataillons de garnison		47,000

Récapitulation Générale des Forces effectives de la France.

		effectif	présens sous les armes
140 ½	Brigades d'infanterie, dont 16 de nouvelle formation	306,349	274,518
83	Régimens a cheval	51,732	45,186
152	Compes d'artillerie à pied . . .	20,286	19,685
48	——————— à cheval, complet	3,722	3,722
	Ouvriers, pontoniers, sapeurs, complet	966	966
	Total général	382,055	353,077

(Indépendamment de 56,146 hommes de troupes Cisalpines, Romaines, Liguriennes, Suisses, Piémontoises, & Polonoises, indiqués plus haut.)

C'est donc avec 353 mille hommes présens sous les armes, que le Directoire provoquoit une nouvelle guerre contre les deux premières Puissances militaires de l'Europe & contre leurs alliés. C'est avec ces 353 mille hommes qu'il entendoit donner la loi du Texel en Sicile, contenir les peuples impatiens de son oppression, & soutenir cette puissance boursoufflée dont l'étendue eût fait frémir *Alexandre*.

Le Gouvernement François sacrifiant toujours la sureté à l'orgueil & la raison à l'audace,

au lieu de réunir ses forces dispersées sur l'Italie entière & d'opposer cette masse entière aux Autrichiens, s'obstina à tout garder. Non-seulement *Scherer* n'eut que 47 mille hommes pour faire face aux Impériaux; il lui fut, de plus, ordonné de les attaquer; ensorte qu'affoibli par ses combats sur l'Adige, il se vit incontinent hors d'état de conserver même sa défensive sur le Mincio.

Des 18 mille François que laissa *Championnet* dans le Royaume de Naples, c'est beaucoup s'il en revient 12 mille à l'armée de Moreau. Les corps répandus dans la Toscane & l'Etat de l'Eglise, grossis de quelques auxiliaires Italiens, pourront élever la force de *Macdonald* à 25 mille hommes.

Moreau ayant hors de combat, au 1er Mai, au moins 20,000 hommes tués, blessés, désertés, ou pris; les garnisons de Peschiera, de Mantoue, de Ferrare, du château de Milan, des citadelles de Tortone, d'Alexandrie, & de Turin, les détachemens laissés dans Pizzighitone, à Valence, Casal, Asti, Coni, Gênes, employant 35,000 hommes; on voit que ces places auroient absorbé tout ce qui pouvoit rester de forces disponibles au Général François, après la bataille de Cassano; en supposant même ce

qui est indubitable, qu'il ait attiré à lui les 12,000 hommes séparés qui faisoient la garde du Piémont.

Mais aux 59,000 hommes qui, ainsi que le prouve l'état précédent, composoient son armée, se trouvoient joints une partie des auxiliaires Italiens, au nombre d'environ 28,000 hommes; ainsi le total de ses forces, à l'ouverture de la campagne, consistoit, de l'Adige au Col de Tende & de la Valteline à la Méditerranée, en 87,000 hommes.

Les batailles en ont fait perdre . . .	20,000
Les garnisons en occupent	35,000
Resteroit	32,000

Mais la diminution des troupes auxiliaires à été proportionnellement aussi considérable que celle des François, sur-tout par la désertion. On peut sans exaggérer les considérer comme réduites de moitié, soit à 14,000 hommes. Donc les débris de l'armée de *Moreau* en *rase campagne* à la fin d'Avril, n'ont point dû s'élever au-dessus de 18,000 hommes: des rapports directs & authentiques justifient cette présomption.

En accordant que la jonction possible du corps de *Macdonald* & du petit nombre d'auxiliaires Italiens qu'il pourra conserver dans sa retraite de Naples, double les forces du Général *Moreau*; en y ajoutant même le secours de quelques milliers de conscrits qui lui sont arrivés de jour à jour, il seroit douteux qu'il pût aux premiers jours de Juin tenir la campagne avec plus de 40 mille hommes. Les Alliés auront-ils l'indulgence de le laisser paisiblement rassembler cette armée? N'essuyera-t-il aucunes pertes nouvelles, avant l'instant où elle pourroit atteindre cette évaluation?

Il ne sauroit être déraisonnable, par conséquent, de présumer que *Moreau* sera aussi peu capable de résister en Piémont & dans la rivière de Gênes, qu'il l'a été de défendre ses précédentes & précieuses positions. La prudence & la nécessité semblent le reconduire au-delà du Col de Tende pour se rapprocher des renforts qu'il peut espérer, pour conserver un noyau d'armée, & pour tâcher avec le temps de rentrer en Italie.

Quelque parti qu'il adopte; il résulte du tableau qu'on vient de parcourir, que cette formidable réunion de 157,000 François & Italiens,

existante au milieu de Mars, a dégénéré, dans le cours de quelques semaines, en un corps de 40 mille hommes, laissant derrière eux des garnisons perdues dans les places abandonnées aux entreprises des Alliés. Cette armée d'Italie est *à refaire.*

Il n'en est pas de même de celles de Suisse & de Mayence, composant ce que le Directoire, dans ses facéties, nomme *Armée du Danube.* Les renforts qu'elle a reçus de la Hollande, du Bas Rhin, & de l'intérieur, balancent les pertes qu'elle a éprouvées dans les mois de Mars & d'Avril; mais ici, comme en Italie, cette force se trouve divisée à grandes distances, depuis Mayence jusqu'à Genève.

Cet état de 350,000 hommes sera vraisemblablement le terme de réduction où resteront les armées Directoriales, jusqu'à la fin de l'année: le secours de la conscription n'affoiblit pas cette probabilité: les deux cinquièmes de ces recrues levées dans l'automne & l'hiver derniers avoient joint les armées à l'ouverture de la campagne, & entroient dans le dénombrement dressé par le Ministre de la Guerre; un troisième cinquième a marché depuis le mois de Mars. Restent deux cinquièmes, formant 40,000 hommes; mais cette réserve est princi-

palement composée de conscrits réfractaires, échappés aux gendarmes & aux autorités civiles, & plus jaloux de se cacher que d'aller venger les mânes de *Bonnier* & de *Roberjot*. Chacun sent, d'ailleurs, qu'il faudroit des victoires pour fixer aux drapeaux cette milice indisciplinée & contrainte, dont les revers augmentent les regrets & facilitent la désertion.

Si les événemens amènent les Alliés aux frontières de France, sans doute alors le Directoire cherchera à soutenir les armées culbutées & à les repeupler par des levées en masse, ou par d'autres mesures analogues.

Pour se rendre raison de l'infériorité relative où le Gouvernement avoit laissé tomber ses forces militaires au moment où il se créoit partout des ennemis, il faut probablement recourir, 1°, à la confiance où l'abattement du Continent & sa chûte dans le piège des négociations avoient élevé cette Régence enorgueillie; 2°, à l'empire qu'ont pris dans ses délibérations les avocats; 3°, au défaut de fonds pour solder plus de troupes que les rapines sur l'étranger ne pouvoient en entretenir, & enfin, aux dilapidations.

On accuse aujourd'hui le Général *Schérer* de de cet affoiblissement de l'armée pendant son ministère.

ministère. Dans la séance du Conseil des Cinq Cents le 15 Mai, le rapporteur de la Commission des Finances a avancé que la République avoit payé l'année dernière 437,000 hommes, dont 50,000 n'existoient pas: d'après cette assertion, il a été décrété de demander au Directoire une enquête sur les prévaricateurs.

Il est très-possible que la fraude soit réelle; ce ne seroit même pas la première de cette nature: mais à qui l'imputer, si ce n'est au Directoire lui-même? Conçoit-on qu'un commis subordonné & surveillé, tel que le sont les Ministres en France, fût assez audacieux pour se permettre une semblable friponnerie, s'il n'étoit couvert de l'aveu de ses supérieurs? Mais on veut sacrifier *Schérer*. Les Jacobins ne lui pardonnent point de s'être rendu suspect d'un attachement fort tiède pour la République, d'avoir montré de l'attachement pour *Pichegru*, & d'avoir été battu. Les juges impartiaux croient cet Officier absolument irréprochable; mais l'est-il d'avoir consacré ses services à des intérêts & à des maîtres dont il faut tôt ou tard finir par devenir la victime?

COUP-D'ŒIL SUR LES DERNIERS ÉVÉNEMENS DE LA CAMPAGNE.

NOUS nous sommes bornés jusqu'ici à annoncer succinctement & périodiquement les succès des Alliés, dans cette guerre nouvelle si nécessaire au salut de l'Europe, & dont les effets inattendus ont passé l'attente même des esprits téméraires. En réunissant l'ensemble des détails de ce tableau, nous suppléerons à l'imperfection des notices rapides dont nous les fîmes précéder.

Lorsqu'on rapproche le point d'où l'on partit, de celui où l'on étoit parvenu au milieu du mois dernier, on est frappé de ce contraste, de même que des causes & de l'étendue d'un changement aussi complet.

Des vicissitudes singulières & subites caractérisèrent, il est vrai, la dernière guerre de la République Françoise contre les Puissances coalisées. En 1792 la seule affaire de Jemmappes fit perdre les Pays-Bas, l'Evêché de Liège, & mit en danger les Provinces-Unies. En 1793 la bataille de Nerwinde reporta dans le cours d'un mois les Autrichiens aux frontières de la

Flandre Françoise. L'été de 1794 n'étoit pas écoulé que tout ce territoire fut reperdu de nouveau, & avant la fin de l'année les François étendirent leurs invasions jusqu'au Rhin. En 1795, six semaines suffirent au Maréchal de *Clairfait* pour renvoyer l'ennemi en Alsace, pour sauver Mayence & recouvrer Manheim. L'année suivante une victoire de l'Archiduc *Charles* dans le Haut Palatinat, chasse *Jourdan* jusqu'à Dusseldorf, & *Moreau* de Munich à Strasbourg. M. de *Beaulieu* battu dans le Haut Montferrat, est forcé de livrer à *Buonaparte* le Piémont & la Lombardie, & ne fixe sa retraite qu'à l'entrée du Tirol. L'année suivante c'est à trente lieues de Vienne que l'on signe les préliminaires de la pacification.

On ne peut se défendre de reconnoître dans toute guerre que signalent de tels soubresauts, des influences morales qui lui impriment ce caractère convulsif. Par ses mouvemens comme par ses principes & son but, elle a été & sera jusqu'à la fin une *guerre révolutionnaire*. Tous les succès de la République Françoise sont dûs à la connoissance de cette vérité; tous les revers des Puissances confédérées résultèrent de son oubli.

La campagne actuelle annonce un changement de maximes de la part des Alliés; maximes militaires & politiques. On a, enfin, senti le prix des faveurs de l'opinion; on a réussi à transformer en confiance de soi-même & en aversion pour l'ennemi, cette indifférence raisonneuse qui autrefois préparoit les revers en les présageant, qui s'acharnoit à invoquer la paix en fermant les yeux sus ses conséquences, & occupée sans relâche à ralentir le mouvement des esprits lorsque tout commandoit de le presser.

On a apperçu l'avantage des terribles lumières que l'expérience venoit de jeter sur les dogmes, sur les suites & les acteurs de la Révolution; on a saisi le trésor des ressentimens qu'elle avoit allumés, pour en accabler ses défenseurs. Le sentiment des Peuples rectifié & généralisé a fourni une moisson de ressources; on ne les a point négligées; on s'est étudié à soutenir ces dispositions, à réchauffer, à rassurer, à pardonner même. L'économie si funeste des moyens, les délais, les opérations timides, & cette marche chancelante qui déceloit jadis encore plus de craintes que de prudence, ont fait place à un système plus rapide & moins resserré.

La reconnoissance que méritent les services éclatans des armées & de leurs Chefs, est inséparable de celle qui est due aux esprits énergiques & persévérans, dont le courage, au milieu de l'éclipse qui obscurcissoit le Continent, ne s'est laissé intimider ni par la terreur dominante, ni par l'inquiétude de déplaire, & qui bravant les dédains de l'orgueil en autorité, la poltronnerie de tant de gens de Cour, & le respect servile des erreurs, ont osé dénoncer les fautes commises, & tracer la marche à laquelle, enfin, leur raison intrépide & la nécessité ont amené les Gouvernemens.

Nous avons vu dans l'article précédent que les François avoient ouvert la campagne en Italie avec des forces insuffisantes. Leurs armées en Suisse & en Souabe égaloient au moins celle de l'Archiduc. Il est impossible de croire que leur Gouvernement eût été trompé sur le dénombrement de ses ennemis ; mais l'espoir de battre les Autrichiens avant que les Russes leur fussent réunis, & d'échafauder sur ces premiers succès de nouvelles propositions *conciliatoires*, le décida à ordonner l'offensive. Ses créatures affectent de répandre que *Jourdan* & *Schérer* adoptèrent de leur chef cette mesure. Une inculpation si grossière tombe d'elle-méme.

Qui ne voit que le plan de percer dans le Tirol par le Voralberg, tandis que *Jourdan* attaqueroit l'Archiduc, fut délibéré, arrêté, commandé par le Directoire lui-même? Il est aussi évident que *Schérer*, Général sans témérité, ne tenta point, sans ordre, d'enlever la position de Vérone avant l'arrivée des Russes, & de le tenter avec une armée mélangée de conscrits, de Cisalpins, de Piémontais & de Liguriens, sur la fermeté desquels il n'avoit pas l'imprudence de compter.

L'un & l'autre de ces Généraux ont expié la faute & l'audace irréfléchie de leurs supérieurs. Nulle campagne, durant cette guerre, n'a été marquée par une telle rapidité à franchir les obstacles, & à reconquérir le terrein perdu. On espéroit la délivrance de l'Italie; mais à la fin de l'été, & non au début des événemens.

Les deux campagnes de *Buonaparte* sont loin de présenter cette promptitude, & autant de difficultés vaincues en 25 jours. Si l'on en excepte, au printems de 1797, ce combat de Lodi si ridiculement livré & encore plus ridiculement célébré, *Buonaparte* marcha de Ceva à Mantoue sans éprouver d'autre résistance que celle de quelques pelotons d'arrière-gardes, employées à couvrir la retraite de 15,000 Autri-

chiens harassés, dont le Général n'avoit pour but que de gagner au plus vîte Mantoue & les gorges du Tirol. Pas une place, hormis le Château de Milan, ne gênoit ses mouvemens : il conquit la Lombardie en la parcourant.

Aujourd'hui les forces respectives étoient moins inégales. Aux premières actions sur l'Adige, les Autrichiens n'avoient pas au-delà de 50,000 hommes. Il leur a fallu combattre & vaincre immédiatement pour forcer cette ligne de dix lieues, couverte par le Mincio & flanquée de deux forteresses. L'ennemi résistoit depuis les Alpes jusqu'à l'embouchure de l'Adda. On ne pouvoit se hasarder à franchir cette rivière, qu'en s'affoiblissant par des corps d'observation destinés au siège de Peschiera & à masquer Mantoue & Ferrare. Ce passage déjà célèbre de l'Adda dût être précédé de la soumission du Bressan & du Bergamasque. Enfin, la bataille du 27 Avril a été assez vivement disputée, pour nous convaincre de la force des positions que tenoient les François, & de l'intensité de résistance qu'ils opposoient aux progrès de leurs vainqueurs. Ces derniers ont senti le prix du tems ; leur célérité n'a laissé aucun relâche à l'ennemi : il a perdu en huit jours un terrein

sur lequel autrefois de grands Capitaines épuisèrent la moitié d'une campagne.

Le 5 Avril le Feld-Maréchal *Kray* qui a ouvert avec tant de distinction la carrière des succès, bat le Général *Schérer* & le rejette au-delà du Mincio. Sans intervalles, les François tournés à leur droite par Governolo & à leur gauche par Castiglione, jettent 8,000 hommes de troupes mélangées dans Mantoue, 1500 dans Peschiera, & se retirent sur l'Oglio. L'armée combinée les y suit: le Maréchal *Suwarof* venoit d'en prendre le commandement; les opérations se pressent, s'exécutent par-tout avec concert; les bords du Lac de Garde sont nettoyés: le 21 Avril on entre dans Brescia: la ville, le château & la province sont occupés.

L'armée Françoise retranchée s'étendoit alors le long de l'Oglio, depuis Chiari jusqu'à Palazzuolo: après une résistance de trois heures, elle est forcée d'abandonner cette position & de se réfugier derrière l'Adda. Poursuivie dans sa retraite, elle perd 3000 hommes de son arrière-garde. Le 23, Bergame & le Bergamasque sont délivrés. Pendant ces opérations au centre & à la droite, le Général *Klenau* passoit le Pô, & portoit un corps d'Autrichiens jusqu'au centre du Modénois.

Le

Le sort de Milan & de la République Cisalpine étoient attachés à la conservation de l'Adda: cette rivière offrant dans son cours, du Lac de Côme jusqu'au-dessous de Lodi, ou un encaissement difficile à franchir, ou des lieux retranchés, les François qui, depuis l'abandon du Mincio, avoient défendu mollement les positions intermédiaires, prirent toutes les mesures pour suppléer à leur infériorité numérique, pour rassurer les troupes découragées, & pour fortifier leur défensive.

Elle fut attaquée le 27, & forcée après un engagement de dix heures sur la droite de l'Adda, que traversa l'armée combinée sous le feu des batteries, ainsi que le canal de Ritorto. Ce dernier passage fut exécuté par le Maréchal de *Melas*; il emporta les retranchemens de la rive opposée & le bourg de Cassano. A la droite, les François d'abord surpris & poussés jusqu'à Pozzo, se rallièrent, furent renforcés, & rengagèrent une action très-vive, incertaine assez long-tems, & particulièrement meurtrière pour les deux partis: divers corps Impériaux parurent un moment ébranlés; mais le Marquis de *Châteler* conduisant des secours à-propos, fixa le sort de l'engagement. Plus haut, le Général *Vuckassowich*, déjà distingué par

son intrépidité & son zèle dans les malheureuses campagnes de 1796 & 1797, attaquoit sur Bertero la division du Général *Serrurier*, & la réduisoit à mettre bas les armes par capitulation.

Nous avons dit au N° précédent que, suivant la relation officielle publiée à Vienne, cette journée coûtoit aux François 6000 morts, 5000 prisonniers parmi lesquels quatre Généraux, & 80 pièces d'artillerie. La perte des Alliés, suivant les gazettes, s'est élevée à 1400 hommes; mais les lettres particulières avancent que la victoire a été achetée plus chèrement.

Quoique les troupes du Directoire n'aient pas déployé dans cette occasion, non plus que dans les premiers combats, cet acharnement d'aggression & de résistance qui les caractérisa dans quelques-unes des campagnes antérieures, elles ont soutenu leur réputation de bravoure, & leur Général l'opinion de sa capacité. Vaincues sans déroute, la fatigue des vainqueurs les a sauvées de plus grands désastres; elles ont passé le Tesin, & abandonné même le Novarrois, & la vallée de Sesia, en cherchant leur sureté sous les murs de Turin, où le quartier-général fut porté le 1er de ce mois.

Le Général *Serrurier*, pris avec sa division, est un des meilleurs officiers de l'armée d'Ita-

lie, & considéré pour son intégrité personnelle. Sous *Buonaparte*, les Italiens le nommoient la *Vierge de l'armée*, parce qu'aucune rapine ne souilla sa conduite. Ce vétéran sous la Monarchie étoit Lieutenant-Colonel du Régiment d'Infanterie de *Medoc*. Il a reçu du Maréchal de *Suwarof* des égards ; il n'en est pas indigne, si l'on peut oublier la cause exécrable où les circonstances plus que ses sentimens l'ont enchaîné.

Milan attendoit dans l'anxiété de l'espérance l'issue de la bataille. Aussitôt que les fuyards en apportèrent la nouvelle, on vit les créatures de la France, ses agens, les Jacobins Lombards, les Directeurs, les Représentans Législatifs, se sauver par l'une des portes de la ville pour gagner le Piémont ; tandis que les peuples & les paysans se précipitoient sur la route opposée pour y recevoir les troupes Impériales. Leur route retentit de cris d'allégresse & de bénédictions. Jamais délivrance ne fut célébrée avec un épanchement plus enthousiaste : vieillards, femmes, enfans, couvroient les chemins, accouroient de plusieurs lieux. Par-tout les arbres de la liberté étoient renversés, hâchés avec fureur, les cocardes foulées aux pièces, tous les simulacres de la République livrés à l'opprobre

& anéantis. Tels sont les regrets dont la Lombardie a honoré la *liberté Françoise*.

On peut se rappeler qu'à l'approche de *Buonaparte* en 1796, une partie de la Noblesse de Milan & la plus qualifiée s'empressa d'aller border la route de *Massena*, & de lui offrir les hommages de la peur mêlés à ceux de l'infidélité. Une semblable cérémonie a eu lieu au retour des Autrichiens ; mais une Citoyenne *Visconti*, depuis dame d'honneur de la Citoyenne *Buonaparte*, un Citoyen *Serbelloni*, un cortège de frondeurs titrés, ne formoient point cette nouvelle députation. A sa tête se trouvoit l'Archévêque de Milan, qui, à l'exemple de son prédécesseur *St. Ambroise*, n'a point abandonné son troupeau à la furie des Barbares ; nombre de notables, d'ecclésiastiques, & l'ancienne magistrature des *Decurioni* si horriblement opprimée par les François à l'invasion, accompagnoient le Prélat.

Très-peu d'excès ont été commis. Quelques maisons de révolutionnaires en chef, tel que *Serbelloni* à Milan, *Gambara* à Brescia, ont été pillées, & par la populace plus que par les troupes légères. En même tems qu'on publioit une amnistie, on interdisoit par une proclamation aussi sage que nécessaire, toutes repré-

sailles ; toute violence contre les adhérens du régime anéanti. L'amnistie, néanmoins, ne pouvoit s'étendre & ne s'est point étendue aux principaux auteurs des calamités publiques, à ceux qui, avant l'irruption Françoise & jusqu'au dernier jour, ont persisté à préférer les intérêts du Directoire de Paris à ceux de leurs concitoyens, & à se rendre les complices & les exécuteurs de l'oppression dont la Lombardie a été frappée. Quelques individus diffamés ont été arrêtés par mesure de police; mais la plupart des grands coupables & des agens constitués ont suivi l'armée Françoise à Turin.

Le Directoire Cisalpin étoit composé des nommés *Savoldi*, *Alessandri*, *Testi*, *Lamberti* & *Adelasio*. Leurs confrères de Paris les avoient inscrits dans l'Almanach National de France, a côté de l'Empereur de Russie. L'un de ces fugitifs a, dit-on, préféré d'acheter sa grace en revenant aux frontières, où, de concert avec le Ministre des Finances & quelques autres Membres de l'Administration, il a livré des dépôts cachés & les archives du Gouvernement disparu.

Turin n'offrant point une sureté assez stable à cette horde de dignitaires errans, à leur clientelle, aux vautours, aux agens, aux brigands

constitués qui suivoient l'armée Françoise, cette caravane a obstrué le passage du Mont Cénis pour refluer en France, dépôt des immondices révolutionnaires de l'Europe, & qui, plus que jamais, va devenir la métropole de tout ce que la Suisse, l'Italie, l'Irlande & l'Allemagne renferment de sujets pervers ou [illegible]. Un spectateur de cette débacle nous [illegible] qu'aucun pinceau ne peut rendre le tableau de cette troupe poursuivie par le phantôme des Cosaques, franchissant les précipices des Alpes à pié, à mulets, sur des ânes, sur des brancards; ni ce mêlange de Directeurs, de Législateurs, d'Ambassadeurs, de secrétaires, de prostituées, de comédiens, de déserteurs, de sans-culottes, d'usuriers, & de commis détrônés, alternativement voués aux injures ou aux risées des habitans témoins de cette Egire, se consolant de leurs misères par des imprécations, & s'accablant mutuellement de reproches.

En huit jours il n'est plus resté en Lombardie aucune trace du système républicain. Le Gouvernement Impérial y a été rétabli dans son intégrité. Les armoiries toute fraîches de la République ont fait place à la double Aigle; la garde nationale a été supprimée; les soldats

Cisalpins débandés ont pris parti dans l'armée de leur Souverain.

Ainsi a fini, après une existence de trois années, cette création éphémère du génie de *Buonaparte*, perfectionnée par celui des Directeurs François, appelée par eux à de si hautes destinées, & qui se réduit maintenant à une poignée de vagabonds, dont la fuite épure l'Italie, & grossira à Paris les phalanges du Jacobinisme.

Sa résurrection, cependant, ne peut être rangée au nombre des chimères, tant que les François conservent au-delà des Alpes dix forteresses majeures & une armée concentrée au milieu d'elles, grossie chaque jour par des renforts. Les Alliés sont appuyés en Italie par la renommée de leurs victoires, par l'épouvante qu'ils ont semée, par le vœu des peuples, par leur courage & leur activité, mais encore dépourvus de places du premier ordre. Une bataille perdue les raméneroit sur l'Adige; quelques semaines de langueur rendroient à *Moreau* la faculté de reprendre l'offensive.

Son Gouvernement lui a fait passer des secours importans. La majeure partie du corps que commande *Augereau* dans le midi s'est rendue en Piémont; le 10 Mai l'avant-garde de

ces troupes, au nombre de 11,000 hommes, entroit dans la rivière du Ponent. Deux divisions entières ont été détachées de l'armée de Suisse pour la même destination, & remplacées par des corps de l'intérieur. La chasse aux conscrits se poursuit avec une extrême violence: ces malheureux arrivent en sabots.

La dernière espérance du Directoire est de recomposer ainsi successivement une nouvelle armée en Italie, avant que les restes de la première soient anéantis: il affecte de prendre confiance dans le retour de *Macdonald*, dont l'instruction est vraisemblablement ou d'opérer sa réunion avec le Général en chef, ou de le secourir par une diversion sur le Pô inférieur. Cet état de choses démontre que, si les Alliés ont brusqué leurs opérations offensives, comme il est permis de s'en flatter, il ne demeurera de François en Piémont & sur l'Etat de Gênes que dans les citadelles; mais qu'en conservant ses dernières positions jusqu'aux premiers jours de ce mois, *Moreau*, moins délabré, aura pu se trouver assez fort pour les disputer.

Le 12 Mai sa situation sembloit désespérée; on en jugera par celle de l'armée Impériale. Le 30 Avril, le fort d'Orci-novi sur l'Oglio avoit ouvert ses portes. Peschiera s'étoit rendu

le

le 5 par capitulation, Pizzighitone le 10: cette dernière forteresse, autrefois si fameuse, ne consiste plus que dans un château entouré des masures de son ancienne fortification. Le château de Milan, revêtu de quatre bastions, auxquels les François ont ajouté quelques ouvrages extérieurs, tenoit toujours avec une garnison de 2000 hommes; le siège alloit s'entamer, mais ne l'étoit point encore: il peut durer 15 à 20 jours, si la garnison fait la résistance convenable.

Au-delà du Tesin, le Piémont Septentrional, depuis cette rivière jusqu'à la Doria-Baltea qui descend du Duché d'Aost, Novarre foiblement fortifiée, Verceil & Yvrée qui le sont encore plus imparfaitement, les contrées supérieures qui avoisinent le Lac de Côme & le Lac Majeur, les Bailliages Suisses intermédiaires, se trouvoient délivrés. Des partis ont été poussés d'Yvrée sur Chivasso, à 5 lieues de Turin, & à la droite du Pô.

De Milan, le Maréchal *Suwarof* ayant porté son quartier-général à Pavie, l'avoit transféré le 11 à Voghera. Ses troupes étoient entrées dans la ville de Tortone évacuée, & à Novi appartenant aux Génois. A la gauche, le Prince d'*Hohenzollern*, & le Général *Klenau* parcouroient le Du-

ché de Parme & le Modénois : Reggio, dont *Buonaparte* distinguoit le *civisme*, & qui embrassa la Révolution avec une ardeur particulière, Reggio, après la bataille de Cassano, s'étoit hâté d'envoyer ses clefs & des députés ; les cris de *Vive la Religion* ! *Vive l'Empereur* ! y succédoient à ceux de *Vive l'Egalité!*

Dans toutes ces contrées les transports de la joie s'unissoient à ceux du ressentiment contre les perturbateurs qualifiés du sobriquet de *Patriotes*. A Pavie plusieurs n'ont pu échapper à la fureur populaire : tous eussent été enveloppés dans la vengance, sans la protection des armées dont ils parloient, il y a trois mois, avec un insolent mépris. Cette réaction inévitable & naturelle s'est sur-tout déployée dans les Bailliages Suisses ; celui de Lugano n'a pas attendu l'arrivée immédiate des Autrichiens pour chasser les François, & pour exercer sur eux de sanguinaires représailles. En un mot, les prédictions formées depuis trois ans sur le sort que réservoient les Italiens à leurs oppresseurs, à leurs institutions, à leurs prosélytes, à leurs signes de révolte, d'impiété & d'anarchie, sont accomplies. C'est la neuvième fois que les François expient ainsi leurs conquêtes au-delà des Alpes.

Dans ce déluge de catastrophes, *Moreau* se trouvoit confiné avec sa petite armée entre le Pô & le Tanaro. De Turin, où l'avoit d'abord jeté la défaite du 27 Avril, il étoit revenu dans les premiers jours de Mai, se poster à l'angle des deux rivières entre Valence & Alexandrie, ayant Casal derrière son aile droite. Telle étoit sa foiblesse, qu'il n'avoit osé soutenir Tortone, & que ses communications avec Gênes se resserroient de jour en jour.

C'est dans cette position que, selon un rapport sans date, inséré dans les Gazettes Françoises des 25 & 26 Mai, *Moreau* avoit, le 11 du même mois, repoussé un corps d'Autrichiens qui avoit passé le Pô, & répété le lendemain cet avantage sur 7000 Russes qui, de même, venoit de traverser le fleuve. La substance de ce fait peut être vraie, quoique les lettres de Milan du 14 n'en fassent aucune mention; mais on voit aisément que cet échec est, comme à l'ordinaire, amplifié dans ses détails, & que, si l'armée alliée eût projeté de passer le Pô, elle eût soutenu aisément les premiers corps qui avoient déjà franchi le fleuve.

L'expulsion totale des François tient donc essentiellement à la perte de leur position présente, ou à leur retraite volontaire. Probable-

ment celle-ci eût été exécutée, si elle n'eût laissé *Macdonald* & ses bandes à la discrétion des Alliés. Suivant l'itinéraire de ce Général, son avant-garde auroit pu rejoindre *Moreau* vers le 20 de Mai, en suivant la route que prit en 1748 le Comte de *Gages*, & qui de Lucques la conduiroit à Gênes par Massa Carrara, Sarzanne, & la rivière du Levant ; mais ce chemin passa pour impraticable à l'artillerie.

Il est évident que, faute de troupes suffisantes, *Moreau* a dû se restreindre à un petit nombre de places fortes. La ville d'Alexandrie sera évacuée comme l'ont été, Novi, & Novarre. Valence & Casal seront abandonnés aussi-tôt que l'armée cessera de les couvrir. Turin & sa vaste enceinte exigeroient 15 mille hommes. Ainsi les François, selon les vraisemblances, se borneront à garder les citadelles de Tortone, d'Alexandrie & de Turin, Coni, Savone, & Pignerol. Ils auront occasion de regretter que leur Directoire, abusant de l'abaissement où il avoit réduit le Roi de Sardaigne, l'ait contraint par un article du traité de paix de 1796, article amplifié depuis, à sacrifier deux millions & demi de livres Piemontoises à la démolition subite des ouvrages de Suze, de la Brunette, d'Exiles & de De-

mont qui couvroient le Piémont du côté de la France.

A le veille d'être enveloppé ou attaqué par les armées Impériales, *Moreau* ne peut se flatter d'aucune tranquillité sur ses derrières. Les dispositions inflammables & enflammées des Piémontois ont éclaté de nouveau & avec étendue dans le Mondovi. La ville de ce nom a été surprise par les loyaux habitans de la province; un battalion François s'y est trouvé prisonnier; l'insurrection menaçoit de se généraliser, coupoit la route de Coni, n'épargnoit la vie d'aucun des ennemis & des rebelles qu'elle pouvoit atteindre. Nul doute que cet incendie n'ait gagné les environs de Gênes.

Ces soulèvemens universels qui, cette fois, sont bien véritablement *le plus saint des devoirs*, ont puissamment concouru avec la marche rapide des alliés à précipiter la fuite & le désordre des François. Ils n'ont pas eu le tems de sauver leurs magasins, de vider les villes évacuées, de retirer leurs dépôts de munitions & nombre d'effets abandonnés au vainqueur. C'est à Novarre où, par la collusion d'un des Directeurs & des Trésoriers Milanois, le Général *Wukassowich* a découvert la

caisse de la Cisalpine, contenant 7 millions de livres du pays en numéraire.

Quant à l'esprit qui dirige les Alliés, on en jugera par la Proclamation suivante du Maréchal *Suwarof*.

PEUPLES ITALIENS,

Prenez les armes ! Réunissez-vous sous la bannière de celui qui combat pour Dieu & la Foi, & vous triompherez d'un perfide ennemi. L'armée de S. M. l'Empereur & Roi combat les François & verse son sang pour la défense de notre très-sainte religion, & pour vous rendre vos possessions, & votre ancien Gouvernement. Les François ne vous demandoient-ils pas journellement des sommes énormes ? N'exigeoient-ils pas des réquisitions extraordinaires ? Et ce qui est encore plus douloureux pour les pères de familles, ne vous enlevoient-ils pas vos enfans, aux noms chimériques de la liberté & de l'égalité, pour les faire combattre contre les troupes de votre légitime Souverain, d'un père qui vous aime, du protecteur le plus ardent de notre sainte religion ? Consolez-vous, Peuples ! Il est un Dieu qui vous protège, & des armées qui vous défendent. Voyez cette foule de troupes. Une nouvelle armée est envoyée par l'Empereur de Russie, l'allié du vôtre ; voyez ici l'armée victorieuse de votre Empereur ; voyez de tous côtés les peuples bien avisés, plein d'enthousiasme, co-opérer à finir promptement cette lutte sanglante. Un nombre immense de braves guerriers vient pour délivrer l'Italie. Ne craignez rien ; les armées combattent la République Françoise, pour vous rendre de nouveau vos loix, rétablir la religion, & faire renaître la tranquillité publique & particulière, en vous délivrant du joug sous lequel vous gémissiez depuis trois ans. Les fidèles serviteurs de la religion seront remis dans l'ancienne possession de leurs places & de leurs biens. Mais écoutez ! S'il se trouvoit parmi vous un être assez per-

fide pour porter les armes contre son Souverain, ou pour favoriser les entreprises de la République Françoise--un tel traître, sans considération d'état, de naissance, grade, emploi ou condition, sera fusillé sans remission, & sa famille sera punie par la perte de ses biens. Votre sagesse, *Peuples Italiens*, fait espérer que connoissant la justice de notre cause, vous ne nous mettrez pas dans le cas de faire usage de ces mesures rigoureuses, mais que vous nous donnerez toutes les preuves possibles de fidélité & de reconnoissance pour un Souverain aussi bienfaisant envers vous.

(Signé) SUWAROF.

Le Rédacteur de cette adresse connoît sûrement mieux le génie des Italiens, que ne le connoissoient les Rhéteurs & les Poëtes de *Buonaparte*. Le but, les motifs, les devoirs, les délits, & le châtiment, sont énoncés sans ambiguité. *Il est un Dieu qui vous protège, & des armées qui vous défendent !* Cette éloquence est d'un autre genre que les rodomontades impies par lesquelles les Généraux du Directoire épouvantoient les peuples.

Entre les mesures attribuées à M. de *Suwarof*, il en est une qui mettra fin au scandale de voir des Réfugiés François, victimes de leurs devoirs & de leur dévouement, répandant leur sang au milieu des armées confédérées & exclus des loix de la guerre, inadmissibles à tout cartel, & assassinés sous l'uniforme des Puis-

sances qui combattent leurs oppresseurs, si la fortune des armes les fait tomber aux mains de ces derniers. Les Princes de *Lorraine*, les Princes *Charles* & *Victor* de *Rohan*, les Colonels de *Carneville*, de *Görger*, & beaucoup d'autres, servent avec gloire dans l'armée Impériale. Afin de leur assurer des droits qu'on n'oseroit disputer au dernier valet d'artillerie, M. de *Suwarof*, nous écrit-on, a intimé au Général *Moreau*, qu'il feroit fusiller 100 prisonniers François pour chaque émigré envers lequel on se permettroit d'exécuter les décrets de la République.

La récapitulation des événemens qui ont suivi en Souabe, dans le Tirol & en Suisse la retraite du Général *Jourdan*, embrasse des faits militaires moins brillans, mais caractérisés par des victoires sur des difficultés qu'aggravoit la position topographique.

Quelle qu'ait été la cause du ralentissement momentané qui s'étoit fait remarquer dans les opérations de l'Archiduc *Charles*, il paroît manifeste que les progrès de l'armée d'Italie devoient précéder l'attaque de la Suisse, pour assurer aux deux armées leur contact au travers des Alpes Rhétiennes. Nous ne rechercherons donc point si des cabales, des dissentimens,

mens, des dégoûts donnés à S. A. R., ont suspendu son activité: ces détails peuvent figurer dans un recueil d'anecdotes, & seroient déplacés dans un recueil historique.

Depuis la perte des Grisons, on ne pouvoit s'ouvrir en sureté la route de la Suisse, qu'en escaladant la chaîne de montagnes presque inaccessibles & les défilés, au milieu desquels l'ennemi se trouvoit retranché entre le Rhin, le Tirol, & le Voralberg. Du sommet des Alpes il étoit descendu par l'Enggadine jusques dans les premières vallées du Tirol: 10,000 hommes dans le val de Coire, & l'aile droite de *Massena* postée dans le Rhintal & le Pays de St. Gall, couvroient les Grisons au nord contre les entreprises du Général *Hotze*. C'est sur ces deux points que se dirigeoient l'effort de l'attaque & celui de la défense.

Vingt combats meurtriers où l'avantage fut alternatif, ensanglantèrent dans le mois d'Avril & jusqu'au 3 de Mai cette frontière du Tirol & de l'Enggadine. Pour en chasser l'ennemi, il falloit remonter la rivière d'Inn jusqu'à sa source, au travers de vallées étroites, d'escarpemens, de cîmes colossales, encombrées de neiges & de glaces. Forts de ces remparts naturels, les François les disputoient avec achar-

nement, & quelquefois avec succès. Ces obstacles ne rebutèrent point le Comte de *Bellegarde*, ni la patience de ses troupes intrépides, assistées du courage & de l'expérience des montagnards Tyroliens. Enfin, le Général *Lecourbe*, chargé de la défense de l'Enggadine, étant instruit de l'insurrection des habitans du St. Gothard & du Canton d'Uri, & affoibli d'ailleurs par des pertes considérables, se retira à la fin d'Avril dans la Suisse Italienne, sous *Bellinzona*.

La Basse Enggadine délivrée, il restoit, avant d'atteindre la sommité des Alpes, à former le siège des détachemens qui défendoient l'Enggadine supérieure. M. de *Bellegarde* exécutoit cette opération sur le flanc oriental des Grisons, pendant que le Général *Hotze* agissoit au nord, & que la conquête du Milanois fixoit les François dans le Comté de Chiavenne & dans les Balliages Suisses contigus.

Le 1er Mai, M. *Hotze* tenta sans succès d'enlever le poste de Luciensteig; les colonnes destinées à cette entreprise ne purent se réunir à tems, & l'une d'elles se trouva coupée & prisonnière.

Mais cet échec diminua foiblement les dangers de l'ennemi, ayant à se défendre contre les montagnards insurgés de la Haute Ligue, contre leurs voisins du St. Gothard qui mena-

soient les communications méridionales, & contre l'approche de l'armée du Tirol.

Des sources du Rhin jusqu'aux frontières du Bas Valais, le tocsin de la liberté & de la vengeance se faisoit entendre. La chaîne intermédiaire des Alpes présentoit une masse d'insurrection: elle venoit de couper les deux passages en Italie du Simplon & du St. Gothard. Pour rouvrir le premier, l'ennemi avoit tenté de pénétrer dans le Valais par le Canton d'Uri & les défilés de la Fourche; mais, arrivée à Altorf, la première colonne trouva le pays en armes & soulevé, massacrant les détachemens François qui les environnoient; le Canton de Schwitz imitoit cet exemple. Il a fallu du tems, des pertes & des forces, pour regagner le St. Gothard, dont les François se trouvoient encore maîtres le 21 Mai.

Dès le 14, ils ne l'étoient plus des Grisons. Ce jour-là, les Autrichiens renouvelèrent leur attaque sur Luciensteig, le tournèrent, & le prirent avec 3000 hommes. La vallée de Coire étoit réduite le lendemain; le 18, l'ennemi chassé de la Ligue Grise jusqu'au-delà de Disentis: de 10 à 12,000 hommes qui composoient sa force dans cette contrée, à peine la moitié à échappé par les déserts du St. Gothard,

ou en gagnant la rive gauche du Rhin & le comté de Sargans. Cette barrière du fleuve ne l'a couvert qu'un jour: le 15 & le 16 les Impériaux l'ont franchie; le 18 ils occupoient les comtés de Sargans, de Werdenberg, & le bourg de Wallenstadt à l'extrémité du petit lac de ce nom. Les jours suivans, le Rhintal, la ville & le pays de St. Gall, le Toggembourg, le Canton d'Appenzell, & la partie de la Turgovie qui s'étend du Rhin à la rivière de Thour, ont reçu leurs libérateurs. Dans les rangs de ces derniers se trouvoit la Légion des Suisses émigrés, qui a combattu avec le dévouement du patriotisme & le courage national, mais non sans avoir à regretter plusieurs des braves qui la composent.

Massena, le 25 Mai, s'est vanté auprès du Directoire d'avoir fait 3,500 prisonniers aux Autrichiens dans une action de la veille sur la rive droite de la Thour, en les forçant de repasser la rivière. Il en sera probablement de cette victoire, comme de celle de *Moreau* du 12 Avril; non assurément que les Autrichiens soient plus invincibles que les *invincibles* de *Buonaparte* dont les Russes ont pris les canons & les drapeaux; mais la Thour n'est qu'un torrent, guéable presque par-tout, qui ne peut

servir de défense à personne, & sur les bords duquel quelques partis avancés de cavalerie Impériale auront probablement escarmouché pour se retirer ensuite.

Quoi qu'il en soit; les plus grands obstacles, ceux de la nature fortifiée par l'art, sont aujourd'hui surmontés: la résurrection de la Suisse approche. Les François ont formé leur seconde ligne, de l'extrémité orientale du Lac de Zurich, par la ville de ce nom dont ils ont retranché les hauteurs environnantes, jusqu'au confluent de l'Aar & du Rhin au village de Coblentz. La Législature Helvétique s'est dissoute, & le Directoire révolutionnaire sauvé de Lucerne à Arau, où il pourra ordonner les funérailles de la nouvelle République Helvétienne.

Parmi les manœuvres sans nombre dont les François ont fait usage pour prévenir les Suisses contre la Maison d'Autriche, on a distingué plusieurs écrits pseudonymes, tels qu'une prétendue proclamation de l'Archiduc *Charles*, où ce Prince invite la Suisse à choisir entre son ancienne indépendance ou son retour aux loix de l'Empire Germanique. Quelques personnes, dupes de cette fabrication, se sont pressées de l'adopter, de la répandre, & de supposer une altération dans les principes de justice

& de désintéressement qu'a manifestés la Cour de Vienne envers le Corps Helvétique. Cette proclamation a été rédigée en Suisse par les faussaires du Directoire. Aussitôt que S. A. R. a été instruite de cette fraude, elle l'a mise au jour, en démentant officiellement cette œuvre de ténèbres; entr'autres, dans la Gazette d' Augsbourg du 14 Mai.

GRANDE BRETAGNE.

PEU de spectacles offrent autant d'intérêt, de grandeur, & de surprise pour un étranger, que celui qu'a presenté l'anniversaire de S. M., le 4 de ce mois. Cette célébration annuelle est devenue Mardi dernier une espèce de solemnité nationale: tout se réunissoit pour en augmenter l'éclat; le contentement du Roi, de la Reine, de leur belle & nombreuse famille, la sécurité générale, les victoires, le tableau de la prospérité publique, le caractère militaire de la cérémonie, l'affluence & les dispositions d'un peuple immense qui y participoit.

Soixante-dix détachemens des Associations Volontaires armées, formées depuis un an dans les paroisses de Londres & de sa banlieue, s'é-

toient réunis vers les cinq heures du matin à Hyde-Park, au nombre de 8193 hommes, dont 841 de cavalerie. La tenue brillante de ces divers corps, leur agilité, leur propreté, la justesse de leurs manœuvres, la beauté des chevaux, la riche élégance des drapeaux, la satisfaction peinte sur les visages, embellissoient ce rassemblement patriotique.

A 9 heures, un coup de canon annonça l'arrivée de S. M., accompagnée du Prince de *Galles*, des Ducs de *York*, de *Kent*, de *Cumberland*, & de *Gloucester*, & d'un cortège d'Officiers Généraux. La ligne fut passée en revue: lorsqu'il parut devant le centre, le Roi fut salué d'une triple acclamation, répété par plus de cent mille assistans qui couvroient le Parc, & mêlée au son de la musique qui jouoit l'air national *God save the King*. Ensuite la ligne se rompit & défila devant S. M.

Les fenêtres, les balcons, les toits des maisons voisines, tous les arbres du Parc, étoient couverts de spectateurs: une foule innombrable entouroit la ligne à quelque distance; la police du lieu, confiée à quelques cavaliers de la *Yeomanry*, & aux volontaires de Londres, s'exerçoit sans dureté, sans querelles, sans embarras même, grâces à l'esprit populaire d'or-

dre, de paix, d'arrangement, qui prévient ici les troubles, le despotisme & les accidens qui, ailleurs, affligent presque toujours les fêtes de ce genre. Point d'impatience dans la multitude; un respect d'instinct réciproque pour la règle.

S. M. a reçu dans cette journée le témoignage le plus sincère & le plus éclatant des sentimens publics. Ils se sont manifestés par des démonstrations unanimes de vénération, d'attachement & d'allégresse. Cette journée a dédommagé ce Monarque des inquiétudes & des amertumes que des conjonctures moins prospères purent faire naître il y a quelques années; elle a gravé dans tous les cœurs une impression de reconnoissance pour la Main Toute-puissante, qui, au travers des calamités & des discordes générales, a affermi en Angleterre le pouvoir conservateur de la Constitution, & cette harmonie morale entre une Nation libre & un Souverain digne de la gouverner.

A la vue de cette réunion de Volontaires de toutes conditions, armés pour la défense de leur Roi, de leurs loix, de leur indépendance, de la propriété, & de la sureté publique, on ne peut se défendre d'un retour sur ces Fédérations de révoltés qui venoient à Paris montrer leur puissance à leur malheureux Souverain, rece-

voir pour ainsi dire, ses hommages, préparer sa ruine, & souiller les oreilles de leur *Ça ira*, *les aristocrates à la lanterne*, & autres litanies dégoûtantes du libertinage de l'anarchie.

Pour témoigner aux Volontaires l'approbation distinguée que le Roi donnoit à leur conduite, M. le Duc d'*York*, en sa qualité de Commandant en Chef, mit à l'ordre, le soir même, un notice où S. A. R. exprime au nom de S. M. " La grande satisfaction avec laquelle le Souverain a remarqué l'effet des soins & de la " diligence infatigables des Officiers, ainsi que " le zèle & l'ardeur des Volontaires composant " cette force véritablement respectable, qui " mérite l'expression énergique de l'approbation " de S. M.; & qui flatte le juste sentiment de " l'orgeuil national, en même tems qu'elle ac- " croît la sureté publique.

" S. M., ajoute S. A. R., ne se rappelle " point sans plaisir les principes d'attachement " à la Constitution sur lesquels ce corps s'est " formé, & considère leur réunion & leur con- " duite en ce jour comme une preuve de leur " ferme résolution à soutenir les efforts de S. M., " pour transmettre à leur postérité les incom- " parables bienfaits de cette Constitution. "

Les derniers Papiers de France confirment l'

entrée de l'escadre de Brest à Toulon. Il demeure incertain si elle avoit ou non ordre d'entrer à Cadix pour s'y réunir à la flotte Espagnole : plusieurs indices accréditent cette opinion. Dans ce cas, la présence & la contenance de Lord *Keith* au Détroit avec 14 vaisseaux de ligne, auroit suffi à empêcher les Espagnols de sortir, ou les François d'entrer. Ni les uns ni les autres n'ont osé hasarder un engagement. Quoiqu'on ait persévéré à supposer 25 vaisseaux de ligne à cette escadre de Brest, nous ne lui en accordons que 19. Peu de jours avant son départ, il n'y en avoit pas davantage en rade; les autres paroissoient fort peu en état de tenir la mer. Il n'est point invraisemblable de présumer que cet armement exécutera le ravitaillement de Malte, & quelque tentative sur Palerme ou Naples; qu'elle cherchera à surprendre quelques vaisseaux isolés, Anglois, Russes, ou Turcs, & ensuite à dégager les côtes d'Egypte.

Jeudi 6, M. *Dundas* notifia aux Communes un message de S. M., par lequel Elle informe la Chambre d'un Traité de Subsides conclu avec l'Empereur de Russie, & qui exigera une dépense de 825,000 liv. sterl. pour la solde de 45,000 Russes. En plaçant sa confiance dans le zèle & l'attachement des Communes pour l'exé-

cution de cet engagement, S. M. ajoute qu'Elle y compte de même pour l'accomplissement d'un Traité conclu avec la Reine du Portugal, & pour aider le Corps Helvétique au recouvrement de son ancienne liberté & de son indépendance.

Ce message, renvoyé au Comité des subsides, fut pris le lendemain en considération, & discuté contradictoirement par MM. *Pitt* & *Windham* d'une part, & par M. *Tierney* de l'autre. Ce dernier orateur ne s'opposa point au subside, ni à la poursuite de la guerre jusqu'au moment où la France seroit rentrée dans ses anciennes limites; mais il demanda si l'on entendoit aller plus loin, & une explication catégorique sur le but definitif de la guerre.

M. *Pitt* répondit qu'elle avoit pour objet non-seulement la délivrance de l'Europe, mais encore la sureté & la stabilité d'une paix quelconque; qu'il ne contestoit pas la possibilité de l'obtenir telle de la France, conservant le systême républicain; mais que cette espérance demeuroit chimérique, aussi long-tems que ce République auroit un Gouvernement, des chefs, un caractère, des principes, absolument incompatibles avec la sureté & la tranquillité de l'Europe.

M. *Tierney*, dans sa réplique, ayant demandé au Chancelier de l'Echiquier s'il entendoit renou-

veler la guerre aux *opinions abstraites* de la République Françoise, M. *Pitt* ajouta: " Nous ne " sommes point en guerre avec des opinions spé- " culatives du cabinet ou de l'école; nous som- " mes en guerre avec des *opinions armées*, qui " poursuivent le fer à la main, & au travers " des ruines de l'Europe, la propagation d'in- " novations impies, la démolition des autels, " la chûte des plus vénérables & des meilleu- " res institutions, " &c.

Nous affoiblirions ce fragment admirable d'éloquence politique, en le réduisant à un extrait; & nous regrettons d'être forcés d'en remettre la traduction au N° suivant, ainsi que le résumé général de la discussion.

Le même jour, avec une force de tête dont l'histoire du génie offre peu d'exemples, M. *Pitt* développa le *Budget* de l'année. Le service de 1799 exige 30,917,351 liv. st., & un vote de crédit de 3000,000. Les moyens pour y subvenir donneront 16 millions; un emprunt de 15 millions complettera la totalité du subside nécessaire. Cet emprunt, conclu aux termes les plus avantageux pour le Gouvernement, a été souscrit sur l'instant, & dès le lendemain gagnoit 4 pour 100 sur la place.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XXI.

25 JUIN, 1799.

GRANDE BRETAGNE.

Débats du Parlement sur le Subside à accorder à la Russie.

LA question que fit naître le 7 de ce mois, dans la Chambre des Communes, le Message de S. M. relatif aux Subsides étrangers, étoit à la fois la plus grave, la plus délicate, la moins facile à limiter & à résoudre. Pour s'en convaincre, il suffit d'énoncer qu'elle consistoit à déterminer le but précis de la guerre, & le terme où la raison & l'intérêt public dicteroient de poser les armes. Jamais un champ plus va-

ste ne fut ouvert à l'éloquence politique : ce jour-là le Parlement devenoit un Conseil d'Etat.

M. *Pitt*, requérant que la Chambre formée en Comité prît en considération le Message du Roi, exposa sommairement les motifs qui devoient déterminer l'Assemblée à confirmer les engagemens de S. M. envers l'Empereur de Russie, en accordant à ce Monarque un Subside de 825,000 liv. st. pour la solde de 45,000 hommes. Des besoins de même nature, & en particulier ceux spécifiés dans le Message relativement à la Reine de Portugal & au Corps Helvétique, rendoient nécessaire, de plus, un vote de crédit qui s'élevât à trois millions sterl.

Aussitôt que M. *Pitt* eut terminé sa motion, M. *Tierney* exprima ses regrets de l'obligation où il se trouvoit de la combattre, jusqu'à l'instant où le Ministère auroit clairement expliqué l'objet définitif de ces Subsides, c'est-à-dire le terme où l'on entendoit conduire la poursuite de la guerre actuelle. " Qu'entend-on, " dit-il, par ce mot sonore, la *délivrance de* " *l'Europe*? S'il signifie la restauration de la " tranquillité générale, s'il s'agit de venger " le caractère & de soutenir l'indépendance des

" nations insultées & humiliées, des nations
" gémissantes sous la verge & le fouet de la
" France; si l'on se propose de garantir la su-
" reté & de défendre les droits de la Républi-
" que Européenne, j'y donne cordialement ma
" voix: mais si, au contraire, on nous appel-
" le à redoubler de vigueur pour combattre
" des abstractions, & à commencer une nou-
" velle guerre contre un principe indéfini, je
" dois m'y opposer.

" Je demande donc à l'Honorable Membre
" le véritable sens de cette expression, la *dé-*
" *livrance de l'Europe*. Consiste-t-elle à reje-
" ter la France dans ses anciennes limites?
" personne ne désire plus que moi l'accomplis-
" sement de cette mesure; mais elle doit ter-
" miner la guerre. Les forces & les ressources
" de l'Angleterre seront mieux employées à
" défendre qu'à envahir les droits des autres
" nations.

" Sommes-nous certains que les soldats Rus-
" ses borneront leur entreprise à la délivran-
" ce de l'Europe: Le sommes-nous que la
" Cour de Pétersbourg demeure étrangère à
" tout projet d'ambition & d'aggrandissement?

" Si le Subside doit accélérer l'heureux mo-
" ment de la paix, quel honnête homme lui

" refusera son suffrage! Si, au contraire, il " n'est destiné qu'à prolonger la guerre & nos " sacrifices de sang & d'argent, dans l'inten- " tion de soutenir un système indéfini & in- " intelligible, quel homme votera pour ce Sub- " side?

" J'y consentirai autant qu'il sera nécessaire " à la sureté de l'Angleterre; mais je ne puis " souscrire à accorder une somme tellement " considérable, à une Puissance qui peut avoir " des vues toutes différentes de celle-là."

Après avoir développé les suretés que l'époque des payemens, & le caractère de l'Empereur *Paul I*, garantissoient à l'Angleterre. M. *Pitt* passa de cette justification du Subside & du Monarque qui en est l'objet, aux questions fondamentales sur lesquelles M. *Tierney* venoit d'interpeller le Ministère.

" On paroît embarrassé, dit-il, de savoir en " quoi consiste *la délivrance de l'Europe*. Soit " que cette délivrance concerne les malheurs " qui la menacent, l'infection de faux princi- " pes, & les inquiétudes dévorantes qu'inspire " une époque d'épouvante & de déchirement; " soit qu'elle tende à prévenir cette dissolution " de tout gouvernement, de toute religion, de " tout ordre social; qui signaleroit les triom-

" phes de la République Françoise, il n'est pas
" difficile de prouver que tout ce qu'endure
" l'Europe, ainsi que les dangers qu'elle a à re-
" douter, tirent leur source de l'existence &
" de l'autorité du Gouvernement François. Ce-
" lui qui refuse de le nommer une tyrannie,
" se méprend étrangement sur son caractère.
" Il forme une insupportable & odieuse tyran-
" nie, tenant en ses mains la vie, la réputa-
" tion, la fortune de tous ceux qui sont assu-
" jettis à sa domination, & qu'il sacrifie tour-
" à-tour & à volonté, à son avarice, à sa
" cruauté, & à son injustice. La République
" Françoise est retranchée derrière une fortifi-
" cation de crimes; elle doit même une par-
" tie de sa sureté à l'horreur dont son appro-
" che fait pâlir ceux qui osent regarder ses
" murailles impies.

" L'Honorable Membre nous instruit que sui-
" vant son opinion, délivrer l'Europe c'est fai-
" re rentrer la France dans ses anciennes li-
" mites: mais il prétend que notre intention
" plus étendue est de renverser le Gouverne-
" ment François, & que nous ne traiterons a-
" vec lui qu'au moment où il cessera d'être
" Républicain. Je ne pense rien de sembla-
" ble, ni ne me suis exprimé de manière à

" faire naître cette induction. Quoique je puis-
" se penser abstraitement de ce genre d'insti-
" tution qu'on nomme république, quel que
" puisse être le degré de sa convenance pour
" les Etats qui l'ont adopté, il n'est point tou-
" jours incompatible avec la sureté des Etats
" voisins: mais aussi long-tems que l'esprit de
" la France demeurera tel que nous le voyons,
" que son Gouvernement despotique, vindica-
" tif & injuste, conservera son naturel indom-
" ptable, son caractère sans altération, & la
" puissance de faire le mal, il n'existera de
" sécurité ni pour l'Angleterre ni pour l'Euro-
" pe. Dans les vues de sureté que je considè-
" re, il n'entre aucune pensée d'ambition &
" d'aggrandissement.

" La sureté, une sureté légitime, & quel-
" ques légères indemnités, furent de tous tems
" l'objet de la guerre; en l'obtenant, nous
" obtiendrons alors les véritables bienfaits de
" la paix. Jusques-là le devoir & l'intérêt
" nous commandent de persévérer sans crainte
" dans le différend auquel nous fûmes provo-
" qués. Une sureté chimérique ne peut nous
" satisfaire: la guerre, avec ses accidens, est
" préférable à une paix qui nous montreroit
" l'usurpation & l'injustice, jouissant avec un

" plaisir sauvage de l'abaissement & des sup-
" plications des nations intimidées."

" Le Très-Honorable Membre," répliqua M. *Tierney*, " vient de s'expliquer franchement.
" C'est non contre le pouvoir seul, mais con-
" tre le pouvoir & les *principes* de la France,
" contre les *opinions* de la France, que nous
" devons continuer la guerre. Nous aurons
" pour objet, non de réduire la force de cet-
" te République à la mesure nécessaire, mais
" de la faire rétrograder vers un autre systè-
" me politique. Telle est la véritable défini-
" tion de cette vaine parole d'ostentation, *la*
" *délivrance de l'Europe*. Les combattans
" pour l'ancien & pour le nouvel ordre de
" choses sont maintenant en présence, & la
" guerre durera jusqu'à l'anéantissement de la
" République Françoise.

" Personne ne me soupçonnera de considérer
" cette République dans son état actuel, & la
" liberté, comme pouvant coexister ensemble.
" En jetant les yeux sur l'Europe, en voyant
" des Etats renversés, des nations pillées, des
" cités devastées, les loix sacrées de la justi-
" ce foulées aux pieds par cette race dégéné-
" rée, je suis révolté de ce tableau; & en ob-
" servant la situation présente de la France,

" ainsi que le caractère de ses Chefs, je dois " penser que, laissés en proie à eux-mêmes, " ils trouveroient dans les habitans abattus, " dépravés & sans courage, de plus grands en- " nemis qu'aucun subside ne pourra leur en " donner. Je le répète; je juge absurde une " guerre contre des opinions. Quand pourrez- " vous dire que vous avez détruit les principes " que vous poursuivez? Quant à moi, je ne " dois pas intervenir pour imposer à la Fran- " ce un gouvernement. Son Peuple, ainsi que " nous, a le droit de choisir celui qui lui " convient. J'en suis assuré, jamais le Peuple " Anglois ne s'enrôlera dans une croisade con- " tre la liberté des autres nations. Je pense " qu'il n'y a pas de liberté en France: mais à " qui appartient-il de devenir l'arbitre de ses " principes, & de lui dicter sa croyance poli- " tique? Nos Ministres seront plus sages de " s'en tenir à abaisser sa puissance, &, ce " but rempli, de traiter d'une paix générale."

" L'Honorable Membre, répliqua M. *Pitt*, a " mal interprété mes sentimens en m'attribuant " celui de poursuivre la guerre, d'augmenter " notre activité & d'étendre nos alliances, dans " le but de prescrire un régime aux autres " Nations, & de rétablir la Monarchie en

" Fran-

" France. Mon opinion s'est réduite à ceci; " que la France, telle qu'elle existe aujour- " d'hui, ne nous présente aucune caution de " sécurité contre son aggression & son injusti- " ce durant la paix, ni droiture & justice du- " rant la guerre.

" Dans les sociétés régulières, & civilisées, " les Etats trouvent leur sureté contre les in- " jures, non-seulement dans la limitation " du territoire; ils ont, de plus, des flottes, " des armées, l'autorité de la foi publique & " d'une intégrité éprouvées; ils dirigent leur " confiance sur le caractère, sur les talens " & les vertus des hommes qui remplissent " leurs conseils. Mais, sur quoi se fondera cet- " te confiance envers la République Fran- " çoise? Est-ce le Peuple Helvétique qui té- " moignera de sa bonne foi! Sera-ce les Etats " qu'elle a ravagés sous le prétexte imposteur " de les affranchir de la tyrannie? Quel est le " caractère de ses Conducteurs & l'aspect de " ses Conseils? On leur doit toutes les misè- " res, ils sont la source de toutes les calami- " tés dont leur infâme despotisme a affligé & " obscurci les plus belles, les plus intéressan- " tes contrées de l'Europe; ils ont défiguré la " face de la nature par-tout où leur génie pe-

" stilentiel a obtenu quelque influence. En un
" mot, placerons-nous notre sureté à côté d'un
" Gouvernement qui professe constamment une
" duplicité de sentimens, qui dément sans ces-
" se tout ce qu'il professe ; qui dans ses ma-
" nifestes comme dans sa conduite générale
" s'est déclaré l'ennemi de toutes les institu-
" tions, de tous les Etats, & en particulier de
" l'Empire Britannique, le mieux ordonné dans
" son régime politique & le plus heureux dans
" ses effets?

" L'Honorable Membre nous demande si l'on
" doit voir dans les principes de la France,
" autre chose que des abstractions métaphysi-
" ques. Est-ce ces dogmes spéculatifs qui ont
" dirigé les armes de la France contre l'indé-
" pendance Helvétique ? Déterminèrent-ils la
" dégradation sans jugement des Députés aux
" Assemblées législatives de la République ?
" Classera-t-on les principes dont a dérivé une
" succession d'énormités, parmi les abstrusions
" de théoristes ardens & fanatiques ?

" L'Honorable Membre fonde sa résistance
" à toute argumentation contraire, sur l'inten-
" tion qu'il nous attribue d'entrer en guerre
" avec des *opinions*. Il n'en est point ainsi ;
" nous ne sommes pas armés contre des systê-

" mes de cabinet, ou des spéculations scolasti-
" ques : Nous sommes en guerre avec des
" OPINIONS ARMÉES; nous sommes en guerre
" avec des opinions que, le fer à la main, des
" novateurs audacieux, impies, destitués de
" tout principe, cherchent à propager au mi-
" lieu des ruines des empires, de la démoli-
" tion des autels de toute religion, du renver-
" sede toute institution libérale & vénérable,
" de quelque forme politique qu'elle tire son
" origine; des novateurs qui poursuivent ce
" plan en dépit de la raison humaine révoltée,
" au mépris de cette autorité redoutable qui
" appartient aux vertus & aux talens supérie-
" urs, & qui leur crie de respecter le terrein
" sacré, de ne point souiller les sentiers de la
" justice éternelle, & de reconnoître leurs dan-
" gers. Semblables au génie du Mal, ils con-
" trefront la voix de cette autorité, en font
" regarder les préceptes comme des préjugés
" vulgaires, & couronnent le triomphe sauva-
" ge de leur perversité par le massacre & la
" ruine de tout ce qui fut aimable, éclairé, &
" religieux dans les contrées qu'ils ont acca-
" blées.

" Lorsque les principes qui dirigent la con-
" duite barbare de la France, demeurent con-

" finés dans le cercle de quelques savans, &
" hors de la portée du vulgaire; tant qu'ils se
" réduisent à des recherches abstraites, on en
" blâme l'excentricité, sans refuser son hom-
" mage à l'effort d'entendement qui les pro-
" duit, ni sans s'en alarmer; mais leur cara-
" ctère change aussitôt qu'ils paroissent sous
" les armes. Nous ne laisserons pas le monstre
" dévorer l'Univers sans résistance. Qu'il ren-
" tre dans sa retraite solitaire ou dans celle
" du repentir, nous ne l'y poursuivrons pas;
" mais nous ne souffrirons point qu'il conserve
" le trône du pouvoir.

" Il m'est impossible de se séparer la que-
" stion de notre sureté de l'examen du cara-
" ctère & de la conduite de la France. Ce-
" pendant, si ce danger disparoissoit, si la na-
" ture de ce Gouvernement permettoit de re-
" prendre quelque sécurité, nous serions à mê-
" me d'en juger comme nos ancêtres jugèrent
" de *Louis XIV*; & alors je ne dirai point
" qu'il faut s'abstenir de traiter avec la Fran-
" ce, quelle que soit le changement survenu
" dans son régime.

" Je suis prêt à déclarer que, si l'état ré-
" publicain de France étoit caractérisé par une
" raison modérée, s'il assuroit l'abondance, la

" force & la vigueur de la communauté ; si
" son Gouvernement devenoit juste & sans
" ambition, ainsi que le prescrivent la sagesse
" & la saine politique; si l'ordre régnoit dans
" son sénat, la morale dans l'intérieur dome-
" stique; si ses places publiques nous offroient
" des temples de la Divinité, entretenus di-
" gnement & fréquentés avec vénération par
" le Peuple; la France seroit, dans le fait, un
" Etat bien ordonné, quelle que fût sa déno-
" mination. Aussi long-tems que la France Ré-
" publicaine conservera sa nature actuelle, je
" ferai la guerre à la République de France ;
" mais, du jour où je n'aurai plus à appré-
" hender le retour d'un Gouvernement qui me-
" nace & met en péril l'existence des autres
" Gouvernemens, loin de moi la pensée de lui
" susciter des hostilités!"

M. *Windham*, Secrétaire d'Etat au Départe-ment de la Guerre, prenant la parole après M. *Pitt*, développa la même opinion que ce Ministre, & même la dépassa.

" Mes vœux, dit-il, sont de voir succéder
" un Gouvernement Révolutionnaire, de voir
" s'établir un Gouvernement fondé, non sur les
" droits imaginaires de l'homme, mais sur
" l'ancienne religion & sur la morale Européen-

" nes. Je ne prétends pas qu'il soit indis-
" pensable de continuer la guerre jusqu'à l'é-
" tablissement d'un tel régime; je pense que
" l'instant de la paix sera celui où elle devien-
" dra compatible avec notre dignité & notre
" honneur. Je ne dissimulerai pas que je ne
" découvre aucun Gouvernement plus convena-
" ble à la France que son ancienne Monar-
" chie.

" Me demandera-t-on si j'entends que les
" armées alliées imposent à la France, par la
" force, un nouveau régime? Je répondrai,
" non: une semblable entreprise est trop ha-
" sardeuse; puisque toute nation considère une
" guerre faite sur son territoire comme une
" guerre où il va de sa propre existence. Je
" desire vivement voir la France jouir d'une
" liberté raisonnable; mais en quoi consiste
" aujourd'hui cette liberté? Qu'étoit l'ancien
" despotisme comparé à celui qui lui a succé-
" dé? Quelques personnes peuvent se complai-
" re dans leurs comparaisons visionnaires en-
" tre l'humain, le juste, l'aimable Gouverne-
" ment d'aujourd'hui, & celui du tyran *Lou is*
" *XVI.* Ce parallèle, à mes yeux, est tout au
" plus propre à occuper les délibérations des
" cabarets. Rien n'est plus désirable pour nous

" que le rétablissement de la Monarchie, qui,
" nonobstant tous ses défauts, ne nous expo-
" sera jamais aux calamités incalculables qu'
" enfante le systême abominable du moment."

Sir William Pulteney envisagea la question, en peu de mots, sous un point de vue différent de celui des préopinans. Il blâma cette discussion épisodique comme intempestive & comme impolitique, en ce qu'elle tendoit à la fois à compromettre l'Etat avec l'Empereur de Russie, dont l'un des orateurs avoit parlé avec trop peu de ménagement, à déployer des intentions qui pouvoient n'être point partagées par les Alliés, & à instruire la France qu'on poursuivroit la guerre jusqu'à la ruine de son Gouvernement actuel. Il considéra la déclaration de M. *Windham* comme propre à ralentir l'énergie du Peuple Anglois, en lui montrant dans un terme si éloigné le plus grand objet de ses désirs, une paix sure & honorable. Le Directoire, de son côté, ne manqueroit pas de s'en prévaloir, pour ranimer l'enthousiasme & l'égarement de ses compatriotes, en leur persuadant qu'on ne leur laissoit pas d'autre choix que celui d'une guerre politique. " Ces ob-
" servations," ajouta *Sir W. Pulteney*, en terminant, " ne sont point, au reste, des objec-

" ctions contre le Subside, auquel je donne " mon consentement."

Les résolutions proposées par M. *Pitt* furent admises, leur rapport ordonné pour le lendemain, & leur adoption définitive consacrée les jours suivans.

Le 11, la discussion du Message de S. M., reproduite dans la Chambre Haute, y ramena le même examen & les mêmes dissentimens touchant le but & les limites de la guerre. Cette délibération achève de fixer l'opinion publique sur le véritable sens des intentions qui animent le Parlement & le Ministère. On y découvre trois avis distincts: le premier, qui estime la paix incompatible avec le régime & le Gouvernement actuels de la France; mais conciliable, néanmoins, avec un autre genre de République & de Républicains: le second, qui n'apperçoit de sureté que dans le rétablissement de la Monarchie Françoise: le troisième, enfin, qui ne voit aucun obstacle à traiter avec la République, quelconque, le jour où elle offrira des conditions de paix utiles & équitables. Dans les deux Chambres la première de ces trois opinions a prévalu avec une supériorité telle, que la délibération s'est terminée sans division de suffrages.

Lord

Lord *Grenville* ayant proposé l'Adresse approbative du Message de S. M., le Comte de *Fitzwilliam* prit la parole dans le même esprit & avec plus de latitude encore que l'avoit fait M. *Windham*.

" Je suis d'opinion," dit S. S. " que la Répu-
" blique Françoise ne peut exister sans perpé-
" tuer les dangers certains des autres nations,
" & que le retour de la Monarchie terminera
" seule la discorde d'intérêts & de sentimens
" qui déchire la France. Une déclaration de
" cette vérité hâteroit la chûte de la Républi-
" que, en secondant les efforts des mécontens.
" Par cette raison, j'ajouterois à l'Adresse, &
" par amendement; que nous poursuivons la
" guerre *pour délivrer l'Europe de la Républi-*
" *que Françoise.*"

Lord *Liverpool* désapprouva entièrement cet amendement, & exprima ses motifs en Ministre expérimenté.

" Je partage," dit-il en substance, " l'hor-
" reur du Noble Lord qui vient de parler,
" pour les principes & la conduite des Fran-
" çois, ainsi que son désir de voir leur Ré-
" publique anéantie; je pense de même que le
" rétablissement de la Monarchie formeroit la
" plus sûre garantie de la tranquillité généra-

" le. Mais, il me paroît peu sage de procla-
" mer un Gouvernement étranger, de lier le
" Pouvoir exécutif par un Acte du Parlement,
" & de prescrire les termes absolus auxquels
" seulement on souscriroit à la paix. Toute
" nation prudente a évité jusqu'à présent d'a-
" dopter un pareil plan de conduite, en ju-
" geant plus convenable d'abandonner les con-
" ditions de la paix à la discrétion & à la sa-
" gesse du Gouvernement qui doit peser les
" circonstances.

" L'objet principal des vœux du Noble Lord
" me semble, d'ailleurs, assez difficile à attein-
" dre; car je n'ai connoissance d'aucun parti
" royaliste en France, assez puissant pour ba-
" lancer la force armée du Gouvernement actuel.

" Je ne me résoudrois pas davantage à décla-
" rer d'avance, qu'en aucune circonstance on
" ne consentira à traiter avec la République
" Françoise. Lorsqu'une succession d'événemens
" aussi glorieux que ceux qui viennent de cou-
" ronner les armes des Alliés, aura convaincu
" les Chefs de la République Françoise que leur
" intérêt leur dicte d'adopter une ligne de con-
" duite, totalement opposée à leurs atrocités
" précédentes, peut-être seront-ils ramenés à
" des termes de conciliation moins suspects, &

" à des négociations honorables & sures pour " l'Angleterre ainsi que pour ses alliés.

" L'Administration, sans aucun doute, por- " tera son attention sur le caractère & les prin- " cipes du Gouvernement avec lequel elle doit " traiter ; mais nous ne devons pas perdre de " vue que S. M. n'aura que sa voix, dans les " Conseils qui décideront la grande question qu' " on vient d'agiter. "

Lord *Holland* & le Marquis de *Lansdown* se placèrent encore davantage à l'opposite de Lord *Fitzwilliam ;* l'un & l'autre témoignèrent leur défiance du désintéressement politique des deux Empereurs, argumentèrent de l'invasion de la Pologne, & demandèrent un amendement à l' Adresse, suivant lequel on déclareroit que la Grande Bretagne négociera avec la République Françoise, aussitôt que celle-ci aura montré des dispositions à traiter de la paix sur de bonnes & justes conditions.

Lord *Grenville* combattit ensuite les deux amendemens ; celui de Lord *Fitzwilliam*, en jugeant superflu de le discuter après les sages réflexions de Lord *Liverpool ;* celui de Lord *Holland*, en rétablissant le véritable état de la question, & en la posant avec clarté. " Personne, " dit S. S., " ne sera assez hardi pour nier que

" l'existence du Gouvernement présent de la " France soit incompatible avec la sureté de " l'Europe. C'est contre ce Gouvernement agis- " sant suivant ses principes reconnus, pertur- " bateur & ennemi du genre humain, que nous " dirigeons la guerre. Si jamais il venoit à " changer assez essentiellement pour qu'avec " le secours des conjonctures, il fût permis de " traiter sans danger avec lui, nous entrepren- " drions l'ouvrage de la paix sans être arrêté " par la dénomination de ce Gouvernement."

Les deux amendemens furent rejettés sans prendre les voix, & l'Adresse consentie à l'unanimité dans sa forme originelle.

En suivant dans cette analyse succincte la tradition des papiers publics, nous n'entendons point garantir l'exactitude des expressions. La couleur, les formes oratoires, quelquefois même une partie des argumens, disparoissent dans ces transcriptions ; mais, du moins nous présumons ne pas nous être écartés du véritable sens des principales opinions qui ont été débattues.

Ce n'est point d'aujourd'hui seulement que les principes des novateurs François ont été des *opinions armées*. Dès le milieu de 1789, la Révolution devint un combat de la force contre le

droit, de la fureur contre la raison, de la persécution homicide contre l'expérience. La France fut subjuguée par les assassinats, par la terreur, par les armes, par les décrets que rendoient les démagogues, appuyés en même tems de la puissance politique, de la puissance militaire, & des crimes de la multitude. L'apostolat des *lumières & de la liberté* Françoises s'exerça constamment comme un vol de grand chemin. Si l'on séparoit des victoires remportées sur l'esprit humain par les *principes* du jour, celles qu'ils durent à la violence armée ou à l'effroi qu'elle inspiroit, cette révolution *philosophique* ne présenteroit qu'une guerre continuelle faite à l'opinion, soit pour la corrompre soit pour la subjuguer.

Elle a conservé ce caractère inaltérable au milieu de toutes ses vicissitudes ; elle l'a reproduit chez les nations étrangères ; il forme sa nature invincible : il se perpétuera aussi longtems que la durée de deux choses absolument synonymes, *République & Révolution Françoises*. C'est l'union du corps & de l'ame.

Aussi avons-nous vu toujours le régime républicain chanceler, aussitôt que la faction révolutionnaire sembloit perdre quelque portion d'influence ou d'autorité. Aucune autre Républi-

que que celle dont les modifications ont tourmenté l'Europe & la France depuis 1792, ne sortira des passions, des intérêts, de la position de cette faction maîtresse du Gouvernement: elle se partage en deux classes; les gens en pouvoir, & ceux qui aspirent à y parvenir, c'est-à-dire les Jacobins; mais leur but est uniforme comme leurs craintes & leurs dangers. Si cette faction venoit à disparoître, celle qui lui succéderoit dans la conduite des affaires, deviendroit bientôt aussi atroce qu'elle par nécessité, ou se hâteroit de rétablir la Monarchie.

On est donc balancé entre l'alternative de la durée de la République Françoise *inaltérable*, & le rétablissement d'une royauté quelconque. Tout homme d'état pensera sans doute comme M. *Pitt*, comme Lords *Grenville* & *Liverpool*; mais nous doutons que la guerre finisse sans que la République ait maintenu sa forme, ses principes, son caractère & celui de ses Chefs, ou que le Roi ait été proclamé. Il seroit assurément plus que téméraire, d'oser prédire auquel de ces deux futurs contingens il est le plus raisonnable de s'attendre.

Dans cette incertitude, la sagesse même des Cabinets est subordonnée à la force invincible des choses, à la réaction des antécédens, à une fou-

le de circonstances imprévues, aussi indépendantes de la valeur des armées que de l'habileté des Ministres, & qui, probablement, réduiront le problême des limites de la guerre, à une pure question de conjoncture.

BUDGET BRITANNIQUE

Pour l'année 1799. (*)

POUR bien comprendre le Budget dont nous allons rendre compte, il faut se rappeler que lorsque M. *Pitt* présenta, en Décembre dernier, l'apperçu des dépenses extraordinaires & non couvertes de l' année courante, il évalua à 23,000,000 le Subside dont il auroit besoin pour y faire face.

Chacun sait que, depuis long-tems, les Ministres Anglois n'avoient plus connu qu'un seul moyen d'y pourvoir, celui d'emprunts assis sur des impôts qui en assuroient les intérêts, mais non le remboursement.

(*) Nous devons cet article à la même personne éclairée qui nous avoit fourni l'analyse de l'ouvrage de M. *Rose*, & qui possède des connoissances très-précises sur les Finances de la Grande Bretagne.

Ainsi s'étoit formée & accrue la dette perpétuelle d'environ 240,000,000 que M. *Pitt* trouva à son entrée dans le ministère, & dont il commença l'extinction par des mesures qui assurèrent au fisc un *surplus* annuel & permanent de 1,000,000. Dès l'année 1786, le surplus fut invariablement destiné à la liquidation de la dette; il s'accroît de tous les intérêts du capital qu'il rachete, ainsi que des annuités qui expirent; & cet accroissement ne cessera que lorsqu'on aura ainsi éteint 4,000,000 des intérêts de l'ancienne dette, terme qu'on espère atteindre en 1788.

Cette grande mesure financière fut bientôt suivie d'une seconde plus importante encore. Au commencement de la guerre actuelle, & même dès l'année 1792, M. *Pitt* prit la résolution de ne plus contracter d'emprunts sans créer un revenu additionnel suffisant, non-seulement pour en acquitter les intérêts, mais encore pour en rembourser graduellement le capital. C'est ainsi que pour faire face aux 133,000,000 empruntés depuis cette époque, & dont les intérêts & les frais annuels ne s' élèvent qu' à 6,143,539 l., le Parlement a décrété pour 7,962,999 l. de nouveaux impôts permanens, qui

qui laissent conséquemment un surplus annuel de 1,819,460l. à approprier au remboursement du capital emprunté. (*) Le terme de ce remboursement définitif dépend plus ou moins du prix des fonds qu'il s'agit de racheter : mais il ne peut varier que de 30 à 50 ans, à dater de la création de chaque emprunt.

Le dernier écrit de M. *Rose* a fait suffisamment connoître les résultats de ce nouveau fonds d'amortissement. Si, cependant, quelques personnes n'en avoient pas encore bien saisi la nature & la marche, elles n'ont qu'à poser le cas d'un particulier qui emprunte à 5 pour cent 100,000l. remboursables à sa volonté, mais qui au lieu de se borner à mettre de côté 5000l. de son revenu, en met 6000l., afin de pouvoir tout à la fois acquitter les intérêts & rembourser chaque année $\frac{1}{170}$ du capital. Comme il aura remboursé 1000l. dès la première année, & qu'à la suivante il devra par conséquent 50l. d'intérêts de moins, il rachetera alors 1050l. Or, si d'année en année il accumule & appli-

(*) Ce surplus de 1,819,460l. forme le $\frac{1}{170}$ du capital nominal créé, c'est-à-dire des *inscriptions* données aux prêteurs ; mais il est comme on le voit, de beaucoup supérieur à $\frac{1}{250}$ du capital des 133,000,000 reçus en *espèces* par le Gouvernement.

que ainsi invariablement les intérêts éteints au rachat du capital emprunté, il se trouvera complettement libéré au bout de 37 ans, & rentrera dans la pleine jouissance du revenu de 6000l. dont il avoit eu le bon esprit de se priver. En un mot, au lieu d'avoir emprunté à 5 pour cent en rentes perpétuelles, il aura emprunté à 6, en n'accordant qu'une annuité de 37 ans.

Cet exemple éclaircit la matière, mais ne donne qu'une bien foible idée des avantages d'une semblable mesure pour tout Etat qui l'embrasse avec la ferme résolution de ne jamais s'en départir; car l'effet infaillible d'un pareil fonds d'amortissement est d'augmenter la confiance des prêteurs, & par cela même de faire baisser le taux de l'intérêt. Or si l'Etat réussit par-là à emprunter à 1 pour cent meilleur marché, il s'ensuit que le 1 pour cent levé en sus pour la caisse d'amortissement n'appellera le peuple à aucun surcroît de sacrifice, puisque ses charges auroient été les mêmes dans les deux cas, avec cette différence néanmoins, que sans le fonds de réserve elles auroient été perpétuelles, & qu'à la faveur de ce fonds il s'en trouvera complettement libéré dans l'espace de 30 à 40 ans.

Cet heureux résultat vient d'être mis dans le plus grand jour par le taux du dernier emprunt Anglois, dont l'intérêt est de 1 pour cent moindre que celui du précédent, lequel avoit lui-même été fait à un intérêt plus modéré que l'antécédent, ce qui est précisément l'inverse de ce qui est arrivé dans les autres guerres. Mais ce qu'il y a sur-tout de remarquable dans l'emprunt de 1799, c'est que les prêteurs ont payé les nouvelles inscriptions qu'on va créer pour eux à un prix plus haut qu'ils n'auroient pu acheter les anciennes sur la place, c'est-à-dire, qu'ils ont consenti à donner un *bonus* au Gouvernement au lieu de l'exiger, comme c'étoit l'usage: (*) tant ils étoient convaincus que le prix des fonds doit hausser malgré la guerre, & malgré la masse de ceux qu'on va créer & jeter sur le marché! Et certes, ces capitalistes n'ont pas été déçus dans leur espoir, car

(*) Ils ont offert 100*l.* *espèces* pour recevoir 175*l.* de capital nominal dans les 3 *pour cent* qu'ils auroient pu acheter ce jour-là sur la place à raison de 99*l.* 12*s.* 4*d.* $\frac{1}{2}$. Or, comme une inscription de 175*l.* dans les 3 *pour cent* rapporte une annuité de 5*l.* 5*s.*, il s'ensuit que cet emprunt a été fait à $5\frac{1}{4}$ pour cent d'intérêt.

leur emprunt gagne déjà une *prime* de 7 pour cent.

Comment s'expliquer le phénomène si nouveau d'un Etat qui, quoique déjà excessivement endetté, emprunte encore chaque année des sommes immenses, & trouve chaque année des prêteurs à des conditions moins onéreuses? Il faut bien en faire principalement honneur aux deux fonds d'amortissement qui ont déjà éteint plus de 37 millions de la dette, & qui par leur marche invariable, & de jour en jour plus rapide, en assurent l'extinction totale. Non-seulement ils ont fait baisser l'intérêt depuis deux ans; mais tout annonce que sans leur existence, la Grande Bretagne n'eût pas pu emprunter aujourd'hui à moins de 8 pour cent, intérêt que paye le Congrès d'Amérique pour l'emprunt qu'il vient d'ouvrir.

C'est sur-tout depuis la création du second fonds d'amortissement qu'on peut vraiment dater une nouvelle ère pour les finances de l'Empire Britannique, puisqu'à l'aide de cette mesure, & sans recourir à l'expédient désastreux des rentes *viagères*, il a trouvé le double secret d'assurer à ses prêteurs le remboursement de leurs créances, & de convertir celles-ci en annuités temporaires qui ne lui coû-

tent qu'environ 6 pour cent; annuités dont le terme est incertain il est vrai, mais dont la durée est à-peu-près la même que celle des rentes viagères créées en France sous le règne de Louis XV & de Louis XVI.

Au surplus, M. Pitt ne s'en est point tenu à ces deux grandes opérations; il les a couronnées par un troisième plus neuve, & plus courageuse encore, en décidant le Parlement à se procurer par un subside, levé dans l'année même, une partie considérable des dépenses de l'année. C'est ainsi que déjà, en 1798, 7½ millions furent versés dans le trésor public par des souscriptions volontaires, par un droit sur les convois, & par une forte addition aux taxes assises, ce qui réduisit d'autant la somme qu'il fallut emprunter.

Cette réduction, & par-dessus tout le nouveau principe auquel elle étoit due, eurent une influence si sensible sur le prix des fonds publics, que le Chancelier de l'Echiquier a cru utile & praticable d'y donner un développement plus actif encore. Lorsqu'en Décembre passé, il annonça qu'il auroit besoin d'environ 23 millions pour les dépenses extraordinaires de la campagne actuelle, il proposa en même

tems de n'en emprunter que 13, & pour cet effet de lever les 10 autres, non plus par une addition aux taxes assises, mais par une subvention extraordinaire du 10 des revenus. Or, comme cette subvention se prolongera pendant deux ans pour chaque année de guerre, elle suffira à amortir ainsi, dès la première année de paix, 10 des 13 millions qu'on se proposoit d'emprunter. (1)

Il est vrai qu'il a fallu en emprunter 15½, parce que le subside pour la Russie, des secours qu'on destine à la Suisse, & une grande expédition qu'on prépare, éleveront à 25½ millions, les frais non-couverts de cette campagne qui n'avoient été évalués par apperçu qu'à 23, a-

(1) Pour se faire une idée de l'influence qu'aura alors ce remboursement sur la hausse du prix des fonds publics, il suffit de considérer que pendant les 300 jours ouvrables de la première année de paix, les commissaires chargés de la liquidation de la dette, employeront *journellement* la somme énorme de 50,000 l. sterl. à racheter sur le marché des inscriptions qui n'y reparoissent plus, & sont anéanties à l'instant même. C'est en appelant les regards de la Chambre des Pairs sur les résultats incalculables d'une pareille opération, que Milord Auckland a observé qu'elle étoit *sans exemple dans les annales de la finance*.

vant la reprise des hostilités continentales (*). Mais comme la subvention de la première année de paix servira à en rembourser 10, & que le revenu appelé *fonds consolidé* produit plus d'un million en sus de ce qu'on en attendoit, en appliquant ce surplus dès la première année de paix à la réduction de la dette qu'on vient de contracter, il n'en restera alors que $4\frac{1}{2}$ millions, lesquels se trouveront même déjà absorbés par les deux fonds précédens d'amortissement qui surpassent aujourd'hui 4 millions, & dont l'emploi ne cesse point pendant l'intervalle.

Encore a-t-on pourvu d'une double manière à l'extinction de ces $4\frac{1}{2}$ millions; car bien que les intérêts ne s'élèvent qu'à 236,250 l. on vient de décréter pour 316,000l. de nouveaux impôts permanens, qui laisseront un surplus annuel de 79,750 l. à appliquer au remboursement progressif du capital. (**) D'où l'on voit qu'au

(*) Le tableau spécifique des dépenses de l'année se trouve à la fin de cet extrait.

(**) Les taxes permanentes, proposées & décrétées pour fournir ce revenu additionnel, sont,

1°, Un article qu'on ne peut point considérer com-

31 Décembre 1800, (si c'est une année de paix) la dette publique se trouvera réellement moindre qu'elle ne l'étoit avant l'emprunt de 15½ millions qui a eu lieu pour les dépenses de la campagne actuelle.

Peut-être objectera-t-on à ce calcul qu'il repose sur la certitude de lever 10 millions par la taxe sur les revenus, & que M. Pitt vient d'annoncer à cet égard un *déficit* d'un quart. Mais, outre que ce déficit se trouve couvert cette année, soit par l'emprunt, soit par un excédent dans diverses autres branches de revenus, & que le Ministre n'avoit point passé en ligne de compte; comme il a annoncé en même tems la ferme intention de completter, de manière ou d'autre, la levée de ces 10 millions l'année prochaine; comme d'ailleurs les contribuables

---

	L.
me *taxe*, puisque c'est la suppression d'une très-foible partie des *primes* accordées à l'exportation des sucres & cafés, *économie* évaluée à	158,000
2°, Une légère addition aux droits sur les sucres dans la Grande Bretagne, évaluée à	118,000
3°, Un droit de 2d. pour chaque bille de banque au-dessous de 2l. sterl. évalué à	40,000
	L. 316,000

contribuables ont tout à la fois les facultés & la volonté de fournir ce complément; il pourra, s'il le faut, faire, l'année prochaine, les mêmes dépenses qu'aujourd'hui, sans être appelé à mettre pour plus de 300,000l. de nouveaux impôts permanens sur la nation.

M. Pitt s'est fait un devoir de lui rendre en cette occasion le juste tribut d'éloges que mérite le zèle avec lequel elle a su sacrifier jusqu'ici, sans le moindre murmure, une si forte portion de ses revenus au soutien d'une lutte que tant d'autres peuples avoient envisagée comme ces grandes crises de la nature auxquelles il est inutile de prétendre résister.

" C'est par ces généreux sacrifices, a-t-il dit, " que nous nous sommes mis en état de frus- " trer au dehors les espérances fondées sur le " progrès de notre dette, & sur l'embarras de " nos finances. Nous avons préparé & commen- " cé au dedans la libération des charges que " nous avoient laissés nos pères; & au lieu de " transmettre à nos descendans tout le poids " d'un fardeau énorme & constamment crois- " sant, nous leur transmettons un grand e- " xemple à suivre. Nous venons de leur ap- " prendre à connoître l'étendue des ressources

" de l'Empire. Nous avons montré à nos enn
" mis que nous savions en faire usage, & no
" nous sommes placés vis-à-vis d'eux, à u
" hauteur d'où nous pouvons braver leurs in
" puissantes menaces. Loin que ce noble d
" ploiement d'efforts ait entraîné les calamit
" qu'on en appréhendoit, aucun symptôm
" d'appauvrissement ne s'est manifesté; bien
" contraire, car le produit des anciens impô
" qui s'est sensiblement accru, atteste l'au
" mentation des jouissances, & même celle d
" luxe. Quant aux progrès de notre comme
" ce; ils sont tels, que pendant l'année 179
" nos importations ont été de 4 millions, &
" nos exportations de près de 5 millions plu
" considérables que celles de l'année 1797, re
" gardée jusqu'alors comme la plus prospère d
" commerce Britannique. Graces aux vastes sa
" crifices auxquels nous nous sommes portés
" nous avons maintenant la riante perspectiv
" de terminer la guerre d'une manière glo
" rieuse & sure. Nous sommes en état de dé
" jouer les entreprises de nos ennemis & d'as
" sister nos alliés. Tout nous garantit de l
" part de ces derniers, la plus énergique coo
" pération; mais lors même que par impossibl

nous serions appelés de nouveau à soutenir seuls les frais de cette lutte, j'ai la satisfaction de vous annoncer qu'à la faveur des dernières mesures de finance que vous avez établies en principe & mises en pratique, dût la guerre se prolonger encore huit campagnes, & chaque campagne coûter autant que celle-ci, chacune d'elles ne vous appellera plus qu'à pourvoir, comme aujourd'hui, à environ 300,000l. de nouveaux impôts permanens. Je pourrois même, s'il le falloit, aller plus loin, & vous les indiquer d'avance: mais il suffit de nous arrêter sur cette consolante vérité, que désormais la guerre même n'augmentera que momentanément notre dette, & que celle qui existe peut s'éteindre en totalité dans le cours de 33 années de paix."

" Pour consolider notre système de finances, " il ne nous reste donc qu'à adhérer invariablement aux mesures dont nous éprouvons " déjà les salutaires effets. Si j'ai la douce " satisfaction d'avoir pu y contribuer, je m'empresse de reconnoître que je la dois à l'énergie & au patriotisme d'un peuple libre. " Puisse-t-il n'oublier jamais qu'il en est lui-" même redevable à cette glorieuse Constitu-

" tion, qui seule pouvoit nous placer dans le " rang éminent & dans le poste inexpugnable " où nous nous trouvons!"

Qu'on médite sur ce brillant tableau; que l'on compare cet état de choses, & cette marche pour ainsi dire rétrograde de la dette nationale, avec l'écrit où *T. Paine* assuroit, il y a trois ans, que la marche des fonds d'amortissement Anglois est *celle d'un homme qui auroit un jambe de bois, & qu'on chargeroit de courir après un lièvre.* Qu'on se rappelle surtout que ce fameux écrit fit une telle impression sur le Directoire François, qu'il arrêta de le faire traduire en toutes les langues, & s'empressa de féliciter les deux Conseils, d'avoir enfin découvert les *fictions* sur lesquelles portent les finances de la Grande Bretagne, dont *l'échaufadage chancèle*, disoit-il, *dès qu'on le considère avec attention.*" (*)

Tant de grossières impostures ont enfin épuisé jusqu'à la crédulité du plus crédule des peuples, & le malheureux François commence à jeter des cris de désespoir en ouvrant les yeux sur l'épuisement de ses ressources & sur

(*) Message du 4 Mai 1796.

l'accroissement de celles de ses rivaux. On en peut juger par ce que nous allons citer d'un opuscule publié récemment à Paris, & contre lequel le Gouvernement, tout ombrageux qu'il est, n'a osé ni sévir ni même réclamer.

" La guerre que fait l'Angleterre depuis " six ans, à l'humanité toute entière, exige " chaque année des dépenses dont le volume " *confond la raison*. Tous les calculateurs po- " litiques même ceux qui avoient la plus hau- " te opinion de ses ressources, auroient certai- " nement décidé, il y a six ans, qu'il lui se- " roit impossible de soutenir un pareil fardeau. " Et au contraire, il semble que sa magnifi- " cence pour tous les genres de dépenses, pro- " pres à lui donner de l'éclat, augmente en " raison de la durée même de la guerre, & " de la nécessité d'imposer de nouvelles char- " ges. Elle a dépensé l'année dernière (1798) " plus de 1330 millions tournois, & ces " 1330 millions sont payés, & ne sont pas " comme *chez nous* la matière d'un *arrié-* " *ré*. (*)"

(*) *Tableau de comparaison entre les Contributions & les Dépenses annuelles de l'Angleterre & de la République Françoise*, par le Citoyen Sabatier.

Qu'aura dit l'auteur de cet écrit en méditant sur le budget du 7 Juin, 1799? Qu'aura-t-il dit sur-tout, en apprenant que les dépenses de cette année sont encore plus fortes que celles de l'année dernière, & que la Grande Bretagne a trouvé le secret d'y pourvoir sans *arriéré*, ou du moins par des emprunts qui seront éteints à la fin de la première année de paix? Certes, il y a là sans doute de quoi *confondre la raison* des financiers révolutionnaires!

Appropriation des Sommes votées pour 1799.

Il est essentiel d'observer pour l'intelligence des étrangers, que le tableau des dépenses, tel qu'on le présente chaque année, ne contient ni celles de la liste civile, ni les intérêts de la dette, ni ce qui se verse dans les deux caisses d'amortissement. Ces trois objets, qui s'élèvent à environ 20 millions sterl. n'entrent pas dans les dépenses votées annuellement, parce qu'en 1786 on y a affecté une fois pour toutes, diverses branches de revenus qu'on CONSOLIDA à cet effet, & dont on ne parle ensuite qu'autant qu'elles offrent un *déficit* à combler, ou un *surplus* à appliquer à d'autres objets. C'est-là ce qu'on entend entr'autres par le *surplus* du fonds appelé *consolidé*.

Quant aux autres dépenses, en voici l'énumération.

	L.
Marine	12,250,000
Ordinaire & extraordinaire de l'armée . .	11,340,000
Département de l'artillerie	1,570,000
Vote de crédit de 1798	1,000,000
Subside voté pour la Russie	825,000

Déficit & intérêts de l'impôt sur les terres, & de celui sur la drêche, qui ne produisent année commune que 2,565,000l. quoiqu'ils soient toujours évalués à 2,750,000l. Le recouvrement de la taxe sur la drêche varie nécessairement suivant les saisons, & le déficit dont il est ici question tient en partie à ce que certaines dépenses de milice sont affectées sur ces 2,750,000l. Mais quoique la trésorerie ne reçoive point cette somme en entier, la Banque l'avance à un intérêt très-modéré, & dont on lui tient compte l'année suivante, ainsi que du déficit & des retards qui surviennent dans le recouvrement. 498,000

Somme votée annuellement depuis 1792, en addition au premier fonds d'amortissement . . 200,000

Porté ci-après L. 27,683,000

Dépenses diverses.—Cette rubrique comprend plusieurs articles qu'on ne peut connoître avec exactitude, qu'au bout d'un certain tems, comme l'intérêt dû à la Banque, sur les billets de l'Echiquier émis, l'escompte des parties de l'emprunt fournies avant les échéances convenues, les secours accordés aux

De l'autre part . . .	L.	27,763,000
victimes de la révolution Françoise, &c. Cet article comprend aussi les dépenses du gouvernement civil des colonies, celles des ouvrages & édifices publics, & environ $1\frac{1}{2}$ million d'objets arriérés pendant les années précédentes, objets auxquels on n'avoit pas alors pourvu, & dont le montant ne peut être connu, ou le paiement parachevé qu'après l'examen des titres		3,264,351
Total	L.	30,947,351

De ces 31 millions qu'exigent les dépenses de l'année 1799, il y en a $15\frac{1}{2}$ de couverts par l'emprunt, $7\frac{1}{2}$ par la taxe sur les revenus, & environ 8 par diverses branches de revenu, les unes permanentes, les autres temporaires; comme la loterie, le droit sur les convois, l'impôt sur la drêche, le taxe des terres, ou du moins celles qui l'ont remplacée depuis qu'on s'est résolu à la mettre en vente, & enfin tout ce que le fonds consolidé produit en sus des sommes, pour lequel il est hypothéqué aux dépenses fixes dont nous avons parlé plus haut.

Indépendamment de ces 31, ou pour mieux dire, de ces 51 millions de dépenses générales, le Parlement a accordé un *vote de crédit* de 3 millions, c'est-à-dire qu'il a autorisé les Ministres à dépenser cette somme, si besoin est, en émettant des billets de l'Echiquier, au payement desquels on pourvoira dans le budget de l'année prochaine.

DAN-

DANNEMARCK.

NOUVEL EXEMPLE DE RESPECT DES AMBASSADEURS DU DIRECTOIRE POUR LES DROITS DES SOUVERAINS.

NOUS sommes loin, assurément, de nous ranger parmi une classe de Vandales, aux yeux desquels le retour de l'ordre, de la religion, de la sureté & de la tranquillité, paroît incomplet, s'il n'entraîne pas l'incendie de toutes les bibliothèques, l'extinction de toutes les connoissances, le silence ou le châtiment de ceux qui les cultivent, la barbarie de l'ignorance après la barbarie de la fausse philosophie, & la proscription totale de toute liberté de penser, de parler & d'écrire.

Un projet si libéral & si judicieux ne sera sans doute favorisé par aucun Gouvernement jaloux de sa gloire, de son repos, & surtout de sa durée; car si l'autorité peut être maîtresse de réprimer la manifestation des opinions, elle ne l'est pas d'en empêcher l'existence. Or, tout Gouvernement qui se met

en contradiction avec le sentiment public, & qui préfère de l'étouffer à le diriger, en provoque lui-même l'explosion incendiaire, & finit, comme on l'a vu en France nonobstant les 40 Censures Royaux, par en être consumé.

Autant il seroit dangereux d'introduire aujourd'hui la liberté de la presse dans un empire où elle est inconnue, autant il est absurde de se persuader qu'on l'enchaînera par-tout où l'esprit humain a pris son essor. La sagesse dicte de régler soi-même l'opinion, d'en punir les délits, & d'en gouverner l'empire; mais de se garder, de nos jours, de l'attaquer par des prohibitions absolues, & de confondre l'usage avec l'abus.

Cette profession nous épargnera le reproche de vouloir rétablir l'inquisition sur les ruines de la licence Françoise; elle ne permettra pas d'interpréter de deux manières les réflexions que nous suggère la tolérance abusive, accordée dans nombre d'Etats du Continent aux dogmatiseurs révolutionnaires. Prêcher aujourd'hui le mépris des anciens Gouvernemens, insulter aux Souverains, préconiser les théories Françoises, célébrer leurs triomphes, excuser les crimes de leurs professeurs, & ébranler par

des discussions anarchiques ou impies, les fondemens des croyances religieuses, de l'ordre social, de la tranquillité & de l'obéissance publiques, ce n'est pas faire usage de son intelligence; c'est déclarer la guerre à la société, c'est conspirer contre son existence à l'abri de sa protection, c'est appeler sur son pays tous les maux qui ont accablé la France, c'est avouer sa complicité avec leurs auteurs.

Il est donc légitime, dans une crise semblable, de considérer les prédicateurs révolutionnaires, non comme des écrivains égarés, mais comme des assassins enrôlés par d'autres assassins, pour féconder sur l'Europe entière les germes de dissolution, de brigandage, & d'athéisme.

On a pu concevoir que la terreur imprimée par le Directoire en Allemagne, ait forcé plusieurs Souverains de l'Empire à laisser composer sous leurs yeux, circuler par leurs couriers des productions périodiques, destinées à être lues par toutes les classes de citoyens, & où le procès de l'ordre légal s'instruit journellement. Cependant, la domination de la France s'est éloignée; & ces feuilles des *Posselt*, des *Huber*, des *Rosch*, des Illuminés, de cent écrivailleurs d'Altona, de Hambourg, du Hol-

stein, continuent à inonder l'Empire d'insultes à l'Empereur de Russie, au Gouvernement Britannique, aux Princes déclarés contre la France, aux antagonistes de la Révolution dont ils s'étudient à propager l'impiété & le républicanisme. (*).

Le Dannemarck est une des contrées où cette licence a rencontré le plus d'accès à la faveur de la liberté de la presse. Jusqu'à l'époque de la Révolution Françoise, cette liberté, qui paroissoit incompatible avec la nature du Gouvernement, avoit produit encore plus d'avantages que d'inconvéniens; mais, exaltée par les conjonctures, protégée par les Ministres du Directoire à Copenhague & à Hambourg, elle a bientôt enfanté une foule décrits aussi honteux pour la raison humaine, qu'attentatoires aux principes conservateurs de l'ordre public.

(*) Quoique l'auteur du *Mercure Britannique* partage les injures & les calomnies que ces folliculaires répandent contre les Souverains, il est fort éloigné d'en avoir aucun ressentiment. Il en est de ces Messieurs comme d'une autre classe toute opposée de Jacobins sous le masque royal, dont l'approbation seroit une flétrissure, & dont on excuse la démence en faveur de leur idiotisme.

Le plus audacieux de ces libellistes est un nommé *Heiberg*, qui enfin, à force de sarcasmes, d'outrages, & d'attaques contre la religion & le Gouvernement, a réveillé l'attention de la justice: l'Avocat Fiscal de la Couronne l'a poursuivi. On jugera de la crainte que lui inspire cette procédure, de son insolence, & de son impunité, par la lettre suivante, écrite dans le François de la Baltique.

Il l'adressa au mois de Mars dernier au Citoyen *Grouvelle*, Ministre de la République Françoise à Copenhague, & dont la réponse mérite d'être plus généralement connue.

Au Citoyen Grouvelle, Ministre de la République Françoise.

CITOYEN!

Enfin le sort en est jetté. Me voilà assigné devant le Tribunal afin d'y être puni, selon ce que prétend l'Avocat Fiscal, pour crime de *Lèze-Majesté!* Ne craignez point, je vous en prie: un avocat fait toujours comme le font les garçons Juifs qui courent les rues, pour y vendre la cire à cacheter; ils demandent deux marcs le bâton, ils le vendent deux sous. Je vais défendre ma cause moi-même; je n'engagerois pas un avocat, mais je saurois bien trouver un conseil, pour ce qui regarde les formes judiciaires. D'abord je dispute avec le Fiscal sur ces formes, & sur quelques expressions, quoiqu'on m'a su si mauvais gré d'avoir prouvé que je sais

ma langue. Avec le tems vous apprendrez la suite de cette affaire; & vous verrez que je ne démentirai jamais. Qu'on me persécute; à la bonne heure! mais je forçerai mes persécuteurs à m'estimer.

Mais ce n'est pas ce que je désirois de vous dire. Vous savez que depuis quelque tems on s'est amusé à faire circuler des bruits également injurieux pour vous & pour moi. Il y faut, à mon avis, même en les méprisant, faire quelque attention: cependant je crois qu'on est actuellement bien revenu de l'idée humiliante qu'on s'étoit formée, je ne sais pas comment, que j'allois m'appuyer de quelque force étrangère à mon pays & à ma cause. Il n'y a personne qui connoisse mieux que vous le faux de cette assertion, & je vous crois bien assuré que toute la protection que j'ai jamais demandée n'est que celle de mon innocence, de la raison & de la justice. Je vois fort bien, qu'on fait semblant de vouloir m'accorder celle dernière; & quelque dépendante que puisse être actuellement chez nous la justice, je ne la crains pas, sur-tout étant bien convaincu que l'affaire peut être de quelque utilité pour le public.

Voilà la raison qui m'a empêché jusqu'ici de vous voir. Je ne crains rien pour moi, je le répète; mais on ne doit pas compromettre ses amis, de quelque manière que ce soit. Je respecte les considérations innocentes d'autrui, comme si elles étoient les miennes; & ces mêmes considérations me feront encore également renoncer au plaisir de vous voir jusqu'au moment où vous jugerez vous-même qu'une entrevue ne pourroit plus nuire ni à vos intérêts propres, ni à ceux de la grande République que vous représentez.

Félicitez-moi! je suis assez heureux pour voir ma femme approuver ma conduite. Elle a assez de force d'ame pour préférer que je devienne le sacrifice de mes principes & de la bonne cause, que de me voir plier, soit par crainte, soit par bassesse. Maintenant vous devinez bien la raison qui lui a

empêché de rendre la visite qu'elle doit. Je suis chargée de sa part & je vous charge à mon tour de mille complimens pour la Citoyenne *Gronvelle* & de mille excuses. Je vous prie de vouloir bien être auprès de votre aimable épouse l'interprète fidelle de son attachement respectueux pour elle, qui n'a rien d'égal que celui que je porterai toujours pour vous.

*S*alut & amitié,

Copenhague, le 12 Mars 1799. P. A. HEIBERG.

RÉPONSE.

Copenhague, le 24 Ventose, An 7 de la République Françoise.

M. Heiberg !

Ce que vous me mandez, Monsieur, m'étonne & m'afflige. Comment vous trouvez-vous jeté dans un procès si sérieux ? Je n'en sais qu'imparfaitement l'objet, n'entendant qu'à-peu-près ce que je lis en Danois. Mais si je connois mal votre langue, je connois fort bien vos sentimens ; & comme nul ne vous refuse le talent de rendre vos idées, je suis convaincu que vous n'avez rien écrit de vraiment coupable.

Je n'ai pas la moindre notion de la loi de ce pays sur le crime de *Lèze-Majesté*, mais je connois la loi sur la *liberté de la presse* ; & je ne suppose pas que l'une contredise l'autre. A Athènes, l'Aréopage se faisoit chaque année un devoir de purger le code de toute espèce d'*Antinome*, comme diffamant le bon sens & la bonne foi du législateur. Apparemment les législateurs Danois, qui connoissent l'une & l'autre, n'ont point négligé ce devoir.

Ce que je sais encore, c'est que l'accusation *De Majestate* est un instrument de terreur, que les Trajans & les Marc-

Aurèles s'honoroient de laisser dormir. C'est la Majesté de l'Etat qu'ils entendoient par ce mot, & non la dignité du Gouvernant. Encore étoient-ils loin de croire, que ni cette majesté ni cette dignité pussent être lésées par des sarcasmes fugitifs.

Au surplus, quelle que soit l'ancienne loi évoquée contre vous, je pense que, si elle est arbitraire & vague, on ne voudra point vous l'appliquer; & si elle est équitable & précise, son application suffira pour vous absoudre.

Telles sont les premières réflexions qui me font augurer pour vous un résultat favorable. Votre courage d'ailleurs, ainsi que vos talens, sont faits pour rassurer vos amis. Sur-tout vous avez pour vous la moralité connue d'une vie aussi simple, aussi sage que laborieuse. Elle seule fait de toutes vos pages un commentaire, qui détruit d'avance les interprétations malignes. On ne perd pas légèrement un citoyen si utile.

Je compte sur ces vrais appuis de votre cause; je compte sur sa publicité. Je compte aussi sur l'équité de vos juges. Ils se défieront de la méthode abusive de la *preuve légale*. Ils rejetteront l'insidieuse jurisprudence qui exhume les torts passés pour envenimer les griefs présens. Ils savent que mille peccadilles, si bien additionnées qu'elles soient, ne composent pas un crime. Ils ne tordront pas telle ou telle phrase, pour en tirer un sens odieux; ils n'admettront que des explications naturelles; ils ne voudront qu'une procédure libérale. Ce sont des jurés qui jugent un concitoyen, & non des inquisiteurs qui poursuivent un hérétique.

Quant aux bruits qui ont circulé sur mes rapports avec vous, & qui, comme vous le dites, sont *également injurieux pour vous & pour moi*, j'avoue que j'y avois fait peu d'attention, & peut-être trop peu. Mais on a dit de moi tant de choses absurdes; mon caractère & ma conduite y répondent si bien, que j'ai pris sur ces caquets une habitude invincible d'indifférence. Ceux qui pourront croire que je vous ai promis ou

que

que vous m'avez demandé une protection quelconque, seront bientôt désabusés, ou mériteroient peu de l'être. La plupart des gens qui colportent de tels bruits n'en croient pas un mot. Il y a même bien de l'apparence que les auteurs de ces belles inventions sont encore moins vos ennemis ou les miens, que ceux de la France qu'on veut à toute force rendre suspect & odieuse, ici comme ailleurs.

C'est dans cette idée sans doute, Monsieur, que, résolu à éviter tout ce qui pourroit nous compromettre, vous jugez convenable de renoncer pour un tems à me voir. Je sens tout ce qu'il y a de délicatesse dans ce procédé. Je vous en rends grace pour ma patrie comme pour moi. Je vous cède; mais à regret, je l'avoue, porté comme je suis toujours à me roidir contre le despotisme du *Qu'en dira-t-on?* Quoique je n'aie pas joui aussi souvent que je l'eusse desiré des avantages de votre société, je les apprécioi bien. Une bonne conversation, & un commerce sûr sont rares par-tout. Les entretiens littéraires & philosophiques ont été dès long-tems mon amusement le plus doux. Avec vous je pouvois me remettre quelquefois à ce régime si sain pour moi. Il faut en subir la privation. Il est fâcheux pourtant que moi, qui ne suis pour rien dans vos procès, je me trouve déjà puni, quand vous n'êtes encore qu'accusé.

Oui, c'est avec plaisir que je vous félicite de l'énergie avec laquelle votre épouse s'associe à vos principes. Elle ne me surprend point. La douceur n'exclut point la force. Il n'y a rien de généreux dont les femmes ne soient capables. Un dévouement raisoné leur est naturel, ainsi qu'un élan d'enthousiasme. Quiconque ne les traite pas en enfans ou en esclaves les trouvera toujours telles. La vertu n'a point de sexe. Les ames sont androgynes: notre Révolution, si féconde en malheurs publics ou privés, en fournit d'admirables exemples. J'en ai fait moi-même des épreuves très-touchantes. Que seroit-ce avec une autre éducation?

Quelque chose qui puisse arriver, Monsieur, mon estime & mon amitié vous sont acquises & vous resteront. Je desirerois qu'elles pussent vous servir. Je me contente d'espérer qu'elles ne vous nuiront pas. Ce sera beaucoup dans ces tems de partialité, où les meilleurs cœurs n'ont pu se défendre de quelque injustice, ni les meilleurs têtes de quelque vertige.

Je vous salue très-cordialement,

PH. GROUVELLE.

Pour combler leur impudence, l'accusé & son protecteur diplomatique n'ont point gardé cette correspondance dans le secret. Le premier en a orné une feuille volant qu'il public sous le titre de *Lasning for Publicum (Lecture pour le Public)*, & il l'a fait avec l'autorisation, aussi imprimée, du Citoyen *Grouvelle*.

Ce procès n'est point encore jugé. Le sera-t-il? Quel est le thermomètre d'un Gouvernement monarchique, où un prevenu de *Lèze-Majesté* à la permission de correspondre ainsi avec un Ministre étranger sur le fait pour lequel il est poursuivi, de persifler la partie publique & les loix, d'imprimer cette moquerie, & d'y joindre les turlupinades pédantesques d'un *Grouvelle* sur l'*Antinome*, sur *Marc-Aurèle*; & sur *Trajan?*

Cette intervention ministérielle & publique dans une affaire criminelle où le Souverain lui-même est intéressé, est-elle bien conforme à ce profond respect du droit des gens que le Directoire s'avise quelquefois de réclamer? Quel est le Gouvernement qui, autrefois, n'eût pas ordonné, en pareil cas, au perfide Envoyé de sortir du territoire, ou qui n'eût pas requis son déplacement subit?

Cet exemple, au reste, confirme ce que nous avons répété si souvent, que par-tout où il se trouvera un Légat de la République Françoise, il se trouvera un brûlot autour duquel se rallieront les factieux, les frondeurs, les têtes renversées, les conspirateurs. Ce brulôt est déstiné à faire sauter les trônes & les sénats. Tout Souverain qui a reconnu & admis un Envoyé Directorial, doit se dire que cet Envoyé est le compétiteur de son autorité, & qu'il le fera déporter par des révoltés s'il parvient à remplir sa mission.

Terminons cet article par une leçon aux écrivains qui, à l'exemple du Citoyen *Heiberg*, appellent la Révolution dans leur patrie. Ils ont à redouter un vengeur moins méthodique, un juge plus cruel que les Avocats Fiscaux; c'est le PEUPLE. Que ses *tendres amis* du tems

présent se pénètrent du sort que vient d'éprouver à Lugano l'Abbé *Vanelli*. Ce misérable, qui n'étoit dépourvu ni de connoissances ni de talens, rédigeoit depuis quelques années une Gazette Italienne, remarquable par le mépris de la religion, du clergé, des gouvernemens; par l'admiration des doctrines & des Docteurs François, & par la plus scandaleuse collusion à leurs desseins. Cette feuille avoit fait en Italie un ravage proportionné à l'étendue de son débit. L'auteur étoit soldé par l'Ambassade Françoise en Suisse. Cette contrée subvertie, *Vanelli* avoit coopéré de toute sa puissance à affermir cette subversion dans les Bailliages Italiens. Aussitôt que les habitans eurent appris les succès des Alliés sur l'Adda, ils chassèrent ou exterminèrent les François qui se trouvoient encore sur leur territoire, & se saisirent des nationaux qui leur avoient servi de coadjuteurs. Le démagogue *Vanelli* & plusieurs de ses pareils furent conduits au pié de l'arbre de la liberté, & fusillés sous ses rameaux.

F R A N C E.

L'OPINION invariable exprimée depuis six mois dans ce Recueil, a été qu'il n'existoit en France que deux partis en activité, celui du Gouvernement ou plutôt des gouvernans, & la faction-mère des Jacobins. Nous avons fréquemment annoncé l'impatience avec laquelle ces derniers supportoient le joug du Directoire, les caprices de sa politique, & l'ingratitude avec laquelle, aussitôt qu'il s'étoit servi d'eux pour écraser les Royalistes, il affectoit de les décrier, de les comprimer, de les destituer. Nous fîmes pressentir de même que le renouvellement de la guerre, combiné avec le résultat des dernières élections, rendroit les Jacobins plus importans, leurs entreprises plus hardies, le Directoire moins absolu, le Corps Législatif plus indépendant, & que le système d'oppression alternative maintenu par l'autorité depuis trois ans, seroit livré, tout au moins, à de graves oscillations.

Ces conjectures des observateurs se sont entièrement vérifiées ; mais, par une erreur qui paroîtroit incompréhensible si les erreurs & les illusions du passé n'en faisoient découvrir l'origine, nombre de gens dans l'étranger ont imaginé, & quelques papiers Anglois répètent à l'envi, qu'on doit au réveil des Monarchistes, des mécontens anti-républicains, & des partis écrasés en Septembre 1797, cette résurrection de liberté dans le Corps Législatif.

Malheureusement, cette opinion est un roman. Il ne faut pas des notions très-étendues pour appercevoir dans tout ce qui s'est traité & décidé depuis un mois par le Corps Législatif, l'influence non équivoque des Jacobins réunis, quelles que puissent être leurs différentes classifications.

Leur première opération a été de légitimer la presque universalité des dernières élections, nonobstant qu'en nombre de lieux les agens du Directoire eussent formé des assemblées scissionnaires, pour éluder les décisions de la majorité, & faire naître des contestations & des appels contre la légalité des choix.

Les revers militaires se succédant avec rapidité, les Jacobins s'en sont emparés comme d'un levier ; ils en ont triomphé avec audace,

ils ont accusé & fait accuser par-tout l'Administration de ces désastres, & ont parfaitement compris que le moment arrivoit, où les dangers extérieurs & intérieurs remettroient le Directoire dans leur dépendance.

On a vu les Conseils s'affranchir de cette servilité silencieuse avec laquelle ils recevoient les mandemens du Directoire; on a vu subitement tomber le crédit des créatures qui, ayant le mot d'ordre du Gouvernement, étoient en possession d'entraîner les délibérations avec quelques phrases parasites.

A peine *Rewbèll* a-t-il eu échangé sa toge consulaire contre le manteau de Député au Conseil des Anciens, qu'il est devenu l'objet des reproches & même des incriminations : ce terrible despote s'est vu réduit à l'attitude d' un accusé, obligé de plaider devant des Juges qu'il faisoit trembler il y a six mois. Paris est inondé des pénibles apologies de ce Directeur attaqué sur sa gestion, sur sa fortune, sur ses relations, sur les nominations où son crédit a prévalu. Son successeur a été choisi par le parti nouvellement dominant dans les Conseils: on peut être persuadé qu'il ne trahira pas leur confiance. Certes, ce seroit de plaisans Royalistes qui auroient porté *Sieyes* au Directoire.

Pour essayer leur force & la montrer, les Cinq Cents ont délibéré un Message à leur Pouvoir exécutif, où, après lui avoir retracé ses devoirs, ils se plaignent de ses réticenses sur les périls du dehors & du dedans, & demandent des renseignemens positifs. Cette note rédigée par *Boulay* de la Meurthe, l'un des promoteurs les plus actifs de la journée du 18 Fructidor, est d'une nature & d'un ton qui prouve assez que le Conseil se regarde comme émancipé.

Le même jour 5 Juin, il adopta une Proclamation aux François, dont le sens n'est pas ambigu: elle renferme une censure énergique de la dépression où le Gouvernement a tenu les Jacobins, les Patriotes purs, *les hommes du* 10 *Août* & du 4 Septembre, les *Zelanti* à poignards, à piques, & à guillotines.

" Que les amis de la liberté, trop long-tems " proscrits, poursuivis par les royalistes, se " montrent avec le front qui sied à la vertu, " & avec le juste orgueil d'avoir servi leur " pays; que les acquéreurs de domaines na- " tionaux sentent qu'ils n'ont pas de grace à " espérer auprès de l'étranger; que tout ce qui " a déjà suivi la Révolution la soutienne en- " core, & juge du sort que les Rois lui pré-

" parent

" parent par les poignards que leurs sicaires
" lèvent depuis long-tems sur nos têtes. C'est
" vainement qu'on chercheroit encore à jeter
" de la défaveur sur les plus *purs républicains*,
" par les épithètes usées & bannales dont on
" ne cesse de les poursuivre."

A ce langage de la Proclamation, on reconnoît l'empire & le style de ces *purs républicains*, dénommés *terroristes*, *anarchistes*, &c.

Chaque séance a été marquée par quelque élan de ce parti & de ses alliés, vers une indépendance qui replace le centre & l'exercice du pouvoir suprême dans la Législature, en réduisant les Directeurs aux fonctions de simples Commissaires exécutifs, & en les dépouillant par lambeaux de leurs usurpations sur *la Démocratie*.

Le 7, une Commission fut instituée pour préparer un projet de loix qui assurât le libre exercice des droits du peule, sur-tout dans les assemblées politiques; pour completter la législation relative à la liberté individuelle, pour fixer la responsabilité des Ministres. Enfin, la résurrection de la liberté de la presse a été mise à l'ordre du jour avec une véhémence, & traitée par ses partisans avec une telle supé-

riorité de nombre, qu'on ne peut guère mettre en doute le sort de la délibération définitive, non terminée le 14. Elle a pour objet de transférer aux tribunaux seuls le droit de poursuivre & de juger les délits de la presse.

On ne doit pas perdre de vue que c'est ici une motion de parti, & non une mesure d'intérêt public. Ses auteurs sauront bien empêcher que leurs adversaires, que les Royalistes & les autres mécontens usent de cette liberté d'exprimer leurs opinions; mais les Jacobins la recouvréront, en privant le Directoire du privilège qu'il extorqua des Conseils, & en vertu duquel il supprimoit arbitrairement écrits, journaux, gazettes, & emprisonnoit leurs auteurs par mesure de police. Redoutant encore plus & avec raison les Jacobins que les Royalistes, son despotisme s'est exercé sans ménagement contre les premiers. A quatre reprises, entr'autres, il a proscrit le fameux Journal *des Hommes libres*, manifeste périodique des Terroristes, souscrit du nom de divers Représentans du Peuple, & rédigé très-systématiquement par un Comité de Chefs de cette Faction.

Dans la discussion sur cette matière, les défenseurs de la prérogative directoriale ont été

reçus par des murmures & à peine écoutés. On a remarqué parmi les avocats de la liberté de la presse, un nommé *Français* de Nantes, déjà remarqué par quelques mouvemens d'éloquence dans la Législature de 1791, & qui reparoît aujourd'hui avec une ampliation de *patriotisme*. Personne n'a mieux fait ressortir les vues du parti: " Il faut, " a-t-il dit dans la " séance du 11, sortir de l'état où nous sommes: on a mis le droit de répression entre " les mains du Directoire; on ne pouvoit le " plus mal placer; car alors le surveillé devient surveillant. On a fermé toutes les bouches, brisé toutes les plumes. La censure a " tourné contre la représentation qui l'établissoit; on lui a arraché le manteau de son irresponsabilité, pour en revêtir le dernier " commis du dernier Ministre. Le Directoire " trompé pouvoit faire encore plus de fautes; " car, qui lui porte la vérité? On jette les auteurs dans les cachots; les journaux sont " muets; la représentation nationale, ses membres, lorsqu'ils réclament, *sont traités d'anarchistes*. Ont-ils parlé des Républiques alliées, on leur a dit de se mêler de leurs " affaires. La guerre déclarée, on leur a ré-

" pondu, que s'ils parloient, ils anéantiroient " le crédit.—Ainsi le Directoire est trompé; le " système qui prévaut est celui des éteignoirs " & des baillons. On a la liberté de la presse, " dit-on: oui, à condition qu'on ne parle ni " de la guerre, ni de la paix, ni des armées, " ni des affaires étrangères, ni des situations " intérieures, ni des loix, ni du gouvernement, " ni des ministres."

Les galeries, condamnées depuis deux ans au plus triste silence, accueillirent ces vérités par des applaudissemens redoublés; c'étoit insulter à la fois le Directoire & le règlement; le Président les rappela à l'ordre; les valets du Gouvernement exigeoient de plus qu'on les congédiât; mais, protégées par la majorité, elles restèrent à l'audience.

Une autre nouveauté, ou plutôt une ancienne machine semblable à l'intervention des galeries, a reparu. Depuis très long-tems, il n'étoit plus question d'adresses & de pétitions publiques; en arrivoit-t-il par hasard à la Secrétairerie des Conseils, elles y restoient enterrées, & l'on ne s'avisoit pas d'en faire usage. Tout-à-coup, il en est survenu de diverses parties de la République; deux, entr'autres,

consécutives de Grenoble, toutes parfaitement symmétriques, & contenant en même tems une peinture lugubre des dangers de l'Etat, une censure amère de l'Administration, & l'invocation de *grandes mesures* propres à sauver la patrie. Les adresses de Grenoble donnent un démenti formel aux rapports officiels sur la situation de l'armée d'Italie, la représentent dans un état désespéré, & accusent énergiquement la dissimulation du Directoire.

Comme de tout tems ces apostrophes populacières furent concertées & dictées par la cabale qui préparoit une révolution, nous pouvons les considérer comme le signal d'un projet politique, d'un retour à la tactique oubliée depuis quelques années.

On remarque des conventicules très-fréquens & nombreux de Députés aux Cinq-Cents, qui se réunissent pour concerter leurs opérations. La résurrection des sociétés populaires est en agitation, & n'attend plus qu'une nouvelle défaite au dehors. Enfin, si l'on peut donner créance aux bruits qui s'accréditent à Paris, le plan en conception consiste à faire déclarer la patrie en danger au premier revers qui menacera le territoire, à proclamer l'insuffisance de

la Constitution, à substituer au Directoire un Comité de Salut Public choisi parmi les Républicains les plus éprouvés, à déporter les Nobles, à confisquer leurs fortunes, &c.

Plusieurs indices, un peu de réflexion, & le souvenir du passé, rendent ces conjectures très-plausibles.

Quelque soit le diamètre de cette nouvelle phase révolutionnaire en méditation, il est raisonnable de s'attendre à une transposition & à une activité convulsive du pouvoir. Les deux autorités ne peuvent rester en diffidence; la gravité des conjonctures, la difficulté des remèdes, la violence des préservatifs, les intérêts, les passions, l'abus intolérable qu'a fait le Gouvernement de sa toute-puissance, le mécontentement des Généraux, des armées, & des Jacobins, conduiront vraisemblablement la République à une crise intérieure, qui lui donnera un autre régime, & de nouveaux chefs.

Au milieu de ces éclairs qui présagent l'ouragan, le vaisseau menacé fait eau de toutes parts; dans les secousses qui l'agitent on découvre ses vermoulures. Aujourd'hui se manifestent les effets d'une administration dilapidatrice, ignorante & dépraveé, pour laquelle il

n'y a jamais eu d'avenir. Le système de finances se réduit à des querelles entre les Ministres & les Législateurs, à des récriminations, des perceptions imaginaires, des comptes fictifs, des mesures pitoyables qui eussent fait rougir de honte le dernier Financier de l'ancien régime. Des meilleurs Généraux une partie est en jugement, une autre dans la retraite; tous accusent le Gouvernement. Le vide des armées s'accroît journellement par la désertion des conscrits; tout a été négligé pour la défense de l'intérieur.

La Nation Françoise va se laver, ou se flétrir à jamais aux yeux de l'Univers. On ne pourra plus rejeter sa servile apathie sur la force des armées qui la comprimoient, sur l'impossibilité de résister à des tyrans protégés par leurs succès, par leurs légions victorieuses, par l'effroi qu'inspiroient ces baïonnettes maintenant éloignées, & occupées par des ennemis triomphans.

C'est apparemment pour se distraire de ses angoisses, que le Directoire, dans une célébration funèbre de la mort de ses deux Plénipotentiaires à Rastadt, a épuisé tout ce que l'imagination en délire, le génie du mauvais

goût, & une stupidité sauvage peut réunir d' inventions. La seule nomenclature des emblêmes, des figures symboliques, des cyprès, des urnes, des statues de carton, parmi lesquels on distinguoit un épouvantail hideux, nommé *justice des nations*, occuperoit plusieurs pages. Le peuple n'a pas été plus ému de cet appareil, qu'il ne l'est de la lanterne magique. La République s'est enlevée jusqu'à la puissance d' amuser la canaille; & par une remarquable singularité, ses fêtes d'allégresse sont constamment des sujets de consternation, ses solemnités funèbres des sujets de mépris ou de joie.

Cette facétie a été ornée, suivant l'usage, des invectives d'un *Chenier*, & des imprécations du Président Directorial Merlin contre l'Empereur. " Le Peuple François, a dit cet imbe-" cille énergumène, proclame le Gouvernement " d'Autriche, l'irréconciliable ennemi des na-" tions. Malheur, opprobre éternel, guerre im-" placable à l'atroce Maison dont les attentats " ont déshonoré le siècle de la raison & des " lumières! — Que ce Gouvernement soit ex-" clus de la communication des sociétés humai-" nes! "

Et toutes ces horreurs extravagantes de Caraïbes ivres, ont été débitées en face de l'ancienne

cienne capitale du royaume de France, au milieu des cendres de *Louis XIV*, des *Turenne*, des *Bossuet*, des *Montesquieu*, des d'*Aguesseau*, des *Malesherbes !* C'est à la fin du 18e siècle qu'il se rencontre en Europe une société politique où de si épouvantables orgies sont célébrées, non par des Sans-culottes dans une tabagie, mais par les Chefs de l'Etat entourés des Représentans du Peuple!

Le Directoire est d'autant plus coupable, qu'il sait aujourd'hui, à n'en pas douter, que cette tragédie de Rastadt, absolument étrangère à tous les Commandans Autrichiens, a dérivé d'un projet fortuit de brigandage, qui eût été prévenu si *Bonnier*, dans un dépit orgueilleux, n'eût voulu braver les obstacles que lui opposoient les ordres militaires & une nuit sombre & orageuse.

La Nation Françoise doit abhorrer ses Chefs, en observant que la conséquence de leurs fureurs est de rendre ses ennemis irréconciliables, & d'éterniser la guerre jusqu'à l'extermination. Ces monitoires atroces, les grossièretés infâmes que vomissent les Gazettes de Strasbourg contre l'Empereur, contre ses alliés, contre l'Archiduc *Charles* & ses soldats, sont entre les

mains de tous les avant-postes Autrichiens. Il en résulte que chaque rencontre devient une boucherie: les François n'ayant été ordinairement ni les plus forts ni les plus heureux, on ne leur a fait aucune grace. C'est ce qu'on a vu dernièrement près de Schwetzingen, où 200 Hussards François ont été impitoyablement massacrés dans leurs baraques où ils avoient été surpris.

L'activité du Gouvernement se concentre aujourd'hui, non plus sur la conservation de ses conquêtes à l'Est & au Midi, mais sur la défense de la République même. Les renforts prêts à marcher en Italie & en Suisse ont été contremandés & fixés aux départemens des frontières. Deux camps se forment, l'un sous Liège, l'autre dans le Bugey à Pont-d'Ain, sur la route de Genève à Lyon, & évidemment pour couvrir cette dernière ville.

P. S. Au moment d'achever cet article, nous recevons de Paris des avis très-récens qui confirment entièrement le tableau que nous venons de présenter. Le parti Directorial est très-sensiblement abattu dans les Conseils & au dehors. *Barras*, l'homme le plus influent & le plus exercé dans les mouvemens révolutionnai-

tes, se rapproche des Jacobins. Une es défaites les plus pénibles qu'ait éprouvé le Gouvernement, est la légitimation du Chef Terroriste *Antonelle*, dont les Conseils ont validé l'élection: ce Député, fameux par son fanatisme, par sa persévérance dans le systême de démocratie illimitée, par ses talens, & ses écrits, réunissoit sur lui toutes les haines des Gouvernans.

Ils viennent d'être extrêmement maltraités dans un pamphlet curieux & couru, sous le titre suivant: *Essai sur les causes qui, en 1649, amenèrent la République en Angleterre, sur celles qui devoient l'y consolider, sur celles qui la firent périr*. Cet écrit est de *Boulay* de la Meurthe, auteur du projet pour la déportation de tous les Nobles, & du Message adressé dernièrement par le Corps Législatif au Directoire.

Nouveaux succès des armées Impériales.

Le problême que nous posions, il y a quinze jours, sur la situation du Général *Moreau* & sur le sort définitif du Piémont, est à-peu-près résolu. Avant la fin de Mai, les François ont abandonné leur position entre le Pô, le Tanaro, & la Bormida, pour se retirer sur Coni; d'où quelques avis prématurés les font marcher d'un seul temps vers le comté de Nice & la Provence; mais il ne paroît point que le premier de ce mois ils eussent encore passé les Apennins & le Col de Tende.

Nulle action considérable n'a forcé cette retraite. Elle a résulté de quelques combats peu décisifs, mais qui affoiblissoient toujours davantage l'armée du Directoire; des manœuvres par lesquelles la position de cette armée s'est trouvée resserrée dans un cercle qui menaçoit de se fermer, des dangers que lui ont créé sur les derrières les peuples intrépides du Piémont, &, enfin, par-dessus tout, de l'inaltérable activité du Maréchal *Suwarof*.

Le Château de Milan a capitulé le 24; la citadelle de Ferrare l'avoit imité le 23; Ravenne a suivi. Bologne, où un parti révolutionnaire assez nombreux se trouve joint à un corps François, alloit être attaqué par le vainqueur de Ferrare, le Général *Klenau*. Mantoue bloqué, & non assiégé, est donc la seule place importante que les Alliés aient aujourd'hui sur leurs derrières.

En Piémont Casal, Valence, & la ville de Turin dont nous avions présagé l'abandon, se sont rendus sans résistance. Celle des places réduites a cédé au premier coup de canon. Il reste à soumettre les citadelles de Turin, d'Alessandrie & de Tortone. Dans la première, excellente forteresse, est renfermée une garnison de 3000 hommes, soigneusement approvisionnée. Surement Coni sera défendu; au-delà on ne trouve jusqu'aux frontières de la France d'autres places que Savone & Montalban. C'est l'aile droite de l'armée combinée qui est entrée à Turin le 27 Mai, avec le secours des citoyens qui leur ont fait ouvrir les portes. Par un arrangement, probablement comminatoire, on a fait taire le feu de la citadelle qui avoit commencé à tirer sur la ville.

Après avoir abandonné la défense du Rhin en Suisse, *Massena* avoit entrepris celle de la Thour, ensuite de la Toss, & celle de la Limmat qui traverse le Lac de Zurich, & la ville de ce nom, Le 25 Mai une division Autrichienne commandée par le Général *Petrasch*, le même qui fit manquer le fort de Kehl en 1796, fut surprise entre la Thour & Winterthour & très-maltraitée; mais le Général *Hotze* répara cet échec, en attaquant l'Ennemi entre Winterthour & la Toss. Cette action fut sanglante: les François occupoient la montagne du Staig, ils s'y défendirent avec valeur, en furent chassés, & se retirèrent derrière la Glat, petite rivière qui, à une lieue de Zurich, traverse la route de cette ville à Winterthour.

Cette action rendit les Impériaux maîtres de la Turgovie entière, & facilita la réunion du corps de M. de *Hotze* à l'armée de l'Archiduc qui s'avançoit par sa droite. Toute la rive septentrionale du Lac, siège de la rebellion de 1795, & dont plus de 5000 habitans, révolutionnaires fanatiques, ont combattu avec acharnement dans les rangs de *Massena*, fut occupée.

Dans ses dépêches au Directoire, son Général en Suisse lui a rendu compte d'une ba-

taille meurtrière livrée devant Zurich le 4 de ce mois, bataille dont il raconte les particularités, & à la suite de laquelle il a déserté ses retranchemens & Zurich, en repassant la Limmat. Les bulletins attribués à l'Archiduc *Charles* & transcrits dans les dernières gazettes, se taisent sur ces actions. Quelle qu'en ait été la nature, Zurich a été évacué le 5 ; les François se sont établis sur la Reuss, en portant leur ligne du Mont Albis par le Lägerberg & le Comté de Baden, jusqu'au confluent de l'Aar & de la Reuss. Cette position n'aura été vraisemblablement que momentanée. C'est derrière l'Aar, en s'appuyant aux gorges de l'Evêché de Basle, à l'Alsace, & au Lac de Bienne, que *Massena* renouvellera sa plus grande résistance. Des flots de sang ont été versés; il s'en versera beaucoup encore, suivant toute apparence, avant que l'on puisse prononcer sans méprise le mot de *délivrance de la Suisse*.

Nombre d'habitans de la Turgovie ont imité les riverains du Lac de Zurich, en se joignant aux François. A Frauenfeld on a tiré des toits & des fenêtres sur les Autrichiens. S. A. R. a consulté sa prudence & sa justice ordinaires, en n'attribuant cette violence qu'à certains in-

dividus, & en se bornant à rendre responsables à l'avenir les Chefs des Communes de semblables hostilités.

Successivement les anciens & légitimes Gouvernemens sont rétablis dans leur première forme.

P. S. Une lettre officielle de M. *Crawfurd*, en date de Zurich & du 7, confirme la substance de celle de *Massena*. L'action du 4 fut très-meurtrière, sans que les François pussent être forcés dans leurs retranchemens sur les collines qui entourent Zurich au nord; mais la crainte d'une nouvelle attaque plus décisive décida leur retraite le lendemain.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XXII.

10 JUILLET, 1799.

De la conduite des Peuples en Italie, en Allemagne & en Suisse, depuis le renouvellement de la Guerre Continentale.

LA Révolution Françoise a rappelé une vérité générale, qui ne sauroit être trop méditée par les Gouvernemens, savoir; que les grandes convulsions sociales ne sont jamais l'ouvrage du Peuple. Livré à lui même, il peut devenir séditieux, se plonger dans des égaremens momentanés, & commettre des excès passagers: un degré intolérable d'oppression provoqua quelquefois un soulèvement national & subit; mais jamais une in-

surrection populaire systématique, encore moins la subversion totale de l'ordre politique, n'accompagnèrent ces mouvemens tumultueux de circonstance. Même dans l'histoire des plus petites Républiques, il est très-rare de rencontrer une Révolution à laquelle le Peuple se soit porté spontanément; sa fureur est sans prévoyance, sa rebellion circonscrite, son action trop désordonnée pour produire autre chose qu'une anarchie, dont il ne tarde pas à se fatiguer. On a vu ce genre d'orage s'élever ou s'appaiser fréquemment par l'influence de l'incident le plus léger.

Le péril pour l'Etat commence aussitôt qu'on s'avise d'émouvoir le Peuple par des principes, & d'associer ses passions à des systêmes. S'il est aisé de ramener le peuple le plus turbulent, il ne l'est point de ramener un peuple rendu raisonneur, & ensuite enthousiaste de ses erreurs. Tout est perdu lorsque dans les Républiques les orateurs, les démagogues, les factieux s'emparent de ce terrible instrument, le façonnent, & le dirigent à la ruine des institutions consacrées. Tout est perdu dans les Monarchies, lorsque des grands, des corps puissans, des classes au-dessus du peuple, stimulent son inquiétude, le font entrer dans l'exécution de

leurs complots, emploient son délire, flattent ses intérêts, & le font servir, sans qu'il s'en doute, à un bouleversement prémédité par ses corrupteurs.

Quel que pût être en France le ressentiment de la Nation contre les abus ou les agens de l'autorité, jamais la Révolution n'eût acquis son épouvantable caractère, si des sophistes d'une part, & des factieux tirés des Ordres supérieurs de la société, n'eussent ouvert au Peuple la carrière du crime, & n'y eussent formé son intelligence comme ses bras; ils le pervertirent par des harangues & des maximes, l'encouragèrent par leur exemple, & en lui assurant l'impunité ils l'enchaînèrent à une révolution perpétuelle, par la terreur du châtiment au retour de l'ordre & des loix.

Le concours des causes motrices qui poussoient la Nation Françoise à tous les genres de dérèglement, fut encore secondé par la nature des mœurs générales, soit par un degré de corruption publique, qui préparoit une série d'atrocités à côté des vices les plus lâches.

D'autres Peuples ont été, comme celui de France & par elle, précipités dans l'anarchie, sans qu'aucun d'eux ait abusé si long-tems & si cruellement de son indépendance, & supporté

si patiemment la servitude après la licence. Ni la Hollande, ni les Pays-Bas, ni la sulphureuse Italie, ni la Suisse, ni les Electorats du Rhin, n'ont vu un seul meurtre populaire, un château incendié, un tombeau profané, des proscriptions de détail semblables à celles qui, depuis 1789, ont formé les annales de la *Liberté Françoise.*

Les sujets de *Louis XVI* se précipitèrent dans la Révolution sans examen de ses dogmes, de ses auteurs, de ses conséquences. Les Peuples étrangers auxquels elle a été communiquée, l'ont reçue comme un présent d'ennemi, méprisée en s'y soumettant, modérée dans les autorités chargées de l'établir, soufferte par contrainte, combattue au premier secours qui s'est présenté, & même au milieu de la puissance armée, sanguinaire & tirannique qu'exerçoient sur eux les satellites du Directoire.

C'est qu'heureusement la Révolution les a abordés, dépouillée de ses prestiges, & développant sans délai son génie fondamental, par les trois caractères d'une impiété impudente & inquisitoriale, d'une rapine effrénée, & du despotisme civil & militaire avec lequel elle sacrifioit, sans pitié comme sans politique, tous les intérêts qu'elle auroit dû & qu'elle ne saura jamais se concilier.

Ce fut la consolation & l'espérance des hommes réfléchissans, de prévoir que la Révolution conquérante tueroit la Révolution philosophique; qu'en multipliant les malheureux, elle acquerroit beaucoup plus d'ennemis que de prosélytes; & que les Peuples, dont l'opinion n'est guidé que par le sentiment, par l'habitude & par l'expérience, considéreroient leurs prétendus libérateurs comme des bourreaux hypocrites, & auroient horreur d'une *liberté* qui s'annonçoit par le pillage des temples, par les outrages les plus infâmes aux mœurs & à l'opinion publique, par les dévastations les plus cruelles, & par le choix d'agens présentés, couverts de sang & de boue, à la confiance & à l'estime des nations dont on leur transmettoit le gouvernement.

Ces conjectures n'ont point été une illusion: la Révolution s'est vue condamnée & proscrite par *son Souverain*, par cette *volonté générale* dont elle proclamoit les droits lorsqu'elle étoit sans pouvoir de les violer, dont elle usurpoit à force ouverte l'autorité & le langage, aussitôt que ses armes dispensoient ses chefs de les respecter.

Sons châtiment auroit perdu une partie de son utilité, s'il n'eût été infligé par les Peu-

ples même, chassant & exterminant leurs *bienfaiteurs*, & les marquant ainsi, aux yeux de l'Univers, d'un sceau de malédiction publique, dont les exclamations politiques des *Garat* & des *Chenier*, dont les syllogismes des logiciens révolutionnaires, & les savans amphigouris des Docteurs Allemands, ne parviendront plus à effacer l'empreinte.

Il ne manquoit à cette puissance si rapidement détrônée chez l'étranger, que de se couvrir de ridicule après s'être couverte d'opprobre. Elle y a réussi, en s'avisant de nommer *rebelles* ces Peuples affranchis de sa tyrannie, & auxquels elle prétendoit avoir rendu le droit de se gouverner eux-mêmes librement.

Dans ce mouvement général des nations opprimées, ressuscitées par les Alliés, on a observé néanmoins des différences, sur-tout entre les villes & les campagnes. Celles-là n'ont que trop montré par-tout la dégénération où la mollesse, l'égoïsme & l'amour du plaisir les ont conduites: leurs habitans calculoient les dangers respectifs avant de s'ébranler; aussi lassés & non moins malheureux que les campagnes, tout effort pour se délivrer du joug intimidoit leur prudence; ils eussent desiré, comme le desirent aujourd'hui en France les victimes léthar-

giques du despotisme républicain, être guéris sans remèdes, & délivrés de leurs souffrances sans douleur. Au contraire, le soulèvement des campagnes a précédé l'arrivée des armées Impériales; leur dévouement a été entier comme leur fidélité; elles ont donné corps & biens à la cause publique.

On a remarqué la même dissemblance dans les conditions. Celles qui ont été les plus frappées par la révolution dans leurs propriétés, dans leurs prérogatives, dans leur orgueil, dans leurs préjugés, dans leur honneur; qui avoient l'intérêt le plus pressant au rétablissement de l'ordre & des loix, & qui devoient aux Peuples l'exemple du courage, l'ont reçu d'eux, & dans nombre de lieux sans l'imiter. L'avilissement & l'espèce de proscription où le régime François les avoit fait languir, sembloit avoir éteint, au milieu d'elles, ces sentimens généreux qu'il a fallu chercher dans l'obscurité des villages & des rangs inférieurs de la société.

En Allemagne, tandis que Princes, Cités, Cabinets, délibéroient péniblement s'ils fourniroient ou non leurs contingens, les paysans d'une partie de la Souabe & du Palatinat s'armoient, s'organisoient en troupes régulières, & soutenus de quelques détachemens de cavalerie

Impériale, faisoient à l'ennemi une guerre opiniâtre, le poursuivoient de poste en poste, & l'ont resserré sur les bords du Rhin. Leurs rassemblemens n'ont pu être dispersés & affoiblis, nonobstant les vengeances exercées, par les François, dans les villages où ils ont pu pénétrer: ils déploient une constance, un ordre, un courage non interrompus.

C'est à l'étendue & à l'énergie des insurrections qui ont éclaté dans la Haute Italie, que l'on doit la rapidité de sa délivrance, & celle des désastres de tout genre qui ont suivi les défaites de l'ennemi; mais le zèle des insurgens n'a pas été par-tout également prompt & universel.

Sur le Pô Inférieur, les habitans se sont signalés presque à l'ouverture de la campagne, & ont aidé, sans interruption, les opérations des Autrichiens dans le Duché de Ferrare, dans le Mantouan, & dans une partie de la Romagne; en Lombardie, les dispositions ont été plus lentes, quoique l'allégresse se soit montrée générale à l'entrée des Impériaux.

Les Peuples intrépides du Piémont ont surpassé tous les autres en audace, en persévérance, en enthousiasme actif, en fidélité inébranlable. L'insurrection chez eux a été permanente

manente depuis le départ de leur Souverain. Les revers, les supplices, l'abandon où ils se trouvoient, rien n'a pu les décourager. Au milieu de l'armée Françoise & de ses garnisons, on les a vus se réunir avant même que les Alliés eussent passé le Tesin. Ils ont servi de guides aux Généraux, forcé l'ennemi à abandonner ses magasins, à déserter les places, à resserrer sa position; ils l'ont entouré de dangers sur ses derrières & sur son flanc gauche. Dans les Alpes, dans la plaine, dans les Apennins, ces intrépides villageois ouvroient les chemins à leurs libérateurs, coupoient les communications, interceptoient les convois, bravoient tous les dangers pour embarrasser & détruire l'ennemi.— En vain celui-ci réduisoit en cendres les villes & les villages; en vain fusilloit-il par centaines ses prisonniers.

Les provinces du Montferrat & du Mondovi, en particulier, se sont immortalisées par leur dévouement. Théâtres des plus affreuses exécutions, il n'a pas tenu à leurs bourreaux d'en ensevelir les habitans sous les ruines de leurs maisons. Nous disons leurs *bourreaux*; car la perfidie, la tyrannie & la cruauté exercées par les François, sur des hommes armés pour délivrer leur patrie d'un joug étranger, ne permet

pas d'employer un autre terme. Au milieu de Mai, la ville de Carmagnole & les campagnes voisines avoient recouvré leur indépendance : entourées par les renforts considérables qu'avoient reçus leurs persécuteurs, elles consentent à composer; Carmagnole est livrée *par capitulation*. Aussitôt que le Général *Fiorella*, Corse qui commandoit en chef à Turin, & aujourd'hui enfermé dans la citadelle de cette capitale, apprend cette transaction, il l'annulle, il envoie ses incendiaires embraser Carmagnole : cette ville, livrée aux flammes, l'a été aux abominations & aux cruautés les plus recherchées. Les fauxbourgs de Mondovi ont éprouvé le même traitement, & tout ce que la brutalité impudique & l'avarice des soldats peut suggérer d'excès.

Loin de s'en épouvanter, les peuples ont redoublé de constance, d'union & de courage. Mondovi arraché aux François, le Fort de Ceva escaladé par des paysans, Asti entouré, les François contraints de fuir pour se dérober aux vengeances des insurgens, la route de Turin fermée au Général *Moreau*, la marche des Impériaux assurée & accélérée, tous ces avantages importans sont résultés du zèle, de l'activité & de l'intelligence avec lesquelles les Pié-

montois se sont rassemblés, organisés, & déployés comme auroient pu le faire des milices d'élite.

Turin même, Turin gardé par l'ennemi & sous le feu de la citadelle, a suivi les traces des campagnes. Si la ville a ouvert ses portes, on l'a dû au peuple & à la milice bourgeoise, qui, après avoir attaqué & désarmé les principaux postes François de l'intérieur, y ont introduit les Impériaux. — Là, comme en une infinité de lieux, la haine publique pour la Révolution a entraîné la mort violente de quelques-uns de ses plus coupables sectateurs. Aucune autorité ne pouvoit prévenir ces excès. Qu'ils apprennent aux perturbateurs & aux novateurs de tout pays, que ce n'est point contre les seuls *aristocrates* que doit s'exercer tôt ou tard la rage populaire, une fois déchaînée.

Cette conduite des Piémontois est le plus bel éloge & du Peuple & du Souverain de cette contrée. Distinguée dans tous les siècles, dans toutes les guerres, par sa fidélité, elle le fut de même par son caractère irritable, peu flexible & belliqueux. — Ses efforts n'auroient eu ni une telle intensité ni une vigueur aussi soutenue, sans la confiance dont le Maréchal *Suwarof* a su la pénétrer. Les proclamations mul-

tipliées de ce vainqueur, leur franchise & leur simplicité, le ton propre à chaque circonstance, à chaque province, qu'on y remarque; ces invocations courtes & fermes à l'assistance des Peuples, qu'une si fausse politique avoit constamment repoussée dans les premiers années de la guerre actuelle; enfin, l'attention à écarter toute défiance sur les vues des libérateurs, à s'exprimer comme l'eût fait le Lieutenant même du Roi de Sardaigne, à présenter aux sujets de ce Monarque sa restauration comme le prix de leur courage, & à réhabiliter aussitôt ses principaux Officiers, ont puissamment contribué aux succès des insurrections.

Balancés entre leurs préventions contre les Autrichiens & leur aversion pour les François, les Génois, jaloux d'ailleurs de contraster avec les Piémontois, sont maintenant le seul Peuple d'Italie qui ne se soit point détaché de l'oppresseur commun. Il a mérité l'éloge public de *Moreau*, & le payera cher si la fortune continue à favoriser les Alliés.

Les troupes & les agens de la République Françoise ont répété dans leurs désastres, les énormités dont ils affligèrent l'Italie après leurs victoires. Il faudra des siècles pour effacer le souvenir des horribles excès qui ont signalé

leur retraite. Ceux qui nous accusoient d'avoir exaggéré le tableau de leur conduite antérieure, ne rejetteront pas le témoignage des François eux-mêmes. Qu'on lise dans leur dénonciations, dans leurs débats, dans leurs feuilles publiques, dans leurs lettres particulières, ces aveux irrécusables.

" S'il falloit peindre tout ce que j'ai vu, ou " donner les détails de tout ce que je sais, " écrit un Officier de l'armée d'Italie, dans une lettre de Turin imprimée à Paris, " il me " faudroit une fermeté, un courage, une pa- " tience au-dessus de mes forces. Par-tout où " passent les commissions civiles, les peuples " s'insurgent; & quoique j'aie failli être qua- " tre fois victime de ces insurrections, je ne " puis blâmer ces malheureux; on leur enlève " jusqu'à la paille de leurs lits.—Au moment " où j'écris, la plus grande partie du Piémont " s'est levée contre *les voleurs François*, c'est " ainsi qu'on nous traite..... Pourrois-tu en " être surpris, quand je te dirai que, depuis la " *prétendue révolution* de ce pays, qui fait un " laps de tems de trois ou quatre mois, nous " avons dévoré dix millions numéraire, quinze " millions papier-monnoie, les diamans, le mo- " bilier de la couronne, &c. &c.? Crois-tu que

" de pareilles exactions soient faites pour nous " attacher les cœurs des habitans ? Non ; les " Peuples nous jugent d'après notre conduite, " & *nous méprisent autant que nous sommes* " *méprisables*: nous leur sommes en horreur, " en *exécration*...."

D'après ces naïves révélations, les doucereux prédicateurs de jacobinisme mitigé, qui se plaignent dans l'étranger qu'on calomnie la conduite des Républicains François en la retraçant, auront à répondre, non à nous, mais à la voix publique de Paris, des Conseils, des frontières, de tous ceux qui dans les armées ont conservé encore quelques sentimens d'honneur & de droiture.

Jusqu'ici, la *Suisse* n'a justifié qu'incomplettement l'attente très-générale qu'elle s'uniroit toute entière à ses libérateurs, & qu'à leur première victoire soulèvement universel forceroit la retraite de l'ennemi, & concourroit à abréger une lutte, dont la durée perpétue & aggrave les calamités nationales.

La plupart des mouvemens qui éclatèrent il y a deux mois dans quelques districts, furent donnés de consistance & de suite. L'insurrection n'a présenté un caractère de permanence, de système & de solidité, que dans le Canton

d'Uri, dans la Ligue Grise, & dans le Haut Valais. Elle a obligé les François à des diversions épuisantes, préparé la conquête des Grisons, du Mont St. Gothard & du Simplon, ouvert aux Impériaux ces deux passages de l'Italie en Suisse, & occupé plusieurs semaines, sans être réduite, l'infatigable activité des tyrans de ces montagnes.

Beaucoup plus dominés par l'esprit religieux par la force des habitudes & des coutumes, plus profondément révoltés de la perte de leur liberté, & moins accessibles à ses ravisseurs, ces démocraties isolées ont toujours eu de leur force un sentiment exagéré. Les besoins, les intérêts compliqués, les mœurs amollies, la prudence des villes & de la plaine, leur sont encore étrangers. Tous les sentimens concentrés dans un petit cercle de passions nationales & de préjugés indestructibles, s'y exaltent facilement & s'y calment avec peine.

Si le généreux dévouement des montagnards de Disentis, du Haut Valais & du Canton d'Uri ne, s'est pas généralisé dans les Alpes, il faut l'attribuer à l'impression qu'a laissée la catastrophe d'Underwald, à l'infortune de quelques insurrections locales antérieures, au voisinage immédiat de l'armée Françoise, au man-

que de chefs, d'armes, d'instructions, à plusieurs causes particulières, & à des fautes politiques dont l'influence se fait malheureusement appercevoir dans la Suisse entière.

Toute la partie méridionale & occidentale est restée dans l'inaction. Au nord, les Autrichiens ont recontré plus d'adversaires, que d'amis disposés à combattre sous leur protection. Tandis qu'une foible légion de Suisses émigrés, qu'on n'avoit jamais pu élever à mille hommes complets, trouvoit à peine quelques recrues sur sa route, nonobstant ses proclamations, ses appuis, son exemple, & le respectable nom de M. l'avoyer de *Steiger*; tandis qu'essuyant des pertes affligeantes, ses compatriotes de l'intérieur s'empressoient peu de les réparer; tandis, enfin, qu'un nombre très-borné de déserteurs ou de prisonniers Suisses s'enrôloient sous les drapeaux de l'Archiduc, une armée Helvétique auxiliaire partageoit la résistance des François, leurs périls, le malheur & la honte de retarder la délivrance de leur patrie.

La majorité de ces auxiliaires obéissoit à la contrainte: aussitôt qu'il leur a été possible de sortir des rangs de *Massena*, il sont rentrés sur leurs foyers; le dénuement total de subsistances, le désordre affreux de l'administration militaire,

litaire, & l'incapacité de la Régence révolutionnaire, ont concouru à cette honorable défection ; mais, soit défiance ou lassitude, soit difficulté physique ou dissentiment, jusqu'au 15 de Juin le plus petit nombre de ces transfuges s'étoient réunis aux Impériaux.

Au contraire, ceux des corps Helvétiques demeurés traîtres à leur patrie & fidèles à ses spoliateurs, les ont surpassés en acharnement dans le combat. Jamais dévouement ne fut plus criminel, plus étrange & plus soutenu. Ces bandes égarées se composoient, non-seulement de 4 à 5000 Zurickois qui habitent les bords du Lac & en révolution depuis quatre ans, mais encore de détachemens de la Turgovie, des Cantons de Lucerne & de Glaris, des Bailliages libres, & sur-tout du Pays de Vaud. — Leur résistance tenoit de la fureur : les femmes combattoient à côté de leurs maris. Dans divers Bourgs de la Turgovie, les Autrichiens ont été reçus en ennemis.

La seconde proclamation de l'Archiduc *Charles* n'a pas été plus efficace que la première. En vain ce valeureux Prince a-t-il multiplié les traits de clémence, de modération, de longanimité, sans commettre une seule faute. En vain ces Suisses frénétiques voyoient, à la tête d'une

des principales divisions de l'armée Impériale ; l'un de leurs concitoyens connu par son patriotisme, par son respect pour la liberté de son pays autant que par ses talens militaires ; en vain les Autrichiens ont-ils déployé, même dans les districts dont la conduite eût excusé des exemples de sévérité, une discipline & des ménagemens inaltérables.

Ainsi, il manquoit à la Suisse ce dernier malheur d'un déchirement intestin, & d'une guerre civile jointe aux fléaux de la guerre étrangère. Nouvel exemple déplorable de cet esprit de division qui s'empara de la nation dans les guerres d'Italie sous *Louis XII* & *François Premier*, & qui, depuis, montra les Suisses armés contre des Suisses pour & contre les Empereurs, pour & contre les Papes & l'Espagne, pour la Ligue & pour *Henri IV*. Jamais cette contrée ne fut immiscée dans les querelles extérieures, sans en être punie par les mêmes résultats. Elle en doit le retour à ces atroces oppresseurs qui se nomment ses *bons voisins & alliés*, & pour lesquels on voit des bataillons d'aveugles Helvétiens verser leur sang & celui de leurs compatriotes.

On se tromperoit, cependant, d'attribuer cette espèce de neutralisation, au moins dans

la généralité de la nation, à aucun attachement pour le nouveau régime. Les François, leurs subversions, leurs nouveautés, leurs dogmes, leurs mœurs, ont révolté les Peuples pour jamais. Quelques milliers d'individus dont on a perverti la raison, ou troublé le cerveau par des craintes chimériques, ont engagé les intérêts dans le bouleversement de la Suisse, forment seuls la classe d'habitans dont on ait à appréhender une résistance prolongée. Si le pays tout entier n'est pas encore armé pour ses défenseurs & réuni à eux, il faut en accuser des circonstances sur lesquelles nous devons garder le silence, & dont plusieurs étoient inévitables.

C'est une entreprise longue & pénible que de diriger vers un but, & par des moyens uniformes, un Peuple composé, pour ainsi dire, de vingt peuples différens; opiniâtre dans ses inclinations, dans ses préjugés, dans ses défiances; abreuvé de mensonges, auquel des vérités nécessaires sont restées inaccessibles, encore imbû de préventions héréditaires contre la Maison d'Autriche, difficile à conduire autrement que par la confiance, trop réfléchi pour l'accorder légèrement, & sur l'opinion duquel la désorganisation totale des anciennes magi-

stratures, non rétablies, a fait perdre l'empire que leurs chefs obtenoient autrefois.

A mesure que les progrès des Impériaux s'étendront, la partie de la Suisse encore sous le joug le secouera, & ne laissera pas aux Cantons démocratiques seuls la gloire de l'avoir brisé. mais à la vue de l'épouvantable dévastation à laquelle les premiers districts insurgés ont été livrés, le Midi & l'Ouest de la contrée, enfermés dans la ligne de l'armée Françoise, auront voulu s'épargner de si affreux désastres. Copions la peinture qu'en font, non des peintres contre-révolutionnaires & des agens de *Pitt* & de *Cobourg*, mais les propres Officiers, les Représentans, les Alliés de la République Françoise.

" Il n'est pas resté une ame dans ce Canton," écrit, de Brigue en Valais le 3 Juin, le Commissaire *Buxtorf*, l'un des plus forcenés partisans de la révolution en Suisse; " tous les " bourgs & villages sont entièrement déserts; " tous les quadrupèdes ont disparu. Dans tout " Brigue, on n'a pu découvrir encore une " vivante."

" Uri," écrit un autre Commissaire au Directoire Helvétique, " présente un tableau si " désolant, qu'on diroit qu'il a été ravagé par

" la peste pendant plus d'un siècle ; on n'y " voit ni habitans, ni bestiaux; les cabanes " dévastées sont vides."

" Après qu'on eut passé le pont de Reiche- " nau," écrit des Grisons un Officier François au moment de l'insurrection des montagnards de la Haute Ligue, " nos soldats tuèrent tout " ce qu'ils trouvèrent de paysans cachés dans " le château, dans les maisons, dans les gran- " ges; ils ne firent point de quartier.—A Di- " sentis, tout ce qui porta figure humaine fut " impitoyablement *massacré* ou *fusillé*; pas une " maison, pas une chaumière ne fut épargnée; " tout fut la proie des flammes." Et l'écrivain de cette correspondance, insérée dans le *Moniteur* du 9 & du 10 Messidor, raconte ces horribles scènes avec l'insensibilité la plus endurcie, la légèreté & la gaieté familières à la plupart de ses compatriotes.

Les soldats François affamés n'ont pas ménagé davantage les parties de la Suisse les plus paisibles: par-tout les cantonnemens & les retraites de leurs corps détachés sont marqués par la ruine des malheureux habitans: sans la fermeté & les dispositions du Général en chef, Zurich eût été dévasté. Comment maintenir la

discipline dans une armée Républicaine assiégée des plus pressans besoins?

Entre les causes qui, jusqu'ici, ont suspendu l'insurrection générale en Suisse, nous avons indiqué le torrent d'impostures dont on se sert pour alarmer les villes & les campagnes. Telle est l'effronterie des agens, des folliculaires du Gouvernement François, & celle de la Régence Helvétique, qu'on a osé répandre, affirmer officiellement, & répéter dans vingt Gazettes de Paris, de Suisse & d'Allemagne, que l'Archiduc *Charles* avoit imposé sur la ville de St. Gall une contribution d'un million, & de deux millions sur Zurich: cette réquisition est une fable absurde & notoire, ainsi que celle des dégats commis par les troupes Impériales. Il est sans doute impossible de prévenir quelques désordres dans une armée nombreuse sortant de plusieurs combats consécutifs & meurtriers; mais ces excès ont été rares, & la plupart réparés sur-le-champ aussitôt que la connoissance en est parvenue aux Chefs supérieurs.

La République & la Révolution Françoises ont perdu leur procès au tribunal des *Peuples*, comme elles l'avoient perdu à celui des Gouvernemens, de l'humanité, de la justice & de

la raison humaine. Que les Nations assez fortunées pour avoir échappé à la régénération des fusilliers & des concussionaires François, & chez lesquelles on voudroit entretenir encore des levains d'inquiétudes & le poison des nouveautés politiques, s'éclairent à cette terrible lumière de l'expérience; qu'elles écoutent le jugement que vient de rendre cette immense majorité de témoins & de victimes, soulevés contre les destructeurs impies de leurs autels, de leurs loix, de leurs mœurs, de leurs propriétés & de leur repos; qu'elles apprennent ce qu'il en coûte de balancer à défendre des biens si précieux, & quelle chaîne de misères on doit parcourir avant de les avoir recouvrés.

ALLEMAGNE.

En 1792 l'Empire Germanique délibéra de résister aux lésions, aux spoliations, aux sommations, aux menaces & aux déclarations hostiles de la France. Jamais guerre défensive ne fut plus légitime, plus motivée par les traités, par la prudence & par l'honneur national.

La fortune n'ayant point secondé une cause aussi juste, plusieurs Membres de la Confédération s'en détachèrent successivement, soit par l'impuissance de subvenir à leur contingent, soit par des conventions de paix séparée avec la République Françoise, soit par des raisons politiques dont la rigueur des circonstances sembloit excuser l'insuffisance. La Prusse neutralisée neutralisa le nord de l'Allemagne, & inspira au midi le desir ardent de terminer une querelle funeste, qui avoit dévoré déjà plusieurs Cercles de l'Empire. Lorsque l'Empereur lui-même eut posé les armes & retiré ses armées, il ne resta plus qu'à se battre avec des notes, des mémoires & des négociations.

Mais, nonobstant les traités séparés, & les neutralités particulières & les lignes de démarcation, l'Empire à la fin de 1797 n'avoit encore obtenu qu'un armistice. La formation du Congrès de Rastadt & l'objet de ses délibérations prouvent que, le Corps Germanique discutant les moyens de pacification n'étoit nullement pacifié, & que les Plénipotentiaires s'assembloient à la faveur d'une simple trève, dont le cours & l'issue des négociations devoient seuls déterminer la durée.

Le

Le Gouvernement François se réservant même le droit d'en fixer arbitrairement la nature, en méprisoit journellement les conditions, perpétuoit le séjour de ses armées spoliatrices sur la rive droite du Rhin, affamoit Ehrenbrenstein, l'enlevoit à l'Empire, & se jouoit avec son effronterie ordinaire de sa parole, de ses conventions, & du *Statu quo*.

Il est donc palpable que la rupture du Congrès replaça l'Empire dans la situation politique où il se trouvoit à la convocation de cette Assemblée, c'est-à-dire, dans un état de guerre avec la République Françoise. Tous les sacrifices accordés à son insolence, à son ambition & à ses menaces, se trouvoient annullés: de l'immense protocolle du Congrès, il ne restoit plus que la révocation de ses actes, prononcée par le fait même de sa dissolution avant la signature d'aucun traité définitif.

Le Directoire se considéra même comme tellement en droit de traiter l'Empire en ennemi, qu'il requit du Duc de *Wirtemberg* ses forteresses, qu'il s'empara de Manheim, somma Philipsbourg, & sans en référer à aucun des Souverains territoriaux, ouvrit à ses troupes, à main armée, le passage de leurs Etats.

Si à ces violences il mêla quelques ménagemens momentanés, si la Souabe ne fut pas immédiatement bouleversée, il faut en rendre grâces à l'espoir qu'entretenoit le Directoire d'armer l'Empire contre l'Empereur ou de l'en détacher, & sur-tout à la crainte d'irriter la Cour de Berlin par des projets de subversion, trop brusquement exécutés sur de nouvelles parties de l'Allemagne.

Jusqu'au moment où l'avarice Françoise expia ses bravades & la démence des Directeurs; jusqu'à ce que sa retraite honteuse & précipitée au-delà du Rhin, trois semaines après l'avoir traversé en conquérante, eut mis terme à ses forfanteries & à la terreur des Cercles de Souabe, du Haut-Rhin & de l'Empire entier, on conçoit qu'on ait prolongé la triste comédie du Congrès, qu'on se soit dissimulé sa position, & qu'on ait cherché dans une neutralité non reconnue par l'ennemi, une chimérique & temporaire sureté.

Mais, depuis que l'habileté, la valeur & le dévouement des armées Impériales combinées ont donné une base un peu plus solide à l'indépendance, à l'intégralité & à la sécurité de l'Allemagne, elle n'a point abandonné son pre-

mier système; elle feint de se croire étrangère à la querelle de son chef, d'être en paix avec la France, de n'avoir rien à redouter de sa *modération* pour l'avenir, rien à répéter de son ambition, aucun autre devoir à remplir que celui de rester spectatrice indifférente d'une lutte, qui replace la Ligue Germanique dans ses rapports avec l'Empereur, avec l'Empire & la France, tels qu'ils existoient antérieurement au Congrès mort & enterré.

La critique la plus mesurée, la plus juste & la plus noble de cette politique, on la doit à un Roi du Nord, qui, Membre intégral de l'Empire Germanique, lui a adressé une représentation digne de *Gustave Adolphe* & de *Gustave III*, en lui donnant l'exemple de se réunir au Chef de la Confédération.

Nous ne pouvons omettre cette mémorable déclaration du Roi de Suède, en sa qualité de Duc de Poméranie; déclaration remise le 20 Mai, par son Ministre auprès de la Diète générale de Ratisbonne.

„ Comme Sa Majesté a déjà déclaré qu'elle ne regardoit
" plus le Congrès de paix de Rastadt comme constitutionnel,
" depuis qu'une nouvelle guerre a éclaté, & qu'en conséquen-
" ce elle a rappelé son Ministre Plénipotentiaire, ce Congrès

" doit être regardé comme dissous. Aucune Légation d'Etats
" de l'Empire ne pourroit rester à Rastadt, sans manquer ce
" qu'elle doit au Chef Suprême. La guerre actuelle, à mon
" avis, doit être regardée comme une guerre d'Empire, &
" elle fut déjà déclarée telle antécédemment; & comme le
" Congrès ne s'étoit assemblé que pour négocier la paix du-
" rant l'armistice, il résulte, selon moi, que les choses se
" trouvent sur le même pied où elles étoient auparavant.

" Le premier devoir de chaque Membre de l'Empire est
" donc de prendre part à cette guerre en fournissant son con-
" tingent; aucun Etat, d'après mon opinion, ne peut être di-
" spensé de cette obligation, si ce n'est ceux, qui par leur
" position locale & le défaut de moyens se trouvent dans
" l'impossibilité de le faire. Toute autre façon de penser me
" paroît inadmissible & inconstitutionnelle. Notre principale
" obligation est l'obéissance envers le Chef Suprême de l'Em-
" pire, & l'attachement à la Constitution, afin d'assurer la
" jouissance de nos droits & prérogatives.

" L'on pourroit peut-être alléguer que les intérêts & le bien-
" être de quelques Etats de l'Allemagne leur prescrit ce qu'on
" appelle la neutralité; mais comme j'ai déjà excepté des
" Souverains & pays que des circonstances impérieuses met-
" tent dans l'impuissance de supporter le fardeau de la guer-
" re, je ne trouve aucun sujet de tenir une telle conduite, pour
" ceux à qui leur position locale ne fournit point une pa-
" reille excuse; & quand même la part qu'ils prendroient à
" la guerre seroit accompagnée de difficultés & de frais,
" ils n'ont pour cela aucun motif valable de manquer à leurs
" promesses. Non; & il seroit à souhaiter que l'intérêt par-
" ticulier ne conduisît jamais à de semblables démarches, &
" que la sainteté des promesses faites fût révérée par nous
" comme elle le fut par nos ancêtres. C'est uniquement par
" ce moyen, & non pas en s'isolant à soi-même, en manquant
" à la soumission due au Chef Suprême, que l'intégrité de

" l'Empire sera maintenue. Ne devons-nous pas déjà des re-
" mercîmens à l'Empereur, qui, quoique abandonné à lui-mê-
" me peu de tems après que la première guerre d'Empire eut
" commencé, soutint seul avec son peuple fidèle une guerre
" de cinq ans? Et si la paix qu'il fit ensuite avec la Répu-
" blique ne fut pas entièrement à l'avantage général de l'Al-
" lemagne, ce fut peut-être uniquement parce qu'on ne pouvoit
" justifier une pareille attente, après avoir abandonné le Chef
" Suprême. Nous Souverains, qui exigeons de nos peuples fi-
" délité & obéissance, il est de notre devoir de leur donner
" l'exemple en replissant nos propres obligations. Et quels
" avantages a-t-on obtenus par la neutralité? A-t-elle été re-
" spectée, & n'est-il pas arrivé depuis assez d'événemens qui
" doivent nous convaincre du contraire? Comme l'accomplis-
" sement de mes obbligations est pour moi ce qu'il y a de
" plus satisfaisant, je n'ai pu voir plus long-tems avec indiffé-
" rence le silence général; j'ai cru aussi qu'un plus long si-
" lence de ma part seroit nuisible, & je regarde comme une
" grande recompense de l'avoir rompu ici. Celui qui lit dans
" le cœur des hommes, est mon juge; & il verra surement
" dans le mien, qu'aucun sentiment d'ambition ne m'a porté
" à la démarche que je fais, & j'ai été uniquement inspiré
" par le desir de rétablir l'union, la confiance & l'intégrité
" dans le Corps Germanique.

" Je déclare donc ici à mes Co-Etats, que je suis prêt dès
" ce moment à faire marcher mon contingent, comme Duc de
" Poméranie, & je desire que tous les Membres bien pensans
" de l'Empire, & principalement ceux qui ont assez de puis-
" sance pour le soutenir efficacement, imitent mon exemple."

Cette note fit à Ratisbonne une impression d'autant plus forte qu'elle étoit inattendue; qu'elle prête peu à la réplique, & qu'elle an-

nençoit dans le parti de neutralité, une défection trop éclairée pour ne pas frapper plus d'un Gouvernement.

Cependant, excepté l'Evêque d'Eichstädt, aucun Membre de l'Empire n'a encore ouvertement adhéré aux conclusions de S. M. Suédoise. La Ligue Germanique n'est point assez remise de la secousse qu'elle a reçue, ni assez aguerrie contre les dangers qu'elle a courus, ni assez confiante sur ceux de l'avenir, ni rassurée sur des craintes d'un autre genre dont l'esprit de parti, la jalousie, & quelques faits modernes servent à exaggérer les fondemens.

D'une part, on apperçoit les Princes les plus voisins de la République Françoise, redoutant de compromettre la fragile tranquillité que leur ont rendu des conventions particulières, & neutralisés par l'effet de leur disposition géographique.

De l'autre, une Confédération tacite, formée sous les enseignes de la Prusse, suivant les mouvemens de cette Puissance, se rallient à sa protection, & prolongent comme elle les temporisations.

Dans une troisième classe se trouvent les Souverains sur lesquels la Cour de Vienne exerce plus d'influence, ou indépendans dans leurs dé-

libérations, & uniquement guidés par l'intérêt de leurs Etats ou par les devoirs que leur impose leur qualité de Membre de l'Empire. — Ces différentes nuances se sont manifestées dans l'Assemblée de Rastadt, & se reproduisent encore aujourd'hui.

Le beau système des sécularisations & des indemnités, poursivi par les équitables Publicistes du Luxembourg, état évanoui, les Princes de la première des trois catégories que nous venons de désigner, sont les plus intéressés aux succès de l'Empereur & de ses Alliés, ainsi qu'à la chûte de la République Françoise, puisqu'ils ne peuvent maintenant recouvrer leurs possessions sur la gauche du Rhin, que par la chance d'une guerre heureuse.

L'Electeur Palatin, placé dans la seconde classe, n'a plus à espérer que *Rewbell* ou *Treilhard* lui adjugent quelques Principautés ecclésiastiques par compensation de ses pertes; il ne rentrera dans la partie si précieuse de ses domaines qu'ont envahi les François, que par les efforts des Alliés, par leurs victoires, & par un traité de paix qui rendroit à l'Empire tous ses démembremens. — On annonce que ce Prince se dispose à fournir son contingent à l'armée Im-

périale : ce ne sont pas des ennemis qui lui auront dicté cette résolution.

Parmi les Souverains qui composent la dernière division mentionnée, il en est un fait pour servir de modèle, qui n'a jamais pris conseil que de sa probité, de sa sagesse & de ses lumières ; un Prince à qui l'on n'a à reprocher ni une fausse démarche, ni un moment d'oubli de ses devoirs ; respecté & chéri de ses sujets, estimé de l'Europe entière ; dont la religion & la morale n'ont jamais cédé ni à la corruption du siècle, ni aux séductions d'une politique ambitieuse ; également juste envers son peuple & ses voisins, & dont le Gouvernement paternel, ferme & réfléchi, s'est montré invariable dans ses principes.—Nous n'avons pas besoin, à la suite de ce portrait, de nommer l'Electeur de Saxe.

Plus ce Prince mérite de confiance & de respect, plus on est attentif à la résolution que lui inspireront les conjonctures. Son exemple porteroit dans la balance un poids bien supérieur à celui d'un contingent de quelques milliers d'hommes ; le poids de la considération publique dont l'Electeur est environné, de l'esprit de droiture & de prévoyance dont on sait qu'il est animé.

Nous

Nous nous abstiendrons de toute conjecture sur les déterminations auxquelles pourra se fixer une Puissance du premier ordre, circonscrite jusqu'ici dans le rôle de régulatrice de la neutralité; appelée par les circonstances à déterminer les plus grands événemens, & à consommer l'affranchissement de l'Europe. Le changement imprévu & immense survenu si promptement sur le théâtre des usurpations Françoises, aura sans doute mûri la politique de la Prusse, en affoiblissant les motifs de son immobilité, & en faisant naître de nouveaux rapports dont elle ne peut rester long-tems spectatrice indifférente. Dans ses mains semble reposer la balance où le destin des sociétés civiles est encore suspendu: à ses décisions sont attachés, si non le sort de la République Françoise, du moins celui des dernières dépouilles qu'elle conserve, la sureté de l'Allemagne entière, & le rétablissement de barrières à ses entreprises moins insuffisantes que les Congrès & les lignes de neutralité.

C'est avec regret qu'au moment où les plus grands intérêts sollicitent l'union entre les Membres de la Ligue Germanique, où la Providence vient de leur ménager l'occasion de raffermir leur existence en suspendant leur rivalités,

c'est avec regret, disons-nous, qu'on découvre dans quelques Gouvernemens, une affectation à déplorer l'assassinat des deux Agens Directoriaux, illégalement & non injustement punis à Rastadt. On n'eût pas employé plus de formalités, de cérémonial & d'étalage, à constater le meurtre d'un Empereur, qu'on en a mis à recueillir les plus petites particularités de cet événement. Au milieu de la profonde indifférence avec lequel il a été reçu par le Peuple François & les armées, il est étrange d'entendre en Allemagne des gémissemens si multipliés, & de rencontrer dans le *Moniteur* des lettres officieuses de Ministres de certaines Cours, où les plus téméraires insinuations sont annoncées sans déguisement.

La Cour de Vienne a adopté la marche la plus éclatante pour faire taire les diffamateurs: elle a associé l'Empire entier à l'investigation du crime, à la recherche des coupables & à leur punition. Tel est le sens & le but du Décret Aulique suivant:

Décret de la Commission Impériale, remis à la Diète générale de l'Empire, le 31 Juin.

" Sa Majesté l'Empereur & Roi a reçu de la part de M. le Margrave de Bade un rapport, signé par S. A., en date du 3 du mois passé, portant la fâcheuse nouvelle que les Ministres Plénipotentiaires François au Congrès de pacification avec l'Empire, lors de leur départ de Rastadt, qui, contre le conseil de plusieurs personnes, a eu lieu pendant la nuit, ont été assaillis, le 28 Avril au soir fort tard, à peu de distance de la ville, par une troupe de gens portant l'uniforme militaire Impériale; que les Ministres Bonnier & Roberjot ont été massacrés à coups de sabre; que le Ministre Jean Debry, qui n'a échappé à la mort que par un heureux hasard, a été fortement blessé, & qu'ils ont été tous dépouillés d'une grande partie de leurs effets.

" S. M. I. n'a pas d'expressions pour rendre jusqu'à quel point elle a été révoltée & saisie d'horreur à la première nouvelle de ce forfait, commis sur le territoire de l'Empire sur des personnes dont l'inviolabilité se trouve sous la sauvegarde spéciale du droit des gens; impression qui, vu le respect inaltérable de S. M. I. pour la dignité de l'homme, pour la morale, & pour les principes sacrés du droit des gens, ne s'effacera jamais de son ame profondément émue par cette catastrophe funeste.

" Ce n'est point par des soupçons haineux, ni par des conjectures téméraires; ce n'est point par des imputations calomnieuses, ni en répandant dans le public des bruits gratuits, dictés par l'esprit de parti; ce n'est pas non plus par les emportemens d'un cœur pervers, & les phantômes déréglés de

l'imagination effrénée des rédacteurs des feuilles publiques, Allemandes ou étrangères; ce n'est point par des tableaux exaspérés, qui n'ont pour but que l'augmentation de pouvoir, l'exploitation de nouvelles ressources pécuniaires, ou d'autres vues cachées, ni par de virulentes diatribes ou des cris de vengeance adressés à la Nation Françoise & à tous les Etats; mais bien par une recherche scrupuleuse, impartiale, légale, & sévère, que ce forfait peut être éclairci avec toutes ses différentes circonstances, & qu'on peut parvenir à en connoître avec certitude les auteurs & les complices, & à déterminer en conséquence l'exacte imputation du crime dans tous ses rapports. Aussi n'a-t-on pas tardé à prendre les mesures les plus convenables à cet égard, & S. M. I. déclare de la manière plus formelle, devant la Diète générale de l'Empire, à toute l'Allemagne, & à l'Europe entière, qu'il n'y a que la plus éclatante satisfaction (sans égard aux individus quelconques que la voix impartiale de la justice sévère désignera comme coupables) qui puisse appaiser la juste indignation du Chef de l'Empire.

" Mais S. M. ne souhaite pas simplement, que ce fâcheux événement, qu'elle regarde elle-même comme une affaire qui concerne toute la Nation Germanique, soit examiné dans toutes les formes légales, avec l'impartialité la plus scrupuleuse, & soit suivi de la satisfaction la plus éclatante; elle est animée du désir le plus vif d'éloigner jusqu'au moindre soupçon de connivence, & de mettre tant le Chef de l'Empire que l'Empire même à l'abri de tout reproche d'avoir négligé de donner à cette affaire l'attention la plus sérieuse. Ce désir est fondé sur-tout sur les jugemens prématurés qu'une partie du public d'Allemagne & de l'étranger ne cesse de porter sur cette affaire, avant que les recherches légales soient terminées.

" Pour atteindre ce but de la manière la plus sûre, la diète générale de l'Empire est invitée à nommer quelques dépu-

tés, tirés de son sein, pour assister aux recherches ouvertes sur cette affaire, & à donner dans sa prudence & sa sagesse au plus tôt son avis dicté par une franchise noble & patriotique, sur tout ce que l'importance d'un attentat aussi inoui & aussi abominable exige, afin de concourir, par ses conseils éclairés, à convaincre toutes les personnes impartiales, que l'Empereur & l'Empire sont animés du même desir, que la justice la plus rigoureuse & la satisfaction la plus éclatante soient rendues; qu'ils ont la même horreur pour un forfait aussi atroce, ainsi qu'un respect égal pour les principes sacrés de la morale & du droit des gens.

" S. M. l'Empereur s'attend, en conséquence, avec la sollicitude qui convient au Chef de l'Empire, à voir cet avis rédigé au plus tôt."

Signé à Vienne, le 6 Juin, l'an 1799.

P. Colloredo Mannsfeld.
Pierre Antoine Frank.

La Diète a décrété préalablement la formation de la Commission demandée, dont le siège seroit à Ratisbonne, & à laquelle assisteroit un député du Gouvernement François. Cette tragédie, d'ailleurs, est aujourd'hui tellement oubliée, qu'on a peine à recueillir des lumières sur ses véritables causes & sur ses véritables acteurs. Nous attendrons des informations plus positives, avant de hasarder de publier les conjectures qui commencent à circuler sur cet étrange événement.

COURLANDE.

LE 10 Juin, le mariage de M. le Duc d'*Angoulême*, fils aîné de *Monsieur*, & de Madame Royale *Thérèse* de France, a été célébré à Mittau en présence de *Louis XVIII*, de la Reine son épouse, & d'un concours nombreux de François attachés à S. M. & des personnes les plus considérables de la ville: le Cardinal de *Montmorency*, Grand Aumônier, a béni cette union touchante, que le Ciel, dans ses décrets, semble avoir préparée & protégée au milieu des infortunes inouies, dont a été frappée une Maison Souveraine, réservée à reprendre un jour le sceptre & l'éclat que lui ont ravi des François dénaturés.

Depuis qu'elle a échappé de sa terre natale, arrosée du sang de sa Famille, Madame Royale n'avoit pas encore eu la consolation de revoir ses augustes Parens expatriés. Le moment de leur réunion fut marqué par une effusion des sentimens de la nature, de la ten-

dresse, de la douleur que tant de souvenirs cruels mêloient à un épanchement si doux. Précipitée aux pieds du Roi qui la pressoit contre son sein, la jeune Princesse, baignée des larmes de S. M., éclatoit en sanglots, & ne reprit sa sérénité que pour exprimer à son Père adoptif la vivacité de sa reconnoissance.

C'est à six cents lieues du Royaume gouverné depuis tant de siècles par leurs aïeux, que les rejettons d'*Henri IV* & de *Louis XVI* viennent de former aux autels ces liens si désirés & si désirables. L'Empereur de Russie a signé le contrat de mariage, & en a reçu le dépôt dans les archives de son Sénat. Quel siècle que celui où l'on est témoin de semblables vicissitudes, où les glaces du nord sont le dernier asyle d'un Roi de France, au milieu des Monarchies ébranlées ou renversées par les usurpateurs de sa couronne; ou du fond d'une tour devenue la sépulture de fon frère, & d'où elle a vu passer à l'échafaud les auteurs de ses jours & la céleste consolatrice de ses douleurs, l'Héritière de la Maison de France, la petite fille de *Marie Thérèse*, vient en Courlande recevoir un époux de son sang, Jouet comme elle des fureurs d'une bande

de régicides, & d'une adversité sans exemple!

Parmi les convives qui ont assisté au dîné de Noce, on a remarqué M. *Guilhermi*, député du Tiers Etat à l'Assemblée de 1789. Le Roi, toujours attentif à reconnoître & à faire valoir la loyauté, comme il l'est à accueillir le repentir & à pardonner les offenses, lui a dit avec le ton affectueux qui le caractérise : " Mon bonheur seroit complet, si j'avois, pu " réunir ici tous ceux qui se sont signalés à " votre exemple, par une fidélité courageuse " envers le Roi mon frère."

Ah! malheureux François, gourmandés, emmuselés, moqués, pillés, guillotinés par des *Barras*, par des *Sieyes*, par des *Chénier*, vous êtes bien plus à plaindre que ces innocens & jeunes Héritiers présomptifs d'un Trône que vous avez laissé renverser, que vous n'avez pas le courage de rétablir, & à l'ombre duquel seulement vous retrouverez ce repos qu'il vous a si peu coûté de perdre, que vous avez la folie de chercher dans votre servitude à toutes les espèces de tyrans & de tyrannies, & la patience d'espérer d'un miracle!

Puissent les auspices moins sinistres sous lesquels la cérémonie de Mittau a été célébrée, être

être le présage des destinées que la justice de la Providence réserve à deux Epoux, si dignes du respect & de l'amour de leur Nation! — Tout ce qui peut embellir la Couronne, & rassurer les François abusés sur les suites de son rétablissement, les agrémens de la figure, les charmes du caractère, la douceur, la bonté, la sincérité, la faveur de la jeunesse, la clémence, l'instruction de l'adversité, le souvenir des leçons admirables de *Louis XVI*, l'exemple & les sentimens de *Louis XVIII*, se réunit ici aux droits sacrés de la naissance, pour fixer l'intérêt & les vœux de la France sur ces deux restes d'une antique dynastie, destinés à orner un jour ces palais abandonnés au crime, à la souillure & au despotisme.

Trois jours avant le mariage de M. le Duc d'*Angoulême* & de Madame Royale, le 7 Juin, expiroit à Trieste une autre Princesse de cette Maison dispersée par les ouragans de la Révolution. En sortant de France, Mesdames Tantes de *Louis XVI* s'étoient retirées à Rome, & de Rome à Naples: toujours poursuivies par les assassins de leur race, après l'invasion de Naples, elles avoient gagné Corfou, d'où elles venoient de débarquer à Trieste: la plus âgée

de ces Princesses, *Marie Victoire*, y a terminé sa vie. Que les hommes privés à qui leurs infortunes paroissent insupportables, jettent les yeux sur ces descendans de *St. Louis*; ils béniront le Ciel de les avoir fait naître loin des grandeurs.

F R A N C E.

Epuration du Directoire, & Réforme de ses Usurpations.—Caractère de ce nouveau Drame Politique.

PENDANT que nous rapportions ici le mois dernier nos conjectures sur la proximité d'un engagement décisif entre le Corps Législatif & le Directoire, tandis que nous recueillions les symptômes de cet événement, il s'accomplissoit à Paris avec une promptitude, & à aussi peu de frais qu'on déplace un commis aux barrières, ou que l'on rend une ordonnance de police.

Des aveugles seuls pouvoient s'obstiner à méconnoître les causes & la certitude de cette

variante révolutionnaire; mais il étoit donné à peu de personnes de prévoir qu'elle s'exécuteroit sans obstacles ni secousse, & que la plus formidable autorité viendroit se briser contre la tribune de quelques parleurs, dont elle avoit si long-tems enchaîné & méprisé l'éloquence. S'il restoit à quelqu'un le moindre doute sur l'instabilité de la République Françoise, & sur la fragilité des pouvoirs éphémères qui, tour à tour, font fléchir à leur gré son absurde & nominale Constitution, les dernières scènes peuvent servir à détromper leur incrédulité.

Voici la marche, les acteurs, le caractère & les premières suites de cette emancipation de la Législature, qui, en brisant ses fers, n'en a point encore écrasé la tête de ses rivaux; nouveauté qui mérite d'être remarquée.

Antérieurement nous avions indiqué les premiers pas qui signaloient dans les Conseils un projet fixe de s'affranchir, & avec eux la masse entière des Républicains dont le Directoire fatiguoit l'impatience, & enchaînoit le zèle depuis deux ans. La discussion sur la liberté d'imprimer à restituer aux écrivains périodiques, polémiques & politiques, agitée dans plusieurs séances fort échauffées, servoit de cadre aux reproches, aux accusations, aux apo-

strophes que les revers extérieurs autorisoient les opinans à multiplier contre le Gouvernement. Quelques créatures de ce dernier luttoient foiblement contre l'orage, dont *Boulay* de la Meurthe, l'un des principaux organes du parti Anti Directorial, manifesta clairement le but, le 15 Juin, par une motion de circonstance. Il observa très-justement qu'avant que de s'occuper des clauses d'un décret qui rétablit la liberté de la presse & qui fixa la responsabilité des auteurs, il falloit, avant tout, abroger la loi qui, en 1797, transmit au Directoire la *dictature* de l'esprit humain, c'est-à-dire, le droit de faire censurer & supprimer arbitrairement les Feuilles Publiques par son Ministre de la Police, de s'emparer des presses & d'emprisonner les auteurs.

Chenier, qui n'a jamais manqué de se déclarer à propos en faveur du parti le plus voisin de prévaloir, renouvela les lieux communs délayés depuis dix ans sur la liberté d'écrire, frappa les oreilles encore plus que l'entendement, & acheva de faire taire quelques bavards, qui ressuscitoient à leur tour les argumens commodes dont s'étoit étayé le Directoire, pour se faire attribuer la prérogative de traiter les auteurs, avec plus de despotisme

qu'ils n'en éprouvèrent sous le régime de la Monarchie.

Cette loi du 19 Fructidor (5 Septembre 1797) finit par être unanimement condamnée & révoquée. L'article de la Constitution qui exempte les écrits de toute censure avant leur publication, & qui ne rend l'écrivain responsable que dans les cas prévus par la loi, fut corroborée & reçut une sanction nouvelle.

Nous ne nous arrêterons point aux inconséquences, aux définitions, distinctions, qualifications, par lesquelles ces Législateurs de circonstance ont imaginé de prévenir les abus de la presse, en déterminant les cas où cet abus commencera & devra occuper les Tribunaux.— Il n'est pas un auteur, fût-il le plus irréprochable, qui ne doive être pris tôt ou tard dans cette série de pièges tendus à la pétulance Françoise, & où l'on reconnoît ce génie de Procureurs qui, dès 1789, a distingué la plupart des innombrables décrets dont les Constituans & les Constitués ont affligé leur patrie.

On sent de reste qu'un code entier ne suffiroit pas à poser des limites si délicates, & à marquer le point précis où un écrit devient sé-

ditieux plutôt que libre, licencieux plutôt qu' hardi, attentatoire à l'ordre public plutôt que propre à en éclairer ou à en censurer les administrateurs. La spécification du libelle appartient aux tribunaux; le plus fou des législateurs est celui qui prétend régler d'avance ce qui ne peut être soumis à aucune règle invariable.

On sent d'ailleurs, que toutes les loix du monde, tous les légistes, tous les juges, toutes les proclamations constitutionnelles sont impuissans à assurer huit jours la liberté d'écrire & la tête d'un écrivain, dans un pays en révolution permanente, livré successivement à des factions du sort desquelles dépend définitivement la publicité des opinions, la sureté de ceux qui les professent, & l'indépendance des auteurs.

Dans la semaine précédente, on avoit demandé au Directoire un rapport sur la situation de la République : la réponse n'arrivoit point; les Commissions du Conseil de 500, réunies d'office pour aviser aux circonstances, proposèrent le 16 un second Message au Pouvoir Exécutif, & de rendre permanente la séance du Conseil, jusqu'à ce que le Directoire se fût expliqué. Le Conseil des Anciens imita sur-

le-champ cette mesure, signal d'une crise, & usitée aux heures de danger.

Le plan du Corps Législatif étoit mûr; il procédoit avec suite & célérité; nul conflit inquiétant dans les délibérations. Le Luxembourg, au contraire, voyoit approcher sa ruine sans oser la prévenir; il marquoit cette hésitation qui décèle la foiblesse des moyens, l'anxiété ou l'impéritie de ceux qui les dirigent: la discorde, d'ailleurs, s'étoit emparée de ce palais où, depuis trois ans, la plus scandaleuse & la plus insolente tyrannie signoit sans remords comme sans prévoyance, les malheurs de la France & ceux de l'Europe entière.

Pressé de rendre compte & incertain dans ses résolutions, le Directoire hasarda une réponse dilatoire, où, en annonçant qu'il s'occupoit de satisfaire dès le lendemain à la demande des Conseils, il se déclaroit, à leur exemple, constitué en permanence.—Quelques serviteurs du Gouvernement essayèrent alors d'argumenter pour faire rompre la séance, en représentant la réponse provisoire qu'on venoit de recevoir, comme le calmant de toutes les inquiétudes. Ces voix perdues ne servirent qu'à manifester de plus en plus les véritables vues

des meneurs, & à constater que c'étoit des places de l'Autorité exécutive & non de ses lumières, du pouvoir & non d'éclaircissement, dont on avoit besoin.

Suivant la tactique ordinaire, le redressement & la lettre de la Constitution devinrent le titre des opérations. Sur cette base les Commissions réunies engagèrent l'attaque personnelle: la loi à la main, elles firent prononcer la déchéance du Directeur *Treilhard*, sous prétexte qu'élu au milieu de Mai 1798, il lui avoit manqué *trois jours* pour remplir l'intervalle que prescrit la Constitution, entre les fonctions de Représentant du Peuple & celles de Membre du Directoire.

Pas une objection ni une parole ne s'étoient élevées, il y a un an, contre la promotion de cet Avocat, alors Plénipotentiaire à Rastadt; depuis treize mois il portoit la toge consulaire, sans qu'aucun des intrépides surveillans de la Constitution eussent osé remarquer l'illégalité de son installation. Les tems & les circonstances ayant changé, une légère erreur de date suffit à décider l'expulsion d'un des Chefs de la République.—On eût dit qu'il s'agissoit d'un contrat de vente contre lequel on se pourvoyoit

en

en rescission, sur un vice de formalité, pardevant un Juge ordinaire. *Treilhard*, abandonné à l'ostracisme, emporta la honte d'être détrôné sans qu'aucun Membre des Conseils tenta d'articuler un mot en sa faveur. En moins d'une demi-heure on vit tomber ce ridicule Potentat, que le Congrès de Rastadt avoit eu la simplicité de croire un personnage, & dont la risée publique a accompagné la chûte.

Durant cette procédure arithmétique, le Directoire rédigeoit enfin son Message promis. Le 17 après midi le Conseil des 500 reçut & lut ce mémoire vide, lâche, anti-grammatical, & qui n'étoit pas propre à désarmer les ressentimens.—Les Directeurs, il est vrai, y prioient leurs ennemis de *recevoir leur épanchement avec la même cordialité qu'il avoit à le leur faire*; mais à ce témoignage si sincère d'amitié, les greffiers du Luxembourg avoient entremêlé de nouveaux reproches au sujet des finances. " Le " Directoire, disoient-ils, se livre entièrement " à ce qui concerne les finances & le militai- " re. Que le Corps Législatif *s'en occupe aus-* " *si*, & la République est sauvée." C'étoit accuser formellement la négligence des Conseils; d'où l'on peut conclure que la majorité des Di-

recteurs avoit perdu tout espoir de les ramener, ou perdu la tête.

Dès le lendemain, 18, la colonne assaillante s'ouvrit & démasqua son artillerie. " Voilà donc " le Corps Législatif dénoncé par le Directoi- " re! " s'écria le nommé *Bertrand*, évidem- " ment aposté pour sonner la charge. " Fut-il " jamais plus insigne mauvaise foi? Vous avez " accordé *même plus* qu'on ne vous a deman- " dé, & on vous accuse de laisser le trésor " public dans la stagnation. Pâlissez, Triun- " virs Directoriaux; je vais tracer une partie " de vos fautes, que d'autres appelleroient des " crimes."

A la suite d'une file de dénonciations frivoles, énoncées dans le style le plus ampoulé, ce *Bertrand* ajouta: " Et vous parlez de réu- " nion entre les représentans du peuple & vous! " votre devoir étoit de confesser vos fautes. " Qu'avez-vous fait pour reconquérir la con- " fiance? Avez-vous remis en place un seul ré- " publicain? Réfléchissez un moment; voyez si " vous pouvez encore conserver vos fonctions. " *Terminez votre carrière par une démission* " *prudente.*"

A ce mot d'ordre qui préparoit & éclairoit le dénouement, *Boulay* de la Meurthe, initié

à fond dans les secrets du parti, commenta & réchauffa la diatribe du préopinant.

" Le Directoire vous accuse, s'écria-t-il avec " une hypocrite solemnité, & vous accusez le " Directoire. Depuis plusieurs mois il est évi- " dent qu'il veut mutiler la représentation na- " tionale; le Corps Législatif ne souffrira pas " qu'on attente à l'inviolabilité de ses mem- " bres. Au lieu d'user du pouvoir que vous " lui aviez transmis pour sauver la patrie, le " Directoire l'a converti en dictature pour vous " retenir dans l'oppression. Il est tems que vous " repreniez votre place. C'est au génie de *deux* " *hommes seulement* que j'attribue tous nos " maux; je parle de *Merlin* & de *La Reveil-* " *lere*. Si ces deux *individus* avoient donné " leur démission, ils auroient eu le mérite " *d'avoir sauvé la République*; mais par une " opiniâtreté *invincible* ils nous exposent à fai- re un coup d'éclat. "

Ce jargon, sans doute, étoit bien dépourvu de sens. Les biens ou les maux de la République ne tinrent jamais *au génie de deux individus*; la démission de ces *deux individus* ne sauve point la patrie. Un autre déclamateur Corse, nommé *Arena*, renchérit sur *Boulay*, & assura que les *Triumvirs* conservoient 20,000

hommes à Paris pour décimer la représentation nationale.

Il en falloit moins pour entraîner cette cohue législative, artistement amenée à tout croire & à tout décréter, & réunie par des ressentimens communs. Aussitôt elle institua une Commission de onze Membres, demandée par *Boulay*, composée des Chefs de l'entreprise auxquels on adjoignit les Généraux *Joubert* & *Augereau*, & avec l'instruction d'examiner les mesures que dictoit le dernier Message du Directoire.

A peine convoqué, ce Comité dans le jour même proposa & fit décréter par les deux Conseils, une mesure préliminaire de sauvegarde. " Toute autorité, ou tout individu, qui at-" tentera à la sureté & à la liberté du Corps " Législatif, ou de quelqu'un de ses Membres, " soit en donnant l'ordre, soit en l'exécutant, " est *mis hors la loi.*"

Cette disposition virile, & par laquelle doit toujours débuter une Assemblée entreprenante, se trouva superflue. Les Directeurs disgraciés étoient loin de pouvoir menacer la sureté de leurs juges, & disputer même le terrein 24 heures. Soit que leur nullité, ou leur effroi d'une accusation formelle déterminât leur dé-

cision, ils n'attendirent pas une seconde sommation de se retirer, & prièrent humblement leurs dénonciateurs de recevoir leur démission.

C'est précisément là où le Corps Législatif, jaloux d'éviter une crise plus grave, avoit désiré les amener. Ils sortirent sans plaintes, sans débats, & peut-être sans de vifs regrets, de ce théâtre orageux de leur toute-puissance avilie. Les malédictions publiques les y avoient suivis à leur entrée; les malédictions publiques accompagnèrent leur retraite. Ces misérables, dont 400 mille soldats exécutoient il y a deux jours les despotiques volontés, ces fondateurs ed Républiques, ces destructeurs des Rois, n'ont pu rencontrer un ami dans la prospérité, ni un soupir dans leur infortune. L'ingratitude de leurs associés révolutionnaires, la haine des Républicains, l'exécration publique, le mépris de l'Univers, & quelques dépouilles, voilà ce qui leur reste des grandeurs où leurs successeurs vont se perdre à leur tour.

Le Directoire déblayé & recomposé, l'opération politique n'étoit encore qu'à moitié terminée; une révolution seulement personnelle eût corrigé trop imparfaitement le système contre lequel les Conseils venoient de se soulever, &

dont ils affichoient l'anéantissement. Leur Commission des onze travailla rapidement à régénérer le régime, après avoir écarté les régisseurs.

François de Nantes, organe de ses collègues, se hâta le 21 d'exposer le prospectus du travail dont s'occupoit le Comité. " Il faut, en-" fin, dit-il, dans un rapport préliminaire, " faire rentrer dans la ligne constitutionnelle " ce torrent du pouvoir emporté au-delà de ses " digues, & verser un baume salutaire sur les " plaies que le Gouvernement Exécutif a fai-" tes à la République. Tous les pouvoirs é-" toient envahis *par quelques hommes*, & vai-" nement on cherchoit un Corps Législatif. " Nous devons rétablir aujourd'hui les vérita-" bles principes, & *les garantir pour jamais.*"

Quelle confiance, cependant, dans ces sublimes promesses, pouvoient inspirer au Peuple des gardiens de ses droits, des représentans de ses volontés, qui, au bout de deux ans révolus, venoient avouer qu'ils ont laissé *envahir tous les pouvoirs par quelques hommes*; que ce despotisme flétrissant & illégal s'est formé & perpétué à côté du Corps Législatif, assez sot ou assez lâche, & certainement assez prévaricateur pour avoir toléré la tyrannie, délibéré

sous ses ordres, forgé ses instrumens, coopéré dans le silence le plus servile à la plupart de ses attentats! Quelle *garantie* de l'avenir que ces emphatiques assurances de gens, qui n'ont pas osé risquer, depuis 1797, une parole de contradiction à l'autorité dont ils accusent, au moment de sa déçadence, & la monstruosité & l'oppression!

L'existence de la Commission des Onze inspiroit déjà quelques inquiétudes; elle rappeloit le Comité de Salut Public: la jalousie, ou plutôt la frayeur républicaine, désiroit sa dissolution; elle l'opéra le 27, après avoir livré le 24 à la discussion, divers projets de loix dont les principes furent adoptés, mais dont la rédaction définitive a absorbé plusieurs séances jusqu'au premier de ce mois.

Ces articles tendent tous à réduire la prérogative directoriale aux limites précises de la Constitution, & à en détacher ce que la peur du royalisme & du modérantisme de 1797 y avoient ajouté, avec tout le zèle de parti & toute l'irréflexion des assemblées populaires.

On a retabli les droits de la majorité dans les élections, en déclarant nul tout acte des minorités scissionnaires, à l'aide desquelles le Gouvernement devenoit à-peu-près surement le

seul électeur de la République.—Il a été interdit à tout Agent du Pouvoir Exécutif d'influencer les élections.

La loi du 4 Septembre 1797 qui attribuoit au Directoire le droit de faire entrer & séjourner des troupes dans ce qu'on nomme le rayon Constitutionnel, c'est-à-dire dans une certaine circonférence autour de la Capitale, a été annulle, & par les mêmes hommes qui la firent rendre il y a deux ans.

Le Directoire ne peut déléguer le droit d'ordonner des arrestations; & en l'exerçant lui-même, il doit interroger le prévenu dans les 24 heures. Remarquez que c'est à la septième année de la République, la plus libre selon ses fondateurs qui soit sortie de la main des hommes, qu'une semblable loi, observée dans la plupart des jurisprudences de l'Europe, est encore nécessaire. Nul Officier ne pourra être destitué sans jugement d'un Conseil de guerre.—Le Directoire ne sera maître de déporter les Prêtres, qu'autant qu'ils seront réfractaires, savoir, lorsqu'ils auront refusé le serment prescrit. Cet article a été motivé par la connoissance acquise qu'on avoit déporté jusqu'à des Prêtres *mariés*: c'est en faveur de cette respectable classe de Ministres Catholiques-Romains, que

que s'est émue & bornée la sensibilité du Corps Législatif.

Ces statuts & plusieurs autres moins essentiels tendoient sans doute à affermir la rénovation qu'on venoit d'effectuer, à populariser ses auteurs, & à rendre aux François quelque ombre de liberté civile; mais les besoins de la République & les fautes de l'administration ouvroient une carrière encore plus vaste de réparations à la sollicitude des Conseils. Il est plus aisé de démolir une autorité sans base, que de recréer des armées, des finances, des magasins, & un esprit public découragé & dérouté par une diversité aussi longue de vicissitudes, de tyrannies & d'inconséquences.

Avant de lever leur permanence, les Conseils reçurent le 27 Juin, & méditèrent un Message très-sérieux du Directoire rajeuni; Message qui répond aux questions antérieures, & qui ne forme pas un tableau flatteur.

Il mérite d'être conservé comme pièce historique.

MESSAGE AU CONSEIL DES CINQ CENTS, DU 9 MESSIDOR AN 7.

Citoyens Représentans,

Le Directoire Exécutif vient vous rendre compte de l'état où il trouve la France. Les plaies de la République sont profondes ; il faut que vous les sondiez.

Il ne peut vous dissimuler les dangers qui environnent la République, parce que c'est de leur imminence même que vous ferez sortir les ressources qui peuvent la sauver, les puissantes mesures qui doivent la rendre à sa grandeur, dont les efforts même de nos ennemis attestent encore aujourd'hui l'éclat qui les a frappés.

Il est trop vrai qu'un système fatal, qu'une prétention injuste, ont écarté des fonctions & des places les citoyens les plus capables de maintenir l'esprit de la nation à la hauteur de ses destinées ; que presque par-tout les administrations formées ou d'hommes foibles & insoucians, ou d'ennemis du régime républicain, ont besoin d'être entièrement réorganisés ; que l'esprit public, dont le maintien ou le dépérissement dépend principalement de la bonne ou mauvaise formation des autorités constituées, s'est altéré & corrompu ; qu'une funeste influence a également réagi sur les tribunaux, & que le temple de la justice est trop souvent devenu l'asyle impie des brigands couverts du sang républicain.

Il est trop vrai, que cessant d'être frappés de la terreur salutaire des loix, sans laquelle il n'y a point de gouvernement, qu'enhardis par la foiblesse ou la complicité des fonctionnaires publics qui devoient les surveiller, les brigands qui infestent l'intérieur de la République ont reparu avec une nouvelle audace ; qu'au signal donné par les assassins de Rastadt, ils ont relevé la sanglante bannière de la révolte. Réunis aujourd'hui par bandes, ils infestent & désolent plusieurs départemens de l'Ouest & du Midi ; les acquéreurs de biens nationaux sont attaqués ; les voyageurs & les voitures publiques le sont sur les grands chemins ; les produits des contri-

butions sont pillés dans les caisses & sur les routes, & les citoyens signalés par leur attachement a la République, sont massacrés dans leurs propres maisons. Et tous ces forfaits, c'est toujours au nom de l'autel & du trône qu'ils sont commis. La guerre civile est prête à se rallumer sur plusieurs points, pour seconder par ses diversions & ses fléaux la guerre extérieure.

Et une aveugle imprévoyance a donné le tems à nos ennemis de s'enhardir à une coalition nouvelle, a donné le tems à cette coalition impie de se recruter de toutes parts de nouvelles hordes, & a laissé nos armées triomphantes se dissoudre sur le champ même de la victoire. Tandis qu'on se laissoit bercer d'espérances à Rastadt, on a négligé le seul moyen de commander la paix, celui de se préparer activement à la guerre qu'il eût fallu prévoir, & qu'il nous faut soutenir.

Nous la soutiendrons, cette guerre odieuse, & l'incohérent assemblage de nos ennemis actuels aura le sort de la coalition première.

Mais aux efforts extraordinaires de nos ennemis, il faut se hâter d'opposer les efforts tout-puissans des amis de la Liberté.

Citoyens Représentans, nos frontières sont menacées; il faut les défendre: il faut assurer la subsistance des armées, compromise depuis trop long-tems; il faut armer de nouveaux bataillons; il faut rendre l'offensive à nos braves légions, & faire respecter à nos ennemis le sol même de nos alliés.

Il faut rassurer l'intérieur, par l'organisation d'une force imposante, & terminer cette guerre d'assassinats, qui rougit la terre de la liberté, du sang des amis de la République.

L'insuffisance & le défaut de la rentrée des impositions se font sentir de la manière la plus pénible, la plus douloureuse, & jettent toutes les parties du service public dans un état de désorganisation, dont les résulats désastreux sont incalculables; & cependant les circonstances impérieuses où nous nous trouvons exigent des secours extraordinaires, dont vous sentez déjà la nécessité.

Enfin, Représentans du Peuple, le Directoire doit le dire à vous, à la nation, le corps politique est menacé d'une dissolution totale, si on ne s'empresse de retremper tous les reffors de son organisation & de son mouvement.

Nos maux sont grands, sans doute; mais nos ressources sont celles d'un peuple généreux, dont les malheurs accroissent les forces, dont les revers ne feront qu'affermir le courage d'un peuple digne de la liberté, & qui n'est jamais plus puissant,

plus terrible à ses ennemis, que lorsqu'ils osent se flatter de l'avoir vaincu.

Nos maux naissent principalement du mauvais emploi ou de l'abandon de nos moyens.

Les moyens de la République Françoise sont toujours les mêmes: ce sont ceux avec lesquels elle a vaincu des ennemis plus nombreux encore. Le premier de tous ces moyens, le plus puissant, celui qui met en valeur les autres, c'est l'énergie du peuple, c'est son dévouement à la cause sacrée de la liberté, à cette cause pour laquelle il a fait tant de sacrifices. A votre voix, Représentans du Peuple, à celle du Directoire, qui n'a plus avec vous qu'un même esprit, qu'une même ame, l'Europe verra cette énergie se déployer plus terrible, plus héroïque que jamais. La coalition que nous avons à combattre, est le dernier effort de nos ennemis conjurés. Ils seront aussi les derniers, les efforts que la République va déployer pour terrasser cette coalition menaçante, & pour forcer les Puissances qui la composent à se soumettre aux loix de la justice & de la paix.

Le Directoire joint à ce message, Citoyens Représentans, les rapports des Ministres sur les différens objets qui ont appelé votre attention. Vous y trouverez le détail des faits dont ils vous présentent les résultats; vous y verrez l'état des besoins de la République, & quelques indications sur les moyens d'y pourvoir.

Signé SIEYES, *Président.*

Si le Directoire a perdu en puissance, il a gagné en style: le mémoire qu'on vient de lire en est la preuve. Il indique assez clairement l'esprit qui forcément va diriger les nouveaux magistrats, & la fin de ce système dangereux de compression où leurs prédécesseurs affectoient de tenir les Jacobins. La partie de ce Message qui concerne les relations extérieures a été retranchée à l'impression.

C'est maintenant aux Conseils à tirer la République du gouffre que leur a montré le nou-

veau Gouvernement. Pour y procéder, & avant de se dissoudre, la Commission des Onze, par l'organe du Général *Jourdan*, a fait décréter de mettre en activité de service la *généralité des trois classes de conscrits*, de former dans les départements de l'Ouest une espèce d'armée révolutionnaire sous le nom de *compagnies franches*, & enfin de lever un emprunt de cent millions *sur les citoyens les plus aisés*.

Contraints de remettre au Numéro suivant les observations que suggèrent le mode, la conduite, les moteurs, & les conséquences de cette Révolution paisible, nous nous bornons pour le moment à en éclaircir quelques particularités principales.

C'est une opinion erronée, quoiqu'étayée de vraisemblances, qui l'attribue à *Sieyes* conjointement avec *Barras*. Ces deux Directeurs étoient bien loin d'une intimité qui permit de combiner en commun une semblable entreprise. *Barras* séparé de ses collègues, ménageoit ses anciennes relations, faisoit une classe à part, & se ménageoit des chances pour tous les événemens ; mais son influence sur les Jacobins est trop restreinte pour qu'ils l'aient fait le chef d'une conjuration dont il ignoroit l'etendue, &

dont les suites menacent déjà de l'atteindre lui-même.

Sieyes & ses amis parloient, il est vrai, avec chaleur & mépris des trois Directeurs congédiés : ils prévoyoient le mouvement, & se flattoient de le diriger au moment où il éclateroit, ainsi que de déterminer les choix de remplacement. Un parti plus violent a commencé & a fini sans eux. *Talleyrand*, *Cambacerès*, ni aucun de ceux qu'ils désiroient s'associer, n'ont été même portés sur les listes de candidats. Ces listes, dressées avec un accord & une soumission entière de la part des votans, ont décelé une direction active, renfermée dans l'enceinte même des Conseils. C'est, en effet, un Comité de quelques Généraux & de quelques Chefs de Jacobins qui a préparé & consommé l'entreprise. Le crédit de *Sieyes* s'est trouvé tellement limité, que, pour prévenir l'élection d'hommes encore plus violens, tels que *La Combe St. Michel & Dubois de Crancé*, il a été reduit à offrir sa démission.

Les nouveaux Directeurs ne marquent en aucune manière : médiocrité nécessaire à ceux qui les ont nommés & qui se chargeront de les conduire.

Gohier, Avocat de Rennes, Ministre de la Justice après le 10 Août, connu par un rapport atroce sur cette journée & sur le Roi, a quelque facilité, l'habitude du travail, l'amour du plaisir, une complaisance soutenue pour le pouvoir dominant. Il étoit perdu depuis quelques années dans les fonctions judiciaires.

Roger Ducos, Armateur Gascon, & Ex-Conventionnel du Département des Landes, jugea *Louis XVI* à mort, n'en demeura pas moins obscur, & n'a jamais rempli de fonction importante : son caractère & ses principes sont très-violens. Sa nomination l'a trouvé exerçant une charge de Juge de Paix dans les Pyrénées ; aussi les rhéteurs de Paris n'ont pas manqué de le comparer à *Cincinnatus*.

Moulin n'avoit pas même la réputation d'un Général du second ordre ; il est très-mal avec *Barras*, & disposé à toutes les mesures violentes. A la tête de la force armée de Paris, on a placé le Général *Joubert*, en lui déléguant, de plus, le commandement de l'armée de reserve. Ce choix passe pour être le seul dans lequel l'inclination de *Sieyes* ait prévalu. *Joubert* est républican fanatique, d'un caractère indépendant, & Général considéré.

Quatre jours ont vu le commencement, les

progrès & la réussite de cette Révolution rapide, facile, prévue, étonnante par sa tranquillité. Sachant les Chefs de l'armée dévoués à *Barras* ou au Conseil des Cinq Cents, les Directeurs n'ont pu songer à employer la force pour déconcerter leurs ennemis. Rien, au reste, n'est encore achevé ni même rassis,

Nouveaux progrès des Armées Impériales.

NOUS laissâmes il y a quinze jours le Général *Moreau* retiré sous Coni, d'où il conservoit sa communication avec Gênes, & le Maréchal *Suwarof* dans Turin. Pour affranchir absolument ses derrières, prêter main forte aux fidèles Piémontois, & prévenir les secours à l'ennemi qui pouvoient traverser les Alpes, le Maréchal avoit poussé des partis jusqu'au-delà de Suze, de l'Assiette, de Pignerol, & fait occuper les vallées des Vaudois, où les François s'étoient formé un parti en résistance.

L'avant-garde de l'armée s'étendoit vers Cherasco, Saviglian & les Langhes. On préparoit le siège de la citadelle de Turin, défendu par

2000

2000 François seulement, & auxquels s'étoient joints 300 Jacobins de Turin. Les citadelles de Tortone & d'Alexandrie étoient observées; plus bas de gros corps sous les ordres des Généraux *Ott & Klenau*, & du Prince d'*Hohenzollern*, observoient les mouvemens de *Macdonald*, & se préparoient à lui fermer le passage.

Ce Général, conduisant environ 20,000 hommes, ramassés sur leurs anciennes conquêtes au Midi, s'avançoit avec courage & habileté, non point par la rivière du Levant, mais par la route du Modénois & du Parmesan, pour effectuer sa jonction avec *Moreau* dans le Tortonois, passer ensuite le Pô ensemble, & marcher à la délivrance de Mantoue. *Moreau* l'avoit renforcé de la division entière de *Victor*, qui éleva à 30,000 hommes la force présumée de cette armée dite de Naples.

Tandis que le Maréchal *Suwarof* rassembloit son armée le 15 Juin à Alexandrie, *Macdonald*, arrivé sous Modène, battoit le Prince d'*Hohenzollern* & l'obligeoit à repasser le Pô; le Général *Ott*, rebroussant de Reggio sur Plaisance, essuyoit de même un échec le 17, & reculoit jusqu'à Castel St. Giovanni. *Macdonald*, poussant des partis jusqu'au-delà du Tidone, fran-

chissoit la Trebie, dont le passage lui ouvroit la route de *Tortone* où *Moreau* s'étoit avancé.

Les deux Généraux François n'étoient plus séparés que par une distance de quelques lieues, lorsque le 18 le Maréchal *Suwarof* fit ses dispositions pour attaquer *Macdonald*, qui venoit de passer à la rive gauche de la Trebie: l'action de la journée le rejeta sur la rive droite. Le lendemain 19, l'engagement se renouvela avec une bravoure & une opiniâtreté réciproques. Les François parvinrent de nouveau à s'établir quelques heures sur la gauche de la rivière; ils tournèrent la droite des Russes à Cassaleggio : la victoire demeura incertaine jusqu'à la nuit, où l'ennemi fut contraint de repasser la Trebie. — Pour éviter l'attaque du jour suivant, 20, il décida sa retraite. Poursuivie par les Alliés, son arrière-garde, après une ferme résistance, mit bas les armes toute entière. D'autres détachemens tombèrent de même entre les mains des vainqueurs. *Macdonald*, avec les débris de son armée, divisée en deux colonnes, se replia sur Gênes, où il paroît qu'il étoit parvenu le 23.

Suivant les premiers récits officiels & très-succincts de ce grand événement, il a donné

aux Alliés dix mille prisonniers, au nombre desquels quatre Généraux François. L'ennemi n'a perdu que sept pièces de canon, parce que, pour accélérer sa marche, il avoit laissé son artillerie & ses gros bagages dans l'Etat Ecclésiastique.

Cette victoire prépare l'évacuation totale de l'Italie: elle fait échouer le plan de réunion sous Tortone; & si elle s'exécute par Gênes ainsi qu'on peut le croire, *Moreau* recueillira à peine 15 mille hommes de cette armée, au sort de laquelle le sien étoit attaché. Il est nécessaire d'attendre des informations moins abrégées, pour fixer son opinion sur les suites de la victoire, & sur le degré de résistance que peuvent encore opposer les François.

Durant les engagemens que nous venons de rapporter, la citadelle de Turin a capitulé: celles de Tortone & d'Alexandrie alloient être assiégées en forme, au départ des derniers avis.

Le tableau de la guerre en Suisse ne présente point des opérations aussi vives & aussi importantes. La bataille sanglante du 4 Juin sur les collines septentrionales de Zurich, hérissées de redoutes & d'abbatis, avoit laissé les combattans dans leur première position: *Massena* abandonna la sienne sans attendre une nouvel-

le attaque, soit qu'il en redouta les succès avec une armée affoiblie, murmurante, presque affamée; soit qu'il ait jugé la ligne qu'il a prise, aussi favorable à sa défensive. Sa retraite ne lui a fait perdre que la ville même de Zurich: c'est à deux lieues seulement des Autrichiens, du Lac de Zug & des montagnes de l'Albis jusqu'au confluent de l'Aar & du Rhin, qu'il a fixé sa position, non moins avantageuse que la première; elle est couverte par la Reuss, rivière profonde & rapide qui sort du Lac de Lucerne & se jette dans l'Aar au dessous de Windisch. Le 24 il en occupoit les deux rives; & à cette date, l'Archiduc *Charles* n'avoit point tenté encore de l'en déloger.

Nous avions été trompés sur le rétablissement des anciens Gouvernemens Helvétiques. Dans quelques-uns des Cantons, tels que Schaffouse & Zurich, on a laissé subsister les Régences, soit Chambres administratives révolutionnaires: ailleurs on a institué des Comités provisoires. Cette diversité, & ce maintien d'autorités crées aussi illégalement, a excité des mécontentemens & des divisions, en laissant de l'incertitude sur l'avenir.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XXIII.

25 JUILLET 1799.

LES Souscripteurs qui ont reçu le MERCURE BRITANNIQUE *depuis son origine, sont prévenus que leur abonnement expirera avec le 24e Numéro qui doit terminer le 3e Volume, & qui sera publié le 10 Août. -- Ceux qui desirent renouveler leur souscription pour l'année suivante, soit pour le 24 Numéros qui formeront les Volumes IV, V, & VI, sont priés de faire incessamment connoître leurs intentions, soit chez l'Auteur, soit aux Libraires désignés sur l'enveloppe.*

Le 25e Numéro paroîtra le 15 Septembre prochain.

La faveur dont le Public a bien voulu honorer le MERCURE BRITANNIQUE, *a soutenu l'Auteur contre les difficultés d'une carrière semée de fatigues, & de plus d'un genre de contrariétés. Il l'eût abandonnée s'il n'avoit conservé l'espoir de soutenir la confiance qu'on a eu l'indulgence de lui accorder, & de la justifier par de nouveaux efforts propres à diminuer les inconvéniens de ce travail, à étendre les sources d'information, & à conserver le caractère d'indépendance, de sincérité & de véracité, sans lequel tout ouvrage de cette nature ne seroit autre chose qu'une fable périodique.*

FRANCE.

Quelques Remarques sur la Révolution ébauchée à Paris le mois dernier.

PAR l'effet d'un préjugé que l'expérience n'a pas encore détruit, on en revient toujours mécaniquement à attribuer les vicissitudes de la Révolution & de la République Françoises, à tel ou tel individu qui paroît avoir acquis une importance momentanée. Rien n'est plus commode que d'expliquer ainsi, par la puissance de quelque agent supérieur, des événemens dont on ne veut pas prendre la peine de rechercher les causes nécessaires, ni d'appercevoir les rapports avec une action antécédente.

L'esprit de parti qui s'attache aux personnes plutôt qu'aux choses, fortifie cette habitude. Il a constamment à ses ordres une machine & un machiniste d'opéra pour rendre raison des coups de théâtre : depuis *Mirabeau* & le Duc d'*Orléans* jusqu'à *Barras* & à *Sieyes*, on a fait cir-

culer de main en main le bâton magique du commandement révolutionnaire.

Ces fictions ont même influé quelquefois sur les plans de certains Cabinets. J'ai vu des hommes publics persuadés, à la fin de 1797, que *Rewbell* fixeroit les destinées errantes de la République & de l'Europe, & qu'en cultivant sa faveur on n'avoit plus rien à craindre de la France. Quelles prédictions n'a-t-on pas entendues sur l'ascendant suprême que devoit prendre *Buonaparte*?— Prodigue-t-on l'argent & les efforts à débaucher un Général, à seduire un Ministre, à gagner un Orateur écouté?— Huit jours après, l'Orateur est sifflé par la majorité & les tribunes, le Ministre est renvoyé dans son galetas, le Général s'éclipse ou est disgracié, sans laisser une trace ni un regret dans son armée.

Toute révolution dogmatique & fondée sur des *principes* crée des instrumens, jamais de conducteurs permanens: elle exige qu'on lui obéisse, & non qu'on la gouverne; elle élève & brise ses disciples suivant la rotation de son irrésistible mouvement: nul ne peut espérer d'avoir prise long-tems sur son impulsion; elle maîtrise ses Chefs apparens, même dans leurs efforts pour la maîtriser, & s'en délivre aussitôt qu'ils ont

usurpé sur elle quelque autorité; car son essence est de n'en reconnoître aucune.

Une révolution démocratique qui succède tout-à-coup à l'inégalité des rangs & à la hiérarchie des autorités, ne supporte aucune élévation n'accorde du crédit que pour le reprendre, ne se soumet à quelque supériorité que pour changer continuellement de supérieurs. Elle renverseroit tous les mois les pouvoirs qu'elle a institués, s'ils lui ravissoient le droit de destituer arbitrairement ceux qui l'exercent. — Se concentre-t-elle dans une Faction? Les rivalités deviennent plus énergiques, les jalousies plus intimes, l'influence plus précaire, les déplacemens plus nécessaires. Des démocrates ne veulent que des égaux dans l'Etat, des factions ne veulent que des égaux dans leur association. Les premiers se débarrassent de leurs chefs par violence ouverte; les seconds s'en débarrassent par des intrigues & des complots.

Sans l'autorité morale qui conduit à l'autorité civile certains noms héréditaires, respectables par l'ancienneté, par la fortune, par l'exercice des dignités, les Républiques populaires seroient dans un ébranlement continuel, & même subverties. Où trouver en France ce correctif indis-

pensable de l'égalité politique? Où sont les titres de l'individu le plus signalé? En vertu de quoi réclameroit-il crédit, confiance, pouvoir sur des hommes qui ont élevé l'ordre des choses précisément afin d'anéantir tout ce qui imprime le respect, la déférence, la reconnoissance l'estime, l'affection & la crainte?

Sera-ce le mérite & les talens qui gagneront les cœurs, & qui forceront la soumission? Mais qu'est-ce que le mérite sous un régime qui, aux idées éternelles de l'intégrité & de la capacité humaines, a substitué des jugemens de convention, déterminés par le rapport de nos actions avec l'intérêt passager de tel ou tel parti? Quelle vertu peuvent conserver le blâme ou la louange, appliqués tour-à-tour, l'une aux crimes les plus révoltans, l'autre à la conduite la plus exemplaire, & toujours selon la circonstance? — *Marat* avoit un prodigieux mérite aux yeux de sa bande & de la canaille: s'il eût été un homme doux, compatissant & sage, le Panthéon lui auroit été fermé. Le mérite bien connu de *Portalis* & de *Pichegru*, fut-il autre chose aux yeux des Jacobins & du Directoire qu'une perversité digne de la déportation? Comparez les suffrages qui portoient

Treilhard & *Merlin* au Gouvernement suprême, avec les outrages dont ils sont accablés en ce moment.

Quant aux talens, ils instituent une primatie incompatible avec le niveau général. Ce sont les passions, & non le discernement ou la raison, qui distribuent ici les réputations. Les talens sont redoutables à la sottise du grand nombre, à la jalousie de tous; au jour du besoin, on les vante & on les employe; au jour des rétributions & de la gratitude, on s'en alarme & on les écarte.

D'ailleurs, qu'ont à faire les talens dans une République où, depuis dix ans, tout se décide par l'audace & la violence? La preuve sans réplique que la Révolution a été conduite sans génie, est cet emploi perpétuel de la force qui en a changé trente fois la face & la direction. L'art & l'habileté consistent, non à imprimer un mouvement désordonné, mais à le gouverner; non à renverser aujourd'hui ce qu'on établit hier, non à commencer des révolutions, mais à les clorre; non à être éternellement les jouets de ses propres œuvres, à bâtir sa maison sur la mine qu'on a creusée & qu'on allume; & après avoir échafaudé ses embarras, à

ne savoir en sortir que par des conspirations sans fin, par des assassinats, des exils, & des décrets qui éternisent la convulsion.

Pas une renommée n'a pu résister au creuset de la Révolution; pas un de ses artisans qu'elle n'ait puni ou trompé; pas un de ses serviteurs dont elle n'ait elle-même tué la gloire & fermé la carrière. Devant son terrible génie les hommes ne paroissent que des ombres, & le plus célèbre de ses co-opérateurs n'a pu résister à l'oubli profond où elle les ensevelit tous & sans retour.

Aucune autre époque analogue ne nous a presenté une disette plus totale de talens, ni ce phénomène de presomptueux & ridicules perturbateurs, armés de ressorts immenses sans produire un effet qui ne soit contraire à leur but, impuissant au milieu de tous les instrumens de la puissance, poussés par la force aveugle des choses à chercher le repos & la sécurité dans un bouleversement universel, principe d'une interminable agitation; & pour aborder au port, déchaînant tous les vents & amoncelant les écueils.

Lorsque mille raisons diverses n'auroient pas fait reléguer au nombre des plus méprisables chimères la stabilité de la République Françoi-

se, il eût suffi pour cela d'observer son caractère invariable & distinctif d'incompatibilité avec aucun genre de subordination. La terre cessera de tourner autour du soleil, avant que les François égaux entr'eux & républicains puissent tolérer l'élévation même légale du plus illustre des révolutionnaires.

Le dernier revirement qui vient de s'opérer à Paris confirme ces observations, puisées dans l'histoire des crises antérieures de la République.

Que le Parti écrasé en 1797 eût, en se relevant, destitué ce Directoire qui l'avoit opprimé, & qu'il en eût aboli les usurpations; ce mouvement réactif auroit été naturel & conséquent; mais par une contradiction qui dérive du cours aveugle & indépendant de la Révolution, il a fallu que le Gouvernement fût cassé par ses propres instituteurs, que ses prérogatives fussent renversées par ceux qui les lui décernèrent avec enthousiasme, & que les législateurs du 18 Fructidor démolissent leur ouvrage, en jetant les principaux ordonnateurs sous ses ruines. A la précipitation avec laquelle les Jacobins de 1797 décrétoient le despotisme directorial, on ne peut comparer que l'unanimité avec laquelle ils l'ont abattu.

Quel

Quel étoit le but des Conseils en 1797? D'assurer au Corps exécutif une puissance qui protégeât la leur, qui les associât à l'influence suprême, qui leur réservât exclusivement la liberté, les places & les profits, & qui leur servit de rempart contre le Royalisme. Au lieu de cela, le Directoire dévora toutes les factions, enlaça les Jacobins dans les pièges qu'ils venoient de tendre à leurs ennemis, & ne maintint de l'état populaire que ce qu'il en falloit pour conserver la République sans républicains.

Tous s'abusèrent également, comme avant eux s'étoient abusés les Constitutionnels, les Brissotins, les Dantonistes, les Terroristes, les Thermidoriens, les Vendémiairistes; comme se tromperont jusqu'au dénouement ces Factions successives, réduites à placer leur point d'appui sor le dos des vagues mugissantes, reproduisant sans cesse ce contraste entre les mesures & leurs conséquences, & enfermées dans un cercle dont tous les rayons aboutissent à la confusion.

Qui se flattera dans le cours futur de la République de devenir plus puissant; plus redouté que ne l'étoient *Rewbell* & les trois Directeurs ses associés? Ni les uns ni les autres

n'étoient dépourvus de gages donnés à la Révolution; aucun de ses crimes ne leur avoit été étranger: on ne parloit, il y a deux ans, que des services par lesquels ils *avoient bien mérité de la patrie*. Restés dans les seconds rangs, ils y eussent peut-être conservé quelque influence; mais, sortis du niveau commun, l'émulation commune s'impatientoit de les y voir rentrer. Une Révolution ingouvernable châtie bientôt ceux qui prétendent la gouverner. Le Directoire s'est cru plus fort qu'elle: il a succombé de même que succomberont tous les chefs, dont l'autorité contrariera l'action irrésistible des impulsions fondamentales.

En suivant toujours la marche de celles-ci, les Jacobins, non individuellement, mais comme société d'ennemis nécessaires de tout pouvoir qui contrarie cette action, ont fini par démonter & désarmer sans résistance ce Gouvernement véritablement *contre révolutionnaire*. *Sieyes* & *Barras* n'ont pas même été les confidens de cette entreprise. Elle n'est l'ouvrage d'aucune autorité, d'aucun crédit personnels; elle a résulté de la toute-puissance que regagnent tôt ou tard la révolution & les révolutionnaires, même en attaquant le pouvoir uni, concentré, obéi, exercé par des hommes long-

tems révolutionnaires eux-mêmes, mais qui ont cessé de l'être le jour où ils sont entrés en place, & où ils ont cherché à s'y maintenir.

On est frappé du parallèle qu'offrent ce détrônement paisible d'un Gouvernement absolu, & la facilité du triomphe que remporta ce même Gouvernement sur les victimes du 18 Fructidor. Les Conseils à cette époque avoient sur les Jacobins d'aujourd'hui l'avantage de la faveur publique, de l'opinion, de trente journaux qui usoient avec indépendance du privilège de maltraiter l'autorité, de la division du Directoire, d'une réaction qui se déployoit en tout sens & par-tout, de talens oratoires bien supérieurs à ceux que renferme la Législature présente, du souvenir des tems horribles dont ils cherchoient à terminer le cours, des espérances & de l'exaltation qu'ils avoient excitées. Toutes les ressources que peut fournir la nature des circonstances & celle des choses s'offroient à leur habileté.

Les Jacobins, moins heureux, ont eu à combattre un Gouvernement affermi & beaucoup plus puissant, par la seule autorité de la Révolution dépopularisée, par la force de leur caractère & la fermeté de leurs mesures. Nul

danger en 1797 ne menaçoit l'Etat; la forme d'administration & les administrateurs pouvoient être réformés ou renversés, sans qu'on eût à craindre au même degré les suites d'une désorganisation momentanée. Aujourd'hui, c'est au milieu d'armées battues, de désastres accumulés, de finances désespérées, que, s'appuyant sur les périls même & sur leurs causes, les Jacobins ont sans ménagement ouvert la caverne de l'anarchie.

Ils se sont gardés d'imiter l'exemple des Royalistes de 1797; de proclamer à l'avance leurs projets, de menacer sans moyens, d'évaporer leur énergie en beaux discours. Leur plan est éclos & a été exécuté en quatre jours. Pas une séance ni un moment de perdu; point de ces clameurs suivies d'inconséquences, de tâtonnemens après des coups d'éclat, de vacillations, de rapports vagues & lâches; point de *Thibaudeau*, point de Clichiens indiscrets, point de désunion sur le but & les moyens. Surement les Jacobins, divisés de sentimens quant à la nature plus ou moins anarchique de la République, n'ont nullement concerté leurs vues ultérieures & définitives; mais s'ils ne s'accordent pas sur l'avenir, ils ont eu la prudence de s'accorder sur le présent, sauf à

s'égorger après l'accomplissement de leur dessein immédiat.—On parvient au succès avec un semblable esprit, soutenu d'audace à affronter les conséquences, mais que faire avec une Assemblée composée, comme l'étoit celle de 1797, de demi-républicains & de demi-royalistes, de royalistes absolus & de royalistes conditionnels, tous décidés à périr sur leur ligne plutôt que de sauver l'Etat & eux en embrassant celle de leur voisin, & dans leur équivoque attitude jettées au vent comme une feuille d'automne, au premier souffle de leurs ennemis.

Entre les divers motifs qui ont déterminé la dernière révolution, il en est un qui anima dans d'autres conjonctures alarmantes, les partis sucessifs qui s'emparoient de l'autorité. Toutes les fois que la République paroît en péril, la crainte d'être trahis par ceux qui la gouvernent devient la règle des Factions. Chacune d'elles, si la nécessité doit les entraîner au sacrifice de la Révolution, veut se trouver maîtresse de l'Etat au moment où il faudra composer avec la Monarchie. C'est le pis-aller de la politique révolutionnaire. Nul doute que les Jacobins ne déployent leur énergie, leur intélligence, leur perversité pour conserver la Républi-

que ; mais si leurs ressources sont insuffisantes, les croit-on assez sots pour laisser faire un Roi par d'autres qu'eux ? Si l'on est forcé un jour de capituler avec le Gouvernement Monarchique, il leur importe d'avoir la puissance publique afin de régler seuls les conditions & la garantie du contrat qui releveroit le Trône. Aucun autre parti y parviendra-t-il sans eux, ou malgré eux ?

Pour ne point trop effaroucher la Nation, & pour priver le Directoire des regrets publics, on a écarté de l'entreprise consommée tout ce qui pouvoit rappeler les jours de tyrannie, de sang & de terreur. C'est à la Constitution & à la Liberté qu'on a parlé de ramener la France. Pour la première fois les Conseils se sont montrés désintéressés, en supprimant un traitement additionnel de 33 livres tournois par mois, dont ils s'étoient dotés depuis quelque tems. Aucune violence, aucune détention arbitraire, aucune mesure de force n'a accompagné cette *régénération* : les décrets dont elle s'est composée étoient propres à satisfaire la masse entière des républicains, sans effrayer leurs ennemis. Cependant tous les partis sont inquiets & mécontens, par la raison sensible

que chacun n'apperçoit ici qu'une révolution ébauchée, qu'une scène préparatoire, & non un dénouement.

Il est dans la nature de la République Françoise que tout changement opéré & maintenu sans canons, sans exils, sans supplices, soit destitué de stabilité, & qu'on ne puisse s'arrêter sur aucun milieu. Nul parti ne se confie à une transition aussi tranquille & aussi incomplette. Le Directoire regrette l'affoiblissement de sa puissance, les égoïstes & les gens paisibles la perte d'un gouvernement oppressif, mais fixe, avec lequel ils pouvoient sympathiser à force de soumission; les propriétaires & les royalistes timides redoutent la renaissance du régime de 1793; les fauteurs de ce régime, les Jacobins impétueux, s'irritent de voir encore un Gouvernement, & le Pouvoir exécutif modifié au lieu d'être absolument déplacé; les Jacobins plus modérés (car jusqu' au Jacobinisme a sa modération) (1), s'alar-

(1) Ce terme de *modération* aura besoin, comme tant d'autres, de revenir un jour à son véritable sens. Je ne connois en politique comme en morale qu'une seule & louable *modération* celle qui consiste à régler ses sentimens sur sa fortune,

ment des conséquences du mouvement donné ; voudroient en borner l'activité, & conserver au Directoire les prérogatives qu'ils lui ont laissées ; enfin, les Républicains à théories, les Philosophes, les crédules admirateurs de la Constitution de l'an 3, tout ce troupeau d'enthousiastes, d'imbécilles & de dupes qui pensoient que des loix suffisent pour maintenir l'équilibre des pouvoirs & des factions, sont déconcertés à l'approche d'une

---

à gouverner ses passions sans obéir à celles d'autrui, à consulter ses devoirs encore plus que ses droits ; à n'exaggérer ni sa force lorsqu'on est fort, ni ses ressentimens quand on est foible ; à n'être insolent ni dans le succès ni dans l'adversité. Quant à cette modération moderne qui s'accommode de tout, qu'aucun crime ne touche, qu'aucune usurpation ne révolte, qui ne sait avoir ni le mérite ni le courage de haïr tout ce qui est haïssable, qui veut sans cesse concilier des intérêts, des opinions & des circonstances inconciliables, elle est très-propre à former des *Atticus* qui laisseront égorger les *Catons*, les *Thrasybules*, les *Aristomènes*, par les scélérats envers lesquels on nous prescrit la *charité*. La modération doit se trouver dans le but qu'on se propose, & non dans la résistance à des actes & à des hommes pervers. Quant à cette autre vertu si étrangère à l'esprit de parti, indulgente par équité, qui *rend à chacun selon ses œuvres*, qui pardonne les fautes pour faire oublier les siennes, & qui ne confond point la foiblesse avec la méchanceté réfléchie, les torts avec les crimes, les erreurs passagères avec l'endurcissement, cette vertu-là est *justice*.

d'une désorganisation, qui va jeter dans un nouveau moule la République *une, indivisible, & impérissable.*

La facilité avec laquelle on a disposé de l'Autorité exécutive & de ses conducteurs, a coupé la racine du gouvernement; c'est le cadavre du géant dont la taille faisoit trembler les plus intrépides, & dont les enfans s'amusent à mesurer les dimensions, une fois étendu sans vie. Qui respecteroit un Pouvoir dont les administrateurs passent subitement du soumet des honneurs à l'avilissement le plus ignominieux? Accablés d'injures, de ridicules, de mépris, d'accusations, les Directeurs chassés enterrent avec eux la puissance même dont ils furent les indignes dépositaires.

Chacun prévoit que cette introduction va conduire à l'alternative ou de recréer un Directoire absolu, si les modérés des Conseils unis à *Sieyes* & à *Barras* intimidés parviennent à prévaloir; ou de transporter le pouvoir exécutif dans la Législature, si les Jacobins extrêmes continuent à dominer. La succession & la mesure des revers, l'opinion qu'on aura bientôt de nouveaux ennemis à combattre, le cri d'alarme qui retentit dans toute la République, l'épuisement & le désordre où elle est plongée,

quelques pelotons de Chouans remis en activité, & qui fourniront un prétexte plausible au retour des mesures extraordinaires, tout annonce de nouveaux éboulemens & un régime neuf.

Nul moment ne fut plus important & à la France & à l'Europe. La Révolution devient un labyrinthe dont ses adhérens ne savent plus où chercher le fil; la République retombe entre l'anarchie & la royauté. Suivons les progrès qu'a fait l'orage depuis 15 jours, ses premières suites, & les symptômes qui se déclarent.

Cours des Affaires & des Esprits depuis le premier Juillet.

Frappée au cœur, ainsi que nous venons de le faire observer, l'Autorité exécutive semble être tombée en paralysée. Spectatrice muette & désarmée des déterminations de la Législature, elle n'a osé encore ni la contredire, ni même espérer se la concilier. La promotion de trois nouveaux Membres, formant la majorité du Directoire, concourt sans doute à retarder & à énerver ses résolutions.

Sieyes, inquiet & mécontent, dissimule ses craintes & son dépit; mais l'effroi de ses disciples explique suffisamment le sien: En lui accordant une confiance modérée, les Jacobins n'entendent point s'abandonner à sa direction, ni le conserver en place autrement que comme leur agent subordonné. Ce rôle est peu compatible avec son orgueil & son irascibilité; la peur seule lui fera supporter une chaîne dont il tendra à se dégager, soit en s'unissant à ceux qui lutteront contre la transposition du Pouvoir exécutif, soit en donnant sa démission si ces efforts sont infructueux.

Son collègue *Barras* est encore moins tranquille & moins influent. Solidaire de la conduite des anciens Directeurs, décrié par ses mœurs, par son luxe, par ses richesses, par l'excès de sa mondanité, ses périls personnels & les moyens de s'en garantir absorbent ses facultés. On assure que, pour détourner la tempête & son déplacement forcé, il avoit songé à se destituer lui-même; parti dangereux auquel ses conseils l'ont fait renoncer.

Prévoyant qu'il seroit atteint lui-même de l'acte d'accusation préparé contre *Merlin* & *La Reveillère*, il crut prévenir le coup par une négociation avec les Commissions réunies du Con-

seil des 500. Il les menaça, dit-on, de son opposition, en leur promettant d'obtenir la démission volontaire des deux coupables. On lui accorda quelques heures; il en profita pour admoneſter ses collègues; en présence des Ministres il les accabla des qualifications qu'on réserve aux malfaiteurs. Le tems pressoit: une députation des Comités survint; sa présence fixa l'irrésolution des deux démissionnaires; *Barras* finit par les *embrasser*, en les assurant qu'il empêcheroit toute poursuite ultérieure.

Folle garantie dont les suites de la commotion commence à prouver l'insuffisance!

Les trois nouveaux Directeurs ont à peine eu le tems de se reconnoître & de déterminer leur marche; mais la conjoncture de leur élection, & la nullité de leur crédit ou de leurs talens personnels, annoncent qu'ils se considéreront plutôt comme les Ministres du Corps Législatif, que comme les premiers Magistrats de la République.

Le choix du Général *Moulins* a excité une censure amère. On peint ce Directeur comme un républicain zélé, mais d'une ignorance invincible, & comme incapable de soutenir l'épreuve de sa nouvelle dignité. Il étoit autrefois Ingénieur des Ponts & des Chaussées, & passe

pour intègre. Sa nomination présage à beaucoup d'observateurs l'expulsion prochaine de *Barras*, son ennemi déclaré. On rapporte que, quelques jours avant la chûte de *Treilhard*, on vint lui recommander le nouveau Directeur *Roger Ducos* pour une place. *Vous n'avez jamais que des coquins à nous proposer*, répondit-il en refusant. Telle est l'honorable réputation que se distribuent ces austères & véridiques républicains.

Les *gens de bien* dont le Directoire avoit peuplé les administrations, ont subi le sort de leurs protecteurs, & sont généralement remplacés par des Jacobins éprouvés. A l'exception de *Talleyrand*, dont la disgrace n'est que suspendue, tous les Ministres ont été réformés. Le plus méprisé, le plus méprisable & le plus ridicule d'entr'eux, un petit poëte Lorrain nommé *François*, intrépide barbouilleur d'amplifications & de galimathias *philosophiques*, & servile valet de l'autorité, a pour successeur le Conventionnel *Quinette*, l'un des Commissaires que *Dumouriez* fit arrêter à St. Amand. Le Général *Bernadotte* a reçu le département de la guerre: celui des finances épouvante les plus aguerris, & reste encore vacant.

Le même déménagement s'est opéré dans les emplois inférieurs : les Municipalités, le Département de Paris, le Bureau central de Police, les Commissaires du Pouvoir exécutif, ont été balayés. Ces renouvellemens divers auxquels le prudent *Sieyes* s'est abstenu de concourir, ne méritent d'être cités que comme un exemple de l'empire des Jacobins, qui décident à-peu-près de tous les choix. Ce sont des collaborateurs qu'ils se donnent dans les différentes parties de l'administration.

La Législature, d'ailleurs, poursuit ses entreprises, & achève d'énerver l'autorité du Gouvernement, traduit devant elle comme devant un tribunal d'inquisition, & diffamé à chaque séance dans la personne de ses anciens titulaires. L'unanimité presque entière & la rapidité des résolutions annonce ou que le parti est étroitement lié, ou que l'opposition se juge impuissante.

A la Commission des Onze, supprimée après la sanction de son travail, à succédé une Commission de cinq Membres, avec le caractère d'une espèce de Chambre ardente. Elle est nantie de l'examen & du rapport des dénonciations, des dilapidations commises, des pour-

suites à intenter contre les traîtres & les Ministres.

L'une des mesures principales qui a occupé les Conseils, a pour objet d'interdire au Directoire de s'intituler *Gouvernement*, & de rendre des arrêtés contraires aux loix, sous peine de mort. En même tems on restitue au Corps Législatif le droit d'annuller les ordonnances quelconques du Directoire.

Pour entourer, a-t-on dit, *la représentation nationale de l'éclat qui doit lui appartenir*, on appelle les divers corps de l'armée active à former sa garde, qu'on augmentera de cavaliers & d'artilleurs.

Toutes les branches de l'administration, finances, militaire, police, sont soumises à la révision des Comités chargés de débrouiller le cahos indéchiffrable du désordre général, c'est-à-dire, d'ajouter la confusion à la confusion.

Suivant les premiers rapports de la Commission chargée de l'armée, on aura 565,222 hommes sur le papier, l'an 8, commençant au mois de Septembre prochain; & ce formidable armement ne coûtera que 331 millions, soit 137 millions de moins que sous le règne désastreux du Directoire.

Le mois dernier les Orateurs des 500 affirmoient que le déficit étoit une imposture, & que les revenus de la République surpassoient les dépenses. Nonobstant cette prospérité du trésor public, un nouvel impôt extraordinaire de *cent millions* vient, sous le nom d'emprunt, d'être ajouté aux charges nationales. Cette contribution est décrétée par les mêmes *amis du Peuple* qui firent rejeter les taxes indirectes sur le sel & sur les boissons. Supportée exclusivement par ceux qu'on veut bien nommer les gens aisés, elle sera *triple* pour les ex-nobles & pour les descendans d'émigrés. L'on a calculé que, suivant le mode facultatif de sa perception, elle pourroit rendre cinq cents millions, si la fortune des contribuables pouvoit égaler la dextérité des ordonnateurs de la répartition.

Le déficit de l'armée, à entendre très-récemment le rapporteur *Jourdan*, seroit aisément comblé par la levée des deux premières classes de conscrits: aujourd'hui, ce sont les cinq classes de ces serfs militaires, & ceux-là même qui, depuis 1793, ont obtenu des congés, qu'on appelle à la défense publique.—Un armement général dans l'intérieur va même suivre le dé-

part

part des conscrits; car, sur une motion faite le 12 dans les 500, on a chargé un Comité d'examiner la proposition de pourvoir de fusils tous les citoyens de 16 à 50 ans.

Le jour auparavant, 11, ce même Conseil des 500 adopta une mesure de sureté publique & particulière, dont l'atroce bizarrerie rappelle le génie de l'ancien Comité de Salut Public, & qui va livrer à une proscription d'un nouveau genre les classes infortunées déjà plus que décimées par la révolution.—Suivant cet épouvantable décret, qui n'a éprouvé qu'une opposition insignifiante, " les enfans majeurs des " émigrés, les aïeux, aïeules, pères & mères " des individus connus pour faire partie des " *bandes d'assassins*, sont responsables des as- " sassinats & brigandages commis dans l'inté- " rieur *en haine de la République.*"—Toutes les fois qu'il s'élevera des troubles dans un Canton, l'Administration locale prendra des *ôtages* dans les classes surnommées: ces ôtages seront détenus *à leurs frais*, & punis comme émigrés, si dans dix jours ils ne se rendent au lieu de détention, ou s'ils s'en évadent.—Un citoyen ayant été ou étant fonctionnaire public, un défenseur de la patrie, un acquéreur de domaines nationaux sera-t-il assassiné? Quatre des

ôtages pris parmi les parens nobles d'émigrés, ou parmi les ci-devant nobles en général, seront déportés, & ce nombre de quatre pour chaque républicain assassiné. Indépendamment de la déportation, les individus désignés seront solidairement responsables d'une amende de 3000 francs envers le trésor public, de 6000 francs envers la veuve, & de 3000 francs pour chacun des enfans de l'assassiné; leurs biens séquestrés répondront du payement, ainsi que de tous les vols, enlèvemens de récoltes, exactions, spoliations des deniers publics, ainsi que des dégradations & pillages exercés sur les propriétés.

Un semblable statut n'est autre chose qu'une patente de confiscation & de bannissement arbitraires: — Il fait revivre la loi sur les suspects; il présage les dangers où ceux de la République vont précipiter les malheureux débris de la Noblesse Françoise; mais ses dispositions n'ont pas encore été sanctionnées au Conseil des Anciens.

On découvre clairement que le plan des Jacobins *profès* est de ressusciter le fanatisme de la férocité, de déchaîner les bandes de forcenés & d'enthousiastes, & de substituer à la force du Gouvernement l'ancienne énergie de l'esprit révolutionnaire.

L'indépendance de leurs affiliés se manifeste sans mesure. La Législature a adopté pour auxiliaires & pour co-adjuteurs ces pétitionnaires, ces fabricateurs d'adresses qui prennent l'initiative, qui viennent exprimer les demandes qu'on leur a dictées, & qui figurèrent si souvent dans les premières années de la Révolution. Ces monitoires incendiaires ont recouvré l'accueil qu'ils avoient perdu; ils abondent à chaque séance; leur sens uniforme est de requérir vengeance & punition des Directeurs exclus, des Ministres, des prévaricateurs, &c.

Ces dénonciations concertées ont produit leur effet. Les chefs d'accusation contre *Rewbell*, *Merlin*, *Treilhard*, *La Reveillère*, *Schérer* & les Ministres, ont été rédigés & exposés le 12 par le rapporteur de la Commission des Cinq.—Le style de ce rapport ne laisse aucun doute sur la poursuite criminelle qui va suivre, & qui a dû être discutée le 13 en Comité général & secret.

L'agitation concentrée depuis quatre ans dans les cabales, dans le Corps Législatif & le Gouvernement, commence à gagner la capitale même; Sections, Fauxbourgs, recommencent à délibérer & à envoyer leurs délibérations à la Législature. Quoique le décret qui rétablit & qui détermine la liberté de la presse, n'ait pas en-

core été approuvé par les Anciens, on anticipe sur sa sanction; on est revenu à la licence de *Marat*. Les journaux les plus atroces & les plus anarchiques reparoissent avec impunité; ils soufflent l'incendie, sans que l'autorité ose les réprimer.

Enfin, ce fameux Club des Jacobins fermé en 1794, toujours contrarié ou dissous depuis cette époque, & condamné à l'obscurité d'un conventicule clandestin & peu nombreux, s'est réinstallé publiquement aux Thuileries, dans l'ancienne salle de la première Convention. Là *huit cents* ouvriers d'anarchie, présidés par le Représentant *Destrem*, & comptant au milieu d'eux un grand nombre de Députés, tiennent leurs séances journalières, leurs procès-verbaux, leurs assises législatives, leur enseignement démocratique.

Ce nouveau Corps politique, destiné à devenir le régulateur de la République, l'appui de ses nouveaux régisseurs, & le foyer des explosions révolutionnaires, a attiré la foule dès le premier jour, mais en semant une juste épouvante dans le public. Quelques voies de fait ont même suivi son installation. Divers groupes dans le jardin des Thuileries ont blasphémé tout haut contre cette institution, chanté le

fameux air du *Réveil du Peuple*, & menacé le club d'une irruption. Les Jacobins sont sortis le bâton à la main, & assistés de la Garde du Corps législatif à laquelle ils venoient de donner *l'accollade fraternelle*, ils ont dissipé ces attroupemens & arrêté quelques-uns des perturbateurs.

Comme on accuse ces insurgens d'avoir crié, *A bas la République! Vive d'Artois, Vive Condé!* comme ces hostilités enfantines du Royalisme n'auroient d'autre effet dans les circonstances que de réunir les Républicains & de rendre les Jacobins plus puissans, il est manifeste que ces derniers ont aposté ces crieurs & fabriqué ce tumulte, afin de prouver des complots en faveur de la Royauté, & de se légitimer en qualité de sentinelles & de défenseurs de l'état républicain. C'est pour la centième fois que ce stratagême usé est renouvelé.

Beaucoup de voix cependant, encouragées sans doute par les *Modérés*, osent encore exprimer leur effroi de la renaissance du terrorisme. Quelques efforts seront tentés pour en arrêter les progrès, & pour remettre ses fauteurs sous la subordination des autorités publiques. La crise se mûrit; tous les élémens du cahos sont en fermentation; la France est re-

placée sur un magasin à poudre. — Les symptômes de dissolution se développent; les ressorts de gouvernement se détendent, & menacent de rompre sous les mains discordantes qui recherchent à les retremper dans le sang; la République dévore ses entrailles; mais quelles convulsions que celles de son agonie!

LETTRE A L'AUTEUR DU MERCURE BRITANNIQUE.

VOUS avez annoncé, Monsieur, dans un de vos premiers Numéros, une intrigue qui a eu lieu en France & dans un pays étranger, pour accréditer la nécessité d'un changement de dynastie. Ce projet abandonné pendant la grande fortune du Directoire, se réveille, dit-on, dans sa détresse. On assure que les Jacobins, en déployant tous leurs efforts pour soutenir la république chancelante, se disposent, s'ils ne peuvent y réussir, à créer un Roi & une Monarchie dont ils formeroient le premier ordre: on renouvelle en conséquence les libelles sur le caractère de nos Princes, sur ce que la Nation

auroit à en craindre, sur *l'attachement prononcé de la Famille Royale à tous les abus de l'ancien régime, & le besoin qu'ils auroient, ainsi que leurs partisans, de l'autorité arbitraire pour venger toutes leurs injures.*

Voilà comment les régicides appellent à eux tous les intérêts, toutes les iniquités de ceux qui ont pris une part quelconque à la Révolution; ils espèrent ainsi séduire même les étrangers qui voudroient, à quelque prix que ce fût, être délivrés de la République Françoise. Mais quel est le Souverain qui seroit tenté de sanctionner la Révolution, en en adjugeant volontairement le prix à un usurpateur? Le droit de succession & celui de propriété tiennent aux mêmes bases; leur violation conduit aux mêmes conséquences. Eh! comment, après tant de calamités, espérer d'en voir la fin, autrement que par une consécration nouvelle de tous les droits légitimes? Ceux du Peuple & ceux du Prince ont une source commune, dont il importe de rétablir & de maintenir la pureté. Quel est le François, hors du cercle heureusement très-réduit des grands coupables, qui n'a pas plus à redouter la tyrannie actuelle que son ancien gouvernement? Et quel est l'homme

sensé qui peut espérer ou craindre le retour des abus de l'ancien régime?

En supposant au nouveau Roi la plus grande latitude pour faire sa volonté, il me paroît douteux qu'il voulût précisément tout ce qui existoit en 1788; & quand il le voudroit, où trouveroit-il les mêmes hommes, les mêmes dispositions, le même esprit, le même genre de talens & de moyens?

Tout est changé depuis dix ans tant au dedans qu'au dehors; & c'est dans des variétés infinies, des dissonances, & des contrastes qu'il faut chercher aujourd'hui les mœurs & le caractère national. Au milieu de tous les vices, à travers l'explosion de tous les crimes, paroissent quelques ames fortes, quelques talens, des vertus obscures mais éprouvées, les habitudes du luxe & celles de l'infortune, une valeur soutenue à côté de la plus ignoble servitude, des mœurs dissolues, une génération vieillie dans la corruption, & cependant une jeunesse audacieuse & guerrière; un désordre universel dans les intérêts & les passions; un peuple étonné de tout ce qu'il a fait, de tout ce qu'il a souffert; l'amour du repos, l'esprit de faction, la bonté, la scélératesse : tel est l'inexplicable énigme,

le

le spectacle étonnant que présente aujourd'hui la Nation Françoise, & l'on croiroit pouvoir la gouverner par les maximes, les moyens, les usages de l'ancienne Cour! Il me semble que le gouvernement de la Chine lui seroit plus facilement adapté, & je le préférerois à celui du Directoire; mais si nous ne pouvons plus douter de la toute-puissance de la terreur & de ses prodiges épouvantables, vous savez comme moi, Monsieur, & avec la même certitude, qu'indépendamment du caractère sage & doux de *Louis XVIII*, son expérience, ses lumières, dont personne ne conteste l'etendue, l'éloignent de l'autorité arbitraire, lui en font appercevoir le danger & l'insuffisance dans la disposition actuelle des esprits.

Qu'exigeroit-on, cependant, de ce Prince? Qu'il se pressât d'adopter, ou d'indiquer des changemens! Peut-il donc savoir aujourd'hui ceux que désire la Nation, ceux qui lui conviennent, leur étendue ou leurs limites? Cette Nation enchaînée ne peut plus se mouvoir que dans le cercle révolutionnaire, ni s'expliquer que par l'organe des Jacobins, qui comptent pour rien ou traitent en ennemis ceux qu'ils n'ont pu rendre activement ou passivement leurs complices. Une seule chose, quant à présent,

paroît démontrée; c'est qu'il faut aux François pour les protéger, pour leur rendre l'ordre, la paix, la liberté civile, non-seulement la puissance de la Royauté, mais tout l'appui qu'elle peut recevoir de leur volonté librement obéissante. Ce n'est plus avec des courtisans, c'est avec des hommes dont le caractère & les talens commandent la confiance, qu'un Roi peut gouverner la France. Qu'on examine bien la situation où elle se trouve, & l'on appercevra toutes les garanties que l'on peut désirer contre les prétentions, les ressentimens & les vengeances, dans la nécessité où sera le Roi d'appeler à lui tout ce qu'il y a d'hommes vertueux & capables, pour en recomposer l'esprit public & la puissance de son gouvernement; qui périroit une seconde fois entre les mains d'hommes foibles, passionnés ou corrompus. Quel autre pouvoir que celui d'une coalition de volontés fortes & éclairées peut assister le Prince lorsqu'il sera question de régler les impôts, le sort des rentiers de l'Etat, celui des acquéreurs des biens nationaux, de l'armée républicaine, de l'ancien & du nouveau Clergé? Et quel Ministre oseroit prendre sur lui les rigueurs ou les transactions nécessaires sur des intérêts si graves, si nouveaux, si compliqués?— Il s'agit de replacer la propriété, l'ordre social

sur leurs fondemens; il faudra bien en entendre les organes. Qu'ont alors à craindre les révolutionnaires non régicides, lorsque la presque totalité de la Nation a à se reprocher si non des torts, au moins de grandes erreurs, suffisamment expiées par dix ans de malheurs?

On craint la trop grande autorité d'un Roi! Oh, celle dont ont abusé les usurpateurs l'ont rendue si exécrable, qu'un Prince légitime ne sera pas tenté de s'en servir; mais l'autorité tutélaire celle qui protège & qui conserve, ne sauroit être trop puissante.

Ce sont donc des factieux, & les plus coupables d'entr'eux, qui continuent à égarer ce peuple agité, en paroissant même favoriser sa propension vers la Royauté.

Ils appellent un changement de dynastie, c'est-à-dire une guerre civile interminable; car le nouveau Roi seroit ou étranger à la Maison de *Bourbon*, ou du même sang, mais d'une autre branche. Etranger, il ne conviendroit pas plus à l'Europe qu'aux François, qu'un Prince d'une autre Maison souveraine leur portât des germes de guerre par des droits éventuels à une autre succession, ou par la connexion trop intime de deux grandes souverainetés; *Bourbon*, d'une autre branche; l'héritier légitime ne renonce pas

à ses droits. La Royauté une fois rétablie, l'usurpateur auroit pour lui les révolutionnaires, soit; mais ceux qui ne le sont pas, les sujets fidèles, les factieux même mécontens, balanceroient-ils à s'unir au légitime Roi? Ce seroit donc encore une fois pour l'intérêt d'un petit nombre de coupables que le sang innocent couleroit, que la tranquillité de l'Empire seroit troublée! Eh, que pourroit-on reprocher à *Louis XVIII* qui altérât le respect, la fidélité que nous lui devons? Où trouverions-nous un Roi plus éprouvé par l'infortune, moins aigri contre ses ennemis, plus disposé à tous les tempéramens, à tous les sacrifices que la raison autorise & que la politique conseille?

Ah! que le Peuple François se sépare enfin de ses tyrans, & qu'il voie dans leur impuissance de gouverner autrement que par le glaive, la nécessité de revenir au sceptre paternel & national.

Mais l'Europe, mais la généralité de ses Princes & de ses Peuples sont ils bien convaincus que leur intérêt sollicite aussi puissamment que le nôtre, le rétablissement de la Monarchie Françoise? Nous ne pouvons plus douter que les hommes les plus éminens par leur caractère & leurs lumières, ne forment à cet égard les

mêmes vœux que nous; & cependant il est possible que telle nation, disposée aux plus grandes sacrifices pour repousser les invasions du Directoire, n'en fît aucun pour le rétablissement de *Louis XVIII.*

Certes nous n'avons aucun droit d'associer à nos malheurs ceux qui peuvent n'en être point atteints. S'il n'étoit résulté de la Révolution Françoise aucune violation des droits, des mœurs, des intérêts des Etats environnans; si la République qu'elle a créée, s'étoit mise en harmonie avec les principes & la sureté des autres sociétés politiques, une croisade pour la détruire me paroîtroit aussi peu motivée que celles contre les Musulmans: mais c'est l'ancienne société toute entière & ses bases fondamentales qui sont en opposition avec le nouveau pouvoir: ce sont les principes de la souveraineté sous toutes les formes, les pratiques religieuses de tous les cultes, les droits de propriété dans toutes les classes; c'est le Koran comme l'Evangile, la République d'*Underwald* comme la Monarchie absolue, que les Jacobins ont voulu renverser; cette guerre universelle de leur secte à toutes les sociétés, ils l'ont prononcée solemnellement, ils la poursuivent impitoyablement, & *lavent dans le sang leurs bras ensanglantés.*

Il est donc enfin reconnu que l'oligarchie révolutionnaire est incompatible avec la sureté des autres Etats. — C'est aux *opinions armées*, à la force ennemie de tout pouvoir légitime, qu'on fait aujourd'hui la guerre ; & si l'on traite de nouveau avec une République Françoise, elle ne peut plus être composée ni des mêmes hommes ni des mêmes principes ; or cette régénération de ses élémens me paroît beaucoup plus difficile que le rétablissement de la Monarchie : nous pouvons donc l'espérer, sur-tout si elle se présente à la majorité de la Nation qui la désire comme un bienfait, & non comme une menace.

Mais c'est encore un problême pour les étrangers que ce vœu supposé des François de l'intérieur pour la Monarchie. Il me semble que pour en douter, il faudroit pouvoir dire : " Nous " la leur avons offerte avec les moyens de s'en " saisir, & d'autres hommes que les Jacobins " l'ont repoussée." Il faudroit prouver que le Parti Royaliste dans la Vendée, en Bretagne, à Lyon, en Provence, en Normandie, n'a succombé qu'après avoir été puissamment secouru ; qu'il n'y a pas moyen de calmer les inquiétudes & la terreur des vengeances ; que des garanties, des médiations, ont été proposées & re-

jetées; qu'enfin c'est volontairement que ce Peuple opprimé a proscrit ses Rois & adopté ses tyrans.... Mais, si l'évidence du contraire est constatée, s'il est facile de composer avec tous les partis, tous les intérêts, moins un seul; si l'orgueil national, exalté par la crainte d'un démembrement, est plus que refroidi sur les conquêtes; si l'on ne croit plus même en France à la possibilité d'une République, quel obstacle y auroit-il au retour de la Monarchie, autre que le pouvoir chancelant des usurpateurs, & l'oubli des précautions, des conditions qui doivent accélérer leur chûte?

On dédaigne les fables, les impostures, les récriminations du Directoire: cependant, c'est ainsi qu'il parvient à animer le Peuple contre les étrangers. Ce n'est pas en lui disant. Ils nous méprisent, ils nous détestent, ils ont en horreur notre doctrine & notre Gouvernement: on lui répondroit de toute part, *Et nous aussi.* C'est en faisant répandre par leurs émissaires, leurs journalistes, par de prétendus royalistes, *Que les Puissances étrangères ont conjuré la destruction de la France Monarchie ou République; qu'on veut y perpétuer l'anarchie, qu'on soudoie pour cela les Babouvistes*, que tout ce

qu'on désire est le *massacre des François par les François, qu'on déteste autant les Emigrés que les Jacobins, qu'on ne prend aucun intérêt à la Maison de Bourbon ni au rétablissement de la Monarchie; qu'on ne voudroit substituer à la tyrannie des Jacobins que celle de Louis XI:* & l'on ne manque pas de donner en preuves de toutes ces assertions, l'alliance de l'Espagne, son intimité avec la France, & son opposition à l'esprit de la Coalition.

Le résultat de ces insinuations peut-il être autre que ce qu'il est; la défiance, l'abattement, la division, la difficulté des résistances, faute de chefs & de secours?

Faut-il donc s'étonner que trois cents mille révolutionnaires qui ont un but unique, un intérêt commun, se présentent à l'Europe en corps de nation militaire, lorsqu'on leur laisse les moyens de convertir en auxiliaires leurs concitoyens opprimés?

C'est à la décomposition de cette puissance révolutionnaire qu'est attaché le repos de l'Europe: le moyen qui me paroît le plus facile pour y parvenir, ce seroit d'ouvrir aux François la route qui peut les conduire à un Gouvernement légal, à une Monarchie sagement tem-

tempérée. Toutes les probabilités indiquent ce dénouement, tous les intérêts le commandent, & on n'y échouera qu'autant que des passions aveugles voudront le diriger.

MALOUET.

Le défaut de place nous oblige de renvoyer au Numéro suivant la Réponse que nous devons à la Lettre qu'on vient de lire. En applaudissant aux intentions de son Auteur, nous hasarderons quelques réflexions sur divers points auxquels il a touché. On ne peut, d'ailleurs, le soupçonner d'avoir interprété légèrement les intentions du Roi de France; intentions si conformes aux sentimens dont on le sait animé.

Nous n'avons fait aucune mention dans le résumé de la situation intérieure de la France, du propos d'un Journaliste de Paris qui s'est avisé d'attribuer à certaines *Anonymes* du Gouvernement, le projet de rétablir un *Roi Constitutionnel*, sous la médiation de la Prusse. Si ceux qui multiplient les commentaires, les explications & les hypothèses sur ce ridicule paragraphe perdu dans une misérable Feuille publique, vouloient bien se souvenir de toutes les fables

de ce genre, qu'inventa la politique des Factions au moment de leur discorde, ils se seroient épargné le travail de leurs profondes recherches; mais le goût des mystères l'emportera jusqu'à la fin sur l'évidence du caractère des causes, & de la marche des événemens révolutionnaires. Surement l'arrière-pensée de créer dans la détresse une poupée royale, sous le sobriquet de *Roi Constitutionnel*, a occupé & peut encore occuper certains individus qui penseroient trouver dans ce milieu une issue à une révolution interminable; mais, puisque ceux à qui l'on fait honneur de cette entreprise, n'ont pas même eu la puissance de défendre leur autorité, comment auroient-ils celle de rendre à la France le Gouvernement Monarchique?— Comment des hommes qui ne peuvent disposer de dix autres imagineroient-ils de disposer de la République? Nous reviendrons sur ces chimères qui s'accréditent dans l'étranger, en faisant pitié à tous les François sensés & éclairés de l'intérieur.

GRANDE BRETAGNE.

LE projet d'Union avec l'Irlande, l'établissement de la taxe sur le Revenu, le perfectionnement du système de finances & de crédit publics, les mesures adeptés pour le maintien de la tranquillité & des loix, le Traité de Subsides avec la Russie, le courage qu'ont déployé le Parlement & le Ministère, l'harmonie qui a caractérisé leurs résolutions, enfin le changement, si glorieux pour la Grande Bretagne & ses Alliés, qui s'est opéré dans les affaires de l'Europe, rendront mémorable la longue Session Parlementaire à laquelle S. M. vient de mettre fin.

S. M. en a fait la clôture, le 12 de ce mois, après avoir entendu M. *Addington*, l'Orateur de la Chambre des Communes, qui s'est exprimé en ces termes.

" Mon devoir est de présenter à V. M., au " nom des Communes de la Grande Bretagne, " rassemblées en Parlement, les Bills qui com-

" plettent les octrois pour le service public de " cette année.

" La grandeur des subsides, l'empressement " avec lequel ils ont été accordés, l'Etat flo- " rissant du commerce & du revenu, les ma- " nifestations si générales du zèle & de l'es- " prit publics, doivent être considérés comme " les indices aussi certains qu'encourageans de " l'abondance inaltérable des ressources de l'Em- " pire Britannique, & de l'inébranlable fer- " meté de vos fidèles Peuples. C'est un sujet " d'orgueil & de satisfaction pour vos Com- " munes, de penser qu'en pourvoyant aux be- " soins des circonstances, elles ont pu adopter " une mesure qui, nonobstant l'étendue sans " exemple des sacrifices qu'elle impose, est " parfaitement adaptée au soutien efficace du " crédit public, sur l'affoiblissement & la chûte " duquel l'ennemi fonda long-tems ses vaines " espérances, de détruire l'indépendance & les " libertés de cet Empire.

" Cependant, la conduite de vos Communes " n'a point été dictée par une vue étroite & " limitée de la situation de ce pays, & des " causes qui influent sur son bien-être & sa " sureté. Elles savent que ces intérêts sont in- " timément liés à ceux des autres Etats; &

" c'est en se conformant aux principes d'une
" politique saine & vaste, qu'elles ont fourni
" à V. M. les plus amples moyens d'animer &
" de secourir les efforts des Puissances, qui,
" mesurant avec justesse la grandeur des dan-
" gers dont elles étoient menacées, se sont
" convaincues que les lenteurs & la négligen-
" ce en aggraveroient le poids, & qu'on ne
" peut réussir à les dissiper que par des ef-
" forts capables de persuader à l'ennemi, que
" son système d'ambition & de conquête est
" aussi criminel qu'extravagant, & d'une im-
" possible exécution.

" Vos Communes, SIRE, sont pénétrées de
" l'importance de l'objet pour lequel V. M.
" est forcée de combattre, & des devoirs qu'
" elles ont à remplir. Elles sont persuadées
" que c'est de la sagesse & de la fermeté du
" Parlement Britannique, assisté de la divine
" Providence, que dépend essentiellement la
" conservation de tout ce qu'il se trouve de
" précieux dans la société civile, & de tout ce
" qui compose le bonheur de la vie privée.
" Animées de ces sentimens, & plaçant une
" confiance entière dans la justice & la modé-
" ration des vues de V. M., vos Communes
" n'ont pas balancé à lui continuer une as-

" sistance cordiale & décidée, dans la pour-
" suite d'une contestation qu'il n'est possible
" de terminer que par une paix solide & du-
" rable."

A la suite de cette harangue, S. M. prononça le discours suivant.

" *Milords & Messieurs*,

" Les conjonctures favorables que je vous
" annonçai à l'ouverture de la session, ont été
" suivies de succès qui ont surpassé mes plus
" vives espérances.

" Par l'effet des progrès des armées Impé-
" riales, sous le commandement de l'Archiduc
" *Charles* d'Autriche, une grande partie de la
" Suisse a déjà récouvré sa religion, ses loix
" & ses libertés; les victoires brillantes & non
" interrompues des armées combinées, sous les
" ordres du Maréchal *Suwarof*, ont, dans le
" court intervalle qui s'est écoulé depuis l'ou-
" verture de la campagne, à-peu-près accom-
" pli la délivrance de l'Italie du joug flétris-
" sant de la République Françoise. La décision
" & l'énergie qui distinguent les Conseils de
" l'Empereur de Russie mon Allié, l'union é-
" troite & le concert heureusement établis en-

" tre nous, me mettront en état d'employer ;
" le plus avantageusement, les puissantes res-
" sources que vous m'avez confiées, pour raf-
" fermir sur des bases permanentes l'honneur
" & la sureté de ce pays, l'indépendance & la
" liberté de l'Europe.

" J'ai la satisfaction de voir que la tranquil-
" lité intérieure est à-peu-près rétablie dans
" mon Royaume d'Irlande. — L'éloignement de
" la seule force navale qui reste à l'ennemi ,
" contribuera à éteindre les fragiles espéran-
" ces que les traîtres & les mal-intentionnés
" fondoient sur une assistance étrangère . Mais
" notre ferme appui pour la sureté immédiate
" de l'Irlande, repose sur le zèle éprouvé &
" la bravoure de mes troupes de toute espèce,
" sur l'inébranlable loyauté & sur les efforts
" volontaires de mes fidèles sujets dans les
" deux Royaumes.

" La sécurité finale de l'Irlande ne peut ê-
" tre assurée que par l'union intime & com-
" plette de ce Royaume avec la Grande Bre-
" tagne. Je suis heureux de voir que les sen-
" timens manifestés parmi des classes respec-
" tables & nombreuses de mes sujets d'Irlan-
" de, justifient l'espoir que l'accomplissement
" de cette grande & salutaire opération résul-

" tera du vœu commun, comme elle est cer-
" tainement l'objet des intérêts communs de
" mes Royaumes.

" Vos Règlemens pour la suppression des
" dangereuses & séditieuses sociétés, qui s'é-
" toient formées dans le but de propager les
" principes destructeurs de la Révolution Fran-
" çoise, sont particulièrement propres aux cir-
" constances, & assurent un nouvel appui à la
" Constitution.

" *Messieurs de la Chambre des Communes.*

" Les sacrifices extraordinaires que vous
" venez de faire en faveur de mes sujets, sont
" sagement calculés sur les besoins de cette
" grande crise. En même tems, ils donnent
" une sureté additionnelle au crédit public,
" par l'établissement d'un système de finances
" également profitable pour vous-mêmes & pour
" la postérité; & le zèle avec lequel le poids
" de ces fardeaux est supporté, atteste le bon
" sens, la loyauté & l'esprit public de mon
" Peuple.

" *Milords & Messieurs,*

" On ne peut comparer les événemens de
" cette année avec la situation & le tableau

" que

" que présenta l'Europe quelques mois aupa-
" ravant, sans reconnoître avec une respe-
" ctueuse gratitude l'intervention visible de la
" Providence, pour détourner les dangers qui
" depuis si long-tems menaçoient toutes les
" institutions du Monde civilisé.

" Il nous est permis d'espérer que cette
" même Providence continuera à nous proté-
" ger, & à nous guider à travers les événe-
" mens de cette contestation, & qu'elle dai-
" gnera nous conduire à un dénouement, qui
" transmette aux âges futurs le mémorable
" exemple de l'instabilité de tout pouvoir fon-
" dé sur l'injustice, l'usurpation & l'impiété,
" en prouvant l'impossibilité de dissoudre le
" nœud qui unit ensemble la prospérité publi-
" que & les vertus privées."

Le Parlement a été prorogé au 27 Août.

Après une longue incertitude sur la route des escadres belligérantes dans la Méditerranée, on est informé depuis deux jours que le 6, celles de France & de l'Espagne réunies ont paru à la hauteur de Gibraltar, dans le dessein de repasser le détroit.

Le rapport répandu dans le public & qu'on dit envoyé à l'Amirauté par Lord *St. Vincent*, confirme ceux qui nous étoient parvenus de France même. Suivant ces derniers, l'escadre Françoise, sortie de Toulon, avoit d'abord cinglé vers la côte de Gênes, & se trouvoit sous le fort de Vado, près de Savone, lorsque les Anglois se firent appercevoir. L'Amiral *Bruix*, de la capacité duquel on paroît n'avoir qu'une opinion fort médiocre, se crut perdu. Cependant, à la faveur d'une brune, il parvint à s'échapper, & poursuivi, mais d'assez loin, parut à la vue de Barcelone d'où il gagna Carthagène le 22 Juin. Là s'est opéré la jonction des deux escadres, qui ont mis à la voile de concert vers la fin du mois dernier. — Au départ des dépêches attribuées à Lord *St. Vincent*, resté malade à Gibraltar, cette flotte contrariée par les vents n'avoit pu encore franchir le détroit; mais des avis plus récens de Lisbonne ne laissent pas douter que, depuis, ce passage n'ait été exécuté. — On n'a point absolument perdu l'espérance d'une action; quoique l'escadre Britannique, commandée par Lord *Keith*, fut, dit-on, toujours devant Gênes le 25 Juin. — Le retour de la flotte ennemie combinée,

démontreroit que le but de l'expédition de Brest fut très-réellement de réunir les deux escadres; qu'après une dévagation forcée dans la Méditerranée, on a poursuivi ce dessein, & qu'on doit s'attendre à voir paroître l'armement dans le Golfe de Biscaye.

C'est un mémorable sujet de surprise & de réflexion, que la comparaison de l'état actuel des fonds publics, avec les absurdes préjugés qui dominoient le continent jusqu'au milieu de l'année dernière, touchant le péril où se trouvoient le crédit, les finances & l'Empire Britanniques. Les spéculateurs les plus avisés, les financiers Européens supposés les plus pénétrans, auroient traité d'insensé celui qui eût osé prédire qu'au milieu de 1799 un nouvel emprunt, conclu aux termes les plus favorables au Gouvernement, gagneroit 14 pour 100 avant trois mois, & que tous les fonds s'éleveroient dans la même proportion, sans que des subsides payés au-dehors, & l'éloignement nécessaire de la paix, suspendissent cette progression de confiance. Ainsi, dans les finances comme en politique, dans la guerre comme dans les événemens révolutionnaires, le vrai a constamment contredit le vraisemblable: il semble que le Ciel ait voulu humilier la raison humaine

au moment où elle proclamoit si orgueilleusement sa suprématie. Aucune époque ne fut mieux calculée pour démontrer la vanité de nos jugemens, les limites de notre prévoyance, & l'incurable sottise de tous ces prophètes de Cour, de sallons & d'académies, qui, à les entendre, ont prévu de très-loin & discerné la chaîne des circonstances, sans avoir eu, toutefois, l'esprit de s' en garantir.

Situation des Affaires Militaires en Italie et en Suisse, depuis la fin de Juin.

LA curiosité & l'attention absorbées par les événemens journaliers, ne reviennent guères sur le passé. Il faut à leur impatience des batailles & des dénouemens non interrompus; toute intermittence les irrite; elles se fixent sur le terme qu'on va parcourir, sans donner un regard à celui qu'on a parcouru.

C'est en se reportant aux jours qui ont précédé les hostilités, au spectacle de cette République dévorante qui, peu satisfaire d'engloutir l'Europe, étendoit son sceptre meurtrier sur

l'Afrique & sur l'Asie, & se promettoit déjà une domination universelle, qu'on est frappé du contraste où trois mois de guerre ont réduit ce colosse de fer & de boue.

Du 25 Mars, au 25 Mai, le Directoire avoit perdu 80 lieues de territoire, des embouchures du Pô jusqu'aux portes de Turin. De cette Italie saccagée, qu'il rangeoit au nombre de ses Colonies, & dont il bouleversoit la face pour la défigurer de son empreinte, il lui reste à peine aujourd'hui une issue, par laquelle puissent s'échapper les débris de cent mille François, enterrés après cent mille autres sur cette terre, où des *sans-culottes* de Paris parloient de ressusciter les *Scipions*, les *Brutus* & les *Cincinnatus*.

Qu'à l'ouverture de la campagne on eût fait espérer qu'elle se termineroit par la délivrance de l'Italie, cet espoir eût rencontré beaucoup d'incrédules, & satisfait les esprits les plus confians. Trois mois ont suffi à assurer, si non à accomplir entièrement cette entreprise.

Au travers des fables de tout genre que nous transmet le Continent, il faut borner sa confiance, & glaner les faits certains: ils forment un tableau assez rempli, sans y ajouter les exaggérations & les romans des gazettes.

La défaite de *Macdonald* sur la Trebie a sauvé les succès précédens des Alliés. C'étoit un plan vaste & hardi que celui conçu par ce Général, d'abandonner sa retraite sur Gênes, pour se jeter sur sa droite, & reporter le théâtre de la guerre des frontières de France à celles de Venise, & du Var à l'Adriatique; mais ses forces étoient insuffisantes; il s'est perdu par ce plan même, dont l'exécution rendoit incertaine une seconde fois la destinée de l'Italie.

Les Gazettes officielles de Vienne n'ont rien ajouté aux première notions reçues sur les actions du 17, 18 & 19 Juin. Cette victoire si importante est une de celles dont on connoît jusqu'ici le plus imparfaitement les particularités: disputée avec acharnement, elle a enlevé 6 à 7 mille hommes morts ou blessés à l'armée alliée.

Au lieu de se retirer sur Gênes, ainsi qu'on l'avoit présumé; le Général *Macdonald* rebroussant sur le Duché de Modène, s'étoit retiré derrière la *Secchia*, aux frontières de la Toscane. Laissant la division de *Victor* dans le Val de Taro, pour maintenir libre sa communication avec la rivière du Levant & Gênes, il espéroit probablement échapper lui-même par

cette route ; mais la réunion & les manœuvres des trois Généraux, *Ott*, *Hohenzollern* & *Palfi*, ont forcé le retraite de *Victor* à Gênes, & celle de *Macdonald* en Toscane.

Des 30 mille hommes qu'il avoit conduits quinze jours auparavant dans le Plaisantin, ce dernier en conservoit à peine 12 mille. Le Général *Klenau*, rentré dans Modène, & le 30 Juin forçant la garnison Françoise de Bologne à capituler, menaçoit l'un des flancs de *Macdonald*, harrassé d'insurrections sur ses derrières, & trahi par le Général Cisalpin *La Hoz* qu'il avoit laissé en Toscane. Dans cette extrémité qu'aggravoient un corps de Russes débarqués dans la marche d'Ancône, & Florence même soulevée, *Macdonald* paroît s'être refugié & enfermé à Livourne avec le dernier reste de ses troupes, probablement dans la vue d'y chercher un embarquement.

Ainsi ont fini la gloire & l'existence de cette fameuse armée de Naples, conduite successivement par deux habiles Généraux, & victime, ainsi qu'eux, de l'imbécille entêtement d'orgueil avec lequel le Directoire a préféré les exposer à une ruine totale, plutôt que de les rapprocher à tems de la grande armée. La Toscane libre a renversé les emblêmes du crime, & ré-

tabli les armes de son Souverain.—A l'exception de Livourne, d'Ancône & de Naples, l'Italie méridionale est à-peu-près complettement affranchie.

Pendant cette fuite & ces désastres de *Macdonald*, son supérieur, le Général *Moreau*, non moins patient, non moins actif, & presqu'aussi malheureux, traînoit ses tristes cohortes sous Gavi & Gênes, abandonnant le Tortonnois & l'Alexandrin. Sans escadre qui puisse protéger sa fuite par mer, & menacé dans ses communications avec le comté de Nice par le Général *Wuckassowich* maître de Céva, sa position semble aussi désespérée que celle de son collègue à Livourne.

Aujourd'hui libres dans leurs opérations, les Alliés vont poursuivre avec célérité les sièges de Tortone, d'Alexandrie & de Mantoue, dont les garnisons sans espoir consulteront, espérons-le, la prudence & la nécessité; plutôt que les décrets du Corps Législatif qui ne peut plus leur faire connoître ses ordres que par des aëronautes ou des pigeons.

En permettant de détacher des corps dans les Alpes, & de rendre à l'Archiduc *Charles* ceux qui lui furent enlevés sous les ordres des Généraux de *Bellegarde* & de *Haddick*, la situation

tion florissante de la campagne en Italie contribuera, il faut le croire, à faire cesser la langueur où est tombée celle de Suisse.

S. A. R. s'y trouvoit, au commencement de ce mois, à peine égal en forces à l'ennemi. 15,000 hommes de renforts ont réparé les pertes de celui-ci; celles très-considérables des Autrichiens n'avoient encore été compensées par aucune augmentation sensible de troupes. En Italie, les Peuples unanimes ont concouru partout aux succès des Alliés, & ont doublé leurs avantages. La défection des régimens Cisalpins, le rétablissement graduel de l'armée Piémontoise qui se réunit sous les drapeaux de son Souverain, ont servi & serviront à remplir des vides.

Mais, jusqu'à ce jour, l'Archiduc *Charles* s'est trouvé réduit à ses forces isolées, ayant à vaincre des positions naturelles & resserrées, dont on avoit peut-être trop peu redouté l'importance, & auxquelles l'art & l'habileté de l'ennemi ont ajouté de nouvelles défenses. L'empressement des Suisses à suivre la bannière de leurs libérateurs & d'un petit nombre de leurs compatriotes émigrés, a été lent & limité. On ne trouve ici ni les imaginations ardentes, ni les sentimens exaltés de l'Italie. C'est un Peu-

ple circonspect & calculateur, écrasé de ses souffrances passées, peu confiant sur l'avenir, & ne voyant dans la prolongation de la guerre, même la plus heureuse, que la prolongation de ses misères. Les Cantons où les sentimens ont été le moins altérés, Berne, Fribourg & Soleure, ont encore comprimés par la présence de l'armée Françoise, & enfermés dans ses lignes.

C'est à ces difficultés réunies, & à celles qu'y ont ajouté plusieurs des mesures préliminaires, qu'il faut attribuer le ralentissement des succès. Deux mois d'opérations & de combats opiniâtres ont à peine donné 12 lieues de terrain. Zurich abandonné aux Impériaux, *Massena* a rétabli une ligne de défense dont la longue inviolabilité démontre assez la force, en prouvant qu'il a médiocrement perdu en cédant sa position antérieure.

Depuis la perte du St. Gothard & des Cantons d'Uri & de Schwitz, il a renforcé son aile droite, qui défend sur les deux rives la partie occidentale du Lac de Lucerne & cette ville. Au midi elle se prolonge jusqu'aux frontières du Canton d'Uri; elle occupe en entier celui d'Underwald, & couvre les passages qui, au travers du Mont Brunig, débouchent dans

les Alpes du Canton de Berne au pays de Hassi. Au nord elle s'étend jusqu'à la petite République de Gersau, & aux derniers villages du Canton de Schwitz, dont les Impériaux occupent la partie supérieure. Les bords du Lac offrent le plus continuellement des escarpemens inabordables. Chaque village du pays intermédiaire entre les Lacs de Lucerne & de Zug, sont devenus des postes garnis de troupes & de retranchemens.

De Lucerne au Rhin, l'armée Françoise est couverte par une chaîne de montagnes dont elle occupe les sommets, & par la rivière de Reuss, rapide & profonde, & que la fonte des glaces sur les Alpes, ordinaire dans cette saison de l'année, va grossir encore ainsi que les fleuves de la Suisse.

L'Archiduc *Charles* n'a point encore tenté d'emporter de front cette position. On lui suppose le projet de la tourner par la droite, en délogeant l'ennemi des environs du Lac de Lucerne, d'où la Reuss poursuit son cours jusqu'à son embouchure dans la rivière d'Aar au-dessous de Windish; mais cette entreprise a été prévue, &, en renforçant son aile droite, *Massena* a diminué ses dangers de ce côté-là.

En arrière de sa ligne, vers le midi, se trouve un corps d'observation à peu de distance de Berne, & un autre corps plus considérable qui garde le Valais. L'insurrection opiniâtre de cette contrée a été refoulée dans les parties supérieures, mais y est restée indomptable. Le passage du Simplon appartient à ces braves montagnards; là va se former une importante diversion. Repassant du Milanois en Suisse, le Général de *Haddick* est venu soutenir les Valaisans. Si le corps de troupes qu'il conduit est assez considérable pour enlever aux François la Vallée du Rhône, il sera maître de pénétrer dans celles du Simmenthal & de l'Oberland au Canton de Berne, & d'y armer les Peuples courageux de cette contrée, ou de déboucher sur le Lac de Genève. Dans les deux cas, *Massena* se verroit forcé, soit de transporter sa position entre l'Aar & le Mont Jura, soit de diviser son armée pour repousser une attaque sur ses derrières, & prévenir le soulèvement des Cantons de Berne & de Fribourg.

Le Directoire, d'ailleurs, a renouvelé les ordres les plus exprès à son Général, de défendre la Suisse pié à pié. Il lui a envoyé des secours, il en prépare d'autres; il vient de

soutenir *Massena* par la formation d'une *armée des Alpes* confiée au Général *Championnet*. Elle se rassemble aux frontières du Dauphiné & de la Savoie; elle est destinée a recueillir les débris de celle d'Italie & à la remplacer. Tout effort pour secourir cette dernière au-delà des Alpes est abandonné.

Flanquée au midi par ce nouveau rassemblement, l'armée de Suisse doit être appuyée au nord d'un corps de troupes réuni en Alsace & dans l'Electorat de Mayence; *Moreau*, retiré de l'Italie, va en prendre le commandement. Ainsi, la Suisse deviendra incessament le centre de la défensive des François; c'est sur leur frontière orientale que se dirigent aujourd'hui les plus vives inquiétudes de leur Gouvernement.

Vers le milieu du mois prochain, l'armée de 35 mille Russes qui doivent s'unir aux troupes Autrichiennes en Suisse, sera rendue à sa destination. Alors, on aime à le croire, la contestation cessera d'être équivoque, & la délivrance de la Suisse un problême.

L'été s'avance; dès l'automne les montagnes que l'on se dispute, seront obstruées de neiges. Si leur sort demeuroit encore incertain dans six semaines, l'espoir de voir le théâtre de la guerre transporté cette année sur le ter-

ritoire de la République Françoise s'affoibliroit; & que de changemens l'hiver ne peut-il pas introduire, soit dans la politique de l'Europe, soit dans la détresse où le dernier Directoire a précipité la France!

Une des obligations signalées que doit l'Europe à ce Gouvernement aussi extravagant que coupable, est certainement l'exil de *Buonaparte* & de l'élite de son armée. Il n'est point vrai, sans doute, que ce Héros Egyptien ait été condamné, malgré lui, à cette expédition par la jalousie de ses supérieurs: promoteur, & promoteur ardent d'une entreprise dont sa tête romanesque & ses passions lui dissimuloient les dangers, il s'y dévoua par goût, par amour-propre, & avec la présomption quelquefois heureuse qui a distingué toutes ses démarches; mais ce n'est point à lui, absent, égaré dans les déserts de la Syrie, que les Républicains de France s'en prendront de sa catastrophe; les Directeurs en porteront le poids & le châtiment. La nouvelle des derniers désastres de ces avanturiers survient à-propos, comme pièce du procès criminel dont les augustes Consuls de la République sont menacés.

Les nouvelles officielles de Constantinople, en date du 18 Juin, reçues & publiées à Vien-

ne, ne permettent guères de douter des revers qui ont accablé les conquérans de l'Egypte, les régénérateurs de l'Asie. Déjà affoibli par plusieurs attaques infructueuses sur *St. Jean d'Acre*, *Buonaparte* a essuyé le 21 Mai une sortie des assiégés & une défaite, à la suite de laquelle il a brûlé son camp & ses bagages, en se sauvant à Jaffa avec quelques milliers de malheureux de toute couleur & de toute nation, échappés à sa mauvaise fortune. Ces avis, dont des récits antérieurs, plus dépourvus d'authenticité, avoient semé le premier bruit, acquièrent aujourd'hui un grand degré de crédibilité, mais non surement par les exaggérations qu'y ajoutent les commentateurs. Treize Généraux François & 300 Officiers pris ou tués dans une sortie, & décollés, feroient un épisode dans l'*Arioste*: l'histoire s'accommode moins d'un abbatis si prodigieux. Cependant, en écartant le merveilleux, il demeure à-peu-près constaté que le Général *Buonaparte* en déroute, dispersé & fugitif, a terminé son voyage en Syrie, sans être assuré de regagner l'Egypte.—

La Porte Ottomane est principalement redevable du salut de St. Jean d'Acre, à l'assistance, à l'incomparable activité & à l'émulation

sans bornes de *Sir Sidney Smith*, secondé par des Officiers Anglois & François aussi valeureux que lui, animés de son exemple.

L'occasion ramenant sous notre plume *Sir Sidney Smith*, nous rapporterons ici un fragment d'une lettre, écrite le 26 Avril dernier par le Major de *Tromelin*, Officier François de mérite, passé au service de la Porte sous les auspices du Chevalier *Smith*. On peut se rappeler que le Directoire, dans son journal officiel le *Rédacteur*, du 8 Mars, fit imprimer que *Sir Sidney Smith* faisoit embarquer à Constantinople des pestiférés, pour les jeter dans le Royaume de Naples, & y détruire ainsi sans danger les François & les patriotes. Cette horreur extravagante fut relevée par M. de *Tromelin* dans la lettre mentionnée, adressée au Colonel de *Valongue*, l'un des prisonniers François delivrés du bagne de Constantinople par les soins de M. *Smith*. On va juger de la gratitude du Directoire pour les bienfaits rendus à ses compatriotes & à ceux qu'il nomme les *défenseurs de la patrie*.

" Quarante-six militaires François, écrit M. de *Tromelin*, prétendus prisonniers du Contre-Amiral *Nelson* dans le combat d'Aboukir, remis à terre sur leur parole de ne point servir pendant la guerre actuelle contre les Anglois jusqu'à leur

échange, s'embarquèrent à Alexandrie pour passer en France. Ils relâchent à Syphanto; les habitans de cette isle s'autorisent des hostilités de la Porte, les saisissent & les conduisent à Constantinople, où ils sont immédiatement jetés dans le Bagne. Du fond de leur prison, ils parviennent à instruire M. *Spencer Smith* du sort qu'ils éprouvent, se réclament de lui comme prisonniers des Anglois, & implorent sa protection pour se délivrer. Ce Ministre s'empresse d'agir en leur faveur auprès du Gouvernement; mais privé des titres qui justifient la qualité des prisonniers François, il ne peut jamais tirer que la promesse de les obtenir dès que ces titres seroient présentés. Dans l'intervalle, le Commodore *Sidney Smith* arrive: son cœur, loin d'être endurci par le souvenir de l'inquisition atroce que le Directoire a exercée sur lui dans le prison du Temple, est ouvert à la pitié pour des malheureux qu'il n'en veut point rendre responsables; & dans sa première conférence avec le Reiss-Effendi, il insiste non-seulement sur la restitution des quarante-six prisonniers François, mais plaide encore avec véhémence la cause de tous ceux détenus au Bagne. Il obtient des promesses qui ne lui suffisent pas; il revient à la charge sans plus de succès; enfin, admis à une audience particulière du Grand Seigneur, il lui demande une grace, & cette grace est la délivrance des quarante-six prisonniers, qui lui est accordée.

Il n'y a pas eu d'autres prisonniers délivrés que ceux là; ils ont été embarqués sur un Parlementaire Impérial, & ont fait voile pour Toulon au mois de Mars. Depuis six mois, d'ailleurs, la peste ne régnoit point à Constantinople, &c. &c.

Addition à l'article de FRANCE.

LES informations plus récentes que nous recevons de Paris, confirment & développent l'opinion à laquelle nous avons ramené nos lecteurs.

Chaque jour prouve davantage que les auteurs des derniers changemens n'avoient pas un but uniforme: les uns n'en vouloient qu'aux places, à l'influence, aux Directeurs plutôt qu'à leur autorité dont ils ambitionnoient le partage. Les autres, plus nombreux, composant l'élite du Jacobinisme, en vouloient au pouvoir même, oligarchique & concentré dans le Gouvernement. Le nouveau Club est formé par ces derniers; mais, pour ne point trop effaroucher leurs adversaires, ils se contentent pour le moment de tenir le Directoire en tutèle, de faire nommer leurs adhérens à toutes les places, & en protestant contre le retour de la terreur, ils en installent les supports dans les diverses administrations. Ils ont juré *par acclamation* le maintien de la Constitution de l'an 3. On sait que dans la République Fran-

çoise le serment de conserver précéda toujours le ferment de détruire.

Il ne s'est élevé aucun homme prépondérant dans les Conseils, qui font la loi au Directoire par députations départementales; mais quelques orateurs Jacobins commencent à maîtriser les délibérations, & se préparent à les faire précéder & soutenir par *l'opinion du Peuple*, c'est-à-dire par leurs Clubs & leurs Pétitionnaires. Telle est une des vues principales des restaurateurs du rassemblement, organisé en société populaire aux Thuileries.

Le Directoire obéit, se retranche dans sa déférence & sa courtoisie. La Nation lasse & apathique persiste dans son indifférence sur ces transmutations. Le Département de Paris vient d'être composé de quatre misérables, connus par leurs précédens exploits révolutionnaires.

Sieyes a éveillé la défiance du parti dominant, & s'étudie à la désarmer par une docilité de circonstance. Son discrédit est tel qu'il n'a pas eu parmi ses collègues une seule voix, pour faire nommer à l'Ambassade de la Haye, *Alquier*, son protégé & celui de *Talleyrand*. L'emploi a été adjugé à *Fouché* de Nantes, terroriste non équivoque, & qui va rétablir en Hollande le règne du Jacobinisme *pur*.

Charles La Croix est appelé par les *Frères & Amis* (qui ont repris cette honorable intitulation) au Ministère des Affaires Etrangères.

ERRATA pour le N° précédent.

P. 363, ligne 4, *la plus âgée*, lisez *la moins âgée*.
--- 379,---20, *Joubert*, lisez *Jourdan*.

MERCURE BRITANNIQUE.

N.° XXIV.

10 AOÛT, 1799.

Réflexions sur la Catastrophe des Ministres de la République Françoise a Rastadt.

TEL est le titre d'une Brochure de 40 pages, publiée recemment près du lieu même où s'est passé l'événement qui en forme le sujet. Quoiqu'elle ne nous donne aucune lumière nouvelle & positive sur les acteurs & sur les causes de cette mystérieuse tragédie, dont le voile n'est pas encore levé, elle tend à préparer le jugement sur les éclaircissemens définitifs. Personne, mieux que l'Auteur, n'a démontré

la monstrueuse absurdité des fables calomnieuses du Gouvernement François, ni n'a examiné avec plus de sens & de précision une question encore problématique.

Celui-là fait le crime à qui le crime sert. Cet axiome de jurisprudence naturelle doit servir de base à tout raisonnement, & à toute conjecture dans la recherche du vrai coupable.

Excepté le cas de folie, personne ne commet un délit, s'il ne peut espérer d'en tirer avantage. — Personne ne s'expose aux risques d'un crime commis avec éclat, s'il peut atteindre son but d'une autre manière, & en se dérobant à l'attention du public.

Si ces principes sont douteux, toutes les notions reçues sur la nature du cœur humain sont fausses : s'ils sont incontestables, qu'on les applique à l'assassinat de Rastadt, en cherchant au flambeau de cette application, la trace des auteurs de cette catastrophe.

L'Ecrivain des *Réflexions* remplit cette dernière tâche avec autant de sagacité que d'impartialité.

" Quel intérêt, dit-il fort bien, auroit eu " l'Autriche à faire assassiner les Ministres " François? Qu'un homme de sens, s'il en

" a le courage, se charge d'indiquer cet in-
" térêt.

" Pouvoir compter trois hommes de moins
" dans les rangs des Jacobins, ou faire dispa-
" roître trois hommes importans dans les affai-
" res politiques de l'Europe, seroit-ce là un
" intérêt suffisant! Que peut faire à l'Autriche
" qu'il y ait en France deux ou trois Jacobins
" de plus ou de moins? Ceux-ci n'existant
" plus, en manquera-t-on d'autres? En voilà
" deux d'assassinés: les affaires sont-elles chan-
" gées, le nombre des Agens du Directoire
" est-il épuisé?"

Et quelle étoit l'importance prétendue de ces individus? Agens, comme mille autres, d'un pouvoir absolu, inconnus avant leur mission, ignorés après l'avoir remplie; c'étoit dans le Corps Législatif qu'on alloit tous les trois les perdre de vue. S'ils étoient si importans, les voilà tués; quel changement est-il donc survenu? Des hommes importans! Où sont-ils? Où les trouve-t-on en France? Qu'on y cite un seul homme en place, sans en excepter les Membres du Directoire, qui, disparoissant aujourd'hui, n'ait pas demain son *Sosie* pour le remplacer.

Mais l'enlèvement des papiers de la Léga-

tion Françoise, mais connoître les grands secrets du Directoire; voilà sans doute un motif plausible de l'assassinat. " Les secrets du " Directoire! ils courent les rues; jamais po- " litique ne fut plus claire que la sienne: elle " est dans sa position, sa position lui comman- " de la guerre; toutes ses instructions décou- " loient des mêmes principes. Qu'est-il besoin, " pour les connoître, d'enlever des papiers? " On peut les lire dans Machiavel. Même but, " la ruine des Etats voisins, & le maintien " d'un pouvoir usurpé: mêmes maximes, une " tyrannie sans bornes."

Ajoutera-t-on que les archives de la Légation Françoise renfermoient peut-être des secrets plus importans, qu'on a pu du moins le supposer, & vouloir les arracher à tout prix!

" Dans ce cas, parmi cent autres expédiens " en seroit-on venu à un meurtre? Ce n'est " pas une plaisanterie que l'assassinat de trois " Ministres quittant un Congrès de paix. N'y " auroit-il pas eu quelque moyen tout aussi " sûr, & plus conforme aux ruses de la diplo- " matie, d'avoir ces mystérieux papiers? Li- " sez l'histoire: que de secrets découverts ou " communiqués sans meurtre! Il n'est que trop " vrai de dire que ces tours-là, quand un

" Gouvernement veut s'en mêler ; ne sont " qu'un jeu ; demandez-le au Directoire. — " Toute corruption même mise à part, on " arrête les gens par erreur, on enlève leurs " papiers par excès de zèle, on fait des excu- " ses quand on a tout lu ; mais de ce strata- " gême à l'épouvantable assassinat de Rastadt, " il y a mille lieues de distance."

Les combinaisons de l'attentat, en le supposant l'ouvrage de l'Autriche ou de ses Officiers, comportent un ridicule qui ne seroit pas recevable dans le poëme le plus phantastique. Autant auroit valu que le Cabinet de Vienne eût fait proclamer à son de trompe, qu'il alloit faire assassiner les Députés François.

En effet, le crime est commis à deux cents pas d'une ville, sous les yeux des Ministres de vingt Cours d'Allemagne, *à la lueur des flambeaux*. Les assassins sont au nombre de cinquante ; ils portent, dit-on, un habit militaire, & cet uniforme est celui d'un corps de troupes de l'Empereur. Certes, voilà des agens bien déguisés, leur nombre bien circonscrit, le lieu du meurtre bien choisi !

" Pour en ensevelir le secret horrible, tous " les voyageurs vont périr ! Non ; deux per- " sonnes seulement sont tuées. Quoi ! tous les

" autres témoins de l'assassinat retournent pai-
" siblement à Rastadt! Tous; pour y déclarer
" à l'instant même ce qu'ils ont vu, pour y
" remuer toutes les passions, & accélérer tou-
" tes les recherches.

" Mais une demi-heure avant le départ des
" Ministres, un Commandant Autrichien ne
" les avoit-il pas requis de partir dans 24 heu-
" res? Et quand ils se sont présentés aux por-
" tes de la ville, ne les y a-t-on pas rete-
" nus pendant une demi-heure, parce qu'il
" falloit donner aux assassins le tems de se
" préparer?"

Admirable finesse! Combinaisons de mystère heureusement choisies! Depuis l'existence du monde, jamais crime n'eût été plus bête, & plus bêtement exécuté. Bien loin de dire, comme le Directoire, que l'Autriche a ordonné l'assassinat puisque les meurtriers portoient l'uniforme des soldats de cette Puissance, on doit tirer la conséquence inverse & d'une évidence sans réplique, que si des soldats Autrichiens sont au nombre des coupables, l'Autriche, qui n'eût jamais choisi de tels agens, n'a donc eu aucune part à l'assassinat.

Cette observation conduit à une seconde: s'il est impossible d'expliquer l'absurdité des me-

sures en les attribuant à l'Autriche, il devient intelligible comment ces mêmes mal-adresses eussent convenu aux véritables auteurs de l'attentat, dans le but de compromettre la Cour de Vienne par de trompeuses & grossières apparences. Le choix du lieu & de l'uniforme, le nombre des agens, & toutes les circonstances que nous avons rappelées, seroient alors très-concevables.

Après avoir appliqué à l'Autriche le principe que nul crime n'est gratuit, l'Auteur des *Réflexions* le tourne contre le Directoire lui-même, & examine s'il est également déchargé par ce genre d'argumentation.

Quels avantages pouvoit-il retirer de cet assassinat?

Il n'avoit cessé d'abuser la Nation Françoise par des promesses d'une paix prochaine, & par des souhaits fictifs pour sa conclusion. En recommençant la guerre sans motifs, après avoir abusé si long-tems de la condescendance de l'Empereur & de l'Empire, comment persuader à la France que ces derniers avoient provoqué le retour des hostilités? *Bonnier* & *Roberjot*, mécontens l'un & l'autre de la rupture du Congrès, eussent divulgué les causes de cet événement; ils eussent dit, Voilà vos

instructions, vos intentions, votre but, & la marche que vous nous avez prescrites. Ces témoins embarrassans étoient irrécusables, & d'autant plus dangereux que, pour s'épargner les reproches publics, ils avoient intérêt de divulguer la vérité. La guerre commençant par des revers, ils se fussent empressés de déclarer qu'elle n'étoit pas le fruit de leurs conseils, qu'ils s'étoient opposés aux mesures du Gouvernement, & que lui seul devoit porter le blâme de son hypocrisie & de sa violence.

Dira-t-on que *Jean de Bry* a été épargné ?

" Mais le Directoire pouvoit-il le redouter ? " L'homme qui a dit à la tribune qu'il vou- " droit que tous les Souverains n'eussent qu'u- " ne seule tête pour l'abattre d'un seul coup; " celui qui a proposé une légion de régicides, " & qui vouloit entrer dans cette honorable " milice; un tel homme a fait ses preuves, & " le Directoire connoît ses gens. — Que des " assassins bien intelligens l'eussent épargné, " cela se conçoit. Qu'un Gouvernement étran- " ger eût assez mal connu l'importance des vi- " ctimes pour laisser échapper celle-là, on " auroit de la peine à le comprendre. Quand " on fait tant que de commander un assas- " sinat, on ne dit pas d'égratigner à coup

" de

" de sabres, on ordonne de couper des tê-
" tes."

Outre la nécessité d'écarter des témoins dangereux à son repos, le Directoire devoit encore retirer, ou espérer retirer de cet assassinat, l'avantage inappréciable de créer un mouvement violent dans les esprits, un de ces mouvemens qui enflamment une Nation impétueuse & crédule, sous des Chefs exercés à l'exalter; un de ces mouvemens qui amenèrent le premier armement de la France, l'attaque de la Bastille, la journée du 10 Août, la levée en masse, &c.

" La tyrannie avoit éteint l'enthousiasme :
" une guerre sans fin, des malheurs sans ter-
" me, des impôts sans bornes, avoient affais-
" sé les esprits. La guerre n'eût plus été que
" la cause isolée d'un Directoire insatiable de
" conquêtes; déjà l'Autriche, par sa conduite
" pacifique, avoit en France bien plus de par-
" tisans que d'ennemis. C'est alors que l'événe-
" ment de Rastadt vient au secours du Dire-
" ctoire, comme un coup de théâtre."

Jean de Bry commence son rôle : des déclamations pathétiques, des milliers d'orateurs mis en réquisition, viennent le soutenir. Prose & vers, tout est distribué gratis. Des fêtes funé-

raires on passe aux théâtres. On ne voit partout que cyprès, véritables arbres de la liberté; on arrache des sermens aux malheureux Conscrits; & les Membres du Directoire, riant entr'eux de la crédulité publique, se félicitent en secret de ce que le hasard les a si bien servis. Certes, si le succès n'est pas complet, ce n'est pas leur faute.

Cette indigne comédie dicte à l'Auteur des *Réflexions* l'apostrophe suivante, adressée aux Acteurs en chef. " Si le doux amusement de " la guerre vous est nécessaire, faites-la du " moins avec vos soldats, & non pas avec vos " journalistes; battez-vous de votre mieux, " mais ne calomniez pas. Vous prétendez " recommencer les Grecs & les Romains; ces " peuples ne faisoient pas la guerre avec des " libelles. Vous n'avez le pouvoir souverain " que depuis cinq ans, & déjà vos injures " adressées à tous les Gouvernemens rempli- " roient plus de volumes que l'antiquité n'a " laissé d'ouvrages."

Conclura-t-on de l'intérêt manifeste qu'avoit le Directoire au succès de cette supercherie homicide, & de ses accusations effrontées contre l'Autriche, qu'il a ordonné lui-même & dirigé le meurtre de ses agens? Non, sans doute; il

ne s'ensuit pas de ce qu'un crime peut convenir à tels ou tels, qu'ils en soient nécessairement les auteurs ; mais à plus forte raison s'ensuit-il qu'il ne peut avoir été commis par ceux à qui il étoit nuisible. Ainsi, calomniateur solemnel, & faussaire avec étude, le Directoire a pris trop de confiance dans la crédulité publique. S'il falloit choisir exclusivement d'imputer l'attentat soit à l'Autriche, soit au Gouvernement François ; en jugeant ce procès par les règles ordinaires du sens commun & par les probabilités morales, on ne balanceroit pas à accuser ce dernier.

Mais l'Auteur des *Réflexions* a raison de ne point admettre des conclusions si rigoureuses. Bien loin d'imaginer ou de favoriser ce coup de main, l'Autriche avoit l'intérêt le plus évident à le prévenir ; cela est démontré. Tout le reste demeure problématique.

Tant de noirceurs, de perversité & d'audace a signalé la conduite des Chefs de la République Françoise, qu'on est pardonnable de les soupçonner des crimes les plus étranges. Cependant, celui-ci est de nature à ne permettre qu'un soupçon, jusqu'à des révélations plus authentiques.

En France même on a accusé les Directeurs

d'avoir complotté la catastrophe de Rastadt : Les Jacobins, qui ne perdent rien, ont relevé cette rumeur & tâché de l'accréditer. On a débité que le projet avoit été préparé à Strasbourg, & exécuté par des assassins travestis en hussards de *Szecklers* : on a remarqué que ces meurtriers parloient très-bon François, & que des hussards Transylvains ne savent pas un mot de notre langue. L'amour du merveilleux qui caractérise le siècle des lumières, tout autant que les âges de barbarie, a imaginé cent particularités fabuleuses ; mais la vérité reste encore au fond du puits.

En sortira-t-elle jamais ? La Diète de Ratisbonne semble décliner l'honneur de participer à la recherche du crime. La Cour de Vienne n'a rien négligé pour en découvrir les auteurs : jusqu'ici, néanmoins, aucune notion satisfaisante n'a percé. Le souvenir de cet événement fuit devant les triomphes des Alliés, plus dignes de fixer l'attention que la mort de deux François obscurs & méprisables. Peut-être cette tragédie sera-t-elle entièrement perdue de vue dans six mois : peut-être ne servira-t-elle que comme anecdote, pour exercer l'intelligence & la critique des Historiens futurs.

Quelques Lignes sur la Lettre de M. Malouet, insérée au Numéro précédent.

NOUS avons banni du MERCURE BRITANNIQUE toutes les discussions interminables & oiseuses sur la nature du régime que reprendra, ou que ne reprendra pas la France, si elle redevient une Monarchie. Ces controverses usées n'intéressent plus les étrangers; elles ne pénètrent point en France, ou y sont interprétées dans un sens très-défavorable a la cause publique; elles ne servent qu'à amuser l'oisiveté & les passions de gens, sur la raison desquels une révélation divine n'auroit pas plus de prise, que n'en ont eu celles de l'expérience & de l'adversité.

Chaque société Françoise a son plan de législation; point de cercle qui ne foissonne de publicistes; jusqu'aux toilettes des femmes sont devenues des séminaires de droit politique. *In sylvam ne ligna feras.* Ces augustes débats doivent rester étrangers à tout écrivain,

qui n'étant pas sujet du Roi de France, & ne devant en aucune manière profiter de l'ordre de choses, bon ou mauvais, dont la République sera suivie, doit s'interdire des délibérations publiques sur des loix par lesquelles il ne sera jamais gouverné.

Ses opinions ont été, & seront éternellement indépendantes de tous les petits tyrans dont elles peuvent irriter la sottise : ils doivent supposer, sans effort de genie, que, lorsqu'on a bravé dix ans consécutifs les lanternes, les guillotines, les spoliations, les prisons, les exils, les impostures & l'esprit de parti, on ne se laisse ni décourager par la vile ingratitude des cliens qu'on a défendus, ni intimider par leurs commerages calomnieux. — Quant au développement de ces opinions, la sagesse ordonne de les régler sur les tems & sur l'utilité publique, & avant tout sur l'intérêt général de l'Europe.

Cet ouvrage a été consacré à ranimer en tout lieu le courage des Gouvernemens & des Peuples, abattus ou menacés par la République Françoise ; à leur montrer la nécessité, à leur faire espérer le succès d'une résistance qu'appuyeroient l'unité d'efforts & la droiture des intentions ; à réveiller l'horreur & la haine

pour la Révolution, en la peignant comme également implacable par ses principes, par le caractère de ses acteurs, par sa puissance & par la nature de ses excès; à favoriser, enfin, le rétablissement du repos public, inséparable du retour de la France au Gouvernement Monarchique, sans nous perdre à disputer prématurément touchant les bases quelconques de la nouvelle Monarchie.

Les contentions publiques sur cette matière nous paroissent, d'ailleurs, intempestives. C'est vouloir régler la scène hors du théâtre de l'action, & poser des leviers dont la distance peut nous faire méconnoître la portée. Sans les notions les plus exactes sur les véritables dispositions de la Nation Françoise, qui aura l'imprudence de dicter au loin les mesures & le régime propres à faciliter sa délivrance! Combien de fois n'a-t-on pas été abusé par des rapports que l'événement a démentis! Que de jugemens opposés sortent tous les jours des bouches passionnées ou des têtes crédules qui généralisent les exceptions, qui apprécient la France d'après leur coterie, qui présentent comme immuables des positions ou des sentimens qui varient tous les trois mois, & qui ne présentent jamais le tableau que de profil!

En vérité c'est une description dont les hommes d'Etat les plus exercés oseroient à peine se charger, que celle d'un Empire où, jusqu'aux physionomies, tout est dénaturé, & où il faut chercher les vœux pour l'avenir au milieu des décombres du passé & de ses innombrables métamorphoses.

D'ailleurs, ou la force des armes renversera seule la République, & deviendra l'arbitre de l'Institution qui lui succédera; ou cette force demeurant insuffisante, appellera à son secours la portion de François déterminés ou inclinés en faveur de la Royauté. Alors, il faudra persuader autant que combattre, concilier des intérêts pour en armer la communauté contre les Républicains obstinés.

Dans le premier cas, à quoi serviront les dissertations publiées dans l'étranger? Dans le second, est-ce des législateurs externes que prendront conseil les Généraux & les François, qu'une nécessité de circonstance obligera de s'unir dans un but, que personne peut-être n'est en état de prévoir & de préparer? Dans toutes les thèses, n'apperçoit-on pas que les conjonctures & l'influence inévitable des antécédens prononceront la décision en souveraines?

La

La grande Convention du genre humain, le Congrès des politiques expérimentés de tous les pays, ne seront point appelés à l'arbitrage d'un procès qui se plaide à coups de canon, & qui ne sera jugé *qu'en premier ressort*, quelle que soit la nature de la sentence. — C'est au Cabinet des Souverains belligérans & de *Louis XVIII*, qu'on peut adresser ses réflexions & ses vues; c'est en France qu'il faudra parler à la France; mais le public des intéressés n'est ni assez mûr ni suffisamment calme & éclairé, pour écouter avec profit des contestations, qui fatiguent son impatience d'obtenir un dénouement.

On se tromperoit beaucoup de voir dans ces observations une censure de la lettre de M. *Malouet*. Il jouit auprès de son Souverain, de ses compatriotes & de tous les hommes justes, d'une estime trop bien méritée, pour qu'on lui attribue d'autres intentions que celle d'être l'organe des sentimens paternels de *Louis XVIII*, & de prévenir que des fous & des factieux n'en pervertissent la pureté par le mensonge de leurs déclamations. Trop réservé pour s'être exprimé ainsi qu'il l'a fait, autrement que sur des autorités valides, il lui suffiroit de les citer pour faire taire ces désapprobateurs.

Nous n'en persisterons pas moins dans l'opinion, que la manifestation de ce genre de vérités, susceptibles de tant d'interprétations odieuses, doit être réservé au Roi de France lui-même ou à ses Ministres.

Ni M. *Malouet*, ni les personnes respectables envers lesquelles nous avons imité sa déférence, n'ont prévu l'inconvénient inévitable de ces déclarations publiques.

Quelqu'un s'avise-t-il de proclamer l'indulgence, la clémence, la justice du Roi, son aversion pour le pouvoir arbitraire, son discernement sur ce que les opinions de son siècle renferment d'erreurs à repousser, ou de connoissances à ménager? Des cris s'élèvent pour contredire cet éloge, pour en diffamer l'objet, & apprendre à la France que les vertus du Roi sont autant de chimères.

Tout parti, même le plus respectable, a ses convulsionnaires; touche-t-on la plus imperceptible de leurs fibres, ils assurent qu'on les égorge. On leur parle de *Gouvernement légal!* Ils ne veulent ni légalité ni gouvernement. L'art d'administrer les sociétés humaines se réduit pour eux à pendre, à sabrer, à dompter les volontés sans se soumettre à aucune autre règle que celle de leurs caprices, à ne souf-

frir de loix que celles qui mettent les Peuples sous leur dépendance sans leur en imposer aucune, & à mépriser toute restauration qui termineroit les malheurs de la France & les périls de l'Europe, à moins qu'elle ne rendît à une poignée de privilégiés, le droit de disposer à leur gré & exclusivement du Monarque & de la Monarchie.—

Ces bonnets rouges déguisés ont, à l'exemple des Jacobins, leurs formules, leur régie de terreur, & jusqu'à leur Père *Duchesne*. Quelqu' éclatant, néanmoins, que puisse être le *crescendo* de leurs clameurs lorsqu'ils voient le sens commun approcher de Capitole, il faut désabuser les François de l'intérieur & les Etrangers qui pourroient juger des intentions du Roi de France, des vrais Royalistes, de la majorité immense des Emigrés, sur l'effervessence de quelques individus isolés pour qui la Révolution est encore & sera toujours une *révolte de fauxbourgs*.

Quelles que puissent être les résolutions de *Louis XVIII*, tout François loyal devra s'y soumettre: en attendant qu'elles soient constatées, c'est honorer peu ce Prince & le mal servir, que lui refuser les qualités & les principes, propres à lui ramener le cœur de ses sujets.

Roi de 20 millions de François tout autant qu'il l'est de la partie d'entr'eux qui a partagé son exil & la gloire de son adversité, il ne sacrifiera sans doute que les intérêts coupables & abusifs, & respectera tous les droits légitimes (1).

Plusieurs passages de la lettre de M. *Malouet* mériteroient d'être approfondis. Nous bornerons notre attention à celui qui concerne les cabales, qu'on suppose occupées de nommer un usurpateur, ou de créer un *Roi Constitutionnel*; & à l'opinion qu'exprime M. *Malouet* sur les dispositions actuelles de la Nation Françoise.

Le projet d'écarter du trône le Roi légitime

---

(1) Nous n'avons appris que depuis peu de jours, que, nonobstant un arrêté spécial & les foudres du Directoire, le MERCURE BRITANNIQUE circuloit à Paris dans les Conseils, au Luxembourg, dans les Bureaux & dans les Sociétés. En lisant les accusations des Jacobins contre les *Rapinat*, les *Rewbell*, & les brigands de toute couleur qui ont saccagé la Suisse & l'Italie, il est aisé de reconnoître que nous leur avons fourni des autorités & des matériaux. Il devient donc encore plus indispensable pour nous, d'écarter de ce Recueil tout ce qui pourroit favoriser les craintes de la Nation Françoise sur le retour de la Monarchie, & de la persuader que le Roi & ses Conseils ne se dirigeront surement point par les leçons des intrigans & des énergumènes, ni par les passions qu'ont fait naître les circonstances.

& la Maison de France, a sans doute, à plusieurs reprises, occupé des révolutionnaires ou des partis, pressés par la difficulté de leur position, trompés dans leurs espérances, ou près de succomber devant leurs rivaux. Les *Brissotins*, en dépouillant *Louis XVI* de la couronne, inventoient de régner sous son fils mineur, & de rendre élective la dignité royale. *Danton* pensa de même à se servir du Dauphin. — Des propositions feintes ou sincères ont ensuite été faites à la Cour de Madrid, en faveur d'un Infant destiné à éterniser la ruine de la branche aînée de sa Maison. Le Duc d'*Orléans* a fixé tour à tour les regards de plusieurs cabales, & aujourd'hui encore celle de quelques intrigans. — D'autres entendoient déplacer l'ordre légal de la succession. — Tous ont eu pour point de vue de commuer la Monarchie Françoise en République, présidée par un *Fonctionnaire Public*, titré de Roi; d'asservir le Prince en le nommant, & d'en faire le jouet de leurs volontés en l'emmaillotant dans une Constitution dont il fût l'esclave, & non le Suprême Magistrat.

Ces spéculations ont avorté & avorteront, parce qu'aussi long-tems que les Jacobins & les autres Républicains par nécessité ou par

opinion seront maîtres de conserver le régime actuel, ils lui imprimeront cent faces différentes plutôt que de le déserter. Si, au contraire, la République leur échappe, la même impuissance qui les empêcheroit de la maintenir, ne leur permettra point de rétablir le trône en le taillant à leur gré, ni de soutenir le Chef qu'ils y auroient placé.

Au premier coup-d'œil, rien ne semble plus plausible & plus aisé qu'une transition pareille de l'état républicain à l'état monarchique; mais en approfondissant ce systême, on n'en conçoit guères d'inquiétudes. Il vient trop tard: en 1792, en 1794, après la chûte de *Robespierre*, si les Révolutionnaires eussent été plus indépendans & plus éclairés, ils pouvoient introduire un phanthôme monarchique qui, momentanément, eût satisfait la Nation, & neutralisé pour un tems les efforts des Royalistes. Aujourd'hui, la République & ses auteurs, la Révolution & ses suites, sont jugés: c'est une issue à leur tyrannie, non une modification de leur existence, un Gouvernement stable & non un usurpateur passager, qu'appelle le vœu général. On essayeroit plus heureusement un nouveau systême de République, qu'une Monarchie illégitime & découpée, en la solidité de

laquelle personne ne prendroit confiance. Avec quelque docilité que la reçût le Peuple (docilité que nous ne révoquons point en doute), ses créateurs n'auroient pour la défendre, pas plus de pouvoir & de ressources, qu'ils n'en ont pour protéger la durée de l'état républicain. Les regrets des partisans de la Démocratie, la haine & le mépris des partisans de la Royauté, la diffidence des factions qui se disputeroient la tutèle & l'autorité de l'Usurpateur, les complots de tous, les inconvéniens actuels sans aucun des avantages de la Royauté, en poursuivroient le Titulaire & les Visirs, comme ils poursuivirent le Directoire Exécutif. Un nouveau changement ne peut être maintenant secondé par la Nation, qu'autant qu' il promettroit d'être le dernier.

Et où trouver ce Roi de théâtre, assez hardi pour se faire installer par des régicides & des démocrates, pour braver l'opprobre, l'instabilité, & les périls de sa dignité? Est-ce dans l'une des Cours de l'Europe? Mais rencontrât-on un Prince assez déshonoré, assez téméraire, assez dépourvu de sens pour ambitionner ce trône assis sur une cataracte, les succès même des usurpateurs en divers âges suffiroient à le décourager. En ouvrant l'histoire des révolutions

qui changèrent les dynasties, il y verroit que des titres de naissance, & des alliances domestiques avec la Maison détrônée, une réputation éclatante ou une grande puissance personnelle, des services mémorables ou l'autorité même de la Nation en pleine liberté, déterminèrent leur élévation & en formèrent les supports.

Le Duc d'*Orléans* songera-t-il à accepter ce sanglant héritage, à joindre au parricide de son père, le crime stupide d'une usurpation dénaturée, dont la France entière auroit horreur, & de régner par les bourreaux de sa Famille sur des factions qu'il ne sauroit ni éteindre ni contenir? Un projet si monstrueux choqueroit toutes les vraisemblances dans une tragédie; il n'est pas moins incompatible avec le caractère du jeune Prince, qu'avec ses inclinations & ses intérêts.

Enfin, est-ce la France même qui fournira ce Monarque d'emprunt, tiré des fanges de la Révolution pour succéder à *Charles Magne?* Nul personnage n'a pu conserver deux ans de suite quelque importance; les plus marquans ont été fauchés périodiquement comme des chardons; pas un qui ne soit l'objet ou de la jalousie, ou de la défiance, ou des complots de

ses

ses collègues; chaque jour on brise sous les roues les conducteurs qu'on porta sur le siège; & c'est dans cet égoût, sans cesse remué, qu'on choisiroit un Roi de France? Tout au plus ce rôle appartiendroit-il à quelque Généralissime, maître de ses armées; mais, puisque ce phénomène n'a point paru au moment où les chefs militaires étoient protégés par des triomphes, est-ce au jour de leurs revers qu'on verra naître des *Césars*?

J'ose le penser, une pareille question, dans les conjonctures présentes, n'est bonne à traiter qu'à l'hôpital des fous.

Sans doute certains hommes, chagrins de leur obscurité après avoir brillé quelques heures sur l'horison révolutionnaire, républicains honteux & royalistes indécis, redoutent le rétablissement d'un Monarque, que ses droits & non leur scrutin, rappelleroit à la couronne. Sans doute, par les offenses qu'ils ont faites mesurant celles qui peuvent les atteindre, ne voulant ni se démentir, ni se repentir, ni recevoir la loi, il leur importe que la République tombe, parce qu'elle les proscrit ou les méprise; mais il leur importe aussi que la Royauté ne ressuscite que par eux. De-là ces fluctuations perpétuelles de leurs mouvemens, en-

tre la Monarchie & la République ; de-là leur persévérance à contrarier l'impulsion publique vers la première, toutes les fois qu'ils ont pu craindre d'être entraînés par son torrent.

Si cette politique n'étoit pas renfermée dans un cercle aussi étroit qu'insignifiant, elle deviendroit plus dangereuse que celle des Jacobins, comme plus accessible à un grand nombre d'intérêts, sans les effaroucher autant par le caractère de ses partisans.

Mais on ne doit point confondre avec ces Révolutionnaires déboutés & déliés, le nombre immense de François à qui des motifs puissans peuvent faire désirer de composer avec le Roi. Ceux-ci, du moins, ne lui disputent pas la couronne ; les autres aspirent à l'en exclure.

Passons à l'opinion de M. *Malouet* sur le sentiment général qu'il attribue à la Nation Françoise. A la veille des conjonctures où il deviendra si important aux Puissances, dont les armées s'approchent du territoire de France, de constater les véritables dispositions du Peuple, on ne sauroit mettre trop de circonspection à énoncer son avis à ce sujet.

. . . . . *Incedo per ignes*
Suppositos cineri doloso.

Le souvenir de 1792, de Quiberon, de tant de contre-révolutions tentées d'après des tableaux de fantaisie, & avortées, commande un examen très-réfléchi. On assuroit les Autrichiens qu'à leur entrée en Suisse, la Nation Helvétique se leveroit en masse, pourvu qu'ils garantissent l'inviolabilité de son indépendance & de son territoire: ils l'ont fait, & la Nation Helvétique ne s'est point levée.

En conclurroit-on qu'il faut s'attendre à un semblable mécompte, en abordant la France? Non, certainement; car les termes de comparaison & les tems différent: entre les époques précédentes & celle-ci il s'est opéré des changemens qui obligent à varier les inductions. L'esprit le plus vulgaire peut saisir ces différences générales; mais lorsqu'elles doivent servir à déterminer un plan de conduite politique & militaire, il est indispensable d'en discerner juste les limites; ce sont des bases dont il ne suffit pas de mesurer la superficie, & sur lesquelles on ne peut asseoir l'édifice sans en examiner toutes les dimensions.

En supposant que les Alliés parviennent à consommer l'affranchissement de l'Italie & de la Suisse, ils poursuivront ensuite leurs avantages jusqu'au sein de la France même, ou bien

ils se borneront à une défensive extérieure, en offrant ou en acceptant la paix. La dernière de ces deux hypothèses implique un si grand nombre d'absurdités, qu'il seroit superflu de s'y arrêter.

Qu'on aspire à renverser la Révolution en renversant la République qui lui sert de foyer, ou seulement à lui imposer les conditions d'un repos momentané, l'une & l'autre de ces plans nécessite une guerre active, portée au-delà des frontières de France. Dût-elle avoir pour issue une paix, qui reculeroit les dangers sans en combler la source, qui prépareroit de nouveaux ébranlemens en laissant incertain les droits de la souveraineté & de l'ordre publics, les Puissances sont intéressées à établir le théâtre de leurs armées chez l'ennemi, & à se saisir de quelques-unes de ses Provinces, pour lui arracher la restitution de celles que le cours des événemens lui laisseroit encore à l'extérieur. Ainsi, dans ce système effrayant & rétréci d'une guerre ordinaire dont le passé a démontré les conséquences, la Franche Comté serviroit de compensation aux Pays-Bas, le Dauphiné à la rive droite du Rhin.

Ce projet ne pouvant toucher aucun des François dont la guerre a ranimé les espéran-

ces & peut réveiller le courage, il seroit insensé d'attendre aucun concours de l'intérieur, & absolument oiseux de rechercher les moyens de l'obtenir.

Mais la question prend une autre face, si l'invasion de la France a pour objet la destruction de ses usurpateurs & de son régime : leurs ennemis deviennent alors les auxiliaires secrets ou déclarés de l'Etranger : sans leur secours, l'entreprise periclite ; car, a-t-on jamais vu une guerre d'irruption, faite contre un Empire étendu, puissant & aguerri, se terminer autrement que par des désastres, toutes les fois qu'une grande assistance intérieure ne l'a point favorisée? L'événement a déjà détruit cette illusion ; en recommencer l'épreuve, ce seroit jouer le salut de l'Empire contre des chimères.

La certitude d'une assistance quelconque ne peut être un problême ; mais quelle sera l'étendue de cette confédération, quelles forces pourra-t-elle réunir, par quelles voies en provoquera-t-on le développement, la persévérance, & les progrès? Aucune de ces questions n'embarrassent la prescience des Docteurs fatidiques, qui font leur cours d'histoire de France au télescope. Affirmatifs en 1792, en 1793, en 1799, tout doute est à leurs yeux une trahison ; &

trompés tous les jours depuis dix années, ils n'en répètent pas moins qu'ils ne se sont jamais trompés.

Sans nous jeter dans un examen qui exigeroit beaucoup plus de notions positives que nous n'avons pu en recueillir, nous observons que M. *Malouet* a peut-être attribué une influence trop exclusive aux causes qui, suivant lui, empêchent que la généralité des François ne se déclarent pour la Royauté. La terreur du Gouvernement, l'appréhension si peu réfléchie d'un démembrement de la France, le défaut de soin de la part des Puissances à rassurer les esprits, les préjugés inculqués à la Nation, n'expliquent point suffisamment la soumission publique.

Toute révolution longue, sanguinaire, & qui a triomphé des efforts dirigés contre sa durée, finit toujours par plonger les Peuples dans l'abattement & l'indifférence. Proposez à l'individu qui a sauvé sa vie & son grabat des échafauds de *Robespierre*, proposez-lui de se confier de nouveau au hasard des événemens! Le ressort des ames une fois brisé, il faut un concours rare de circonstances pour le retremper.

Cet affaissement national forme un simptôme non équivoque du caractère actuel des François: une multiplicité de témoignages se réunit à l'attester, & pour discréditer les relations contraires, il suffit de rappeler l'époque du 18 Fructidor, où, ni dans Paris ni dans les Provinces, des Représentans du Peuple, supportés par le vœu national & proscrits par une faction exécrée, n'ont pu rencontrer un peloton de défenseurs.

Les élémens d'un Parti Royaliste immense existent; mais sans Chefs, sans concert, sans argent, sans armes, sans pouvoir, sans lieux de rassemblement, le parti même est encore à former.

Les quatre cinquièmes des François détestent leur Gouvernement; mais, observe très-bien *David Hume*, l'erreur des Royalistes Anglois sous la République, étoit de regarder comme des partisans de la Monarchie, tous ceux qui se plaignoient du nouveau régime.

Les quatre cinquièmes de la France, affirme-t-on, soupirent après la Royauté; mais ces paysans délivrés de la dixme, de la gabelle, des droits féodaux, acquéreurs des domaines confisqués, veulent une Royauté qui sympathise avec ces exemptions. La vanité bourgeoise des villes,

le commerce, l'industrie, foulés, volés & avilis, gémissent de *l'égalité* qui les opprime, sans s'accoutumer encore à la pensée d'une *inégalité* qui les protège.—Ici l'on subordonne à des conditions de sureté son adhésion à la Monarchie; là, aux espérances de crédit, d'ambition, de fortune ou d'orgueil, qui peuvent survivre à la chûte de la République.

Qui consultéroit tant d'intérêts divers & contradictoires, finiroit par associer la Révolution à la Monarchie, & par la plus épouvantable confusion. Qui négligeroit de les rallier à soi en les modifiant, finiroit par les neutraliser.

Eût-on en sa faveur la France entière, moins la faction qui dispose de la toute-puissance, il ne faut espérer d'en ébranler que les enfans perdus, tant que la marche des armées alliées ne sera pas soutenue & prompte, tant que leur force, la manifestation de leur but, l'activité & la convenance de leurs mesures ne contrebalanceront pas la puissance d'inertie qui pèse sur la Nation.

L'expérience de tous les tems a prescrit de ne mettre un parti en mouvement, que lorsqu'on a la ferme volonté & le pouvoir de le soutenir & de le diriger.

Le

Le Roi de France a moins d'ennemis à vaincre que d'indifférens & d'égoïstes à décider; il s'agit moins pour lui de mettre en activité les Royalistes que *d'en faire*: sa victoire la plus utile sera celle, qui diminuera le nombre des oppositions à son autorité.

L'abus des similitudes, ressource des érudits & des beaux esprits, ramène sans cesse la comparaison de la République Angloise avec celle de France (1). Ceux dont la pénétration s'est amusée à nous présenter les conformités de l'une & de l'autre dans les origines, dans les progrès, les principes, le but & les caractères, prédisent à coup sûr la nature du dénouement: de causes analogues doivent découler des effets semblables.

Le Ciel préserve les Cabinets de l'Europe & les Conseils de *Louis XVIII* de se laisser abuser par ces parallèles romanesques! Un écolier appercevra ces rapports grossiers qui semblent

---

(1) Il a paru dernièrement à Paris un Roman de cette espèce par *Boulay* de la Meurthe, Député aux 500. J'ignore dans quels livres cet écrivain a étudié la Révolution Angloise; mais il est difficile d'entasser plus de bévues, plus d'erreurs de fait & de raisonnement.

identifier les deux révolutions; mais c'est le tableau de leurs dissemblances qui doit former l'étude de quiconque travaille à l'anéantissement de la République Françoise.

Il ne fut pas nécessaire d'armer l'Europe, ni de faire descendre en Angleterre des forces étrangères, pour opérer une restauration, dont les matériaux étoient tous assortis & disposés. Lorsqu'on les confronte avec la poussière où sont réduits les usages & les institutions de l'ancienne France; lorsqu'on voit la Noblesse, le Clergé, les Gentilshommes Anglois demeurés presque tous sur leurs foyers, conservant leurs titres, leurs terres, la considération & l'affection publiques; lorsqu'on oppose l'intensité de l'esprit religieux, les mœurs, les coutumes, les loix, l'ordre judiciaire, le caractère national & celui de l'armée en Angleterre, au bouleversement universel sous lequel la France est ensevelie; lorsqu'on entend *Cromwell* appeler *Milord* le Seigneur de la Chambre Haute qui se présentoit devant lui, on jette au feu les parallèles, & l'on découvre que ce pourroit bien être une question toute neuve, que celle des mobiles composés auxquels la France devra son retour à sa première existence.

TURQUIE.

Du Siège de St. Jean d'Acre. — Détails authentiques sur l'attaque & la délivrance de cette Place.

L'AXIOME *elonginquo reverentia* ne s'applique guères aux événemens militaires : la distance leur fait perdre de l'éclat, en diminuant l'intérêt qu'ils peuvent inspirer. Aussi un combat en Italie occupe-t-il plus de place dans les gazettes, que n'en tiendroit la conquête d'un Empire Africain.

Quelle que soit cette indifférence de la curiosité, rarement se présentera-t-il de faits historiques plus dignes de la frapper, que le concours des singularités dont la défense & le salut de St. Jean d'Acre a été accompagnée.

Le siège d'une bicoque de la Syrie ne vaut pas le siège de Troye ; mais du sort de cette bicoque dépendoient peut-être celui d'une partie de l'Asie, de Constantinople, de la Monarchie Ottomane. Derrière un rempart détérioré

& garni d'un fossé, deux mille Musulmans & Chrétiens Anglicans ont résisté pendant soixante-neuf jours à douze mille Républicains François, l'élite d'une armée qui avoit subjugué l'Italie & épouvanté l'Europe du bruit de ses triomphes, conduite par un Chef que les poëtes & les orateurs élevoient fort au-dessus du *Cid* & de *César*, dirigée par un des plus nombreux & des plus expérimentés Etats-Majors du tems présent.

C'est le Généralissime de l'*Armée d'Angleterre*, cet illustre *Buonaparte* qui devoit *démocratiser en six mois* la Grande Bretagne, c'est ce dévastateur invincible qui est venu terminer le roman de sa gloire, aux piés d'une muraille de l'Asie gardée par les Anglois, sous les ordres d'un Officier de Marine qui se trouvoit plongé dans la Bastille du Directoire, au moment où *Buonaparte* menaçoit d'écraser l'Europe du poids de sa renommée & de ses talens.

Un Anglois avoit préparé les disgraces de ce *Héros* par une victoire maritime sans exemple; un autre Anglois a achevé d'ensevelir ses trophées sous les revers les plus honteux, & a vu fuir devant lui cet aventurier réduit à sa dernière consolation, celle d'une indomptable & imperturbable insolence.

Il falloit une époque semblable pour offrir ce spectacle de l'Empire Ottoman, attaqué par des *philosophes* de France, sauvé par des Chrétiens venus d'une Isle septentrionale de l'Europe, & honorant de l'aigrette d'honneur ce même Chevalier *Sidney Smith*, dont des barbares de Paris avoient espéré d'abréger l'existence dans le donjon du Temple.

Jamais homme ne fut mieux choisi que ce Commodore pour la circonstance. Sans cet accord de son caractère & du genre de ses talens, avec les foibles moyens dont il pouvoit disposer, St. Jean d'Acre n'eût pas résisté quinze jours. Le plus habile tacticien eût échoué dans une défense si disproportionnée à l'attaque, & dont le succès tient du merveilleux. Sir *Sidney Smith* avoit inutilement attendu les secours promis par la Porte Ottomane: il se jugeoit abandonné; il avoit à surmonter le découragement des Turcs, à suppléer à leur inexpérience, à animer le zèle par son exemple, à soutenir l'émulation, à braver le climat, à se roidir contre les obstacles, à supporter des pertes irréparables.

On nous a transmis de Constantinople une suite de dépêches authentiques, qui renferment les principales particularités de ce siège étrange. avant d'en présenter les fragmens les plus essen-

tiels, donnons une idée de la situation des lieux & des affaires, au moment où le siège s'est ouvert.

Au commencement du siècle, St. Jean d'Acre n'étoit qu'un hameau; elle reçut son existence actuelle du Cheick *Daher*, qui en fut le second fondateur, & qui l'entoura d'un rempart. Elle est le siège d'un Pachalick, occupé depuis longues années par l'Arnaute *Gezzar*, créature du fameux *Hassan* Pacha. La violence, la cruauté & l'avarice de ce Gouverneur très-âgé, l'avoient rendu aussi redoutable qu'odieux. Ses trésors étoient dans la place; ils allumoient la convoitise de *Buonaparte* & de son armée.

Le but de l'irruption des François en Palestine étoit de se réunir aux Druses & aux Mutualis; ces Peuples tenoient soixante mille hommes à la disposition de *Buonaparte*, au moment où ses succès autoriseroient leur confiance. Avec ces forces réunies, on projetoit de traverser l'Asie Mineure, & de venir s'emparer de Constantinople. Aucun obstacle essentiel ne se fût opposé à cette expédition.

On sait que les Druses habitent les montagnes de l'Anti-Liban: la rivière de Seyde forme la limite de leur territoire. Ils vivent sous un gouvernement féodal, & dans une indépendance absolue du Pacha.

Les Mutualis sont les fermiers, ou plutôt les maîtres de la plaine qui s'étend depuis la rivière de Seyde jusqu'au territoire d'Acre. Quelques châteaux des anciens croisés, situés dans des postes avantageux, les mettent à l'abri de toute insulte. Sectateurs fanatiques d'*Ali* & des onze Imans qui lui succédèrent dans le Califat, ils abhorrent les Musulmans orthodoxes. Commandés par des Cheicks, & moins nombreux que les Druses, ils sont plus belliqueux, & passent pour les meilleurs Cavaliers de la Syrie.

Soit que la crainte de l'impitoyable *Gezzar* les eût fait retarder de se joindre à *Buonaparte* avant la prise de St. Jean d'Acre, soit que le Général François, par des motifs peu réfléchis, se fût acharné à la conquête préalable de cette place, cette armée d'auxiliaires attendit l'événement. Sans la présence de l'escadre Angloise qui leur en imposoit, & sans les échecs répétés de *Buonaparte*, cette multitude guerrière se fût rangée sous ses drapeaux, en se liant à ses entreprises ultérieures.

Le premier des fragmens que nous venons d'annoncer est tiré d'une lettre du Commodore Sir *Sidney Smith*.

A bord du Tigre devant Acre, le 3 Mai 1799.

" Nous sommes aujourd'hui au quarante-sixième jour de siège, & j'ai la satisfaction de vous annoncer que nous nous trouvons dans un meilleur état de défense que le premier jour. L'ennemi n'a jamais discontinué les efforts les plus vigoureux pour surmonter notre résistance à défendre la place.

" Après avoir, le 2 Avril, débarqué à Tripoli de Syrie le Capitaine *Duroi* (1), j'ai profité du premier beau tems, après les orages de l'équinoxe, pour reprendre ma station dans ce mouillage dangereux, avec l'escadre sous mes ordres. J'ai trouvé que l'ennemi avoit profité de notre absence forcée, pour pousser ses approches à la contrescarpe & même jusque dans le fossé de l'angle nord-est de la ville, où il étoit occupé à miner la tour, pour y augmenter une brêche qu'il avoit trouvée impraticable le premier Avril. J'avois laissé dans la baye la frégate *l'Alliance* & la flottille conquise (2), qui, surprises pendant la tempête, y avoient cependant résisté, & s'étoient maintenues dans leur position, à l'exception d'un seul bâtiment. Le Capitaine *Wilmot*, de l'*Alliance*, s'étoit montré si infatigable à monter dans la place les canons pris sur l'ennemi, d'après les conseils de l'habile Ingénieur Colonel *Phélippeaux* (3), que notre feu avoit déjà beaucoup ralenti celui des

(1) Emigré François qui a servi dans la Vendée.

(2) Cette flottille chargée de canons de siège, de munitions, de plateformes, de divers attirails, ainsi que de vivres pour deux mois & demi, fut enlevée le 18 Mars à huit heures du soir par le Commodore, après trois heures de chasse.

(3) Emigré François, connu par ses services dans l'armée des Princes, ainsi que dans celle de *Condé*; & notamment dans la Vendée, où il leva un corps de six mille hommes.

des François. Nous avions cependant encore à appréhender l'effet de la mine ; ce qui m'a déterminé à une sortie dans laquelle les soldats de marine & matelots Britanniques devoient forcer le chemin en dedans, & les troupes Turques attaquer les tranchées ennemies à droite & à gauche. Cette sortie a eu lieu le 7 Avril, avant l'aurore. L'impétuosité & le bruit des Turcs nuisoient à la surprise, quoiqu'à d'autres égards ils s'y soient bien conduits. Mon Lieutenant *Wright*, qui commandoit les matelots, quoiqu'il eût reçu deux balles dans le bras droit en avançant, est cependant entré dans la mine avec ses volontaires armés de piques, a pénétré jusqu'au fond en vérifiant sa direction, & a détruit tout ce ce qu'il étoit possible de détruire & en abattant les madriers. Le Colonel *Douglas*, commandant les troupes de marine de mon vaisseau, a soutenu les matelots dans cette entreprise désespérée, avec sa bravoure ordinaire, sous le feu roulant de l'ennemi, en retirant de ses tranchées le Lieutenant *Wright*, à qui il ne restoit plus de force pour se sauver, ainsi qu'à nos autres blessés au nombre de vingt-trois. Je suis doublement reconnoissant envers le Colonel *Douglas* de son ardeur militaire, & de m'avoir conservé mon digne ami. J'ai cependant à regretter la perte d'un Officier éprouvé, le brave Major *Oldfield*, commandant les soldats de marine du vaisseau le *Thésée*. Les Turcs ont rapporté de cette affaire environ soixante têtes, un plus grand nombre de fusils, & quelques outils de la tranchée dont notre garnison avoit très-grand besoin : il étoit impossible de pousser notre attaque plus loin, sans l'appui de plus de troupes réglées que nous n'en possédions. Notre retour a été couvert par le feu du *Thésée*, admirablement placé par le Capitaine *Miller* pour cet objet. Le meilleur résultat de notre journée a été d'enseigner aux assiégeans à nous respecter davantage comme ennemis, à tranquilliser la garnison sur l'effet de la mine, à leur apprendre à contreminer avec avantage, & à gagner du tems pour les renforts tardifs.

" Outre cette sortie, nous en avons fait de plus petites occasionnellement, protégés par nos chaloupes, pour occuper le tems & nuire à l'ennemi en détail.

" Le premier de ce mois, après plusieurs heures d'une forte cannonade de trente pièces d'artillerie apportées de Jaffa, les François ont fait une quatrième tentative pour monter à la brêche, alors bien élargie ; mais ils ont été repoussés avec perte. Le *Tigre* mouillé d'un côté, & le *Thésée* de l'autre, enfilent les murs de la ville, tandis que nos canonniers, nos lanches & nos canots opèrent de même sur la tranchée, à la grande incommodité des François. En effet, il n'y a que le désespoir qui puisse pousser les hommes à réitérer ces sortes de tentatives périlleuses ; & il est impossible de voir sans regret la vie même de nos ennemis, ainsi sacrifiée, & tant de bravoure si mal employée. Notre perte dans cette journée a été de six tués & neuf blessés entre les deux vaisseaux, parmi lesquels trois Officiers, dont un le Capitaine *Wilmot* de l'*Alliance*, frappé à la tête par un carabinier, dans l'action de monter un obus sur la brêche. J'ai fait construire deux nouvelles batteries qui se prolongent à chaque côté des approches les plus avancées de l'ennemi, à la construction desquelles les soldats & matelots de nos deux vaisseaux, sous le feu terrible des François, se sont occupés d'une manière qui commande l'admiration & la reconnoissance ; puisqu'il est évident que le feu croisé qu'elles produisirent a sauvé la place dans cette journée. Le Colonel *Phélippeaux*, des Ingénieurs, qui a dirigé ce travail, s'est sacrifié à son zèle pour ce service. Il est mort le 2 Mai des suites de ses fatigues, & notre douleur pour cette perte est excessive. Notre Colonel *Douglas*, qui lui a succédé dans son travail, le continue avec effet. Je dois vous dire, à l'honneur des Turcs, qu'ils cherchent les gabions, les fascines, & autres matériaux de ce genre, dont le Colonel a besoin, même sous la façade des ouvrages de l'ennemi, en y brûlant ce qu'ils ne peuvent emporter. Les François

réparent dans la nuit le mal que nous leur faisons le jour, & se maintiennent à demi-portée du pistolet des remparts, malgré tout notre feu.

" Je persévérerai, malgré tous les obstacles qui m'entourent, & dont deux sont presque insurmontables; l'un le climat qui a altéré ma santé, & la nature de la côte qui compromet mon escadre. "

Extrait d'une Seconde Dépêche, en date du 12 Mai.

" A la fin, *Hassan Bey* (1) m'a joint avec le régiment du *Teiflik* & quelques autres troupes, dont je n'ai pu cependant me procurer encore un recensement exact. Ils sont arrivés dans un moment bien critique; mais, en vérité, quel est le moment qui n'a pas été critique depuis cinquante-six jours que je suis à jeter des pierres avec le petit Général de la Grande Nation, qui a vaincu tout le monde, & qui a bien voulu se laisser vaincre ?

" Une mesure qui a donné plus d'alarmes à *Buonaparte* que mon feu, a été la distribution de la Proclamation (2), dont les copies sont reçues avec avidité par ses malheureux soldats. Pour en contrarier l'effet, il s'est abaissé au moyen méprisable de la calomnier. Il a publié à l'ordre que je suis une *espèce de fou* qui a eu la barbarie de se défaire des prisonniers, déserteurs, *en les embarquant sur des vaisseaux pestiférés*. Un déserteur m'avoue qu'il ne fait que *se répandre en injures contre moi & ma nation* à chaque boulet qui tombe près de sa personne. Il ordonne les assauts les plus désespérés; & lors du dixième les enfans perdus de son armée, au nombre de

(1) Gouverneur de Rhodes, & commandant la division Turque destinée à servir sous les ordres du Commodore *Sidney Smith*.

(2) Proclamation rendue par la Porte au mois de Février, & dont les gazettes ont fait mention.

cent, ont réellement pénétré par la brêche, jusque dans le jardin du Pacha, où le Colonel *Douglas*, avec un petit nombre des nôtres, les ont tous tués; les Turcs les ont décapités. Pour revenir à *Hassan Bey*, s'il a été foible & dilatoire, je puis vous répondre qu'il n'est pas poltron; car je l'ai reçu à sa première visite sur la brêche même dans une pluie de feu & de plomb qu'il a parfaitement bien supportée. Ses troupes se sont naturellement trouvées un peu étonnées de ce que je les ai envoyées, de ma propre autorité, forcer les tranchées ennemies à l'heure même de leur débarquement; leur coup d'essai par conséquence a été foible; mais une seconde tentative a mieux répondu à l'exécution de mes ordres très-distincts de forcer la première tranchée, d'y prendre poste, & de s'y fortifier en jetant au-dehors la terre amoncelée du côté de la ville. Ils ont complettement réussi à forcer cette tranchée: il y sont restés fermes quelque temps; mais devenant peu à peu en humeur de combattre plutôt que de travailler la terre, ils ont poussé jusqu'au second retranchement, où ils se sont emparés d'une batterie & ont encloué quatre canons; mais l'arrivée en force de l'ennemi les a non-seulement chassés de-là, mais délogés même de la première excellente position que je leur avois indiqué. Ainsi ils ont acheté cher l'expérience, que l'obéissance à la discipline est préférable à la fougue physique. J'ai placé les canons du Tchiflik en dedans de la brêche, & je trouve l'officier Allemand, Rénégat qui les dirige, très-adroit à ce service.

" L'armée Françoise a été sous les armes toute cette matinée, nous paroissant sur ses gardes contre quelque ennemi extérieur. Votre lettre fraîchement reçue, qui nous annonce que le Suprême Vizir se met en campagne, nous fait espérer que l'ennemi sera environné; & ainsi se terminera ce conflit terrible, qui me coûte journellement les sujets les plus estimables parmi mes compagnons d'armes, & il en est tems. "

Extrait d'une Lettre de Mr. K. à Mr. S.

MONSIEUR, Acre, le 16 Mai.

" Nous conservons toujours notre ascendant sur les misérables du dehors, quoiqu'il existe une brêche susceptible d'admettre un bataillon de François. Cependant le *Héros* ne pense guères ramasser au-delà de cent hommes à la fois, & non pas tous les jours, pour venir s'y faire expédier; ce qui s'exécute si promptement pour ceux qui montent, qu'ils n'ont pas même le tems de se retourner, & de prévenir les camarades qui les suivent du sort qu'ils éprouvent. C'est la éception introduite par le Commodore, secondé du Cap. *Miller* du *Thésée*. Elle a tellement animé le courage de la garnison, & lui a inspiré un si grand degré d'enthousiasme, que jusqu'au dernier homme s'accroche corps à corps avec les François & les éventre du sabre, avant qu'ils aient eu le tems de faire une décharge. Vous ne pourrez concevoir les fatigues qu'a essuyé le Commodore depuis deux mois. J'ose croire qu'on remarquera en Europe, que ce sont nos deux vaisseaux de ligne qui ont tenu en échec une *armée invincible* de plus de douze mille hommes, l'élite de la *grande Nation*, & qui, sans l'activité électrique de *Sir Sidney Smith*, menaceroit certainement la Capitale même. Nous avons soutenu cinquante jours de siège avant l'arrivée du premier secours Ottoman, qui auroit dû être ici depuis six semaines.

" Les malheureux ont fait onze tentatives en désespérés pour prendre la ville d'assaut; ils ont été repoussés avec un carnage incroyable. Le Commodore a disposé ses batteries mobiles de manière à déconcerter leurs ingénieurs, en leur opposant un feu suivi de cent pièces d'artillerie. Depuis que le *Héros* d'Italie est entré en scène avec le *Monstre* du Temple, sa perte jusqu'au 9, exactement vérifiée, consiste dans les Généraux *Caffarelli*, *Escalle*, *Lannes*, *Rampon*, *Vaux*, *Laugien*, *Devos*, *Dugua*; 85 officiers & quatre mille hommes, parmi

lesquels sont compris les guides, les grenadiers, les carabiniers ; & la plupart des artilleurs ; perte achetée, au reste, trop chèrement par celle inappréciable de notre cher & brave *Phélippeaux*. Il y a quinze cents François malades ou blessés à Caiffa ; outre cinq cents en deux autres *soi-disant* hôpitaux, où, faute de secours, il en meurt plus de 60 par jour. Les François ont perdu quatorze de leurs *officiers de santé* depuis la prise de Jaffa. Leurs principales tranchées sont excavées dans les crimetières ; & de chaque côté, jusques sous la brèche, sont amoncelés des milliers de cadavres que le feu de la place les empêche d'enterrer, & dont ils respirent la vapeur infecte que la brise de mer leur conduit pendant dix-huit heures des vingt-quatre. Ajoutez encore à cette situation, qu'ils sont sans abri contre la chaleur excessive du jour & contre les rosées pénétrantes de la nuit.

" On nous rapporte que *Buonaparte* a été blessé à la cuisse le 12. Il a perdu toute sa popularité : plus de Carmagnole devant sa tente ; plus de cris de joie lorsqu'il paroît. Il est en outre perdu dans l'opinion des peuples du Mont Liban, qui, depuis qu'ils se sont convaincus que les vainqueurs du Nil sont devenus les sauveurs de *Gezzar*, se sont rangés de notre côté. Nous avons maintenant à bord du *Tigre* deux de leurs Députés venus pour complimenter *Sidney Bey*, & lui offrir douze mille hommes de leurs peuplades, sous sa médiation efficace entre eux & *Gezzar Pacha*."

St. Jean d'Acre, le 21 Mai, 1799.

" C'est avec autant d'empressement que de plaisir que j'ai l'honneur de vous informer que les François, après avoir jeté pendant cinq jours une quantité de bombes dans Acre sans autre attaque, ont fait hier au soir un dernier effort pour entrer dans la ville ; il a été aussi infructueux que les précédens. Ils s'étoient déjà disposés à lever le siège : on avoit vu défiler

des chariots & de la cavalerie, lorsque ce dernier revers les a décidés à se mettre en marche en trois colonnes, se dirigeant vers le sud avec leurs bagages & l'artillerie. Ce matin, à quatre heures, je suis sorti pour examiner leurs batteries & les ouvrages, qui m'ont paru très-forts. Les troupes ont été employées à détruire les tranchées, & à retirer d'un puits une pièce de campagne qu'ils n'avoient pu emporter.

" Ce jour est une grande fête pour les Turcs. Le Pacha & la garnison sont généralement contens de se voir débarrassés de leurs ennemis après un siège qui a duré soixante-six jours.

" Le Commodore a fait voile depuis deux jours vers Jaffa, avec un autre vaisseau de guerre Anglois & deux frégates Turques : nous nous flattons qu'il y parviendra à déjouer les tentatives des François, & à ajouter encore, s'il est possible, à la gloire qu'il s'est déjà acquise.

" En exécution des ordres laissés par le Commodore de faire autant de prisonniers que possible, j'ai observé les démarches des détachemens Turcs ce matin, & j'ai vu qu'on amenoit au Pacha un soldat couvert de blessures. Je l'ai interrogé ; mais il étoit si fatigué & effrayé, qu'il n'a pu donner aucune réponse. Ayant cependant découvert qu'il étoit Allemand, je me fuis rendu aussitôt auprès du Pacha ; je l'ai réclamé au nom du Chevalier *Sidney Smith*, & il me l'a accordé. Après avoir été témoin de tant de cruautés commises ici, j'ai eu la satisfaction de le conduire à bord d'une chaloupe canonière Angloise, frayant ma route au milieu de deux ou trois mille hommes le sabre à la main, & me trouvant forcé d'en distribuer des coups pour me faire jour & sauver ce malheureux de leurs mains."

Des murs de St. Jean d'Acre, *Buonaparte* s'est retiré en Egypte par le désert, laissant sa grosse artillerie, ses malades, & ses blessés à

Joppé, où le Commodore Anglois les a atteints. Ce triste convoi devoit être embarqué pour Damiette sans vivres, sans eau, & presque sans équipages. Il doit sa conservation à l'humanité de *Sir Sidney Smith*. La *philosophie* de *Buonaparte* lui avoit fait préférer d'exposer ces malheureux à périr dans leur traversée, plutôt que de recourir à la générosité d'un ennemi, supérieur à ses bravades & à ses insultes. La conduite du Général François dans cette circonstance doit fixer l'opinion sur son caractère. Tout *Héros* peut être battu & rester un grand homme ; mais le *Héros* qui, à la honte de sa disgrace, ajoute celle de s'en venger par des invectives & par des calomnies dignes d'un portefaix, est assurément un Héros d'une rare espèce.

Tout vainqueur insolent à sa perte travaille.

LA FONT.

FRANCE.

FRANCE.

A AUCUNE époque antérieure, le tableau de la République Françoise ne fut plus extraordinaire qu'en ce moment. Un Gouvernement renouvelé, chancelant, balancé entre sa chûte totale ou le raffermissement de son autorité; un Corps Législatif divisé entre deux partis, dont l'un regrette de n'avoir pas encore atteint son but, & l'autre de l'avoir dépassé; une société politique d'agitateurs & d'incendiaires, s'efforçant de rompre le dernier fil auquel est suspendu l'équilibre apparent des divers pouvoirs; la plupart des emplois adjugés aux fauteurs du désordre & d'une anarchie illimitée; un Etat pressé de toutes parts de dangers extérieurs & intérieurs, facilitant lui-même sa désorganisation par ce changement subit de tous les hommes en place; une Nation muette & tranquille à côté de ces factions turbulentes qui agitent sa destinée; tous les maux d'une

révolution passée, & la crainte d'une révolution nouvelle : telle est la situation où la France se trouve ramenée, pour prix du délire, de la barbarie, des passions, & des crimes qui la subjuguent depuis dix ans, au nom de la *raison* & de la *liberté*.

Sur les lieux même, les observateurs les plus judicieux n'osent prédire le dénouement de la crise qu'a introduite la punition de l'ancien Directoire. Trois forces contraires continuent à se disputer la domination ; les *Terroristes* & ceux des Membres des Conseils & du Directoire affiliés à leur *Union* ; une division de ces mêmes Conseils, parmi laquelle la majorité des Anciens, effrayée d'une résurrection de ce régime révolutionnaire qui, dissolvant toutes les autorités existantes, en laisseroit les fonctionnaires à la merci de ses bourreaux ; & cherchant à maintenir quelque balance entre le despotisme du Pouvoir exécutif, & les conjurés actifs qui marchent au renversement complet des institutions actuelles. Enfin, les deux Directeurs conservés & menacés, s'efforçant de prévenir leur ruine & celle de toute ombre de gouvernement, en liant leur cause à celle du Conseil des Anciens, & de tous ceux que le déploiement des *amis du Peuple* a pénétrés d'effroi.

Les oscillations inévitables que produit ce conflit, se font remarquer dans le tableau de la quinzaine dernière.

Tandis que les Cinq Cents protégeoient ouvertement le nouveau Club des Jacobins, les Anciens lui ont déclaré la guerre. Un Thermidorien nommé *Courtois*, spéculateur révolutionnaire qui a parcouru dans la Convention à-peu-près toutes les carrières, excepté celle de la probité, a dénoncé cette réunion, comme un foyer de conspirations dont il a détaillé la nature. Mêlant des impostures & des fables à quelques faits avérés, il a demandé la dissolution de la société. La dénonciation admise & examinée, il n'en est résulté qu'une ordonnance aux Jacobins de sortir de la banlieue assignée au Conseil des Anciens, & de transporter ailleurs leur manufacture de *bonheur public*. Les Jacobins ont obéi, en mêlant à leur obéissance les imprécations & les menaces usitées: passant la rivière de Seine, ils sont allés exhaler leur colère & réglementer la France dans le Fauxbourg St. Germain. Pour les consoler de cette disgrace, le Conseil des Cinq Cents, le 3 de ce mois, a maintenu l'existence des sociétés populaires, en se contentant de les lier avec quelques toiles d'araignée.

Le caractère de ce Club est redevenu absolument semblable à celui qui le signala jusqu'à sa clôture en 1794: c'est une véritable Assemblée de Législateurs, une troisième Chambre prenant l'initiative des motions, imprimant & affichant ses délibérations, & organisée en corps politique. Les plus affreux scélérats y ont repris siège & la parole : même style, mêmes horreurs burlesques, même audace qu'autrefois.

La résistance que des jeunes gens de Paris sembloient vouloir opposer aux Jacobins, n'a été que l'amusement de quelques soirées : les premiers sont retournés à leurs plaisirs, & les seconds à leurs complots.

Il étoit impossible que l'effervescence désordonnée & précipitée de cette effrayante association, ne reveillât la crainte générale. Aussitôt qu'elle s'est manifestée, quelques Membres des Cinq Cents, affiliées au Club, & entr'autres *Lucien Buonaparte*, ont cherché sans délai à rassurer le Public, & à dicter plus de retenue aux Jacobins. Leurs protecteurs de Conseils entendent bien s'en servir, mais non s'abandonner à leur direction. On s'avoue le besoin qu'on a des sociétés populaires pour ranimer l'enthousiasme & forcer l'exécution des mesures violentes; mais chacun tremble de voir re-

naître ces Comités, à la fois délateurs & assassins, qui couvrirent la France en 1793.

C'est dans cet esprit, qu'afin de relever le zèle des fidèles, le Conseil des Cinq Cents a retranché du serment des fonctionnaires publics, les mots *de haine à l'anarchie*. La Royauté, & par une attention due au Maréchal *Suwarof*, la Royauté en *France* seulement, a l'honneur d'une excommunication sacramentale. Nonobstant leurs scrupules & leurs palliatifs, les Anciens ont consacré cette variante.

Ils se sont montrés moins dociles sur le décret rendu par les *Jeunes* en faveur de la liberté de la presse. En consacrant le principe, ils ont différé sur les limitations. Pendant ces ridicules examens, les libellistes représentent les examinateurs comme des coquins, dénoncent, calomnient, insultent, & ne connoissent plus aucune borne.

La dictature la plus compacte, la plus absolue, la moins exposée au conflit des juridictions & aux contrariétés, ne seroit pas de trop dans un pays où, depuis Brest à Perpignan, un abîme de troubles, de discordes, & d'anarchie, s'ouvre & s'approfondit; où des armées sans paye, & des finances dégénérées en expédiens de comédie, solliciteroient des remèdes

prompts, administrés par des mains toute-puissantes; où des armées étrangères, victorieuses, s'approchent des frontières; où des ennemis intérieurs compromettent la tranquillité; où les fondemens de tout corps social croulent par l'inconstance des innovations, & par le feu des factions qui dévore aujourd'hui ce qui fut institué hier.

Et c'est le concours de trois autorités distinctes, dont aucune ne respecte ses limites, ni n'est rassurée sur son existence, qu'il faut consulter avant de porter secours aux brèches de la République!

La détresse du trésor public est à tel point, que durant les quinze premiers jours de Juillet il ne renfermoit pas 80,000. liv. sterl. Les impôts journellement productifs, tels que le droit de passe sur les routes, sont ou aliénés ou dissipés avant leur recouvrement: des arrérages monstrueux, des engagemens innombrables, des contributions consommées avant d'avoir été perçues, commandoient de recourir sans délai à quelque ressource extraordinaire. Aussi les Cinq Cents s'étoient-ils empressés de décréter un emprunt forcé de cent millions; mais leurs financiers ayant eu l'esprit de commuer cette taxe en imposition arbitraire & progressive, sur une échelle qui ruinoit la plupart des propriétaires

les Anciens ont refusé leur consentement: tout le travail est à recommencer. En attendant qu'il se termine, les banquiers de Paris auxquels il peut rester encore quelques écus & un ombre de crédit, feront les avances d'un tiers de l'emprunt, pour aider le Directoire à habiller ses conscrits, & à payer la subsistance de ses armées faméliques.

La nature de ces *voies & moyens* explique & justifie la recomposition des autorités constituées. A qui les confier, sinon à des Jacobins effrénés? Eux seuls, ou les plus aveugles d'entr'eux, voudroient se charger de faire exécuter des loix, telles que celle sur les Nobles mis en ôtages, celle de l'emprunt obligatoire, & toutes celles qui suivront. Le premier de ces règlemens surpasse la loi des suspects. On ne se cache pas, d'ailleurs, que si les étrangers avancent dans l'intérieur, tous les Nobles seront arrêtés: il ne s'agissoit que de faire passer le principe; les conséquences viendront d'elles-mêmes. Par les recensemens qu'on a dressés, il conste que plus de la moitié de la Noblesse Françoise habite encore la République.

La diffidence des deux Conseils n'est point encore de la discorde; mais l'inclination des *Anciens* à soutenir le Gouvernement, & à su-

spendre le mouvement donné, forme un obstacle, sans fournir de remèdes. Incessamment il faudra plier ou vaincre, périr ou se tirer d'une situation équivoque qui embarrasse tous les ressorts.

Ce Conseil négatif va subir une nouvelle épreuve, lorsqu'il s'agira de mettre en jugement les Ex-Directeurs dénoncés. Cette poursuite, en faisant préjuger nombre d'autres subséquentes, alarme, non sans sujet, tous ceux qui redoutent d'être recherchés, & traduits à leur tour devant des tribunaux qu'influencera le terrorisme d'une faction prédominante.

Depuis le 15 Juillet, les Cinq Cents ont admis cumulativement contre les quatre Directeurs *Rewbell*, *la Reveillère*, *Merlin*, & *Treilhard*, les neuf chefs d'accusation suivans.

Ier CHEF. *Ils ont violé le droit des nations.*

1. En attaquant sans manifeste, sans déclaration préalable, sans le concours du Corps législatif, l'Empereur Ottoman notre allié, par l'envahissement de l'Egypte, pays de sa domination, lorsque ce Gouvernement, loin d'être en état d'hostilités imminentes ou commencées, de menaces ou de préparatifs de guerre contre la République, avoit au contraire son ambassadeur auprès de nous.

2. En envahissant sans manifeste, sans déclaration préalable, sans le concours du Corps législatif, l'Helvétie, lorsque ce Gouvernement n'étoit ni en état d'hostilités imminentes ou commencées,

commencées, de menaces ou de préparatifs de guerre contre la République ; & que les griefs ou plaintes que nous avions à faire contre lui pouvoient être redressés ou par les changemens que l'opinion préparoit dans cet Etat, ou par les arrangemens que notre situation & les traités nous donnoient le droit de proposer & d'attendre.

IIe CHEF. *Ils ont méconnu la souveraineté du peuple.*

1. En modifiant par leur seule volonté la constitution que les Peuples Cisalpin & Batave avoient acceptée & jurée au premier moment de leur liberté ; en faisant exécuter par la force & au nom de la République Françoise, les changemens apportés par eux seuls dans la constitution d'un peuple déclaré libre, reconnu indépendant & notre allié.

2. En soumettant la volonté générale du Peuple Romain, qui avoit été déclaré libre & indépendant, & dont l'ambassadeur étoit auprès de nous, à la volonté d'un général en chef, ou à celle d'un commissaire ; & en forçant ce peuple d'accepter une constitution, dont l'article 360 consacre cette servitude.

IIIe CHEF. *Ils ont violé notre constitution.*

1. En usurpant la puissance législative, par des arrêtés qui ordonnent que telle loi sera exécutée en tout ce qui ne sera pas modifié par le même arrêté ; en rendant des arrêtés qui entravoient ou rendoient illusoires ces mêmes loix, & mettoient ainsi les administrateurs dans l'alternative, ou d'être destitués, s'ils n'obéissoient pas à la loi, ou d'être poursuivis pour cause de forfaiture, s'ils obéissoient à l'arrêté.

2. En négligeant de donner au Corps législatif les comptes ou les renseignemens demandés par lui, soit sur les finances, soit sur notre situation : ce qui est un refus formel d'obéir au vœu de la constitution.

IVe Chef. *Ils ont compromis la sureté extérieure.*

1. En attirant sur la République un ennemi de plus, la Porte Ottomane, & la forçant de se réunir à la coalition du Nord.

2. En ne prenant pendant la paix avec l'Empereur & la trêve avec l'Empire, aucune mesure pour maintenir ses armées sur un pied respectable, remplir les cadres, fournir la cavalerie & l'artillerie de chevaux, garnir les places fortes de vivres, de munitions & d'armes.

3. En laissant pendre les canons, fusils, projectiles, fournitures, soit dans les places fortes, soit dans les magasins de l'armée.

4. En proposant au corps législatif, de déclarer la guerre au Roi de Hongrie & de Bohême, lorsque les armées Françoises étoient ou désorganisées, ou disséminées sur une étendue immense, ou réduites à un nombre infiniment inférieur aux forces que tous les rapports des généraux annonçoient marcher contre nous; en trompant le corps législatif, par des états mensongers de nos forces militaires, & laissant cent mille hommes & au-delà, dans l'intérieur de la République.

Ve Chef. *Ils ont compromis la sureté intérieure.*

1. En armant les citoyens les uns contre les autres, en dévouant les républicains à la proscription, par la désignation d'anarchistes, soit dans les proclamations, soit dans les circulaires de leurs ministres, avouées d'eux, puisqu'ils ne les ont pas punis, & en provoquant, par ces dénominations, l'éloignement des républicains de toutes les fonctions publiques, & leur assassinat.

2. En destituant à la fois, & sous une formule bannale, un nombre infini de fonctionnaires nommés par le peuple; intro-

duisant par ce moyen l'anarchie, dans un moment où l'action des loix devenoit des plus importantes pour l'assiette des nouveaux impôts, le recouvrement des anciens, le départ des François appelés à la défense de la patrie, & sur-tout pour la répression du brigandage & des assassinats.

VI^e CHEF. *Ils ont méconnu la souveraineté du Peuple François.*

1. En répandant dans tous les départemens de la République, des agens commissaires aux élections, pour forcer par des menaces, des promesses, par tous les genres de séduction, les citoyens à donner leurs suffrages à ceux qui étoient désignés par ces envoyés.

2. En négligeant ou refusant de punir & les agens qui avoient fait arrêter des électeurs, des Présidens d'Assemblées primaires, & ceux qui leur étoient dénoncés comme ayant voulu, par leurs manœuvres, anéantir la liberté des suffrages du peuple.

VII^e CHEF. *Ils ont attenté à la liberté, à la sureté des citoyens.*

1 En incarcérant arbitrairement des citoyens, les détenant illégalement, en les frappant de lettres-de-cachet; & dans ce nombre, est le Citoyen Gay-Vernon, chassé par eux de l'Italie, & exilé de la France.

2. En abusant de l'article 24 de la loi du 19 Fructidor, an 5, pour déporter les citoyens qui ne pouvoient être compris dans ces dispositions.

VIII^e CHEF. *Ils ont essayé de dissoudre la représentation nationale.*

En proposant à des chefs militaires, d'exécuter l'arrestation de nombre de membres du Corps législatif; en consul-

tant ses chefs, sur la possibilité ou la difficulté de cette opération.

IXe Chef. *Ils ont dissipé les fonds publics, & laissé exercer les vols & les dilapidations.*

1. En ne prenant aucun moyen pour prévenir, empêcher ou punir les dilapidations, les vols, les excès, les concussions, le despotisme & les vexations de tout genre qui accablent les peuples à qui nous voulions porter la liberté, & de s'être bornés à rendre des arrêtés qui attestent la connoissance qu'ils avoient de ces crimes, & la nullité des mesures qu'ils ont prises pour les faire cesser.

2. En faisant mettre en jugement le Général Championnet, parce qu'il s'opposoit aux actes arbitraires & aux déprédations d'un de leurs commissaires, par lesquels cet agent soulevoit contre l'armée & la République une Nation disposée à recevoir & reconnoître le prix de la liberté que nous lui offrions. C'est ainsi qu'ils ont appelé la mort sur une armée de héros François contre lesquels les peuples désespérés assouvissoient leur vengeance comme une représaille de la tyrannie, de la concussion des agens des Directeurs.

C'est sur ces bases que doit être fondé l'acte d'accusation : deux lectures approbatives en avoient été faites le 5 de ce mois; le sort de la troisième ne demeure pas incertain. Mais, quoique les délits ténorisés soient appuyés sur la notoriété publique, quoique leur dénonciation exprime littéralement le cri unanime de l'Europe & de la France, rien de moins sûr que la ratification du Conseil des Anciens, & la

punition des coupables. Un parti cherche à les sauver, pour se sauver lui-même : d'ailleurs, une procédure éternelle devant la Haute-Cour Nationale, leur fournira mille ressources dilatoires, & peut-être l'avantage d'un changemens de circonstances.

Cependant, il faut des victimes : la clameur publique en demande, la politique ordonne, même à leurs complices, de détourner les ressentimens par une expiation quelconque. Au reste, le meilleur plaidoyer en faveur des Directeurs, les Jacobins l'ont fait en publiant le dessein de perdre *Barras*, *Sieyes* & cent autres, pour completter le vœu de la justice & le salut de la République.

Si la conduite circonspecte & voilée de *Sieyes* donne de l'ombrage aux agitateurs, des soupçons aux hommes pénétrans, & la torture aux investigateurs vulgaires, ses partisans expliquent & excusent son inaction momentanée, de même que sa déférence pour les choix qu'il laisse faire. Avant de se déployer, il a dû reconnoître son terrein, apprivoiser ses collègues, fléchir devant des conjonctures dont il n'est point le maître de se délivrer brusquement. Ou il succombera sous les contrariétés, ou il parviendra à tout dominer.

Après s'être fait un principe de ne résister à aucunes des nominations nouvelles, il a cependant trouvé le secret de porter au Ministère des Relations extérieures, déserté par *Talleyrand*, un Allemand nommé *Reinhart*, employé autrefois aux affaires étrangères, Ministre de la République à Hambourg, & ensuite en Toscane. — Prudent, modéré & intègre, cet Agent a sauvé ce grand Duché du saccagement qu'a subi le reste de l'Italie. Observant les plus grands ménagemens envers S. A. R., incorruptible & sensé, il a contrasté avec ce ramas de brigands qui exécutent au dehors les ordonnances de la République.

Sa conduite en Toscane lui ayant mérité de l'estime, & peut-être quelque faveur auprès des intéressés, sa nomination couvre évidemment le projet de travailler à persuader l'Europe, que le Gouvernement François change de maximes comme de Ministres. La ressource des artifices, des décompositions & des négociations, est à l'ordre du jour. Il importoit de montrer dans l'administration des intérêts extérieurs, un Chef qui inspirât plus de confiance, & à qui ses rapports précédens avec la Toscane permissent de tenter des ouvertures auprès

de la Cour de Vienne. C'est le lion malade ; qui envoie des passe-ports aux animaux.

Quoique les levées d'hommes soient loin de se faire avec le ridicule enthousiasme dont parlent les Journaux, au 10 Juillet dernier le Directoire avoit réuni 50 mille recrues. L'armée de *Massena* a été portée à 65 mille hommes. Aussitôt que le corps qu'on rassemble en Alsace sera complet, on tentera une diversion en Souabe. Quant à l'Italie, on la considère comme perdue ; nul effort nouveau ne sera tenté pour s'y maintenir.

Affaires Militaires en Italie et en Suisse.

Le ralentissement des opérations, qui se fait remarquer depuis un mois, se prolongera peut-être jusqu'en Septembre. Les sièges d'Alexandrie & de Mantoue commencés avec succès, celui de Tortone dont on ne parle point encore, enfin l'attaque de Coni où les François ont ajouté à la force de la place des moyens de défense assez étendus, occuperont probablement

une grande partie de l'armée confédérée jusqu'à l'automne.

Gênes, ses environs, & la rivière du Ponent, étoient encore aux ennemis vers le milieu de Juillet. Les Bulletins & les Gazettes, remplis de détails faux ou fastidieux, ne nous instruisent pas même de la dernière position précise qu'occupoit alors le Général *Moreau*; on ne sait pas avec plus d'exactitude ce que sont devenus *Macdonald* & son armée. Livourne a été évacuée, & les troupes ont été paisiblement se réunir à celles qu'on avoit laissées dans la rivière du Levant: toutes ont regagné Gênes & rejoint *Moreau*.

Avec environ 25 mille hommes, recueillis de ses désastres & de ceux de *Macdonald*, ce Général s'est retiré, dans les premiers jours de Juillet, sur une ligne qui s'étendoit de Voltri, par Savone & Vado, jusqu'à la Principauté d'Oneille; un corps avancé gardoit la Bocchette, & couvroit Gênes. Nul avis certain d'un changement survenu dans cette position.

Au midi de l'Italie, la Toscane délivrée, la République de Lucques au moment de l'être, Rome & l'Etat Ecclésiastique affaissés, attendant paisiblement l'arrivée des Impériaux, Ancône toujours asservi. Pas une information satisfaisante

fisfaisante n'avoit percé jusqu'ici du Royaume de Naples. Aujourd'hui, on assure que cette Capitale & le château St. Elme sont rentrés dans l'obéissance. Des massacres, ajoute-t-on, y ont succédé aux massacres, & les supplices aux supplices. Les entrailles du Vésuve sont moins bouleversées que cette contrée, où en quelques mois, on a vu toutes les fureurs, toutes les abominations, toutes les calamités de la Révolution. C'est un royaume de lave, & de lave brûlante, dont *Ferdinand IV* va reprendre possession. La canaille seule étoit demeurée fidèle; les François sont parvenus à la pervertir.

On a pu mesurer le degré de corruption auquel étoient parvenus les différens Peuples de l'Europe, par le plus ou moins de succès qu'ont obtenus chez eux l'exemple des forfaits & les principes de la Révolution. Les Napolitains suivent les François sur cette épouvantable échelle.

Si dans ses mœurs & sa conduite la Suisse a présenté un tableau tout différent, celui de ses infortunes ne peut être surpassé. Dans l'attente de sa tardive & pénible délivrance, elle consomme son épuisement; elle se courbe sous une destinée dont deux générations ressentiront le poids.

L'Archiduc *Charles* & ses ennemis demeuroient toujours immobiles le premier de ce mois. *Massena* éprouvoit quelque désertion ; mais le plus grand nombre de ces transfuges, nouveaux conscrits, retournoient en France. Le corps du Général *Haddick*, entré dans le Haut Valais, n'y avoit fait encore aucun progrès à la fin de Juillet : d'autres colonnes, dit-on, devoient escalader le grand & le petit St. Bernard. Il suffit d'annoncer la guerre Helvétique n'est pas encore près de finir.

Quelques mouvemens séditieux se sont manifestés, assure-t-on, dans la Turgovie & le Tockenbourg. Les Cantons Démocratiques semblent être les seuls jusqu'ici, où les sentimens aient conservé leur energie naturelle.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

A V I S.

LES Souscripteurs qui ont reçu le MERCURE BRITANNIQUE *depuis son origine, sont prévenus que leur abonnement expirera avec le 24. Numéro qui doit terminer le 3. Volume, & qui sera publié le 10 Août.—Ceux qui desirent renouveler leur souscription pour l'année suivante, soit pour les 24 Numéros qui formeront les Volumes IV, V, & VI, sont priés de faire incessamment connoître leurs intentions, soit chez l'Auteur, soit aux Libraires désignés sur l'enveloppe.*

Le 25 Numéro paroîtra le 15 Septembre prochain.

TABLE SOMMAIRE

DES

Matières contenues dans les Trois Premiers Volumes du MERCURE BRITANNIQUE.

TOME PREMIER.

Nos I. II. III. Août & Septembre ; 1798.

Page

ESSAI Historique sur la destruction de la Ligue & de la Liberté Helvétique—introduction. 1

Etat Moral & Civil de la Suisse, spécialement du Canton de Berne, avant & après la Révolution de France. 11

Premières influences de la Révolution Françoise en Suisse. Conduite des Cantons depuis 1789 à 1792. 53

Situation de la Suisse à la fin de 1792 & jusqu'en 1797. 94

Suite des événemens en 1797—Persévérance des Suisses dans leur système—Premières hostilités du Directoire. 123

Caractère des Ministres François en Suisse à la fin de 1797—Invasion de l'Erguel—Esprit & conduite du Corps Helvétique à cette époque—Etat du pays de Vaud. 140

Révolution du Pays de Vaud—Ses causes & ses progrès—Entrée des François dans cette Province—Diète Générale. 164

Etat du Canton de Berne & de la Suisse au commencement de Février—Première Révolution dans les Gouvernemens—Négociations avec le Général Brune & ses suites. 191

Etat des forces Helvétiques—Variations dans les Conseils de Berne—Violation de la Trève par les François—Combats, & Révolutions des Cantons de Fribourg, Soleure & Berne. 211

Page

Suites de la réduction de Berne—Excès & crimes des François—Sort du reste de la Suisse——Conclusion. 249

Pièces justificatives. 273

N. IV. 10 *Octobre.*

Coup-d'œil comparatif sur le Continent & la Grande Bretagne. 283

Allemagne—Prusse—De ses dispositions actuelles. 312

Autriche. 321

Suisse—Saccagement des petits Cantons 326

Grande Bretagne—Bataille d'Aboukir 339

N. V. 25 *Octobre.*

Italie—Etat de cette contrée. 355

Malte—Notions sur la prise de l'Isle par les François. 396

Grande Bretagne—Effet de la Victoire de l'Amiral Nelson. 409

N. VI. 10. *Novembre.*

France—De la politique extérieure du Directoire en 1798. 427

Du Droit des Gens observé par le Directoire François. 473

Allemagne—Effet de la Victoire de Nelson—Congrès de Rastadt. 480

Traduction du Manifeste de la Porte Ottomane. 488

N. VII. 26 *Novembre.*

France—Supplément au tableau de la conduite du Directoire envers les Etats étrangers. 495

Suisse—Principales particularités de la délivrance des Grisons & ses suites. 524

Grande Bretagne—Ouverture de la Session. 544

Suite du Manifeste de la Porte. 560

N. VIII. 10. Décembre.

Page

Réponse sur une question proposée à l'Auteur sur une Histoire de la Révolution Françoise. 563

Antidote au Congrès de Rastadt, ou Plan d'un nouvel équilibre politique en Europe (Brochure imprimée en Allemagne). 581

Grande Bretagne—Tableau des dépenses pour l'année prochaine & des moyens de les balancer, présenté par M. Pitt à la Chambre des Communes—Proposition de l'Impôt sur le Revenu. 608

Nouvelles diverses. 627

TOME II.

N. IX. 25 Décembre.

Précis des dernière occurrences du Continent—Insurrection du Brabant—Congrès de Rastadt—Intérieur de la France. 3

Italie—Des Armées & des Flottes. 37

Suisse—Détails sur les horreurs commises dans les petits Cantons. 41

Grande Bretagne—Motion de M. Tierney sur les engagemens à prendre avec les Puissances Continentales—Correspondance interceptée de Buonaparte. 50

Nouvelles diverses. 68

N. X. 10 Janvier, 1799.

Relevé sommaire des tributs & des vols arrachés par la République Françoise à l'Etranger depuis 1794. 71

Premières hostilités entre le Roi de Naples & le Directoire François—Détrônement du Roi de Sardaigne. 97

Grande Bretagne—Etablissement de l'Impôt sur le Revenu—Discussion sur la liberté de la presse—Nouvelles diverses. 135

N. XI. 25 Janvier.

Page

Question résultant du tableau des rapines Françoises, présenté dans le Numéro précédent. 143

Nouvelle fraude politique du Directoire François—Correspondance pretendue des Cours de Naples, de Turin & du Baron d'Awerveck. 157

Des aventures de Buonaparte en Egypte. 173

France—Quelques notices authentiques sur l'état de cette Contrée. 179

Allemagne & Italie—Apperçu de la situation de ces deux Contrées, & des événemens généraux, jusqu'aux derniers jours de 1798. 190

N. XII. 10 Février.

Quelques remarques de l'anarchie où se trouve le système politique de l'Europe. 211

Lettre à l'Auteur sur la spoliation des propriétés par le Directoire. 230

Suisse—Spoliations & vols des François & du Directoire Helvétique. 238

Extrait du discours prononcé dans la Chambre des Pairs le 8 Janvier, par Lord Auckland, relativement à l'Impôt sur le Revenu. 245

Résumé des derniers rapports arrivés du Continent. 259

Grande Bretagne—Discussion sur l'Union avec l'Irlande. 272

N. XIII. 25 Février.

Lettre à l'Auteur sur les *Swindlers* François. 281

France—Notices des derniers récits débités à Paris jusqu'au 11 de ce mois, sur les occurrences du Continent—Guerre de Naples—Pillage du Piémont—Congrès de Rastadt—Notice sur Garat. 293

D'une fausseté sur Venise & les Vénitiens. 319

Capitulation du Roi de Sardaigne. 324

Grande Bretagne—Sur l'Union avec l'Irlande—Nouvelles diverses. 339

N. XIV. 10 *Mars*.

Page

Extrait de l'ouvrage de Sir F. d'Ivernois, intitulé *Tableau Historique des Pertes que la Révolution & le Guerre ont fait éprouver au Peuple François, &c. &c.* 353

Du degré d'influence qu'a eu la Philosophie Françoise sur la Révolution, 376

Abrégé des Notices Continentales pendant le mois de Février dernier—Horreurs commises en Piémont—Convention de Capoue—Bataille près de Naples: prise de cette ville. 407

N. XV. 25 *Mars*.

Suite de l'extrait de l'ouvrage de Sir F. d'Ivernois. 417

Finances Britanniques—Extrait de l'ouvrage de M. Rose, sur *l'Accroissement du Revenu, du Commerce & des Manufactures de la Grande Bretagne, pendant l'intervalle de 1792 à 1799.* 437

Complément des Notices précédentes sur l'Italie. 453

Allemagne—Dénouement des négociations entre l'Empereur & la France—Principales particularités de la Rupture. 482

Appendix—Ordre de l'Archiduc à son armée. 494

N. XVI. 10 *Avril*.

D'une Apologie de Carnot par lui-même. 495

Grande Bretagne—Rapport du Comité Secret de la Chambre des Communes sur les conspirations tramées en Angleterre & en Irlande. 527

France—Déclaration de guerre à l'Autriche—Notices sur l'Intérieur. 543

Sommaire des premiers événemens militaires pendant le mois de Mars dernier, 557

TOME III.

N. XVII. 27. Avril.

Page

De la marche de l'opinion publique en Europe, relativement à la Révolution Françoise (traduit de l'Allemand de M. *Gentz*). 3

De l'intervention de la Russie dans la Guerre présente 37

Traité d'alliance entre la Porte & la Russie. 39

Situation des affaires générales sur le théâtre de la guerre—Notice sur l'Archiduc—Retraite de Jourdan—Affaires des Grisons & d'Italie—Proclamation de l'Archiduc aux Suisses. 52

N. XVIII. 10 Mai.

De quelques différences comparées, entre l'époque actuelle & celle de 1792, relativement à l'état de la France & de l'Europe. 69

Allemagne—Projets du Directoire sur le Corps Germanique—Congrès de Rastadt. 104

Articles secrets du Traité de Campo Formio. 116

Suisse—Sa situation actuelle. 127

Sommaire des événemens militaires jusqu'au 22 Avril dernier. 136

N. XIX. 25 Mai.

Lettre de Mithridate à Arsace, Roi des Parthes—Fragment tiré de Salluste. 141

Translation du Pape à Briançon—Conduite générale de la République Françoise envers ce Pontife & ses Etats. 148

Turquie—Des François en Egypte. 165

France—Assassinat des Plénipotentiaires à Rastadt—Relations, Décrets & opinions diverses touchant cet événement. 175

Nouvelles diverses. 211

N. XX. 10 *Juin*.

Page
Suite de l'examen de M. *Gentz* sur la marche de l'opinion publique en Europe, relativement à la Révolution. (Traduit de l'Allemand). 217
Etat général de l'Armée Françoise à l'ouverture de la campagne. 238
Coup-d'œil sur les derniers événemens de la Campagne. 250
Grande Bretagne—Revue des Volontaires de Londres & ses environs. 278

N. XXI. 25. *Juin*.

Grande Bretagne—Débats du Parlement sur le Subside à accorder à la Russie. 285
Budget Britannique pour l'année 1799. 307
Dannemark—Nouvel exemple du respect des Ambassadeurs du Directoire pour les droits des Souverains. 325
France—Etat des partis dans l'Intérieur. 339
Nouveaux succès des Armées Impériales. 354

N. XXII. 10 *Juillet*.

De la conduite des Peuples en Italie, en Allemagne & en Suisse, depuis le renouvellement de la guerre continentale. 359
Allemagne—Déclaration du Roi de Suède—Décret de la Commission Impériale relativement à l'assassinat des Ministres François à Rastadt. 381
Courlande—Célébration du Mariage de M. le Duc d'Angoulême & de Madame Royale Thérèse de France. 396
France—Epuration du Directoire & réforme de ses usurpations—Caractère de ce nouveau drame politique 400
Nouveaux progrès des armées Impériales. 422

N. XXIII. 25 *Juillet*.

France—Quelques remarques sur la Révolution ébauchée à Paris le mois dernier. 428

Page
Cours des affaires & des esprits depuis le premier Juillet. 444
Lettre de M. Malouet à l'Auteur. 456
Grande Bretagne—Clôture du Parlement. 469
Situation des affaires militaires en Italie & en Suisse depuis la fin de Juin. 478
Addition à l'article de France. 492

N. XXIV. 10 *Août.*

Réflexions sur la catastrophe des Ministres de la République Françoise à Rastadt. 495
Observations sur la Lettre de M. Malouet. 507
Turquie—Particularités du Siège de St. Jean d'Acre, & pièces relatives. 529
France—Etat des Partis, des Conseils, & des affaires, jusq'au 5 Août. 543
Affaires militaires en Italie & en Suisse. 557

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU